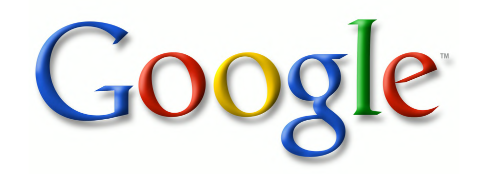
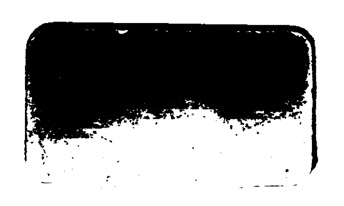






COLLECTION BLÉRIOT

HISTOIRE COMPLÈTE
DE
LA POLOGNE

DEPUIS SES PREMIÈRES ORIGINES JUSQU'A NOS JOURS

LOIS, — MŒURS, — INSTITUTIONS,
ÉTAT SOCIAL, — POLITIQUE, — INTELLECTUEL, — MILITAIRE,
INDUSTRIEL, — COMMERCIAL, ETC.,

Par C.-F. CHEVÉ

DEUXIÈME ÉDITION

Tome second.

PARIS
CH. BLERIOT, EDITEUR
QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 55
1863

COLLECTION BLÉRIOT.

HISTOIRE COMPLÈTE

DE

LA POLOGNE.

Saint-Cloud.—Imprimerie de Mme Ve BELIN.

Chevé, C.-F.

HISTOIRE COMPLÈTE

DE

LA POLOGNE

DEPUIS SES PREMIÈRES ORIGINES JUSQU'A NOS JOURS

LOIS, — MŒURS, — INSTITUTIONS,
ÉTAT SOCIAL, — POLITIQUE, — INTELLECTUEL, — MILITAIRE,
INDUSTRIEL, — COMMERCIAL, ETC.,

Par C.-F. CHEVÉ

DEUXIÈME ÉDITION

Tome second.

PARIS
CH. BLERIOT, EDITEUR
QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 55

1863

INTRODUCTION.

I

PROPHÉTIE DE VERNYHORA.

En 1768, lors de la confédération de Bar, quatre ans après le premier démembrement de la Pologne, Vernyhora, kosak d'au delà du Dniéper, austère pénitent auquel quatre-vingt-dix ans d'une vie pieuse avaient acquis une haute renommée de sainteté, était sur son lit de mort à Parchomowka, en Ukraïne. Après avoir fait ses adieux à son fils et à tous ceux qui l'entouraient, accourus par d'étranges pressentiments, il s'affaissa et ses yeux se fermèrent. Mais peu après il se releva. Son regard brillait d'une lumière surnaturelle, et au-dessus de sa tête scintillait une clarté semblable à l'auréole des saints. A cet aspect, comme devant une vision miraculeuse, chacun inclina le front, et, joignant les mains, recueillit ces paroles prophétiques du paysan de Makiedan:

« Pologne, ô ma patrie! que ton sort est à plaindre
» aujourd'hui! — Le sang de tes fils va se répandre
» abondamment; — des tertres majestueux s'élèveront
» avec leurs ossements; — la dévastation, le désespoir
» et une désolation immense vont s'étendre sur ton sol;

» — *trois vautours étrangers et voisins te déchireront à* » *trois reprises différentes — et tu succomberas* (1). Les » efforts de tes fils polonais seront vains; ton roi d'au- » jourd'hui finira honteusement comme il a commencé, » en se vautrant à la cour de la tzarine moskovite (2). » — O ma patrie! tu gémiras longtemps sous le joug des » étrangers; on transportera une grande partie de tes » enfants en esclavage dans d'immenses régions dé- » sertes (3), l'autre partie (4) ira dans des pays lointains » mendier par le verbe et au prix de son sang (5) un » secours pour une mère malheureuse. — Après une » longue série d'années, apparaîtra le géant de l'Occi- » dent (6) et l'espoir luira pour la Pologne (7). Les Po- » lonais combattront contre leurs oppresseurs sur la » terre polonaise (8)... Mais cet espoir aura lui et s'éva- » nouira comme une étoile descendue du ciel. — Ce- » pendant, ceux qui avaient déchiré la patrie diront : « —Mais l'aigle blanc vit toujours et le royaume de Polo- » gne aussi, »— et les faibles se feront illusion par cela (9), » et même il s'en trouvera qui béniront les assassins de » la patrie (10). Mais le tzar mauvais, avide de verser le » sang de ses sujets, s'asseoira sur le trône des Jagel- » lons (11), et prouvera que la fausseté n'est pas la vé-

(1) Les trois partages de 1773, 1793, 1795.
(2) Stanislav-Auguste Poniatovski.
(3) La Sibérie, le Caucase, etc.
(4) L'émigration.
(5) Les légions polonaises.
(6) Napoléon.
(7) Duché de Varsovie.
(8) De 1806 à 1813.
(9) De 1815 à 1830.
(10) Parti russe, autrichien.
(11) Nicolas.

» rité. La nation polonaise s'insurgera dans toutes les
» parties de la terre polonaise (1); mais l'union, l'ordre
» et l'homme (c'est-à-dire le chef) lui feront défaut, et,
» comme naguère, elle succombera encore une fois. Les
» Polonais, les uns comme les aiglons après la destruc-
» tion de leur aire, iront vers un lointain pèlerinage; les
» autres, dans les exils et dans les esclavages, compte-
» ront les jours avec douleur. La Pologne, imprégnée du
» sang de ses enfants (2), engraissée par leurs cadavres,
» subira longtemps, bien longtemps le poids des fers
» oppresseurs jusqu'à ce qu'enfin arrivera l'époque où
» l'Anglais prodiguera l'or, le Français secourra et forti-
» fiera, les musulmans abreuveront leurs chevaux à
» Horyn, les Polonais, nombreux comme les arbres des
» forêts lithuaniennes, comme les grains de sable des
» bords de la Vistule, comme les trombes des steppes,
» se lèveront et combattront leurs ennemis. La première
» victoire remportée par les Polonais aura lieu dans les
» plaines de Hanczazycha (en Volynie, près du vieux
» Konstantinov), la seconde non loin des tertres de Piat
» et Perepiat (près de Povolocz, en Ukraïne), la troi-
» sième près des sept tertres (aux environs de Hubuik,
» en Podolie), la quatrième et la dernière victoire entre
» Bzeszczov et Jancza (Bzeszczov, petite ville de l'U-
» kraine, sur les bords du Dnieper; Jancza, forêt noire
» à une demi-lieue de Rzeszczov). Le Dnieper tout en-
» tier sera teint de sang; il chariera les cadavres des
» ennemis qui viendront se briser aux barrages, et,
» depuis la mer Noire jusqu'à la Baltique, depuis les
» monts Karpathes jusqu'aux steppes de Nizov, il ne
» restera plus sur la terre polonaise ni un Allemand, ni

(1) Révolution de 1830-31.
(2) Sanglantes exécutions après la révolution de 1831.

» un Moskovite vivants, et la Pologne deviendra grande,
» puissante par tous les siècles ! »

Cette authentique et populaire prophétie, qu'on dirait l'histoire même écrite d'avance, s'est accomplie mot à mot, lettre à lettre, et ses dernières lignes se réalisent au moment même où nous les transcrivons. Déjà « les Polonais, nombreux comme les arbres des forêts lithuaniennes, comme les grains de sable des bords de la Vistule, comme les trombes des steppes, se sont levés et combattent leurs ennemis » depuis sept mois. Déjà leur gouvernement national, partout substitué à la domination russe, et auquel désormais toute la Pologne obéit, a son armée, son trésor, ses tribunaux, ses représentants, son administration, sa justice, et nous sommes visiblement « à l'époque où l'Anglais prodiguera l'or, le Français secourra et fortifiera, et les musulmans abreuveront leurs chevaux à Horyn. » Bientôt éclateront les quatre grandes victoires qui scelleront la délivrance définitive de la Pologne ; bientôt, « depuis la mer Noire jusqu'à la Baltique, depuis les monts Karpathes jusqu'aux steppes de Nizov, il ne restera plus sur la terre polonaise ni un Allemand, ni un Moskovite vivants, et la Pologne deviendra grande, puissante par tous les siècles ! »

II

La Pologne, centre géographique, politique et social de la république européenne.

Cette résurrection de la Pologne est voulue de Dieu parce qu'elle est en même temps la résurrection de tous les peuples et l'avénement de la république universelle dans le monde ; ce n'est pas en vain que le drapeau

polonais portait gravé en lettres d'or : « Pour votre liberté et pour la nôtre. » C'est le drapeau de tous les peuples.

Remarquez, en effet, que la Pologne représente beaucoup moins une nation à part que le principe même de la fraternité et de la fusion des nations. D'abord elle n'a point de frontières naturelles et n'en peut avoir. De la Baltique à la mer Noire, des confins de la France, qu'elle touchait dès le IXe siècle, à ceux de la Turquie, dont elle possédait les provinces, elle s'est mue dans un cercle immense et pour ainsi dire sans bornes, qui embrasse la plus grande partie de l'Europe, et comprit presque tout entières la Prusse, la Russie, l'Autriche. Point de jonction de l'Orient et de l'Occident, du Nord et du Midi, elle fut le réceptacle de toutes les races, le forum de tous les peuples. Bohêmes, Allemands, Hongrois, Valaques, Lithuaniens, Prussiens, Russiens, Tatars, Arméniens, israélites, mahométans, comme nous l'avons montré dans l'Introduction du premier volume (p. XI-XIV). La race slave, qui en est la souche, représente à elle seule 100 millions d'hommes disséminés de l'Adriatique au nord de l'Amérique, de l'Archipel grec à la mer Glaciale, de la Bohême à l'Asie. Par sa situation géographique comme par son ethnographie et son histoire, elle est, si j'ose dire, « la nation commune, » prédestinée à être le centre de la fusion de toutes les autres.

Pour qu'elle accomplît ce grand rôle providentiel d'opérer en elle la fraternité universelle de tous les peuples, Dieu lui a fait une destinée singulière et qui n'a d'analogue nulle part. Il lui a enlevé depuis bientôt un siècle son territoire, le sol même de sa patrie, sans qu'elle cessât d'être de plus en plus compacte et vivante, et l'a dispersée comme un germe fécond sur tous les rivages du globe, dans toutes les contrées de la terre, parmi tous les peuples, afin qu'elle fût le lien de leur unité, et,

qu'éveillant par ses longs malheurs leurs profondes sympathies, elle fût le foyer de cette fraternité de tous, que sa cause devînt la cause du monde entier, et, qu'unis en elle dans cette universelle solidarité, ils commençassent dès lors, au rayonnement de son centre, cette fusion qui doit faire de tous les peuples un seul et même peuple. Ses légions, parcourant durant soixante ans, de 1796 à 1856, l'Europe et le monde entier, la France, l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne, la Russie, l'Algérie, la Hongrie, la Crimée, l'Égypte, Saint-Domingue; ses émigrants s'asseyant quatre-vingt-dix ans, de 1772 à 1863, au foyer de tous les peuples, de Londres à Constantinople, de la Suède à l'Amérique, tous exercèrent l'immense et glorieux apostolat qui devait préparer cette œuvre grandiose.

Mais ce n'est là qu'une préparation secondaire. Le rôle providentiel de la Pologne remonte plus haut et va plus loin. Il y a près d'un demi-siècle, Napoléon disait : « Dans cinquante ans, l'Europe sera république ou kozake. » En effet, depuis 1789 surtout, deux principes se disputent avec acharnement l'empire du monde : l'un est le prétendu droit divin des rois personnifié dans l'autocrate russe, à la fois pape, empereur et propriétaire de ses sujets et de leurs biens; l'autre est le droit des peuples, droit égal de tous à la chose publique (*res publica*), à tout par la libre activité de chacun. Or, de même que le premier est représenté par le tzar et le kozak, le second l'est par son éternel et mortel ennemi, la Pologne. Jamais, en effet, il n'y eut en Europe qu'une vaste république, dix fois séculaire, la Pologne; et cette république avait atteint l'apogée de son développement au XVIe siècle, trois cents ans avant que la France elle-même commençât à entrer dans cette voie. Elle possédait dès lors toutes les libertés dites modernes, libertés religieuses, civiles, politiques, sociales, son chef de

l'État électif, sa diète ou ses deux chambres, son parlement élu, avec mandat impératif et rendu de compte des représentants, ses diétines, ses franchises municipales, ses assemblées publiques spontanées et presque permanentes, ses associations, sa liberté individuelle presque sans limites, son veto, ses cônfédérations et rokosz, en un mot un ensemble complet de droits et de libertés qu'est très-loin de posséder, même à cette heure, ni la France, ni aucun pays de l'Europe. La Pologne se trouve donc de fait, historiquement et traditionnellement, l'incarnation vivante du principe démocratique qui, après avoir successivement triomphé chez tous les peuples, tend à les fédérer, à les unir dans un seul corps pour écraser l'autocratie dynastique, le tzarisme, et le faire disparaître à jamais. Elle se trouve ainsi par ce seul fait, comme par tous les précédents de sa constitution républicaine, la tête et le lien des peuples poursuivant solidairement ce but de l'établissement complet de la démocratie universelle dans le monde.

Centre naturel, géographiquement et historiquement, de cette république européenne préparée par son émigration et commencée depuis mille ans par ses institutions républicaines, la Pologne se trouve en même temps appelée à une tâche bien autrement vaste et profonde. Pour elle surtout, la question politique implique la question sociale; elle ne peut recouvrer son indépendance et triompher de la Russie qu'en procédant au partage du sol et de la richesse nationale entre les producteurs. C'est ce qu'a fait hardiment son gouvernement insurrectionnel dès son premier appel aux armes du 22 janvier 1863 et dans tous les manifestes qui l'ont suivi et où il ne proclame tous les principes démocratiques que comme simple introduction à cette révolution sociale, qui de la Pologne a déjà pénétré en Russie et dans les pays voi-

sins. De la sorte le problème de la propriété, à peine agité simplement en théorie chez les peuples les plus avancés, est ici posé en fait, et la Pologne seule se trouve le véritable représentant de la question sociale, comme elle l'est déjà de la question politique. Lien des peuples européens, comme centre naturel, géographique, historique et traditionnel de la république universelle, elle est en même temps le centre et le foyer de la solution des questions sociales qui bouleversent en ce moment tous les peuples jusqu'au fond de leurs entrailles.

Comment la Pologne se trouve-t-elle ainsi porter en elle l'idéal social et politique vers lequel tendent toutes les aspirations des peuples modernes? C'est ce que nous allons essayer d'indiquer.

III

Idéal politique et social de la république polonaise.

Le mystère de l'Incarnation est la clef de toute l'histoire. Tout peuple vraiment digne de ce nom est un Verbe fait chair, une idée faite nation; et pour les nations comme pour les individus, une grande souffrance, longtemps et noblement supportée, est toujours le sceau d'une grande mission. C'est ce que la Pologne seule a parfaitement compris, et ce qu'exprime ainsi son célèbre poëte national, Krasinski : « Les nations, dit-il, sont voulues de Dieu, et sont conçues dans votre grâce, ô Jésus-Christ! A chacune d'elles vous avez donné d'en haut une vocation. En chacune d'elles vit une idée profonde qui vient de vous, qui est la trame de ses destinées. Mais, parmi les nations, il y en a qui sont élues pour défendre sur la terre la cause de la beauté céleste,

et pour donner au monde un évangélique exemple en portant, pendant de longs jours, leur lourde croix sur la route inondée de sang,... jusqu'à ce que, par une lutte sublime, elles aient donné aux hommes une idée plus divine, ô Seigneur, une charité plus sainte, une plus large fraternité, en échange du glaive qu'on a plongé dans leur poitrine. Telle est votre Pologne, ô Jésus-Christ! »

Nation-Christ, la Pologne devait passer par toutes les agonies de son long calvaire d'un siècle, pour être, au milieu de l'Europe chrétienne, le peuple rédempteur et martyr, comme Jésus avait été, au milieu du monde, le divin martyr, rédempteur de l'humanité. Comme lui, elle devait être crucifiée, elle devait mourir et passer trois fois trente années dans le tombeau, pour ressusciter ensuite à la vie d'éternité, et opérer ainsi la glorieuse résurrection des nations. C'est que le verbe, l'idée divine qui vit en elle est une œuvre aussi laborieuse qu'immense : c'est la constitution de la république chrétienne, l'édification de la société nouvelle basée uniquement sur l'esprit et les principes de l'Évangile, la formation de la cité populaire qui doit être l'Église faite institution sociale. Là est sa mission, son apostolat, son sacerdoce.

Cet idéal apparaît dès le premier jour de sa naissance, et la marque, dès son berceau, de sa merveilleuse empreinte. En effet, la constitution primitive des Slaves semble, comme nous l'avons vu, la préface humaine de l'Eglise; et quand leur conversion au catholicisme y dépose le germe divin de l'Évangile, elle s'irradie et se développe, en dehors du vieux moule social païen qui enserre de ses dures étreintes toute l'Europe occidentale, et y crée une société fondée sur des principes jusqu'alors inconnus au monde.

Tandis que le reste de l'Europe emprunte au paganisme la monarchie absolue, héréditaire, irresponsable,

et considère le pouvoir comme un privilége et un droit de naissance, la Pologne en fait une simple fonction sociale, un service public, fonde et perpétue sa royauté élective, limitée, responsable et liée, vis-à-vis de la nation tout entière, par un contrat synallagmatique qu'elle ne peut rompre sans en dégager en même temps tous les citoyens. « Par ma foi, ces Polonais n'ont fait de moi qu'un juge! » s'écriait Henri de Valois surpris. « Vous, Polonais, disait un étranger, vous n'avez pas de roi. — Si, reprit le Polonais, nous avons un roi; mais chez vous, c'est le roi qui vous a. » Ce mot résume tout le contraste du pouvoir comme service et devoir, et du pouvoir comme privilége et droit. « Le roi de Pologne, disaient les Polonais, est comme celui des mouches à miel : il n'a point d'aiguillon, et ne peut faire de mal à ses sujets; mais il peut faire beaucoup de bien. » Dans le reste de l'Europe, où n'existait presque aucune assemblée représentative réelle, chaque peuple était gouverné; en Pologne, il se gouvernait lui-même par sa diète élue, chambres des nonces et sénat, par ses représentans, ses diétines, ses assemblées générales, provinciales, communales, conciles, colloques, *conventus*, *viece*, confédérations, réunions de toute sorte, tribunes permanentes, forum public d'une vie politique sans égale, et où se traitaient, avec une liberté sans bornes, tous les intérêts de la république, de la province, de la commune, des individus. En un mot, tandis que toute l'Europe occidentale était sous le joug du pouvoir absolu, la Pologne ne fut jamais en réalité qu'une vaste république; et, comme disait Procope dès le VIe siècle : « Les Slaves n'ont point de maître et vivent dans la démocratie. »

Ayant ainsi fait du pouvoir un simple service public électif, une simple fonction sociale responsable, et de l'État une république, la Pologne réalisa la liberté dans

une mesure telle, qu'aujourd'hui même encore nous avons peine à en comprendre la simple théorie. Cette liberté s'étendait à toutes les manifestations possibles de la conscience, de la pensée et de l'activité humaines; elle était réellement sans limites, car le respect des lois morales qui lui était imposé n'est que la condition même de son essor illimité. Elle l'était à ce point, qu'aucune loi, aucun vote, aucune majorité n'avait le droit de prévaloir contre elle. C'est pourquoi les décisions de la diète, représentant cependant la nation, devaient être prises, non pas à la simple majorité, mais à l'unanimité, *nemine contradicente*, et l'exclamation *zgoda* « d'accord » répondait aux trois demandes du maréchal. De là, comme conséquence rigoureusement logique, le *veto* ou la faculté pour tout homme, fût-il seul, de revendiquer la cause du droit, de la justice, de la vérité, de la liberté, au besoin contre tous, contre la nation tout entière, en prononçant ces simples paroles : *veto, sisto activitatem* (*nie pozvalam, nie ma zgody*), qui suspendaient et arrêtaient toute décision, même antérieure, si, après le temps laissé à la réflexion, l'opposant persistait et protestait; ce veto qu'un auteur polonais nomme « la prunelle de la liberté. » De là, bien plus, le droit pour tous les citoyens de s'élever au-dessus, non-seulement de la diète, mais de tous les pouvoirs constitués et de toutes les lois, pour en appeler de la légalité à la liberté, des autorités à la souveraineté inaliénable du peuple, en formant ces confédérations ou *rokosz* qui sauvèrent si souvent la Pologne, son indépendance, ses lois et ses pouvoirs eux-mêmes. Rien n'égalait la puissance de ce moyen. « Le petit mot *rokosz,* dit le chevalier d'Éon de Beaumont, avait autrefois tant d'ascendant sur l'ordre équestre que, pour peu qu'un gentilhomme (noble) s'avisât de le prononcer publiquement à haute voix, tous ceux qui l'en-

touraient étaient obligés, sous les peines les plus sévères, de s'attrouper autour de lui; comme ceux qui s'y rendaient répétaient ce cri, ces clameurs réitérées attiraient toujours de nouveaux camarades; ainsi, la bande grossissant à chaque instant, l'on voyait bientôt en armes une foule prodigieuse de noblesse. » Au fond, ces institutions étaient tout simplement l'application, l'incarnation vivante du droit absolu, droit de l'individu contre tous, nation, pouvoirs et lois; droit de la liberté contre l'oppression et l'injustice, de quelque part qu'elles vinssent. C'est ce que nous montrerons plus loin. (Voy. p. 84, 87, 109.)

Sans doute l'exercice de ces moyens extrêmes, admirable entre les mains de citoyens dévoués, pouvait enfanter des abus d'autant plus graves, d'autant plus dangereux que ces droits sont plus éminents, plus radicaux, *corruptio optimi pessima;* l'histoire de la Pologne le prouve assez, et personne n'a mieux signalé ces abus que les Polonais eux-mêmes. Mais ils répétaient : *in libertate labor, in servitute dolor;* ils s'écriaient avec Raphaël Leszczinski : *malo periculosam libertatem quam quietum servitium.* Ils maintenaient le principe contre ses abus, le droit contre sa fausse application, et disaient avec Niemcevicz : « Les écarts de la liberté sont certainement graves; cependant, dans les commotions de la nation libre, il se manifeste un développement de capacité et de qualité, une certaine activité et la dignité de l'homme qu'on cherche en vain chez les peuples où il n'y a que le commandement et l'obéissance. » En un mot, malgré tous les périls attachés à l'exercice du droit ainsi appliqué dans son sens absolu, la république de Pologne fut la seule qui comprît et pratiquât cet Idéal suprême de liberté.

Possédant seule de tout temps l'Idéal du pouvoir et

de la liberté ou la vraie constitution politique chrétienne, la Pologne seule aussi fut de tout temps en possession de l'Idéal chrétien de la propriété ou de la véritable constitution sociale. A cet égard, comme à tous les autres, elle semble la prolongation de l'Eglise primitive de Jérusalem faite peuple. La propriété chez elle suivit la même condition que le pouvoir, appartint de droit et même de fait en commun à tous et à chacun, et fut considérée comme la manifestation même de la liberté unissant les hommes dans une action à la fois individuelle et collective pour la satisfaction de tous leurs besoins moraux et physiques, et le développement progressif, sous toutes les formes, de tout leur être et de toutes leurs facultés. Tandis que l'Europe occidentale, empruntant ses idées à la législation païenne, faisait de la propriété privée un droit absolu, emportant le souverain domaine de la chose, l'aubaine « le droit d'user et d'abuser, » la Pologne au contraire tire du génie slave et surtout du catholicisme l'idée de participation de tous à tout, n'impliquant pour l'individu qu'un droit de travail et de vie, d'usage, d'usufruit, de simple possession, principe qui se retrouve dans ses lois et ses institutions non-seulement à ses origines mais jusqu'au XVIIe siècle et même au delà sous une autre forme. Nous avons déjà démontré ce fait dans notre premier volume (p. 62-63), et le savant Lelevel l'a mis hors de toute contestation.

« Les idées, dit-il, de propriété générale et particulière s'unissaient. Si chaque particulier avait sa propriété, elle ne pouvait provenir que de la propriété générale. Les champs incultes, les landes et les bois, avec les arbres et le gibier qu'ils contenaient, étaient une propriété générale n'appartenant à personne et par cela même à toute la nation en commun. Et quoique, avec le temps, ces propriétés passassent entre les mains de particuliers

qui cherchaient à établir de certaines limites avec leurs voisins, il y avait cependant assez de propriétés communes qui appartenaient à un grand nombre de tribus, et, outre cela, des propriétés privées ou délaissées par leur mort sans héritier. Elles s'appelaient *puscizna*. Les propriétés de ce genre étaient ouvertes à toutes les personnes qui voulaient en prendre possession, ou bien on les adjugeait à l'Etat. Mais pourtant chaque propriété individuelle conservait toujours une marque de propriété générale. La coutume et la loi, adjugeant la possession de la propriété au propriétaire, autorisaient bien le fils à avoir sur les propriétés les mêmes droits que son père, quand le fils et le père restaient dans le même endroit. Mais cette coutume et cette loi n'étaient pas assez fortes pour assurer la transmission de la propriété de main en main par la voie d'héritage. Quand un père n'avait pas d'enfants, quand un homme quelconque était sans postérité, quand le sort ou les accidents avaient séparé la propriété du propriétaire, tout l'héritage, toute la propriété était regardée comme un *puscizna*, ou, pour mieux dire, comme une propriété sans maître dont le premier venu pouvait prendre possession. Il en résulta que le premier qui trouvait les choses jetées sur la mer ou sur le bord des fleuves se les appropriait; qu'après la mort d'un paysan sans héritier, son seigneur prenait sa *puscizna;* qu'après que le clergé fut introduit avec la religion chrétienne, lorsqu'un prêtre mourait, son plus proche voisin s'emparait de sa *puscizna*. Si le neveu prenait après son oncle une *puscizna*, ce n'était pas comme un héritage ou une succession, il la prenait et l'occupait comme *puscizna*, ce qui offrait beaucoup moins de difficultés.... Dans le principe, la propriété individuelle n'existe pas, et lorsque l'intérêt de puissantes familles cherche à l'introduire, ils ne reconnaissent en-

core la propriété des paysans et celle du clergé que comme on considérait auparavant toute propriété, comme une chose commune et publique, et se l'approprient par l'ancien usage de la *puscizna*, c'est-à-dire la séparation de la propriété d'avec le possesseur. »

Cette manière de concevoir la propriété est encore celle des pays slaves, et en ce moment même le gouvernement national de la Pologne répartit entre les cultivateurs, sauf indemnité aux anciens possesseurs, le sol appartenant en principe à tous, puisque la société seule en dispose; et bientôt la Russie elle-même sera forcée d'en faire autant pour ses serfs récemment émancipés. Si ce n'est pas là encore la constitution définitive de la mutualité universelle de la propriété la rendant par participation à la fois individuelle et commune, c'en est du moins le principe et le prélude, et ce principe d'où découlent tant de conséquences ultérieures, est celui que proclame depuis mille ans la législation polonaise.

Idéal de la constitution sociale comme de la constitution politique de la société nouvelle, la république de Pologne est donc sur tous les points la cité populaire de l'avenir, la république évangélique du monde chrétien.

IV

Idéal religieux et universel de la Pologne.

Cet Idéal social et politique ne fut pas en Pologne un fait accidentel et passager, l'œuvre d'un parti, l'éclosion soudaine d'une doctrine dont on connaît l'auteur, la date de naissance et qui est destinée à passer aussi vite que passent les hommes et les partis. Non, c'est la trame même de toute son histoire depuis plus de mille ans, l'œuvre de tous et celle de personne, la nature, la cons-

titution, l'originalité de la Pologne depuis son origine jusqu'à ce jour. C'est « sa vocation, son verbe, son idée profonde et divine. » Incarnation « d'une charité plus sainte, d'une plus large fraternité, » elle « a été conçue dans cette grâce, » et « est élue » pour donner au monde cette révélation « de la beauté céleste » dans ce type social.

Aussi ne comprit-elle pas cet Idéal seulement dans sa forme vide, mais dans son esprit vivant, dans son essence divine. « Nation gentilhomme, » qui avait proclamé tous les néophytes anoblis par le baptême, elle vit de bonne heure que l'homme n'est rien sans Dieu, la société rien sans l'Evangile, l'humanité rien sans l'Eglise, et qu'il faut au corps social comme à l'organisme individuel une âme qui la vivifie, et que cette âme c'est le Christ. Cet Idéal politique et social, qui nous semble encore au XIX[e] siècle le dernier mot de tous les progrès possibles, ne lui apparut dès le XVI[e] que comme un simple moule où il fallait introduire la vie par le catholicisme. Elle reconnut que l'unique solution de toutes les questions politiques et économiques est dans la religion. Elle comprit que la liberté implique l'esprit de sacrifice par lequel chacun se faisant tout à tous, l'indépendance individuelle n'est plus qu'un moyen de développer et de servir celle des autres; que l'égalité implique la renonciation à soi-même par laquelle chacun se plaçant volontairement au-dessous de tous, s'élève uniquement par l'abnégation, substituant ainsi la hiérarchie du dévouement et de l'humilité à celle de l'égoïsme et de l'orgueil; que la fraternité ou l'amour des hommes implique la foi ou l'amour de Dieu; en un mot, que tout droit ne doit être que le moyen de l'accomplissement du devoir, tout bonheur que l'exercice d'une vertu, toute institution, toute loi que la pratique de la morale, toute

société qu'une application de l'Evangile, toute nation que l'Eglise faite peuple.

Dès lors lui fut révélé comment l'Idéal social n'est que l'Idéal religieux lui-même vu de son côté terrestre et des horizons du temps, comme la religion, à son tour, n'est que la divine société des âmes dans l'éternité. C'était la conclusion logique de toutes les prémisses de son histoire. Placée, comme nous l'avons montré dans la précédente introduction (p. XXVI-XXIX), complétement en dehors du vieux moule social païen, qui donna son empreinte à toute l'Europe occidentale, elle se développa tout naturellement en société chrétienne, et n'eut pour cela qu'à être elle-même. « Les lois canoniques de l'Église, qui obligeaient chaque chrétien, dit Lelevel, s'introduisirent, se mêlèrent et se confondirent avec les lois nationales de 930 à 1030. Dans les cent années qui suivirent, de 1030 à 1130, la douce influence du christianisme opéra de si grands changements que la législation polonaise devint pour ainsi dire une législation toute empruntée au christianisme.» C'est ainsi que la Pologne fut une société toute constituée chrétiennement. Mais c'est surtout après l'invasion momentanée du schisme et de l'hérésie, depuis le XVIe siècle jusqu'à ce jour, qu'elle reprit cette œuvre avec une ferveur inouïe, précisément lorsque le reste de l'Europe opérait le mouvement inverse.

Ce contraste frappant se révèle par tous les faits de l'histoire ; mais il suffit d'en citer quelques-uns pour le faire suffisamment sentir. Voyez en effet. Les jésuites sont accueillis en Pologne et y acquièrent une immense prépondérance au moment même où ils sont successivement expulsés de tous les États de l'Europe occidentale et méridionale. En 1648, lorsque les sectes hérétiques, triomphant en Angleterre, allaient faire rouler sous le

billot la tête d'un roi, la république polonaise choisissait pour monarque un moine, un jésuite, un cardinal, Jean Kazimir ; et vingt ans après, en 1669, elle allait chercher dans un monastère de Varsovie un autre de ses souverains, Michel Koribut Visnioviecki. Les rois de Pologne, principalement d'Étienne Batori à Jean III, Sobieski, déploient le plus grand zèle pour l'extension du catholicisme, et se constituent les défenseurs ardents du Saint-Siége précisément à l'époque où les autres monarques de l'Europe se détachent de la papauté, l'entravent, la combattent, et se font les protecteurs et les propagateurs des doctrines hérétiques, philosophiques, incrédules. Ces doctrines sont d'autant plus discréditées et réprimées en Pologne, qu'elles acquièrent dans tous les autres pays de l'Europe une prépondérance plus considérable. Au XVIIIe siècle, tandis que l'impiété, passant d'Angleterre en France, envahit tout, et que Voltaire et les encyclopédistes règnent partout en maîtres, la Pologne, sous la direction de ses évêques de Kiiov et de Krakovie, de ses piaristes et de ses moines, recrée dans son sein une science éminemment et profondément catholique. Au moment où la révolution de 1789 se prépare en France au cri sacrilége : « Écrasons l'infâme ! » la confédération de Bar, formée par des évêques, lève ses bannières représentant la vierge Marie et l'enfant Jésus; ses confédérés portent des croix brodées sur leurs habits, comme les croisés du moyen âge, et inscrivent sur leurs drapeaux : « Pour la religion ! » Depuis, dans ce siècle sceptique voué au culte de la matière et du plaisir, la Pologne est devenue la nation des saints; dans les longs malheurs de l'exil et les effroyables persécutions qui l'ont frappée, elle a transformé ses écrivains en prophètes bibliques, ses poëtes en voyants mystiques, sa foi religieuse s'est exaltée jusqu'aux scènes indescrip-

tibles du martyre de tout un peuple (1861), et à cette lutte sans nom où l'on combat au cri *Jésus, Marie!* où l'on va se confesser, communier, recevoir l'extrême-onction et mourir; où les mères assistent, calmes et joyeuses, à la mort de leurs fils, puis deviennent folles de douleur, en murmurant dans leur délire le nom de cette patrie qu'elles ont tant aimée...

On le voit assez, du XVIe siècle jusqu'à cette heure, le peuple polonais a repris une foi plus vive et plus profonde au catholicisme, à mesure que cette foi s'est affaiblie et éteinte de plus en plus dans les autres nations européennes pour faire place au rationalisme et au matérialisme. Ce sont deux courants allant en sens directement contraires : l'un remontant de la négation de la révélation au catholicisme le plus fervent, le plus soumis, le plus absolu; l'autre descendant de la ferveur religieuse la plus grande à la négation la plus complète non-seulement du christianisme, mais de toute religion.

Ainsi la nation qui porte en elle l'Idéal social et politique, objet de toutes les aspirations des peuples modernes, se trouve en même temps la seule nation complétement et éminemment catholique. Elle seule peut donc accomplir en elle la conciliation du catholicisme et de toutes les tendances de rénovation sociale et politique de notre époque. En même temps, comme nous l'avons montré dans notre Introduction du premier volume (p. XVI), elle est le point de jonction de l'Orient à l'Occident, « le centre glorieux d'irradiation d'où la civilisation catholique doit s'épancher des confins de l'Europe à toute l'Asie et à l'Afrique, le foyer dès longtemps préparé où toutes les parties brisées de la grande unité chrétienne doivent se rejoindre et s'unir pour retrouver une vie nouvelle, en se fondant au sein de l'Église et en donnant une complète satisfaction à toutes

les aspirations de l'esprit moderne. Là est le rôle, la mission, le sacerdoce de la Pologne; là est le génie de sa race, l'âme de sa nationalité, la raison inéluctable de sa reconstitution et le sceau de son éternelle durée. »

La question du rétablissement intégral de la Pologne n'est donc autre que la question même de la vie de l'humanité tout entière et de ses destinées providentielles résumées dans celles de ce peuple que le vieux Soltik bénissait de ses mains tremblantes, en murmurant au milieu des larmes : « Béni sois-tu, peuple héroïque ! » de ce peuple que Skrzynecki appelait « à la couronne du martyre; » de ce peuple auquel le pape Paul V disait : « Pourquoi me demandez-vous des reliques? Ramassez un peu de votre terre, il n'y en a pas une parcelle qui ne soit la relique d'un martyr ; » de ce peuple enfin qui s'immolant depuis mille ans à l'amour de Dieu, de l'humanité, de la justice et de la liberté, chante ainsi du fond de son sépulcre l'hymne de la fraternité universelle : « Celui qui meurt dans l'amour transmet, à l'heure du martyre, son âme à ses frères; il survit dans le sanctuaire du cœur humain, et, chaque jour, chaque heure, il grandit dans la tombe (1)... »

Oui, je vous le dis, ce peuple est immortel, et il ressuscitera le troisième jour avec le Christ et par le Christ à jamais béni dans tous les mondes et dans tous les siècles !

Paris, 20 juillet 1863.

(1) Krasinski.

HISTOIRE COMPLÈTE

DE LA POLOGNE.

LA POLOGNE FLORISSANTE.

XII

SIGISMOND-AUGUSTE (1548-1572).

§ I. — *Barbe Radzivill.*

Sigismond II, dit Sigismond-Auguste, déjà proclamé par la diète de Piotrkov, fut couronné le 26 juillet 1548. Il avait reçu de Bone, sa mère, une détestable éducation; mais séparé d'elle à sa majorité, formé au milieu des citoyens polonais et attentif à leurs conseils, il se montra bientôt juste appréciateur des hommes estimables. Après avoir perdu sa première femme, archiduchesse

d'Autriche, il s'était remarié en secret avec Barbe Radzivill, veuve de Stanislav Gastold, palatin de Troki. A son avénement au trône, il déclara ce mariage avant d'en donner connaissance aux États, et le fit célébrer publiquement à Vilna. Bone et les seigneurs accueillirent fort mal cette nouvelle et excitèrent l'animosité des nobles. Nicolas Dierzgovski, archevêque de Gnèzne, et le puissant palatin de Krakovie, Kmita, se mirent à la tête de la partie du sénat et des nonces qui demandaient la rupture de cette union. On reprochait en outre au roi d'avoir violé les lois de l'Église.

En 1549, à la diète de Piotrkov, le palatin de Lènczica attaqua violemment ce mariage, disant que jamais roi de Pologne ne s'était allié qu'à une maison royale, que l'État avait besoin d'alliances utiles et devait régler celles des souverains, qui, en Pologne, étaient élus pour régir et non pour commander, *reges in Polonia ad regendum, non ad imperandum elegi*, et que la nation ne pouvait accorder sa confiance à un prince qui signalait le début de son règne en sacrifiant les intérêts de la république à ses passions. Une députation fut envoyée à Sigismond-Auguste, qui résista, supplia, et répondit à Pierre Boratynski qui lui demandait, au nom de la diète, de se séparer de sa femme : « Comment pourriez-vous compter sur la bonne foi de votre roi, s'il manque de fidélité envers sa femme ? » Le primat Nicolas Dierzgovski lui fit, de son côté, des représentations dans le même sens, mais sans plus de succès.

Dans une des séances les plus orageuses, Sigismond

avait été attaqué en face en des termes non-seulement violents et injustes, mais blessants. Alors Pierre Kmita voulant prendre encore la parole, après un assez grand nombre d'orateurs, le roi, poussé à bout, s'écria : « C'est assez, j'exige soumission et obéissance. » Ces paroles, qu'on était si peu habitué à entendre, produisirent sur l'assemblée une stupéfaction difficile à décrire ; elle se leva tout entière avec un sentiment profond d'indignation, et un jeune nonce, Raphaël Leszczynski, se dressa sur son banc, et prononça ces mots avec calme et au milieu d'un profond silence : « Sire, oubliez-vous à quels » hommes vous prétendez commander ? Nous sommes Po- » lonais, et les Polonais, si vous ne les connaissez, se font » autant de gloire d'honorer les rois qui respectent les » lois, que d'abaisser la hauteur de ceux qui les méprisent. » Prenez garde, Sire, qu'en trahissant vos serments vous » ne nous rendiez les nôtres ; le roi votre père écoutait nos » avis ; et c'est à nous à faire en sorte que, désormais, » vous vous prêtiez à ceux d'une république dont vous pa- » raissez ignorer que *vous n'êtes que le premier citoyen !* » Toute l'assemblée applaudit à cette menace, et le roi fut obligé de se justifier, en exposant les raisons qui l'avaient porté à cet acte. On le voit, la Pologne n'était plus une monarchie, mais une république.

Sur l'avis de Jean Tarnovski, grand général de la couronne, et de Miciéiovski, évêque de Krakovie, une nouvelle diète fut convoquée dans cette ville l'année suivante (1550). L'affaire de Barbe y fut agitée de nouveau, et on prononça les discours les plus violents contre le

roi. Mais celui-ci y mit plus de douceur et d'habileté. Il gagna d'abord du temps, et détourna l'attention, en annonçant qu'ayant juré d'exécuter toutes les lois, les anciennes comme les nouvelles, il allait procéder avant toute chose à leur stricte application, en vérifiant les titres et les droits des seigneurs, faisant remarquer que plusieurs d'entre eux possédaient des starosties et cumulaient des emplois sans titre légitime, et causaient ainsi aux nobles de modique fortune un grave préjudice en les éloignant du service de la patrie. Ce sujet dès lors préoccupa exclusivement la diète, y suscita de grands débats, et on se sépara divisé, intimidé, sans prendre aucun parti, les magnats voulant maintenir leurs nouvelles prérogatives, et les autres désirant le rétablissement de l'ancienne égalité. Bref, la noblesse conclut qu'il ne fallait plus se préoccuper que de l'union, de la législation, de la réorganisation de la république, et reconnut le mariage du roi, qui fit couronner Barbe Radzivill à Krakovie, en entourant cette cérémonie de toute la magnificence imaginable.

Six mois après, Barbe mourut, les uns disent d'un cancer, les autres, du poison que lui fit donner Bone. Sigismond en fut profondément affligé, accompagna le convoi funèbre jusqu'à Vilna, prit ses vêtements de deuil qu'il ne quitta plus, et fit tendre de noir ses appartements de Kniszin où il se plaisait à passer son temps, nourrissant sa douleur par ce triste appareil. Il ne trouvait de consolation que dans le travail et l'accomplissement des devoirs de sa haute position. Assidu, infati-

gable, indulgent, ami de la paix, il fut appelé *roi du lendemain* parce qu'il formait ses projets avec lenteur et les ajournait, mais les exécutait ensuite avec vivacité et sans reculer devant les obstacles.

Malgré l'opposition de Sigismond-Auguste, et de la diète, la reine Bone se retira en Italie, emportant d'immenses trésors arrachés au pays par les moyens les plus odieux. Vingt-quatre chariots à six chevaux chacun, chargés d'or, d'argent et de choses précieuses, la précédèrent à Bari, dans la Pouille, où elle s'établit, et d'où elle prêta à Philippe II, roi d'Espagne, 433,000 ducats de Hollande, somme énorme pour le temps, et qui devait retourner à Sigismond, à la mort de Bone. Mais l'Espagne ne la lui restitua jamais, et le reste de l'héritage fut aussi perdu pour lui. Ces trésors, nommés *sommes napolitaines*, furent souvent réclamés par la Pologne, mais toujours en vain. L'Italien Jean Papagoda, favori de Bone, se délivra, en 1557, de sa maîtresse, après lui avoir fait signer un testament qu'il avait fabriqué. Le départ de sa mère avait délivré Sigismond de beaucoup d'embarras.

§ II. — *Hérésie. Troisième mariage de Sigismond-Auguste. Les tournois et la chevalerie en Pologne.*

L'hérésie, qui avait pénétré en Pologne dès le commencement du XVe siècle avec les premières sectes hussites, y faisait alors d'immenses progrès et multipliait chaque jour, jusque dans la diète, le sénat et les plus hauts dignitaires, les innombrables sectateurs de Luther,

Mélanchton, Calvin, Zvingle, Socin, Jean Hus, Jérôme de Prague et mille autres. En même temps, les Tatars ravageaient la Podolie ; le vaivode de Valachie, ayant embrassé le mahométisme, envahissait le palatinat de Braclav; et de toutes les frontières dégarnies de troupes arrivaient de tristes nouvelles.

Une diète fut convoquée à Piotrkov : le chancelier y exposa la déplorable situation du royaume, et demanda des subsides pour repousser l'ennemi. Alors, au lieu de chercher la cause des désordres et de l'affaiblissement de la puissance nationale là où elle était, c'est-à-dire dans l'action destructive des prétendus réformateurs, on entendit Raphaël Leszczinski, le même que nous citions plus haut, les attribuer au contraire aux évêques catholiques, qu'il ne craignit pas de dénoncer comme les agitateurs du pays, les tyrans de la noblesse, les fléaux de la nation. La diète applaudit, le roi laissa faire, et la juridiction épiscopale fut restreinte, bien qu'on reconnût encore que l'hérésie était du ressort des tribunaux ecclésiastiques.

A la diète suivante, réunie à Lublin en 1553, on sollicita vivement Sigismond de renouer son alliance avec la maison d'Autriche par un troisième mariage. Il céda aux vœux du sénat et épousa la sœur de sa première femme, Catherine, veuve du duc de Mantoue. A cette occasion, eurent lieu à Krakovie de somptueux tournois que Gornicki décrit ainsi : « Le porte-glaive Wolski combattit Kiezgal, noble lithuanien. La rencontre se fit à l'armée blanche, et les deux champions s'en tirèrent avec hon-

neur. Kosmowski croisa le fer avec l'écuyer d'honneur du duc de Prusse. Dans un tournoi à cheval, les combattants se trouvèrent vingt-quatre contre vingt-quatre, avec des boucliers et des lances. Après ces luttes du château, d'autres eurent lieu en ville, sur le marché public, en armure clouée; luttes dans lesquelles chacun pouvait, en se conformant aux règles affichées sur la porte du château, se mesurer avec quiconque se présentait sur la place; de sorte qu'il se trouvait obligé d'affronter deux ou trois champions avant de toucher la barrière. Et comme ils combattaient visière basse, chacun d'eux avait une marque sur son casque. Le roi et la reine, entourés de toute la cour, étaient placés sur une estrade construite à cet effet, et où se trouvaient déposés de riches prix pour les vainqueurs. Parmi les combattants, celui qui se distingua le plus, ce fut l'écuyer du duc de Prusse, déjà cité plus haut, et qui portait sur son casque une chaussure de femme. Le second prix fut adjugé au gentilhomme Kosmowski, brave champion, vainqueur de l'écuyer, à l'arme blanche, dans les courses du château. D'autres chevaliers polonais, allemands et prussiens, eurent aussi des prix, consistant en couronnes et bagues, que distribuait le roi, principal juge de la lutte. »

De semblables tournois eurent lieu à l'entrée de Henri de Valois, au mariage de Jean Zamoïski avec Griselda, nièce d'Étienne Batori, et à celui de Sigismond III avec Constance d'Autriche. Celui qui, dans ces joutes, acquit le plus grand renom, fut Zawisza, dit « le Noir, » à cause de la couleur de ses armes. La confiance universelle qu'il

inspirait fit naître ce dicton : « Fiez-vous à lui comme à Zawisza. » A la bataille de Golub, voyant les autres fuir, il se jeta au milieu des escadrons ottomans, suivi de deux cavaliers seulement, et y trouva la mort.

L'ancienne chevalerie, qui joua un si grand rôle en Europe, avait pénétré de bonne heure en Pologne. Dès l'an 1013, l'empereur d'Allemagne, Henri, armait chevalier à Magdebourg, Mieczislav, fils de Boleslav I[er]. Plus tard, Boleslav III fut fait chevalier par Herman, son père.

Les fêtes qui avaient signalé l'union de Catherine d'Autriche ne la rendirent pas plus heureuse. Bientôt Sigismond sollicita son divorce auprès de la cour de Rome, et n'ayant pu l'obtenir, quitta sa femme stérile et épileptique qui mourut peu après, revint aux dérèglements de sa jeunesse, et se laissa dominer par des courtisans et des femmes, parmi lesquelles Gizanta surtout gagna sa faveur et dilapida ses trésors.

§ III. — *La Livonie et la Courlande réunies à la Pologne.*

La paix extérieure dont la Pologne jouissait depuis le commencement du règne de Sigismond-Auguste, fut tout à coup troublée par une guerre avec les Chevaliers porte-glaive, qui en détermina une autre avec les Moscovites, et produisit trois résultats de la plus haute importance : 1° l'incorporation à la république polonaise de la Livonie et de la Courlande ; 2° l'union complète et définitive entre la Lithuanie et la Pologne ; 3° la réforme

des abus et l'organisation longtemps différée de l'État.

Après l'apostasie d'Albert le Teutonique, le grand maître des Chevaliers porte-glaive fut reconnu par Charles-Quint prince de l'Empire, et devint possesseur absolu de toute la Livonie. Mais Guillaume, archevêque de Riga, de la famille des margraves de Brandebourg et cousin germain de Sigismond-Auguste, ayant nommé Christophe, duc de Mecklembourg, coadjuteur de son évêché, le grand maître des Porte-glaives, Walten Furstemberg, vit dans cette nomination une atteinte à ses prérogatives. En 1557, il assiége l'archevêque et son coadjuteur, à Kokenhausen, et les fait prisonniers. Sigismond-Auguste lui envoie Gaspard Loncki réclamer la délivrance de l'archevêque, son parent; mais on brave ses remontrances et on assassine son ambassadeur. Le roi de Pologne, indigné, s'avance sur la Livonie à la tête de ses troupes soldées, car il avait en vain convoqué la pospolite de la noblesse, qui n'avait pas répondu à son appel. Alors le grand maître, Furstemberg, effrayé, recourt à l'entremise de l'empereur Ferdinand Ier et des autres princes allemands pour obtenir la paix, puis se rend au camp de Sigismond avec l'archevêque de Riga, qu'il avait mis en liberté, et, se jetant aux pieds du roi, se justifie du massacre de son ambassadeur, et déclare qu'il accepte toutes les conditions qui lui seront imposées. Sigismond ne lui demanda que de conclure, entre la Livonie et la Lithuanie, un traité d'alliance offensive et défensive contre les Moskovites. Le grand maître s'engagea en outre à payer 60,000 thalers

pour les frais de la guerre, et l'archevêque rentra dans la possession de tous ses biens.

A la nouvelle de ces arrangements, le grand-duc de Moskovie, Ivan IV, surnommé le Terrible, accoutut en Livonie (1558). Il avait autrefois projeté de parvenir au trône des Jagellons, après la mort de Sigismond-Auguste, en épousant Catherine, sœur du roi; mais celle-ci s'étant mariée à Jean de Suède, duc de Finlande, il nourrissait contre la Pologne une haine profonde. Il commença donc en Livonie ses cruelles invasions, ses dévastations atroces, s'empara de plusieurs villes, et fit prisonnier le vaillant Furstemberg, qui périt misérablement dans les cachots de Moscou. Le successeur de celui-ci, Gothard Kettler, ayant conclu des *pacta* avec la Lithuanie, qui lui prêta 600,000 florins pour continuer la guerre, défendit le terrain pied à pied comme Furstemberg. Mais Ivan, violant les trêves accordées, et ravageant sans cesse le pays (1559, 1560), et d'un autre côté, Éric XIV, roi de Suède, s'étant emparé de plusieurs provinces, dans ces extrémités, le grand maître, d'accord avec l'Ordre et la noblesse, résolut de se placer sous la domination de Sigismond. Par un traité conclu à Vilna, le 28 novembre 1561, la Livonie fut réunie à la couronne de Pologne et au duché de Lithuanie; le grand maître reçut, à titre de duché héréditaire, jusqu'à l'extinction de ses héritiers mâles, mais comme vassal de la Pologne et sous sa suzeraineté, les duchés de Courlande et de Semigal, situés sur la rive gauche de la Dzvina. Le reste de la Livonie, placé sur la rive

droite, fut incorporé à la république polonaise, à laquelle devaient également appartenir, après leur reprise, les terres encore occupées par l'ennemi, telles que l'évêché de Dorpat et l'Estonie. L'Ordre de Livonie ou des Porte-glaives cessa d'exister.

Cependant Ivan IV continua à saccager la Livonie de la manière la plus horrible, poussa ses dévastations jusqu'à la Lithuanie, et vers la fin de 1562 s'empara de Polock, après deux mois de siége. Le palatin de Vilna, Nicolas Radzivill, accourut alors défendre les frontières menacées et battit les Moskovites à Czasniki; le palatin de Vitepsk détruisit une autre armée moskovite devant Ozieryszcze, et un troisième triomphe fut remporté à Orsza. Cependant on ne put reprendre Polock, et cette guerre ne fut terminée qu'en 1565 par une trêve.

Pour combattre les Moskovites, Sigismond avait d'abord fait appel aux Lithuaniens dont les forces, toujours paralysées par la prépondérance de l'aristocratie, furent insuffisantes. Il s'était ensuite adressé à la noblesse polonaise qui avait accueilli sa demande avec froideur. Revenant alors vers les Lithuaniens, pour exciter leur ardeur, il augmenta les franchises des nobles, leur accorda en 1560 la juridiction terrestre et de grod comme celle des Polonais, et le privilége d'envoyer à la diète, ainsi que ces derniers, des nonces choisis dans l'ordre équestre, ce qui combla de joie la noblesse lithuanienne et russienne. A la vue de ces concessions, les Polonais sortirent de leur indifférence et se déclarèrent prêts à défendre la Livonie et la Lithuanie, exigeant cependant

avant tout l'union complète de cette dernière province avec la Pologne et la réforme de l'État. Ce fut alors que Sigismond-Auguste, accédant à ces demandes, conduisit les Polonais et les Lithuaniens contre les Moskovites et conquit la Livonie et la Courlande. Mais en même temps il s'occupa avec une grande activité du redressement des abus et de la réorganisation de la république.

§ IV. — *Réformes. Population, commerce, industrie, détails de mœurs.*

Dès 1562, Sigismond-Auguste commença, à la diète de Piotrkov, une enquête rigoureuse pour la réforme de tous les abus, usurpations de biens, de titres et d'offices. Chacun eut à rendre un compte sévère. Quelques-uns se démirent loyalement et spontanément de ce qui ne leur appartenait pas. D'autres, forcés de restituer, jetaient avec colère les papiers jusque sur les marches du trône ou les foulaient aux pieds. Impassible, le roi supportait ces emportements, sans témoigner ni impatience ni fatigue. Mais, comme il fallait entrer dans d'innombrables détails, une seule diète ne pouvait y suffire, et ce fut chaque année l'objet de toutes les diètes suivantes jusqu'à la mort de Sigismond-Auguste.

La noblesse et les villes avaient une foule de privilèges particuliers, de monopoles locaux, en vertu desquels elles percevaient des contributions, douanes, octrois, péages pour le passage des ponts et des digues. Il fallut scruter l'origine de tous ces droits, l'authenticité de

tous les titres. Sigismond les examina sans se lasser, supprimant tout ce qui était illégitime, arbitraire, nuisible au commerce, à la liberté des communications et de la navigation. Les sénateurs et les nonces l'aidaient dans ce travail pénible, mais d'une grande importance. Une multitude d'abus furent réformés. On rencontra, dans les villes de Prusse surtout, une résistance obstinée; mais elles durent enfin se soumettre au règlement général. On réorganisa les starosties dont le quart des revenus fut destiné, comme impôt fixe, à l'entretien des troupes. On règla les biens royaux, en y faisant rentrer les possessions dont plusieurs s'étaient illégalement emparés. Enfin on institua un tribunal extraordinaire qui, pour ces deux ordres, devait prononcer en dernier ressort les décrets, au nom du roi.

Sigismond ne se préoccupait pas avec moins de zèle de la réforme de la législation. En 1564, il donna à la Lithuanie, en langue russienne, le statut dit de seconde rédaction qui corrigeait et complétait le premier. Il voulait satisfaire les désirs de la Pologne en la dotant d'un code unique et systématique, mais il rencontra d'insurmontables difficultés. Il améliora toutes les branches de l'organisation du pays jusqu'à ce que sa santé affaiblie le forçât de négliger les affaires.

En Pologne, sous les deux Sigismond, la population et les produits agricoles doublèrent. Les steppes du Dniester et du Dnieper se peuplèrent. En Lithuanie et en Pologne, on abattait les forêts pour étendre la culture du blé. La plupart des villes étaient encore mal construites. Ce-

pendant Krakovie, Vilna, Léopol, Posen, Lublin, Plock, Sandomir, Varsovie, Dantzik, Elbing, Thorn et d'autres, avaient des rues entières formées de maisons à plusieurs étages et solidement bâties en briques. Les villes, bourgs, hameaux, étaient spacieux et bien peuplés, quoiqu'il y eût encore presque partout des cabanes en bois, et présentaient le spectacle animé d'un mouvement commercial et industriel occupant toutes les professions. Néanmoins les objets de luxe ne se voyaient que dans les grandes cités, les capitales, et Krakovie ne possédait qu'un seul magasin de soieries.

Le commerce extérieur se concentrait dans les villes prussiennes et surtout à Dantzik. C'est là où tous les peuples venaient acheter le blé de la Pologne nommée « le grenier de l'Europe ; » là où les vaisseaux de la Ligue hanséatique et ceux des marchands de la Basse-Allemagne transportaient les épiceries et toutes les cargaisons apportées par les Espagnols, les Portugais et les Vénitiens. Aussi Dantzik, fière de son opulence, résistait avec audace aux réformes et ne voulait pas souffrir dans les eaux de la Baltique les navires de Sigismond-Auguste, qui parvint cependant à ramener les riches cités de la Prusse à de meilleures dispositions.

Les Polonais imitaient les modes italiennes, espagnoles, moskovites et même tartares, et leurs habillements offraient alors une grande variété ; on employait surtout le drap, le velours, les fourrures, les zibelines et l'hermine de grande valeur. On attachait sur les chapeaux et les bonnets un plumet de héron qui coûtait

jusqu'à 500 ducats ou 6,000 francs. Les habitations étaient ornées de tentures et de tapis; les maisons opulentes, peuplées d'une multitude de domestiques, se distinguaient par un faste extraordinaire et par de superbes équipages suivis de trains nombreux entourés de haïducs et de gens de service. On avait des chars magnifiques (*ridvans*) avec des franges, des pompons, des boules dorées et des clochettes, et des calèches suspendues sur des chaînes et surmontées de dais, de rideaux ou de tapis précieux.

Le luxe de la table n'était pas moindre que celui de la toilette, des habitations et des équipages. Sur les nappes richement brodées, comme les serviettes, on voyait, au milieu de l'argenterie et de la verrerie peinte, le vin muscat, tokaï, malvoisie, et les mets apprêtés avec une exquise recherche étaient bizarrement arrangés sur les plats où un mouton doré s'étalait à côté d'un aigle ou d'un coq. Chez les gens d'une fortune plus modique, on se contentait de l'hydromel, de la bière, de l'eau-de-vie et d'une nourriture plus simple préparée selon l'ancienne coutume. Les jardins, très-multipliés, étaient plantés et disposés à l'italienne, avec vergers, gazons et parterres, et fournissaient abondamment toutes sortes de légumes et de fruits. En un mot, on voyait partout le bien-être et l'aisance.

§ V. — *Union de Lublin. Investiture d'Albert-Frédéric de Prusse. Liberté religieuse.*

Il existait encore des obstacles à une homogénéité parfaite entre la Pologne et la Lithuanie. La première réclamait la restitution ou la cession de la Podlachie, de la Volynie et de l'Ukraine et un droit égal sur la Livonie que la Lithuanie prétendait conserver seule. Les magnats lithuaniens ne voulaient point perdre leurs titres princiers, leurs droits seigneuriaux, ni leurs places au sénat que leur naissance leur conférait et qui devaient leur être enlevées, la Pologne ne reconnaissant pas l'hérédité de cette assemblée. Sigismond-Auguste s'efforça de les persuader en leur donnant lui-même l'exemple. En 1564, il abdiqua ses droits d'hérédité sur la Lithuanie, lui laissant la faculté de choisir le souverain, de même que la Pologne. En 1566, il renonça à tous les droits seigneuriaux sur les fiefs des nobles et des seigneurs, dont il était suzerain; et la noblesse lithuanienne et russienne, ainsi affranchie, posséda, comme celle de la Pologne, ses terres en toute propriété. Cependant les Lithuaniens hésitaient encore : ils ne voulaient pas se rendre en Pologne, ni les Polonais en Lithuanie afin de conclure l'acte important de leur fusion, et l'on choisissait en vain des villes frontières pour y convoquer les nonces et le sénat des deux pays.

Enfin, après la mort du prince de Radzivill, Nicolas le Noir, et du palatin de Malborg, Achace Czema (de

Zelmen), les deux plus opiniâtres adversaires de l'Union, la diète de Lublin termina cette œuvre mémorable. Le roi, tous les sénateurs, les nonces, une multitude de citoyens des deux pays et les ambassadeurs de plusieurs cours étrangères, assistaient à cette solennelle assemblée. Au moment de la discussion, quelques Lithuaniens se retirèrent, mais la plupart, sacrifiant leur propre intérêt au bonheur de la patrie, suivirent l'exemple des palatins de Kiiov, Ostrogski, et de Volynie, Alexandre Czartoryski, et signèrent l'Union, dont voici les clauses principales :

1° Le royaume de Pologne et le grand-duché de Lithuanie formeront une seule république indivisible ; ils auront toujours un seul chef de l'État, choisi par leurs communs suffrages, et couronné à Krakovie, sans aucun signe distinctif pour le grand-duché; 2° les diètes, composées des représentants des deux provinces, dans les deux chambres, des sénateurs et des nonces, se réuniront à Varsovie (cette ville de Mazovie, déjà d'une assez grande étendue, n'étant ni polonaise, ni lithuanienne, convenait le mieux pour siége du gouvernement) ; 3° au sénat la priorité est réservée à la Pologne ; mais il sera toujours délibéré en commun dans les diètes et les conseils ; 4° la Volynie et le duché de Kiiov, c'est-à-dire l'Ukraine, sont incorporés à la Pologne, et conserveront le statut lithuanien de seconde rédaction ; la Podlachie est également réunie à la couronne; 5° la Podolie est la propriété commune de la Pologne et de la Lithuanie ; 6° les deux pays ne formant plus qu'une

nation, n'auront plus que les mêmes intérêts, les mêmes prérogatives, qu'une monnaie, qu'une administration, qu'une législation, tout étant commun entre eux, sans toutefois porter atteinte aux formes judiciaires et aux coutumes locales; 7° les palatinats de la Prusse auront aussi leurs représentants à la diète.

Cet acte d'Union fut dressé le 1er août 1569 et ajouta 89 nonces terrestres, sans compter ceux de la Prusse, aux 95 qui représentaient déjà la république. Il rendit célèbre, dans les annales polonaises, cette diète de Lublin qui ne dura pas moins d'une année, et où Sigismond-Auguste reçut en grande pompe l'hommage du prince Albert-Frédéric de Prusse, qui s'approcha lentement du trône, et embrassa les pieds de son suzerain. Celui-ci lui mit dans la main un drapeau blanc orné d'un aigle noir portant sur sa poitrine son chiffre royal, et lui donna l'investiture. Albert-Frédéric prêta sur les Évangiles serment de vassalité; et le roi, saisissant un glaive à deux tranchants, en frappa trois coups sur les épaules du prince, le releva et lui passa au cou une chaîne d'or. Les ambassadeurs de l'Électeur de Brandebourg et du margrave d'Anspach avaient porté la main au drapeau feudataire, en signe des droits éventuels de leurs souverains à l'héritage du fief. Toujours généreux, Sigismond, en cette occasion, non-seulement confirma les priviléges précédemment accordés à la Prusse, mais lui fit de nouveaux avantages.

Cette même diète de Lublin déclara les protestants et les grecs schismatiques aptes à parvenir à toutes les di-

gnités de la république ; et le 2 avril 1572, trois mois avant sa mort, Sigismond-Auguste signa un acte autorisant les protestants à bâtir un temple à Krakovie, et dans lequel il dit : « Considérant les calamnités et les maux que les royaumes les plus florissants et les plus puissants de la chrétienté ont éprouvés dans ces derniers temps, parce que leurs rois et princes se sont efforcés d'opprimer diverses opinions religieuses récemment nées, nous avons cru devoir, pour la tranquillité et la sûreté de notre royaume, prévenir ces dangers qui menacent toute la chrétienté, mais qui sont imminents pour notre royaume, à cause de la proximité des barbares et des ennemis des chrétiens, et empêcher que l'exaspération des esprits ne produise une guerre civile; ayant au surplus, par l'exemple d'autres pays où tant de sang chrétien a été versé sans produire le moindre effet salutaire, acquis la conviction qu'une telle sévérité non-seulement est parfaitement inutile, mais qu'elle est très-nuisible.... »

§ VI. — *Mort et obsèques de Sigismond-Auguste.*

Sigismond-Auguste voulait rendre une visite à l'empereur Maximilien II, mais fut retenu dans ses États par d'autres soins, et bientôt ne put plus s'en éloigner. Ce roi, qui fit sans doute beaucoup pour la Pologne, se ressentit toujours des vices de sa jeunesse. Sa cour de Kniszin où il passait ses jours, adonné à la sorcellerie et à la magie, devint un foyer de séduction et d'intrigues.

Affligé de la goutte et d'autres infirmités, conséquences de ses déréglements, il se confia à des charlatans, à des femmes qui, comme Koricka, feignant de posséder des connaissances magiques, abusaient de sa crédulité. Un jour, elles le faisaient gravement promener trois fois autour de son cabinet, et un autre jour lui détachaient et arrachaient ses cordons et ses boutons, n'oubliant pas de se faire bien payer. Il n'en perdait pas moins le reste de sa santé, tout en prodiguant ses trésors aux Mniszech et à d'autres. Ses courtisanes étalaient un luxe effréné, tandis que sa sœur, Anne, supportait de grandes privations. On lui enlevait tous les objets précieux, et on le dépouilla à tel point qu'à sa mort, arrivée le 7 juillet 1572, on ne trouva ni de quoi payer ses funérailles, ni chaîne, ni bague pour distinguer ses dépouilles mortelles.

Sigismond-Auguste ne laissa pas d'enfants et fut le dernier prince de la race des Jagellons, moins féconde en grands hommes que celle des Piast, mais sous laquelle cependant la Pologne fut si florissante. Lui-même avait réglé le cérémonial des funérailles royales. Son corps, lavé et embaumé, fut revêtu de tous les habits et ornements les plus précieux, la couronne placée sur la tête, le sceptre dans la main droite, le globe d'or dans la gauche, et à côté reposait le glaive. Après avoir été exposé en public dans ce costume, il fut mis dans un riche cercueil, gardé jour et nuit par les officiers de la cour, et auprès duquel des prêtres célébraient alternativement des messes. Des flambeaux et des lampes éclai-

raient la salle et le lit tout recouvert de velours noir.

Lorsque le corps fut transporté à Krakovie, on alla le recevoir en grande pompe; il fut ensuite conduit au château et dans la cathédrale, illuminée extraordinairement; enfin la bière vide fut portée sur sa civière dans différentes églises, toujours avec le même appareil. Les étudiants des diverses écoles ouvraient la marche du convoi. Venaient après, dans l'ordre suivant : les religieux et le clergé séculier; les professeurs de l'université; les prélats, chanoines, abbés et évêques, chacun dans leur costume de cérémonie; trente députés des provinces, porte-enseigne, tous à cheval, avec les drapeaux des palatinats, des terres de la couronne, des duchés tributaires, et ceux de la Pologne et de la Lithuanie; et les grands officiers. Puis on conduisait trente chevaux richement harnachés et couverts de velours noir; sur trente riches coussins reposaient les armoiries royales; des hommes s'avançaient, revêtus d'habits royaux : et des sénateurs portaient les insignes de la royauté, la couronne, le sceptre, la sphère et le glaive. Ensuite venait le corps du roi, placé dans une bière couverte de velours noir, d'abord traîné par un char funèbre attelé de huit chevaux, puis portée sur une civière par les sénateurs castellans, accompagnés de leur entourage. Il était suivi de 32 brancards aux armes royales contenant les présents destinés aux églises. La princesse Anne, sœur de Sigismond-Auguste, paraissait après, ayant à sa droite le légat du pape et à sa gauche l'ambassadeur de Venise. Derrière elle se trouvaient le sénat, la noblesse et les mem-

bres de la municipalité. Le peuple de toutes les classes, au nombre d'environ 4,000 hommes, tous en habits de deuil et portant des cierges allumés, terminait le cortége. Pendant la marche du convoi et les cérémonies funèbres, toutes les cloches sonnaient sans interruption, on célébrait dans toutes les églises un grand nombre de messes, et les castellans y portaient l'argent pour distribuer aux pauvres.

Le premier jour, on fit descendre le corps dans le tombeau; le second on porta la bière, et le troisième on célébra le service funèbre. A ce dernier moment, les enseignes à cheval se rangèrent devant la cathédrale, dans laquelle furent conduits trente chevaux couverts de draps mortuaires avec des boucliers de deuil. Le sarcophage, élevé en face du maître-autel, était recouvert de velours noir et surmonté des insignes royaux. On déposa la couronne, le sceptre, la sphère et le glaive sur l'autel, devant lequel on jeta le casque, le bouclier et le sabre. Alors Mniszek, revêtu d'une armure et monté sur un cheval noir caparaçonné de deuil, s'élança dans l'église, se laissa tomber tout près du catafalque et rompit sa lance. Après lui, les maréchaux brisèrent leurs bâtons et les chanceliers leurs sceaux, pour marquer que leurs fonctions cessaient avec l'existence du monarque. — Le même cérémonial fut depuis observé à la mort de chaque roi.

XIII.

Lettres et sciences en Pologne, depuis son origine jusqu'au xvie siècle.

Les deux règnes qui précèdent ont été nommés « l'âge d'or de la littérature polonaise, » non-seulement à cause des chefs-d'œuvre en tous genres qui s'y produisirent, mais d'après le témoignage unanime de tous les écrivains du xvie siècle sur l'état des lumières en Pologne à cette époque. C'est donc ici le lieu de tracer le rapide tableau du développement de la civilisation des lettres, des sciences et des arts dans la patrie de Kopernik et d'Hosius, depuis son origine jusque vers ce moment.

La civilisation ne commence réellement en Pologne qu'avec l'introduction du catholicisme, qui y était connu au viiie siècle. Les Slaves étaient limitrophes de l'Italie du Bas-Empire et de la Bavière, et le christianisme leur arrivait avec la littérature et les arts, de deux sources surtout, Rome et Constantinople.

La Pologne catholique et libre fut le foyer de la civilisation, des lettres, des sciences et des arts dans tout le centre et le nord de l'Europe. Ils y jetèrent le plus grand éclat, et il nous faudrait des volumes entiers pour redire seulement le nom des littérateurs et des savants illustres de la Pologne, pour faire la simple nomenclature de ces œuvres de talent et de génie, de cette littérature si riche, si variée, si poétique, si puissante.

Le mot *slave*, dans sa racine indo-germanique, commune au sanscrit, signifie à la fois *gloire* et *parole*, et est ainsi comme une prophétie des gloires de la parole de cette race qui devait s'illustrer par les lettres non moins que par les armes. Aussi les Slaves appellent-ils *nèmes* ou *muets* les peuples qui ne parlent pas leur langue. Le slave se partage en trois grands idiomes, le polonais ou lékhnique, qui occupe le premier rang, le russe et le bohême. Nous ne mentionnons pas le lithuanien, cette langue si belle, la plus ancienne des indo-germaniques, et qui n'est plus parlée que par quelques vieillards.

La langue polonaise, dit un remarquable travail de *la Pologne illustrée,* auquel nous empruntons, en les résumant et les complétant, les principaux traits du tableau qui suit, la langue polonaise est supérieure à tous les autres idiomes du nord : aussi la Pologne tint-elle la première place dans la civilisation des peuples slaves. Sous le rapport littéraire, elle n'a point d'égale, et sous le rapport des idées libérales, elle est toujours la plus avancée, la plus ardente et la plus amie du progrès. Dès son origine, le peuple polonais parle la langue qui, encore aujourd'hui, est répandue depuis les Karpates et l'Euxin jusqu'à la Baltique, et les nombreuses traductions qu'ils firent des auteurs anciens, en perfectionnant le goût et en étendant le cercle des connaissances, eurent bientôt assuré à la Pologne cette suprématie qui la distingue et la distinguera toujours des autres races slaves. Car, le perfectionnement de la langue est l'indice certain du degré de civilisation auquel une nation est par-

venue. Si la langue est obscure, si ses règles sont vagues et indéterminées, si elle manque de termes pour exprimer les objets, les pensées, pour peindre les passions dans leur force et dans leurs nuances, si elle n'est pas arrivée à cette clarté qui rend tout saisissable, n'hésitez point à dire que cette nation est barbare. Et, ce qu'il y a de remarquable, c'est que la langue polonaise, plus puissante et plus riche que tous les idiômes modernes, a puisé toutes ses ressources dans son propre fonds; éminemment nationale, elle n'a rien emprunté aux autres langues.

Au xe siècle, lorsque l'exemple de Mieczislav Ier détermina la conversion générale de la nation, le cardinal Gilles, nonce de Jean XIII, vint présider à l'intronisation complète de l'Église catholique; des théologiens habiles furent appelés d'Italie, de France et d'Allemagne pour remplir les fonctions sacerdotales, et apportèrent avec eux toutes les sciences de l'époque.

Au début du xie siècle, Boleslav le Grand appelle à son aide le clergé polonais et étranger pour répandre partout les sciences et les arts. En 1008 et 1009, il fonde à Sieciechov, à Tiniec et à Lysa-Gora les ordres de Bénédictins spécialement chargés de propager l'instruction.

Les travaux des moines, aux xie et xiie siècles, et les rapports intellectuels avec les peuples de race latine, avaient mis les Polonais à même de posséder tout ce que l'on connaissait alors de la vieille littérature romaine. Les livres n'étaient pas rares en Pologne au

XIe siècle, et nombre de manuscrits y existaient au commencement du XIIe. Mathieu Cholewa, évêque de Krakovie en 1166, cite sans cesse le Digeste et les Institutes romaines, qu'on n'avait découverts à Amalfi que trente ans auparavant, ce qui prouve que la Pologne avait alors des rapports intimes avec l'Italie. On trouve aussi dans cet écrivain de longues citations de Valère, historien romain qu'on ne connaît plus aujourd'hui. Les écoles et les bibliothèques polonaises étaient dans un état aussi florissant que celles d'Italie, et la jeunesse slave qui fréquentait les universités françaises et italiennes, s'y faisait remarquer par son application et ses moyens. Les écrivains les plus remarquables de ces deux siècles sont Mathieu Cholewa, que nous avons cité plus haut, et Martin Gallus, le premier historien de la Pologne, qui écrivait entre les années 1110 et 1135.

Dans la crise terrible que traversa la Pologne au XIIIe siècle, nous avons déjà vu comment le clergé sauva la langue et la nationalité polonaises, en faisant traduire du latin et enseigner dans toutes les écoles, en langue du pays, l'histoire nationale. Dans ce siècle, Vitelio, enseignant les lois de l'optique jusqu'alors inconnues, se rendit célèbre comme physicien et mathématicien ; Vincent Kadlubek et Martin Strzepski, comme chroniqueurs. Ces historiens et les précédents étaient de beaucoup supérieurs à ceux du reste de la chrétienté à la même époque, et l'*Histoire universelle* de Martin Strzepski, connu sous le nom de *Martinus Polonus*, eut dans toute l'Europe un immense retentissement.

Le xive siècle s'ôuvre en Pologne sous les auspices d'un homme supérieur, protecteur éclairé des sciences, Vladislav Lokétèk. Les Polonais fréquentaient alors les universités de Padoue, de Bologne, de Paris, dont faisaient partie, comme professeurs et même comme recteurs, plusieurs de leurs compatriotes, tels que Nicolas de Krakovie, Jean Grot, de Slupcé, Przeclaw. L'année 1347 est doublement remarquable. D'un côté, Kazimir le Grand promulgue, sous le nom de Statut de Visliça, un code de lois nationales, et d'un autre, il fonde en même temps l'université de Krakovie. Elle est la plus ancienne de toutes les écoles de ce genre dans le nord-est de l'Europe, car celle de Prague en Bohême ne fut fondée qu'en 1360; celle de Vienne en 1365, et celle de Leipzig en 1404. En 1364, Kazimir lui donna plus de développement, et le pape Urbain V l'égala à toutes les autres universités de l'Europe. Iaroslas Skotniçki, archevêque de Gnèzne, mit tous ses soins à lui imprimer un caractère national, et réorganisa toutes les écoles du pays. Les bibliothèques se formèrent de nouveau. Cette université, qui eut pour modèle celle de Paris, acclimata sur les bords de la Vistule toutes les sciences alors connues en France : c'étaient la grammaire, la logique, la métaphysique, la musique, les sciences physiques et mathématiques, l'astrologie, la morale, la politique, la jurisprudence, la philosophie et la théologie. On traitait ces sciences en latin à Krakovie comme à Paris; car ni le français ni le polonais ne s'étaient élevés à cette époque jusqu'aux études scien-

tifiques. Le préambule du diplôme établissant l'université de Krakovie exprimait de belles et généreuses pensées.

A cette époque surgit un monument important de la langue nationale, une traduction en polonais de la Bible destinée à la reine Hedvige. Cette petite nièce de Kazimir le Grand, si admirable par son amour pour la science non moins que par sa sainteté et ses vertus, outre la fondation de colléges et d'écoles de médecine, dota richement l'université de Krakovie, et en 1397 obtint du pape Benoît XIII un nouveau privilége pour la faculté de théologie.

Les progrès de cette université furent immenses; la faculté de théologie devint si illustre, que les docteurs de Krakovie envoyés au concile de Bâle, en 1431, y eurent la première place. Les regards du monde étaient tournés vers ce concile célèbre; deux partis s'y disputaient les décisions; les uns étaient pour le pouvoir des conciles, les autres pour celui des papes. Les docteurs polonais se rangèrent parmi les premiers, et plusieurs professeurs de Krakovie appuyèrent leurs opinions par des écrits. Mais la théologie et les affaires ecclésiastiques n'occupaient pas exclusivement le clergé polonais; on écrivait des poésies latines, on traitait des affaires politiques du pays, de la législation polonaise, de la médecine, des sciences physiques; on enseignait Virgile en même temps qu'Euclide. Au xve siècle Krakovie devint le centre de la civilisation et des progrès dans le nord de l'Europe. De tous côtés la jeunesse affluait dans cette ville

pour y puiser des lumières, et toutes les sciences y étaient florissantes.

Le célèbre Dlugosz, né en 1405 et instituteur des deux fils de Kazimir IV, ouvrit une nouvelle ère aux études historiques et biographiques par son histoire complète en treize livres, *Historiæ Polonicæ*. Grégoire de Sanok se distingua comme philosophe et comme naturaliste, et laissa un nom qui pourrait faire honneur à la nation la plus fière de sa civilisation. Mathieu de Krakovie, qui parvint successivement au rectorat des universités de Prague et de Paris, publia l'ouvrage intitulé l'*Art de mourir*.

Sous Jean-Albert et Alexandre le zèle que la noblesse et le peuple mettaient à s'instruire était si grand, qu'on rencontrait rarement un noble qui ne parlât pas trois ou quatre langues. Dans sa lettre à Séverin Bonar, Érasme nomme la Pologne « la patrie des savants. » —Simple gentilhomme né en 1483, André Krzycki devint par ses talents prince-archevêque de Gnèzne et primat du royaume. Le savant abbé Juszynski dit de lui : « qu'il surpasse dans ses satires Juvénal, approche de Virgile et d'Ovide dans la poésie épique et élégiaque, et égale Catulle dans le genre romanesque. » Érasme ajoute : « Cicéron est le seul auteur latin qui, comme Krzycki, ait excellé dans la prose et dans la poésie. » Une de ses productions les plus remarquables, dans laquelle il prophétise la grandeur future de la Prusse et la décadence de la Pologne par rapport à cette puissance, est l'écrit publié pour guider la diète et le clergé : *Rationes Sigis-*

mondi, etc. — Dantisk ou Dantiscus, fils d'un cordier, d'autres disent d'un brasseur de Dantzik, naquit dans cette ville en 1485, et, poëte célèbre, brilla par son talent dans la diplomatie et sur son siége sénatorial. Présenté à la cour de Sigismond Ier par le vice-chancelier Pierre Tomicki, il fut secrétaire de ce monarque, et remplit dans la suite plusieurs missions diplomatiques. L'empereur d'Allemagne, Maximilien, admirait tellement ses talents qu'il lui donna le titre de *docteur-pontife*, posa sur sa tête une couronne poétique et le fit noble.

C'est sous de tels auspices que s'ouvrait le XVIe siècle, et que la Pologne préludait au règne des deux Sigismond, si fécond en hommes illustres, et qui fut pour elle ce que fut pour la France le siècle de Louis XIV. Grâce à un concours de circonstances favorables et d'institutions libérales que ne gênait aucun contrôle ombrageux, les écoles devinrent une pépinière d'hommes capables et de citoyens éclairés. Bientôt l'université de Krakovie ne put suffire à la prodigieuse affluence des élèves ; on établit de grandes écoles à Posen, à Léopol et dans d'autres villes. Chaque évêque, chaque sénateur, chaque haut magistrat, ne dut alors son élévation qu'à ses talents, et le fils d'un gentilhomme, d'un bourgeois ou d'un paysan trouvait le même accueil. L'historien Kromer, fils d'un paysan, le poëte Dantiscus, fils d'un brasseur, se succédèrent dans l'évêché de Varmie avec le titre de princes. Érasme Ciolek, fils d'un musicien et d'une cabaretière, obtint l'évêché de Ploçk. Janicki, fils d'un voiturier, reçut la couronne de poëte des mains du pape.

Stanislas Hosius, cardinal et l'un des présidents du fameux concile de Trente, était aussi d'une origine très-obscure.

Alors parut une grande quantité d'ouvrages polonais qui se font remarquer par un goût formé sur les modèles des classiques grecs et romains, et par une exquise pureté. Le caractère distinctif des écrivains de cette époque est la netteté, la simplicité et la gravité. Toutes les branches des sciences et des arts eurent alors d'illustres représentants.

Dès l'année 1520, la langue polonaise arriva à un haut degré de perfection. Ces progrès furent amenés par la tolérance; et l'inquisition fut supprimée par les évêques eux-mêmes. La Pologne ouvrit un refuge à toutes les opinions; des milliers d'étrangers persécutés pour leurs doctrines, y trouvèrent l'hospitalité : l'Angleterre, la Suède, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne comptaient des émigrés aux bords de la Vistule et du Niémen. Les lois garantissaient une pleine et entière liberté à tous les rites, à tous les cultes. Et cependant Krakovie était pour ainsi dire le point d'union de la chrétienté. Ailleurs la prétendue Réforme avait sur bien des points triomphé du catholicisme, tandis qu'en Pologne la religion avait conservé toute sa force en même temps que toute sa pureté primitive.

Il était rare de rencontrer un Polonais qui ne parlât pas trois ou quatre langues. Tous, sans exception, parlaient en latin. C'est pour cela qu'Érasme de Rotterdam dit des Polonais dans sa lettre à Severin Bonar :

« C'est dans ce pays que la philosophie possède d'excellents disciples; c'est là qu'elle forme ces citoyens polonais qui osent être savants. »

Le célèbre Muret, comparant les nations alors réputées les plus polies et les plus savantes, les Italiens et les Polonais, se demande : « Quelle est, entre ces deux nations, celle qui mérite qu'on la loue davantage, sous le rapport des sciences et des arts? Sont-ce les Italiens dont la centième partie à peine étudie le grec et le latin, et montre quelque goût pour les sciences; ou les Polonais, dont la plupart connaissent parfaitement ces deux langues, et qui paraissent animés d'une telle ardeur pour les sciences, qu'ils y consacrent leur vie entière? »

Juste Lipse, en écrivant à un de ses amis résidant en Pologne, dit entre autres : « Je ne devrais point m'étonner de votre science. Vous vivez au milieu de ces hommes qui ont été réputés barbares, et aujourd'hui c'est nous qui sommes barbares à côté d'eux. C'est la Pologne qui ouvrit ses bras hospitaliers à la Grèce et au Latium méconnus, et aux Muses qui avaient été si méprisées. »

L'historien de France, le président de Thou, en parlant de la Pologne, l'appelle : « Pays fertile, plein de villes, de châteaux, rempli d'une noblesse courageuse qui joint ordinairement l'amour des lettres à l'exercice des armes. » Et plus bas, il parle de sa surprise à la vue des gentilshommes polonais qui vinrent à Paris, en 1573, offrir la couronne à Henri de Valois. « On ne peut, dit-il, exprimer l'étonnement de tout le peuple français, quand il vit ces ambassadeurs avec des robes longues, des bon-

nets de fourrure, des sabres, des flèches et des carquois; mais l'admiration fut extrême lorsqu'on vit la somptuosité de leurs équipages, les fourreaux de leurs sabres garnis de pierreries, les brides, les selles, les housses de leurs chevaux enrichis de même, et un air d'assurance et de dignité qui les distinguait particulièrement... Ce qu'on remarqua le plus, ce fut leur facilité à s'énoncer, en latin, en français, en allemand et en italien : ces quatre langues leur étaient aussi familières que la langue même de leur pays. Il ne se trouva à la cour que deux hommes de condition qui pussent leur répondre en latin, le baron de Milhau et le marquis de Castelnau-Maurissière; ils avaient été mandés exprès pour soutenir en ce point l'honneur de la noblesse française qui rougit alors de son ignorance. Pour ce temps-là, c'était beaucoup que d'en rougir... Les Polonais parlaient notre langue avec tant de pureté, qu'on les eût plutôt pris pour des hommes élevés sur les bords de la Seine et de la Loire que pour des habitants des contrées qu'arrosent la Vistule et le Dnieper, ce qui fit honte à nos courtisans qui ne savent rien, qui sont ennemis déclarés de tout ce qu'on appelle science; aussi, quand les nouveaux hôtes les interrogeaient, ils ne répondaient que par des signes et en rougissant. »

Quatre-vingts villes polonaises possédaient des imprimeries, et Krakovie seule en comptait cinquante. La première qui y fut établie remonte à l'an 1474. On compte plusieurs Polonais parmi les premiers typographes : Adam de Pologne, à Naples, en 1478; Jean Haller, à Krakovie,

en 1485; et Skrzetuski, à Vienne, un peu plus tard.

La liberté dont on jouissait en Pologne lui acquit « dans toute l'Europe, dit Lelevel, la réputation d'être le seul asile des sciences et des lumières. Mais ce qui lui mérita sa renommée, c'est qu'elle fourmillait d'hommes capables, instruits et éclairés, qui recherchaient et entretenaient des relations avec les savants des autres pays et jouissaient de leur amitié. La langue latine facilitait les correspondances avec l'étranger. Quant à la langue nationale polonaise, elle servait pour l'instruction des connaissances utiles et pour les affaires publiques. Sa prose se perfectionna avec un succès admirable, et la langue commença à se former aussi pour la poésie. Les Russiens et les Lithuaniens, prenant de jour en jour plus de goût pour cette langue, commençaient à négliger leur idiome russien. C'est aux environs de Sandomir et de Przemysl que la langue polonaise la mieux cultivée se montra la plus polie, quoique le pays de Przemysl fût une portion de la Russie-Rouge. L'enseignement dans toutes les écoles avait pour but de former le caractère moral de la jeunesse, afin d'en faire des citoyens utiles à la patrie. »

Le prestige des savants était tel en Pologne que, malgré l'inégalité de plus en plus marquée des conditions, la diète de 1563 déclara tout Polonais chrétien apte à remplir les places de sénateur, nonce ou toute autre dignité, qu'il fût paysan ou seigneur. Citons quelques-uns de ceux qui se signalèrent aux premiers rangs parmi cette foule d'hommes illustres.

Nicolas Kopernik, né à Thorn en 1473, opéra une révolution complète dans l'astronomie par la découverte du système de rotation de la terre autour du soleil. Il se voua pendant quelque temps, à Bologne, aux travaux astronomiques, obtint en 1500 une chaire de mathématiques à Rome, revint en Pologne avec le diplôme de docteur en médecine délivré par l'université de Padoue, fut inscrit au nombre des académiciens de Krakovie, titre alors d'un haut prix, et mourut en 1543. On lui éleva plus tard sur une des places de Varsovie un monument ciselé par Thorvaldsen, et érigé aux frais d'une souscription nationale.

Stanislas Hosius, célèbre par ses ouvrages de controverse, naquit à Krakovie le 8 avril 1504. Il fit ses études en Pologne, puis étudia à Padoue, ensuite à Bologne, où il fut reçu docteur en droit, retourna dans sa patrie, fut nommé à l'évêché de Varmie et employé par Sigismond-Auguste dans les affaires les plus importantes. Appelé à Rome en 1558, par Paul IV, pour l'aider dans l'administration de l'Église, il refusa le cardinalat, que Pie IV le força d'accepter en 1561. Président du concile de Trente, il montra une sagesse consommée, et, le concile terminé, se retira dans son évêché de Varmie où il fut nommé légat du Saint-Siége par Pie V. Revenu à Rome, il mourut à Caprarole, près de cette ville, le 5 août 1579. Ses écrits, dont nous ne pouvons faire ici la longue énumération, eurent une telle importance qu'ils furent traduits dans presque toutes les langues vivantes, et imprimés jusqu'à trente-deux fois, du vivant de

leur auteur, dans les principales villes de l'Europe.

Martin Kromer, surnommé le Tite Live de la Pologne, fut le fils d'un paysan. Né en 1512, il parvint par ses talents aux plus hautes dignités, succéda à Hosius dans l'évêché de Varmie, et mourut en 1589. Il écrivait très-bien en polonais. Outre ses chroniques et ses discours en latin, qui jouissent d'une haute estime, il publia une dizaine d'ouvrages sur la théologie, l'éloquence et la musique. « Son style, dit Solignac, est pur et noble, concis et varié, égal et soutenu; rien de sec et de contraint dans sa diction. »

Stanislas Orzechowski, né en 1513, publia plus de 50 ouvrages, dont 27 seulement sont bien connus. Voici le jugement qu'Ossolinski porte sur lui : « Orzechowski, après s'être montré le rival de Démosthènes dans ses Turciques, s'il ne surpasse son maître dans le panégyrique de Sigismond Ier, atteignit le même but en suivant une autre route. *Sublimi feriam sidera vertice.* »

Rey de Naglowicé, né en 1515, publia, sous ce titre : *Miroir de tous les États,* un recueil historique d'un prix inestimable, et qui reproduit tous les détails de la vie privée des anciens Polonais, et jusqu'à leur manière de parler. Il a laissé treize autres écrits en prose et en vers.

Clément Janicki, dont les poésies en vers sont snial bien connues, était un simple paysan. Né en 1516, il avait à peine vingt ans lorsque le pape Clément VII le couronna du laurier poétique. Ses productions ont été comparées à celles de Tibulle et de Catulle.

Frycz-André Mordzevski, né en 1520 et secrétaire de Sigismond-Auguste, fut l'un des Polonais les plus savants de son temps, et est surtout connu par son livre sur « la Réforme réparatrice de la République » (*De Republica emendanda*), publié en 1554 et 1559, et dont Justinien de Padoue dit qu'il y avait plus de mille ans qu'il n'avait paru un ouvrage semblable. On en possède de lui douze autres.

Louis Gornicki, l'un des plus éminents prosateurs polonais, naquit en 1520. On lui doit entre autres : 1° *Histoire de Pologne;* 2° *Dialogues entre un Polonais et un Italien sur les lois et les mœurs polonaises;* 3° *Le Polonais homme de cour;* 4° *Essai sur l'orthographe polonaise;* 5° *le Chemin d'une liberté parfaite;* 6° *le Démon de Socrate.*

Jean Kochanowski, le premier des écrivains de la Pologne, dont nul autre n'approcha, et qui fit briller toute la richesse et toute l'élégance de la langue nationale, déploya l'éclat de son génie, surtout dans la traduction des *Psaumes de David.* Outre diverses traductions, et ses poésies polonaises, comparables aux plus belles productions de l'antiquité, il publia plusieurs poëmes latins dans lesquels il se montre l'émule des Ovide et des Properce. Né en 1532, il fit ses études en Pologne, vint à Paris où il demeura sept ans, puis à Rome et à Padoue. Il fut ensuite secrétaire de Sigismond-Auguste, qui voulut le faire sénateur et prince de l'Église; mais il refusa toutes les dignités, et tout entier à la culture des lettres, se retira dans sa modeste de-

meure de Czarnyslas, qu'on visite encore de nos jours. Son crâne est conservé au musée national de Pulavy. Il eut trois frères, André, Nicolas et Pierre, tous poëtes comme lui.

Matthias Stryikowski, né en 1549, est surtout connu par sa *Chronique polonaise, lithuanienne, de toutes les Russies*, etc. Martin Bielski est célèbre par sa *Chronique universelle;* et son fils Joachim Bielski par sa *Chronique polonaise*. Les *Annales* de Stanislas Sarnicki, et sa *Description de l'ancienne et de la nouvelle Pologne* sont des ouvrages historiques très-remarquables. Simon Szymonowicz (Simonides), né en 1558, marcha sur les traces de Théocrite, de Bion et de Virgile par ses idylles polonaises, qui n'ont pas encore été égalées, et créa en Pologne ce genre de poésie. Il écrivit également en latin et en polonais, fut honoré de l'amitié du pape Clément VIII, et couronné par Étienne Batori de la palme des poëtes.

A tous ces noms célèbres que d'autres à ajouter encore! Bornons-nous à citer ceux de Jean Flachsbinder et Jean Turzo, poëtes et prosateurs versés dans la langue latine; Bernard de Lublin et Jean de Pilzno, jurisconsultes qui devancèrent les idées de Beccaria et de Filiangéri; Stanislas Zaborowski, grammairien et légiste; Bernard Wapowski, historien et mathématicien; Groïcki, Herburt, Warszewicki Grzebski, Spiczynski Siennik, Sendziwoy, célèbres à divers titres scientifiques.

Dans ce siècle, la langue polonaise devint classique, fut adoptée par la Lithuanie et les pays russiens, et

prescrite par Sigismond à toutes les juridictions, où l'on se servait jusqu'alors des langues latine et russienne. La Bible fut de nouveau traduite en polonais.

XIV

République de Babin.

En 1548, il s'était formé une république d'un genre particulier, république littéraire, académie satirique, instituée pour corriger les mœurs nationales et redresser les abus qui s'étaient glissés dans le gouvernement. Cette république prit pour devise *Ridendo castigo mores*, je corrige les mœurs en riant, ce qui la caractérise suffisamment. Elle fut fondée par Stanislas Pszonka, juge au tribunal de Lublin, propriétaire d'un village nommé Babin, entre Lublin et Belzyce, homme plein d'esprit et d'enjouement, qui composa d'abord cette société de ses amis les plus éclairés et les plus distingués par leur probité et la gaieté de leur caractère. Lui et Pierre Kaszovski, son ami, étaient tellement recherchés, qu'aucune fête, aucune réunion n'avait lieu dans les environs sans qu'ils y fussent invités. Le seul nom du village de Babin, dit l'historien Sarnięki, dissipait la tristesse et l'ennui, car il rappelait Pszonka et son caractère enjoué qui lui attirait partout des amis.

Cette société, qui se rassemblait à Babin, avait surtout pour but de faire la satire de toutes les actions

blâmables des grands personnages. Pour rehausser son éclat, Pzonka conçut l'idée, qui fut accueillie avec empressement, de lui donner le nom de *République de Babin* (1), et de la modeler sur celle de la Pologne. Elle eut donc son primat, ses évêques, ses palatins, ses castellans, ses starostes, ses grands généraux, ses chanceliers, ses maréchaux, enfin toutes les charges, dignités et titres en usage dans le pays, et même à l'étranger. Ses diètes étaient fréquentes mais courtes, et n'avaient ordinairement qu'une séance.

Cette république s'accrut bientôt d'un nombre immense de membres, dont beaucoup le devenaient malgré eux et sans s'en douter, mais toujours comme châtiment d'un acte ou d'une parole peu sensés. Quelqu'un faisait-il parade d'un courage douteux, on le nommait aussitôt grand ou petit hetman, ou général. Celui-ci parlait-il politique ou exposait-il de vastes projets sans la moindre connaissance des questions, vite on lui expédiait le brevet de chancelier ou de ministre. Chacun recevait son diplôme et sa charge dans la république de Babin suivant ses travers. On donnait ainsi souvent des leçons frappantes, critiquant adroitement la mauvaise distribution des places, ou métamorphosant le palatin ou staroste pillard en archer des douanes, le général timide en courrier, le mauvais magistrat en marchand. L'assemblée se terminait par un festin où l'on buvait à la santé des nouveaux dignitaires.

(1) *Baba*, dans la langue du pays, signifie une vieille femme qui aime à caqueter.

Ces joyeux satiriques savaient se tenir au courant de ce qui se passait dans toute la Pologne, au point qu'aucun personnage possédant une place un peu élevée ne pouvait soustraire ses défauts aux plaisanteries de la république. Elle montra toujours la plus grande impartialité dans ses critiques ; car jamais elles n'atteignirent que des coupables qui n'osèrent s'en offenser, dans la crainte de devenir l'objet de la risée publique. Cette manière de faire la guerre aux vices ne pouvait tourner qu'au profit du pays ; car, si elle ne les corrigea pas toujours, du moins elle força à les bien cacher et à ne pas scandaliser la jeunesse.

Cette société était renommée par son habileté à rendre ridicule tout ce qui pouvait nuire à la patrie. Elle se maintint avec d'autant plus d'éclat, que jamais on ne put lui reprocher d'avoir employé l'arme de la calomnie, ou d'avoir reçu un membre capable de s'en servir. Tout individu, pour y être admis, était obligé de donner des preuves de la délicatesse de ses sentiments, d'un esprit cultivé et d'un jugement juste des choses et des hommes. Elle attira dans son sein les premiers personnages du royaume, tels que les palatins, les ministres, les évêques, etc., afin que, dans le cas où il fallait punir un coupable dans la vraie république, celui-ci ne pût se trouver offensé en recevant son diplôme des mains d'une personne non moins respectable dans la république de Pologne que dans celle de Babin, et pour que le châtiment produisît un effet salutaire.

Sigismond-Auguste, sous le règne duquel ces deux ré-

publiques jouirent de leur plus grande splendeur, était spirituel, éclairé, tolérant et ennemi de la tristesse. Il aimait à entendre parler de la république de Babin, et, étant un jour entouré de plusieurs de ses membres parmi lesquels se trouvait Pszonka, il leur demanda s'ils avaient un roi parmi eux. « A Dieu ne plaise! sire, lui répondit gravement Pszonka, que nous concevions une semblable pensée du vivant de votre majesté. Régnez heureusement sur la république de Babin comme vous régnez sur la Pologne entière. » Le roi reçut cette réponse en riant; il manifesta son contentement à Pszonka, et calma ainsi le ressentiment excité chez plusieurs personnages par le châtiment que leur avait infligé la république de Babin, en leur envoyant ses diplômes.

Cette association exerça une grande influence sur l'esprit national et sur les mœurs du XVI[e] siècle. Les jeunes gens qui faisaient le premier pas dans la carrière publique tremblaient devant ce tribunal, dans la crainte d'encourir sa censure, et ceux qui avaient des charges faisaient tous leurs efforts pour y échapper. C'est ainsi que cette république satirique et inoffensive au premier coup d'œil rendit des services réels à l'État, en attaquant le vice, et eut une action bienfaisante sur la conduite et les démarches de membres du sénat, du conseil du roi et de la chambre des nonces.

Stanislas Pszonka mourut vers l'an 1590. Ses successeurs soutinrent encore longtemps l'honneur, l'éclat et la splendeur de la république de Babin; mais les guerres et la décadence de la Pologne finirent par affaiblir l'in-

fluence morale de cette académie satirique et la réduisirent au néant (1).

XV

INTERRÈGNE. ÉLECTION DE HENRI DE VALOIS (1572-1573).

La mort de Sigismond-Auguste fut suivie d'un interrègne de neuf mois. Le 6 janvier 1573, une diète préparatoire se tint à Varsovie avant l'élection, sous le titre de *diète de convocation*. Elle statua que le primat-archevêque de Gnèzne avait l'administration du royaume pendant les interrègnes, et que c'était à lui d'envoyer ses *universaux* dans les provinces pour convoquer l'assemblée générale, en déterminant l'époque de l'élection, le lieu de la réunion et la durée des délibérations. Ensuite, sur la motion de Jean Zamoïski, si célèbre depuis et alors simple nonce de Belz, elle arrêta qu'outre les membres ordinaires de la diète, tous les nobles, sans exception, étaient électeurs et éligibles et avaient droit de concourir à l'élection des rois.

La diète d'élection se réunit le 5 avril suivant, et fut assistée du tribunal du froc (kaptur) pour maintenir l'ordre. Quatorze candidats se présentèrent. Mais la plupart furent écartés, et il n'en resta que trois de sérieux:

(1) *Pologne illustrée* de Léonard Chodzko; *Les loisirs du chevalier d'Eon de Beaumont*, t. Ier; *Tableau historique et politique de la république de Pologne*, ch. XIX.

Henri de Valois, duc d'Anjou et frère de Charles IX, roi de France; Ernest, archiduc d'Autriche et fils de Maximilien II; et Jean III, roi de Suède, époux d'une sœur de Sigismond-Auguste. A l'ouverture des débats, le cardinal Commendoni, légat du pape Grégoire XIII, développa, dans un long discours, le vœu du Saint-Siége de voir un catholique sur le trône de Pologne. Les ambassadeurs de l'archiduc Ernest firent ensuite de grandes promesses. Chacun des compétiteurs s'efforça ainsi d'enlever les suffrages de la diète, qui paraissaient se réunir surtout sur Henri de Valois.

Un seigneur polonais, François Krassovski, accueilli à la cour de Charles IX, lui avait inspiré, ainsi qu'à la reine mère, le projet de placer sur le trône des Jagellons, leur frère et fils Henri, auquel Krassovski avait su, par d'habiles manœuvres, conquérir en Pologne de nombreux partisans. Les ambassadeurs français, ayant pour mission de soutenir la cause de ce prince, arrivèrent bientôt; et l'un d'eux, Montluc, évêque de Valence, s'insinua si bien dans les esprits que cette candidature allait triompher lorsque la nouvelle du massacre de la Saint-Barthélemy, en inspirant aux Polonais une profonde horreur, fit reporter les voix sur le roi de Suède, Jean III, et sur son fils Sigismond Vasa. Cependant, à force d'habileté, Montluc parvint à regagner les suffrages.

Au milieu de ces fluctuations se révélait un symptôme alarmant pour l'avenir de la Pologne. C'était l'attitude des sectes hérétiques qui, comme nous l'avons dit dans l'Introduction du premier volume, balançaient l'élection,

opposaient leurs assemblées et leurs confédérations à la diète nationale, et furent sur le point d'allumer la guerre civile. Voyant cependant qu'ils ne pouvaient l'emporter, ils détournèrent la discussion, en engageant la noblesse à profiter de sa souveraineté pour garantir ses libertés par des décisions claires et précises. On s'occupa donc de régler les *pacta conventa* ou les lois fondamentales qui depuis formèrent la base de la constitution polonaise. En voici les principales dispositions, telles qu'elles furent alors révisées et adoptées :

1° Au pouvoir de la république appartient et appartiendra toujours le droit d'élire les rois. Aucun roi ne peut ni proposer, ni choisir de son vivant son successeur, ni, pour cette fin, convoquer la diète, ni favoriser personne, ni en faire mention sous quelque prétexte que ce soit, afin que l'élection du nouveau roi par les États soit toujours libre ; 2° les rois élus ne pourront plus prendre le titre de seigneurs héréditaires, employé par les souverains jusqu'à Sigismond-Auguste ; 3° le roi ne peut ni se marier, ni divorcer à l'insu et sans le consentement du sénat ; 4° il est obligé de maintenir la tolérance religieuse et politique ; 5° il ne peut, sans l'assentiment préalable et unanime des États réunis en diète, déclarer la guerre, ordonner une levée générale ; faire la paix, envoyer des ambassadeurs à l'étranger pour affaires majeures, lever de nouveaux impôts ou des droits de douane ; 6° il aura auprès de lui un conseil permanent composé de sénateurs et de nonces, changés tous les six mois ; 7° en cas de partage

d'avis pendant la délibération du sénat, le roi s'associera à celui qui sera le plus conforme aux lois et aux avantages de la nation; 8° les diètes ordinaires seront convoquées de plein droit tous les deux ans, et même plus souvent s'il est nécessaire; leur session durera six semaines; 9° les charges publiques, les dignités, les starosties et les terres royales ne seront conférées qu'aux indigènes, à l'exclusion absolue des étrangers; 10° dans le cas où le roi dérogerait en quoi que ce soit aux lois, droits, libertés, immunités ou à quelqu'une des clauses qu'il aurait juré dans les *pacta conventa*, les citoyens seront par là même déliés du serment de fidélité et de l'obéissance promise par eux. — Chaque roi, à son élection, devait jurer d'observer ces articles.

Les protestants, formant le parti autrichien et ayant pour chef le maréchal de la couronne Firlei, s'étaient retirés à Grochov, près de Varsovie, et avaient formé une confédération dans laquelle furent un instant entraînés des sénateurs, des nonces et même des évêques. La guerre civile allait éclater et le sang être versé. Mais la liberté religieuse ayant été formellement stipulée dans les *pacta conventa*, il ne leur resta plus même de prétexte; et Firlei, revenu à la diète, vota pour Henri de Valois, qui fut élu. Les ambassadeurs français signèrent, au nom de ce dernier, les *pacta conventa*, accompagnés d'une convention par laquelle « une alliance éternelle était conclue entre la France et la Pologne. » La France s'engageait à équiper une flotte pour rendre les Polonais maîtres de la Baltique et

reprendre la ville et le port de Narva; à leur fournir contre les Moscovites 4,000 hommes de ses meilleures troupes, dont elle payerait la solde pendant six mois et au delà; et à les assister dans toute guerre contre leurs voisins. En outre, Henri devait, tant qu'il vivrait, verser tous les ans dans le trésor national 45,000 florins de ses revenus, acquitter les dettes d'État contractées du vivant de Sigismond-Auguste et depuis, et entretenir gratuitement aux écoles de Paris ou de Krakovie cent jeunes Polonais, et enfin n'amener avec lui qu'un très-petit nombre d'étrangers, auxquels on ne donnerait ni biens, ni charges, ni dignités.

Toutes ces conventions signées, Henri de Valois fut proclamé roi de Pologne.

XVI

Henri de Valois (1574-1575).

On envoya aussitôt en France une députation choisie dans le sein du sénat et de l'ordre équestre, présidée par l'évêque de Posen, Konarski, et qui déploya la plus grande magnificence. Ils étaient douze, avec une suite de 250 gentilshommes des premières familles. Lorsque, le 19 août 1573, ils firent leur entrée à Paris par la porte Saint-Martin, dans 50 carrosses à quatre et six chevaux, une députation envoyée par le roi les reçut aux portes de la ville. Les rues, les fenêtres, les

toits regorgeaient d'une affluence immense de spectateurs que frappaient d'une indicible admiration la noblesse de leur attitude, la pureté de leur langage, la singularité et le faste inouï de leurs costumes, de leurs armes et de leurs équipages. Ils furent reçus en audience solennelle par Charles IX, que l'évêque de Posen harangua au nom de tous, par la reine mère, Catherine de Médicis, et par la reine Élisabeth.

Le 22, précédés de leurs somptueux cortéges, tous à cheval et vêtus de longues robes tissues d'or, ils se rendirent dans la grande salle du Louvre, où ils trouvèrent Henri de Valois, qui répondit en latin au discours de Konarski. Plus tard ils lui présentèrent la convention et les *pacta conventa* signés par Montluc en son nom, et dont l'article concernant les dissidents était conçu en ces termes : « Nous conserverons la paix et la tranquillité entre les dissidents sur la religion ; nous tiendrons la main à ce que personne ne soit opprimé pour cause de religion ; et nous ne permettrons jamais que cela arrive sous notre juridiction, ou par l'autorité de quelque tribunal que ce soit, mais surtout par la nôtre. » Quelques-uns prétendant que le roi ne devait pas ratifier cet article, Zborovski, un des ambassadeurs polonais, dit à Montluc : « Vraiment, si vous et vos collègues ne l'eussiez approuvé, jamais votre prince n'aurait eu nos suffrages. » Le roi ayant demandé ce qu'il disait, Zborovski répondit : « Je dis, Sire, que si votre ambassadeur ne s'était engagé à vous faire agréer cet article, vous n'auriez pas été élu roi de Pologne ; et je dis plus

à présent : si vous ne l'acceptez comme tous les autres, vous ne le serez jamais ! »

Tout fut accepté, et la prestation du serment eut lieu avec la plus grande solennité à Notre-Dame, le 10 septembre 1573. La messe dite, les deux rois, de Pologne et de France, s'approchèrent du maître-autel, se mirent à genoux et prêtèrent serment : Henri de Valois comme souverain de Pologne, et Charles IX comme garant des promesses faites en son nom par ses ambassadeurs. Voici la teneur de ce serment, que réitéra Henri à son arrivée en Pologne :

Henri, par la grâce de Dieu, élu roi de Pologne, grand-duc de Lithuanie, de Russie, de Prusse, de Mazovie, de Samogitie, de Kiiov, de Volynie, de Podlachie, de Livonie, etc., librement et unanimement choisi par tous les ordres de Pologne, de Lithuanie et de toutes les provinces, je promets, je jure, au Dieu tout-puissant, sur les saints Evangiles :

Que tous les droits, libertés, immunités, privilèges publics et particuliers, ecclésiastiques et séculiers, qui ont été donnés aux églises, barons, nobles, habitants des villes et des campagnes, et à toute personne de quelque état que ce soit, par les rois mes prédécesseurs, par tous les princes de Pologne et du grand-duché de Lithuanie, et surtout par Kazimir Ier, Vladislav Ier, Jagellon, etc., ou qui ont été établis ou sanctionnés dans les temps des interrègnes, par les diètes, et qui m'ont été présentés ; je les maintiendrai, les observerai et les défendrai dans toutes leurs conditions, dans tous leurs articles, et sur tous les chefs ; que j'entretiendrai la concorde entre ceux qui sont de religion différente, et ne souffrirai en aucune manière que, ni par ma juridiction, ni par celle de mes officiers, ni par certaines classes de citoyens, qui que ce soit se trouve opprimé ou poursuivi pour cause de religion ;

Que je recouvrerai, dans toutes les parties du royaume, du grand-duché de Lithuanie, ou des autres provinces, les pays

illégitimement aliénés ou perdus dans les guerres, ou de toute autre manière; que je ne diminuerai en rien les limites du royaume et du grand-duché, mais que je les défendrai et les étendrai; que j'administrerai une bonne justice à tous les habitants du royaume, sans distinction.

Et s'il arrive (ce qu'à Dieu ne plaise!) que je viole en quelque sorte mon serment, les habitants du royaume et de toutes les provinces ne me devront plus rien; mais, par ce seul fait, je les reconnais déliés de toute foi, de toute obéissance. Je ne demanderai jamais à personne d'être relevé du serment que je prête; et si on me l'offrait, je le refuserai; et qu'ainsi Dieu me soit en aide.

Le lendemain, dans la salle du Palais-de-Justice, en présence du roi de France, de la cour, de tous les grands corps de l'État et de 10,000 spectateurs, les ambassadeurs polonais lurent le décret d'élection; Konarski et Radzivill prononcèrent des discours auxquels répondirent des chanceliers, un *Te Deum* fut chanté, l'artillerie tonna et les cloches retentirent. Le jour suivant, Henri de Valois fit une entrée solennelle et magnifique à Paris, aux acclamations d'un peuple immense criant : *Vive le roi de Pologne!* et le soir, la reine donna aux ambassadeurs, dans les Tuileries, un souper suivi de fêtes.

Henri, cependant, retarda son départ, la santé chancelante de son frère lui laissant entrevoir l'éventualité prochaine de lui succéder sur le trône de France. Forcé enfin de partir, il fut accompagné par Charles IX jusqu'à Vitri, par Catherine de Médicis jusqu'à Blamont, et arriva à Balice, près de Krakovie, le 18 février 1574. Le lendemain, la noblesse, la bourgeoisie et le peuple vinrent à sa rencontre avec un cortége d'une magni-

ficence sans exemple. Primat, archevêques, évêques, castellans, palatins, chanceliers, maréchaux, commandants des villes, officiers royaux avec leurs suites éclatantes, offrant toutes les richesses, toutes les variétés de costumes possibles, polonais, hongrois, allemands, italiens, huns, tatars, formaient à eux seuls un ensemble de plus de 4,000 hommes, sans compter le reste des seigneurs et de la noblesse, la bourgeoisie et mille soldats du peuple armés à l'allemande. Le roi vint à eux entouré de sa garde, et fut harangué par l'évêque de Plock. Sur le soir, le cortége se mit lentement en marche vers la ville toute resplendissante d'illuminations. Aux portes, le roi passa sous un dais soutenu par les consuls, au bruit des trompettes et du canon qui tirait sans interruption; sur tout son passage étaient des arcs de triomphe; une foule innombrable remplissait les rues et couvrait jusqu'aux toits; et l'on se rendit à la cathédrale pour y chanter le *Te Deum*. Le jour suivant, après plusieurs cérémonies, Henri, selon la coutume suivie par tous les souverains de Pologne, avant leur couronnement, alla prier à la grotte de Kazimir, église dédiée à saint Stanislas, dont il baisa les reliques.

Le jour du sacre, en présence du sénat et des grands réunis à la cathédrale, au milieu de la solennité, le maréchal de la couronne, le protestant Firlei, apostropha le roi avec violence, déclara qu'il s'opposait à son couronnement, et faillit transformer l'église en un lieu de sédition et de lutte. Mais la cérémonie s'accomplit ce-

pendant à sa confusion et au milieu de vifs applaudissements. Les fêtes brillantes qui suivirent furent aussi troublées par un sanglant événement. Samuel Zborovski, seigneur influent, allié aux plus grandes familles de la Pologne, et au crédit duquel Henri devait en partie son élection, provoqua en duel le castellan Jean Tenczynski et blessa à mort le castellan Vapovski, ami de ce dernier, qui voulait amener un arrangement. Le roi, au lieu de punir sévèrement ce meurtre commis presque sous ses yeux, se borna à éloigner du pays Zborovski, sans lui retirer ses dignités, ni confisquer ses biens, comme la loi l'exigeait. Le sénat, déjà mécontent d'une telle indulgence, fut profondément indigné lorsqu'il vit la castellanie vacante donnée à l'un des parents du meurtrier, et la dignité de palatin de Krakovie à son propre frère, Pierre.

Cette mésintelligence complète entre le roi et le sénat durait toujours, lorsqu'un message de Catherine de Médicis vint apprendre à Henri que Charles IX était mort le 30 mai précédent, le pressant de revenir en hâte à Paris, s'il voulait recueillir l'héritage de la couronne de France. Le sénat voulait qu'une diète fût convoquée pour statuer sur le cas présent; Henri feignit d'accéder à ses demandes, mais le 18 juin 1574, sans avoir fait part de son projet à personne, il s'enfuit secrètement de Varsovie, par une nuit obscure, et gagna rapidement la frontière autrichienne. A cette nouvelle, la stupéfaction des Polonais fut à son comble. Javoyszovski, Kosak au service du palatin de Sandomir, fut envoyé en toute

hâte pour lui porter les dépêches les plus pressantes, et fit le trajet de Krakovie à Vienne (110 lieues) en vingt-quatre heures et toujours sur le même cheval. Là, il l'atteignit, mais Henri resta sourd à toutes les instances du sénat, et arriva en France où il succéda à son frère, sous le nom de Henri III.

Comme il avait laissé des lettres contenant la promesse de revenir au plus tôt, une diète réunie de suite lui accorda neuf mois; et ce terme expiré, le 12 mai 1575, on annula le serment prêté par la nation. Le 3 octobre suivant une nouvelle assemblée déclara le trône vacant, et le primat convoqua la diète d'élection pour le 4 novembre.

XVII

Étienne Batori (1575-1586).

§ I. — *Oppositions. Guerre contre les Moskovites. Traité de Chiverova-Gorka.*

Par suite des dispositions mal concertées du primat Uchanski, il n'arriva aux élections qu'un petit nombre de nobles. Parmi les candidats au trône de Pologne on distinguait le roi de Suède et son fils, le frère et le fils de l'empereur d'Allemagne, Maximilien II, le duc de Ferrare et de Modène et le duc de Transylvanie, Étienne Batori. Sans attendre les suffrages de la nation, Uchanski, s'appuyant sur le sénat, se déclara en faveur de l'em-

pereur Maximilien, quoiqu'il ne fût pas même candidat : le parti autrichien qu'il représentait, quitta même le lieu de l'élection pour se rendre en armes dans un autre plus propre à la défense, et fit proclamer par le primat, Maximilien, roi de Pologne. Mais les États déclarèrent : « Que la maison d'Autriche était la plus redoutable ennemie de la Pologne ; qu'ils ne souffriraient jamais qu'un prince de cette famille fût leur souverain ; que les royaumes de Hongrie et de Bohême étaient des exemples frappants pour la Pologne ; que ces peuples, après avoir perdu leur liberté, gémissaient sous le joug de l'Autriche. » Puis, dans la séance du 14, ils décernèrent la couronne à Anne Jagellonne, sœur de Sigismond-Auguste, en lui assignant pour époux Étienne Batori qui devenait ainsi roi. Jean Zamoïski était à la tête du parti national qui fit ce choix.

Tarlo, palatin de Lublin, porta à Étienne Batori le diplôme d'élection, tandis que le parti opposé envoyait, de son côté, les *pacta conventa* à la ratification de l'empereur. Celui-ci manifesta quelque hésitation : Batori, profitant des instants, arriva à la hâte à Krakovie, et le 1er mai 1576 fut couronné et uni à Anne Jagellonn, alors âgée de cinquante-deux ans, au moment où l'on recevait la nouvelle du serment prêté par Maximilien. Déjoué par cette promptitude, le parti autrichien eut encore deux réunions, l'une à Lovicz et l'autre à Varsovie, et le primat Uchanski ne se soumit qu'en voyant le staroste de Samogitie, Jean Chodkievicz, apporter l'adhésion de la Lithuanie. La Prusse suivit cet exemple ;

et à la diète de 1578, le duché de Kœnigsberg prêta hommage de vassalité en la personne de Georges-Frédéric, tuteur d'Albert-Frédéric tombé en enfance. Étienne Batori fut ainsi reconnu par toutes les provinces de la république, excepté la seule ville de Dantzik qui, mal intentionnée depuis quelque temps, et soulevée par un homme populaire, Constantin Gerber, résista d'abord et ne céda qu'à la force des armes. Batori usa de clémence envers elle, et son retour fut sincère.

Le nouveau roi se concilia la bienveillance du clergé qui lui avança, pour la guerre, l'argent que lui refusait la noblesse. Il gagna bientôt celle-ci elle-même, en instituant des tribunaux suprêmes ou en dernier ressort pour la Pologne en 1578, pour la Lithuanie en 1580, et en renonçant à presque tout droit de justice. Cette branche du pouvoir devint indépendante de la royauté, qui ne conserva plus que le droit de grâce et la juridiction de la loi bourgeoise ou teutonique, exercée le plus souvent par les chanceliers. Les difficultés que rencontrait l'administration s'aplanirent à mesure que se révélaient les grandes qualités qui acquirent à Batori l'estime et la confiance de la nation. La noblesse vota les impôts, et se montra plus empressée lorsqu'elle fut appelée contre les Moskovites.

Tandis que le roi de Pologne était occupé à pacifier Dantzik, Ivan IV, le Terrible, s'était emparé de toute la Livonie, au mépris des traités. Une armée composée de troupes polonaises, lithuaniennes, livoniennes et suédoises, sous le commandement d'André Sapiéha, attei-

gnit les Moskovites sous les murs du château de Venden, qu'ils assiégeaient, et les défit. Bientôt Étienne Batori vint diriger lui-même les opérations de la guerre, et fut suivi du hetman, Jean Zamoïski. Miélecki, palatin de Podolie, commandait les Polonais; Radzivill, palatin de Vilna, les Lithuaniens; et Bekiesz un corps de cinq mille fantassins hongrois. Ivan IV sollicita une trêve. Batori lui répondit qu'aucun repos ne lui serait accordé qu'il n'eût évacué toute la Livonie, et mit le siége devant Polock, qui depuis les dernières guerres était au pouvoir de la Moskovie. La ville résista longtemps; et les Moskovites ayant fait subir aux Polonais qui s'y trouvaient les plus atroces supplices, la garnison qui avait enfin capitulé fut sur le point d'être massacrée; mais Batori, pour toute vengeance, la fit reconduire jusqu'à la frontière moskovite (1579). Sokol fut ensuite attaquée et incendiée, et trois mille Moskovites périrent pendant l'assaut de cette place ou sous les débris de ses murailles. Après s'être également emparé des châteaux forts de Turovla et de Susza, Étienne donna l'investiture du duché de Kourlande à Gothard Kettler dont il reçut l'hommage, fit prendre à ses soldats leurs quartiers d'hiver, et revint à Varsovie.

A la suite de cette première campagne, la diète vota, non sans de vifs débats, les fonds nécessaires pour continuer la guerre, et prolongea de deux ans l'impôt du quart des revenus des starosties ou des domaines royaux affecté par Sigismond-Auguste à l'entretien de l'armée. Aussitôt le roi revint en Lithuanie se mettre à la tête de

ses troupes (1580), s'empara de Vielkie-Luki dans la province de Rzeva, et refusant à Ivan la paix qu'il implora de nouveau à plusieurs reprises, traversa la Dzvina, assiégea et prit Nevel, Zavislocze, Jézierzyszcze, Porchov, Opoka, Starodubov, tandis que Zamoïski se rendait maître de Viéliz et Radzivill d'Usviata.

Cette seconde campagne terminée, Batori vint assister à la diète de Varsovie, en 1581, puis recommença les hostilités par le siége de Pskov, et en pressa les opérations qu'un hiver rude n'interrompit point. Ivan, consterné de ces rapides conquêtes, en apprenant chaque jour de nouvelles, et craignant de voir bientôt les Polonais dans Moskou, eut recours à la médiation du pape, promettant comme toujours la réunion de l'Église grecque à l'Église romaine. Le trop confiant Grégoire XIII envoya à Étienne le jésuite Antoine Possevin qui acquit sur lui une grande influence. Sur ses instances, la paix fut conclue à Zapolé et à Chiverova-Gorka le 15 janvier 1582, au moment où, pressé depuis plusieurs mois, Pskov allait se rendre. Ivan évacua la Livonie, et renonça à toute prétention sur cette province, qui fut divisée en trois palatinats, Venden, Dorpat et Parnau; Polock, Vieliz, Vitepsk, le pays adjacent et trente-quatre forteresses de la Lithuanie restèrent à la Pologne, qui consentit à rendre aux Moskovites les places qu'elle occupait dans les provinces de Rzeva et de Pleskov. Ces conditions avantageuses changèrent les frontières de la Lithuanie et les consolidèrent jusqu'à la fin de l'existence de l'ancienne Pologne.

§ II. — *Zamoïski et les Zborovski.*

La puissance si prépondérante des grandes familles jetait déjà le trouble dans la République. Les dissensions entre Kmita et Tarnovski, sous Sigismond Ier, celles entre le maréchal Firlei et le primat Uchanski furent de courte durée. Mais les discordes continuelles entre le puissant Gorka et les évêques de la grande Pologne devinrent le point de départ d'agitations plus profondes. Enfin celles entre Zamoïski et les Zborovski divisèrent le pays tout entier.

Zamoïski, qu'Etienne affectionnait particulièrement, fut investi par lui d'un pouvoir et d'une accumulation de dignités dont aucun citoyen n'avait jamais joui. Chancelier ou garde des sceaux, il était dépositaire de la loi et exerçait la justice suprême des villes; les ordres, les grâces et même les dons du roi n'avaient aucune valeur s'il n'y apposait son sceau, ce qu'il pouvait toujours refuser, s'il les jugeait contraires aux lois ou aux priviléges. Hetman, il était généralissime de toutes les forces du pays, et pendant la guerre commandait toute la noblesse armée. Castellan de Krakovie, il était le premier sénateur laïc. Staroste de la même province, il avait une juridiction criminelle très-étendue dans toute la petite Pologne.

Jaloux de ces faveurs, les Zborovski, qui avaient puissamment contribué à l'élection de Henri de Valois et à celle de Batori, se voyaient négligés. Samuel, l'aîné,

banni du temps de Henri pour le meurtre commis en présence du roi, rentra dans le pays malgré l'édit de proscription qui le frappait, excita les Kosaks à attaquer les Turcs alors en paix avec la Pologne,et parut en armes dans le palatinat de Krakovie, bravant l'autorité de Zamoïski qui l'avertit d'abord, et voyant ses avis méconnus, le fit arrêter et décapiter en vertu d'un décret royal.

Alors l'exaspération des Zborovki n'eut plus de bornes. Peu auparavant, Christophe Zborovski ayant sollicité du roi une pension vacante, n'en avait obtenu que la moitié. Sous le coup de ces ressentiments ils cherchèrent à soulever la noblesse et à porter les Kosaks à la révolte. Voitaszek révéla leur complot et remit les lettres dont il était porteur et qui le prouvaient. Le sénat fut convoqué, puis Christophe et André Zborovski assignés à comparaître à la diète de Varsovie. Ils y arrivèrent avec un nombreux cortége d'amis puissants, de domestiques et d'hommes armés, de sorte que le roi et Zamoïski furent eux-mêmes obligés de s'entourer aussi de troupes jusque dans l'enceinte de l'assemblée. Les nonces demandèrent à participer à la cause : on leur répondit que le jugement suprême de la diète n'était pas de leur ressort, mais qu'ils pouvaient y assister comme arbitres.

Cependant les Zborovski essayèrent de fléchir le roi qui semblait disposé au pardon, et ils montraient le portrait de Samuel décapité, au milieu des pleurs de ses nombreux enfants. Jean Zborovski, castellan de Gnèzne, qui avait été reconnu innocent de toute complicité, implora

pour ses frères la compassion de l'assemblée dans un discours touchant, que nous regrettons de ne pouvoir citer ici, et qu'il termina le visage inondé de larmes. Le sénat, les nonces, les accusés, tous pleuraient, et l'on n'entendait que sanglots et gémissements. Néanmoins le procès suivit son cours. L'instigateur Rzeczicki rappela qu'avant sa mort, Samuel avait accusé ses frères André et Christophe d'avoir tramé contre la vie du roi un attentat qui devait être effectué dans la forêt de Niépolomicé, prouva par les conditions faites au tzar de Moskou le complot ourdi par Christophe, avec le tzar, à Lubek, et enfin démontra par les écrits et les paroles des Zborovski l'outrage fait à la majesté royale. Après les éloquentes plaidoiries de Sadzivoï Czarnkovski et de Jacques Niemoïevski en faveur des accusés, le sénat ajournant son jugement pour André à la diète prochaine, condamna à la peine de mort et d'infamie Christophe Zborovski qui, sans attendre son arrêt, s'était retiré en Moravie (1).

Les passions soulevées par ce grand débat empêchèrent la diète réunie à Varsovie en 1585, de fournir à Batori les moyens de conquérir la Moskovie, ce qui était alors facile, ce pays étant déchiré par la lutte acharnée qui, après la mort d'Ivan IV, s'était élevée entre Fiédor, le fils du tzar, et son propre tuteur. Ainsi avorta ce projet de la plus haute importance, pour l'exécution duquel le pape Sixte-Quint offrait même au roi de Pologne des

(1) Niemcevicz. *Chants historiques*. Notes.

secours en argent. Le premier résultat de la lutte des grandes familles polonaises fut donc d'empêcher l'anéantissement de la Moskovie, comme le dernier fut de lui livrer la patrie.

§ III. — *Ce que se proposa Batori. Sa mort.*

Quatre grandes pensées dominèrent le règne d'Etienne Batori : le raffermissement du catholicisme ébranlé, l'organisation de la force militaire, la conquête de la Moskovie, et la réforme de la République.

Il contribua à raffermir le catholicisme en protégeant les Jésuites établis depuis 1511 en Pologne et en leur confiant la direction de l'université de Vilna et des écoles de la Lithuanie (1579). Cet ordre religieux acquit promptement une grande influence, attira vers lui les hommes de talents les plus éminents, propagea avec éclat les lettres, les sciences, tous les genres d'études, renouvela les monuments et retrempa les âmes d'une foi ardente et profonde.

Dès le début de son règne, Batori songea à organiser les forces militaires de la Pologne. L'impôt fixe et le quart des rentes des biens nationaux étaient loin de pouvoir entretenir une armée de guerre ; les autres impôts étaient plutôt des subventions extraordinaires qu'un revenu suffisant d'une manière permanente à la défense du pays. La noblesse sans doute prenait les armes au premier appel, et, selon les dispositions des lois Sigismondines, passait même à certaines époques des revues

dans ses palatinats. Mais la longue paix du règne des deux Sigismond l'avait rendue paresseuse, et elle ne fournissait plus qu'une cavalerie peu disciplinée. Batori la décida à former des régiments d'infanterie, améliora l'artillerie et essaya d'enrôler un certain nombre de Hongrois mieux exercés. Il fit plus, il transforma en défenseurs de la Pologne les Tatars et les Kosaks. Ils s'attacha les premiers en augmentant les subsides que leur avaient accordés les deux Sigismond, organisa militairement les seconds et les incorpora dans l'armée polonaise.

Les Kosaks, formés de fugitifs, de brigands, se joignaient aux Tatars dans leurs irruptions. Au XIVe siècle on en trouve en Podolie, sur le fleuve Jaïk, en Asie et même dans la Lithuanie. Refoulés vers le Dniéper, ils s'établirent sur les îles de ce fleuve et spécialement dans celles situées sous les cataractes, et commencèrent à être plus connus sous le nom des Zaporoges qui formaient leur centre. En 1510, Sigismond Ier leur accorda des terres, des franchises et des priviléges, et par son ordre, un simple kmeton, Ostafi Daszkiévicz commença à les organiser en régiments. Ils étaient déjà assez nombreux sous Sigismond-Auguste, au moment où l'Union de Lublin les plaça sous l'autorité immédiate de la Pologne. Étienne Batori, considérant leur position comme militaire, leur donna de meilleures armes, une organisation et une discipline plus régulières, leur accorda le droit de choisir leur chef appelé hetman et leur demanda 6,000 hommes. Ils étaient destinés à jouer

plus tard un rôle important dans les destinées de la république.

Quant au projet de la conquête de la Moskovie auquel Sixte-Quint conviait la Pologne, nous avons vu comment il échoua par suite des dissensions des nobles et surtout des grandes familles. La noblesse, qui jouissait seule de tous les droits et asservissait les autres habitants, paysans et bourgeois, s'était de tout temps, et principalement pendant les interrègnes, signalé par sa turbulence, ses excès, ses injustices, ses violences, n'ayant rien qui la maintînt. En vain on l'avertissait des malheurs qui en résulteraient et qui devaient tôt ou tard entraîner la ruine de la république : ces avis étaient méprisés.

Or Batori n'entendait pas régner comme les Jagellons. Il déclara qu'il ne voulait pas être « un roi en image et en poterie, » ainsi qu'il disait, et le prouva par son activité. On lui a donné cette devise : « dans la république plus que roi ; » et il se montra digne en effet de la porter. Redouté de ses voisins, respecté de ses sujets, il ne souffrait ni opposition, ni obstacles à l'exécution de ses plans. Aussi lui supposa-t-on l'intention de limiter les prérogatives de la noblesse, d'introduire dans le pays un ordre plus régulier, et de rendre le trône héréditaire, en gagnant la nation pour indiquer de son vivant son successeur, ce qui eût été violer les lois et le serment qu'il avait solennellement prêté. Toutes ces réformes devaient être proposées à la diète prochaine, appelée aussi à voter les fonds nécessaires pour la guerre pro-

jetée contre les Moskovites. L'armée et les Hongrois soldés entouraient les environs de Varsovie où devait siéger cette diète dont on voulait, disait-on, forcer le consentement par cet appareil militaire. La noblesse s'inquiétait; on craignait des mesures violentes et jusqu'alors inconnues, lorsqu'Étienne Batori mourut subitement à Grodno, le 12 décembre 1586, dans sa cinquante-quatrième année, ne laissant pas d'enfants. Les uns attribuèrent cette mort au poison, d'autres à l'épilepsie, quelques-uns à la colère que lui causa la révolte du peuple de Riga.

Quoi qu'il en soit, il eût été difficile à Batori de transformer la république de Pologne en monarchie. Pour y opérer la véritable transformation qu'elle réclamait, il eût fallu étendre progressivement aux bourgeois et aux paysans tous les droits, toutes les libertés dont jouissait la noblesse et poursuivre l'égalité de toutes les classes, ce que malheureusement aucun souverain polonais n'entreprit sérieusement de réaliser. C'était, il est vrai, toute une immense révolution sociale qui exigeait pour s'accomplir une longue suite d'années, mais le salut de la Pologne en dépendait.

D'un extérieur noble et imposant, Batori s'exprimait avec grâce et éloquence. Il aimait les lettres, les sciences et les arts, qu'il cultivait dans sa prison lorsqu'il était captif de Maximilien Ier, dans ses voyages, à la cour des Medicis et jusqu'au milieu des soucis incessants de la royauté où il faisait sa lecture habituelle des ouvrages de Jules César. Vaillant capitaine, politique

habile, il déploya, dans les onze années de son règne, des talents supérieurs, prit l'initiative de plus d'une sage réforme, et conduisit la noblesse avec une habileté remarquable. Zélé catholique, il veillait à l'exécution des décrets du concile de Trente, mais en alliant à sa foi le respect le plus sincère de la liberté religieuse. Il laissa chacun professer son culte, sans avoir jamais persécuté qui que ce fût pour ses opinions, et répétait sans cesse qu'à Dieu seul appartient le droit de diriger les consciences.

Avec lui s'éteignit l'ère de grandeur et de prospérité de la Pologne; son astre, ayant atteint l'apogée de sa gloire, allait redescendre sur l'horizon et commencer le cours rapide de son déclin.

XVIII

Considérations générales sur cette période.

Cette période de l'histoire de la Pologne, qui embrasse plus de deux siècles et demi (254 ans), offre l'imposant spectacle d'une vaste république nobiliaire qui se constitue avec une unité sans centralisation, ni capitale proprement dite, et par la fusion naturelle et complète de races et de peuples divers. Elle se forme progressivement par sa seule puissance, sans déchirements, sans catastrophes sanglantes, soumettant tous les éléments hétérogènes à la noblesse qui impose son joug au peuple.

La Pologne qui, à la mort de Vladislav Lokétek, avait à peine 6,000 lieues carrées, en 1569, à l'union de Lublin en comptait dix fois autant, et depuis s'étendit considérablement encore. Cependant elle ne fit aucune guerre pour s'agrandir, mais uniquement pour se défendre. Bien plus, elle laisse, par insouciance, détacher de son territoire les républiques de Novogorod-la-Grande, celle de Pskov, le duché de Tver, néglige de s'incorporer la Prusse ducale et la Silésie, dont la cession lui est proposée en 1404; refuse maintes fois les couronnes de Suède, de Danemark, du Bas-Empire, celle de Bohême qui lui est offerte cinq fois en 70 ans (de 1400 à 1471) et celle de Hongrie offerte quatre fois en un demi-siècle (de 1440 à 1490).

Par suite, dit M. Kubalski (1), de la réunion à la Pologne de la Lithuanie qui comprenait les terres russiennes délivrées du joug tatare, on vit non-seulement les habitants idolâtres des pays nouvellement unis se convertir au christianisme, mais encore ceux des Russes qui étaient tombés dans le schisme grec rentrer dans l'union avec Rome. De cette manière, la Pologne, dont les frontières se trouvaient avancées jusqu'aux embouchures du Dniéper et de la Dzvina, s'éleva au rang de première puissance représentative dans l'Europe continentale.

Cependant elle eut alors de nouveaux ennemis dans deux peuples voisins, les Turcs et les Moskovites. Les premiers, sortis du fond de l'Asie et professant l'isla-

(1) *Recherches historiques sur les origines des peuples slaves.*

misme, venaient de renverser l'empire d'Orient (1453). Quant aux autres, on sait que ce peuple schismatique s'était mêlé, quoique d'origine slave, avec diverses races étrangères, et qu'après avoir secoué le joug des Tatares (1477), il devint conquérant à l'instar de ses anciens maîtres. Au milieu de tant d'embarras, les princes de la maison des Jagellons tinrent en respect les ennemis extérieurs de leur royaume, et étendirent leur protection aux peuples chrétiens de l'Orient, dont plusieurs se placèrent alors sous leur sceptre, soit directement comme la Hongrie, la Bohême, soit comme tributaires, ainsi que la Moldavie, la Valachie. Après avoir dompté les Chevaliers teutoniques, ces princes reprirent et réunirent à la Pologne deux provinces situées sur la Baltique, la Prusse et la Livonie, y compris la Courlande, tout en laissant une partie de ces pays tributaires en possession des chefs du même Ordre, qui venait d'être sécularisé.

Du reste, ce qui distingue cette période, c'est la politique conciliante du gouvernement polonais, politique qui préserva cet État des malheurs sans nombre que les dissensions religieuses avaient occasionnés dans les pays voisins, en Allemagne surtout.

Les principaux faits de cette époque peuvent se résumer ainsi : conversion définitive au christianisme des Lithuaniens, et rentrée dans le sein de l'Église des Russiens; fusion de ces deux peuples avec la nation polonaise, qui devint ainsi l'un des principaux boulevards contre les hordes asiatiques; chute de l'influence ger-

manique dans le nord-est de l'Europe, malgré la propagation du protestantisme.

Dans la première phase de cette période, l'égalité s'établit dans l'ordre équestre, la coéquation rapproche les provinces, fond les assemblées en une seule diète, plus fréquente, et poursuit incessamment l'application de l'unité dans les lois, l'administration, la justice et toutes les branches de l'État. De la diète de Nieszava en 1454 à celles de Radom et de Piotrkov entre 1493 et 1506, la législation précise le pouvoir et les droits de l'ordre équestre, les diètes s'organisent, se régularisent, centralisent l'action de toutes les forces nationales, et la démocratie nobiliaire atteint son apogée. De 1506 à 1587 s'effectue la constitution définitive de la république; paysans, bourgeois, clergé, tout est humilié, asservi par la noblesse qui elle-même se divise et subit la prépondérance de quelques magnats; enfin, au moment où la mort d'Étienne Batori clot cette période, on sent déjà que la Pologne est placée dans cette alternative : ou de se régénérer en émancipant le peuple et en lui donnant progressivement la jouissance de tous les droits sociaux et politiques; ou de s'anéantir dans la suite par la turbulence et les dissensions de cette noblesse dont bientôt rien ne contre-balancera plus l'omnipotence.

Tout le pouvoir résidait dans les diètes. Depuis celle de 1521, le roi était obligé d'indiquer dans les *universaux* de convocation les projets qu'il devait soumettre à l'assemblée. A partir de 1529 les nonces arrivaient munis d'instructions, et souvent après la session ils ren-

daient compte à leurs commettants de leur mission législative. Dès 1573, cette tâche devint obligatoire, et les diétines de relation tenues à cet effet à la suite de la diète, se nommaient *post-comitiales*. Les trois ordres, disait-on, décidaient dans la diète, le roi, le sénat et la chambre des nonces; mais en réalité toute la puissance résidait dans cette dernière, dans l'ordre équestre. Lors des moments orageux, sous Sigismond Ier, il y eut une rupture tumultueuse de la diète, mais on n'a aucun exemple que le souverain, comme chef de l'État, ait jamais osé rompre ou dissoudre l'assemblée, rejeter une de ses décisions, suspendre ses délibérations, ou retirer un projet une fois saisi. La diète définitivement organisée comptait 184 nonces terrestres, sans y comprendre ceux des palatinats prussiens, qui n'ayant pas de nombre déterminé, envoyaient douze, trente-huit ou soixante-dix représentants. Le sénat avait cent trente-quatre membres.

Vers la fin de cette période, le clergé, toute la noblesse et la bourgeoisie foncière *extra muros*, n'étaient plus contribuables; les terres immédiates étaient exemptes d'impôts ; il n'y avait que celles de leurs tenanciers qui fussent imposées. La Lithuanie n'eut d'armée régulière et permanente qu'en 1551 et la Pologne qu'en 1562.

Nous avons expliqué dans l'Introduction du premier volume la transformation qui s'accomplit au XVIe siècle dans la condition des paysans : complétons cet aperçu sommaire par quelques nouveaux détails. Des dispositions de police enchaînèrent d'abord le kmeton à la

glèbe. Il ne lui fut plus permis de changer de résidence sans le *missionem* ou congé de son seigneur. Un seul de ses enfants pouvait espérer la permission d'aller étudier, servir, apprendre ou exercer quelque métier ailleurs. Il est vrai qu'en 1511 on suspendit l'exécution de ces dispositions comme contraires à l'équité et à la liberté commune. Mais des mesures d'une extrême sévérité contre les fugitifs et les vagabonds produisirent un résultat analogue. Bientôt le kmeton fut soumis à une juridiction arbitraire et ne put exercer une action en justice, ni rien faire sans l'assistance de son seigneur.

Dans les temps primitifs, et particulièrement sous Boleslav le Grand, les kmetons étaient très-souvent sous les armes. Plus tard la noblesse s'attribua seule cette tâche, et sous les Jagellons les paysans furent exclusivement voués à la culture de la terre. Mais de nouvelles charges leur furent imposées. Lorsqu'on organisa l'armée permanente, la loi de 1544 les obligea, en cas de guerre, à équiper un homme de chaque vingtième. L'impôt de 2 gros, infiniment amoindri par la diminution de la valeur de la monnaie, fut suppléé par la contribution foncière, variant, suivant les besoins de la république, depuis 8 gros jusqu'à 15 (de 4 fr. 70 cent. à 8 fr. 80 cent.). Le cens pécuniaire haussa naturellement aussi avec les progrès de l'agriculture, du commerce et de la population. Mais un fait plus déplorable fut l'augmentation de la corvée. A Thorn et à Bidgoszcz, en 1520, on statua à perpétuité que chaque colon ou kmeton, de tous les villages et hameaux, tant royaux que particuliers, qui

auparavant ne donnait pas au maître un jour de travail par semaine, y serait tenu désormais.

La condition des kmetons fut d'abord plus douce en Prusse, dans la petite Pologne, comme nous le voyons par les synodes de Posen en 1560 et de Krakovie en 1573, et surtout en Mazovie. Dans cette dernière province, où la foi catholique fut toujours plus vive, la noblesse se confondait encore avec le peuple ; son statut rédigé en 1536, et imprimé en 1541, montre le paysan jouissant d'une partie de ses antiques franchises, sa liberté étant garantie par la faculté de caution qui cependant fut abolie dans le palatinat de Plock en 1563 et dans toute la Mazovie en 1576.

En Lithuanie, en Hongrie, en Bohême, et surtout en Livonie et en Kourlande, le peuple était plus asservi et moins heureux qu'en Pologne, où l'on voyait encore de riches agriculteurs. Plusieurs même se ruinaient en dépenses excessives et en habits précieux. Les pauvres comme les riches, les plébéiens comme les nobles recherchaient alors l'instruction avec empressement et envoyaient leurs enfants aux écoles apprendre le latin et d'autres sciences. Les bourgeois des bourgades se faisaient remarquer dans ce mouvement, et les kmetons même y prenaient une large part. Cependant la masse n'y pouvait participer, et la jeunesse cherchait à changer sa position en émigrant surtout vers la Silésie et la Hongrie, premier symptôme d'un malaise général.

Voici quel était vers 1510 et 1550 le chiffre moyen par

année des crimes dans la Pologne entière, non compris la Prusse et la Mazovie :

Epoques.	Brigandages.	Assassinats.	Assassinats dans les eglises, dietines.	Poison.	Vol avec effraction.	Vol ordinaire.
	—	—	—	—	—	—
Vers l'an 1510	141	60	38	..	25	51
— 1550	71	62	10	10	56	71

Mais les crimes et délits augmentèrent subitement vers 1565, et le 15 décembre 1568, François Krasinski, chantre de la cathédrale de Krakovie, constatait publiquement que cette augmentation de crimes était due à trois causes : l'instruction populaire négligée, l'accroissement des impôts résultant de la guerre, et la prétendue réorganisation de l'État, que le peuple considérait comme la ruine de la patrie et qui le poussait au désespoir. Il ajoutait qu'il y avait des monstres qui, contre tout droit divin et humain, ôtaient impunément la vie à leurs sujets, et traçait le sombre tableau de toutes les oppressions et de toutes les cruautés dont les paysans étaient victimes. En vain les chaires catholiques fulminaient contre les oppresseurs, et les dissidents eux-mêmes faisaient appel à l'humanité des seigneurs. Il était des provinces où l'on vendait les paysans, et dans toutes, selon l'expression même des nobles, on pouvait les « tuer comme des chiens. » Voilà où la libre et catholique Pologne en était venue sous l'empire des progrès de l'hérésie et de l'incrédulité. Dès lors l'heure de sa ruine était sonnée.

LA POLOGNE EN DÉCADENCE

1587-1795.

I

SIGISMOND III, VASA (1587-1632).

§ I. — *Deux partis. Diète d'inquisition. Situation.*

Nous avons déjà vu que les sectes hérétiques ou dissidentes, une fois puissantes en Pologne, y formèrent un parti antinational qui chercha son point d'appui à l'étranger, d'où il venait. C'est ce parti protestant et autrichien qui balança quelque temps l'élection de Henri de Valois, et après sa fuite, sans attendre les suffrages de la nation, proclama Maximilien, tandis que le parti national et catholique élisait Etienne Batori. A la mort de celui-ci, il offrit de nouveau le trône à Maximilien, archiduc d'Autriche. La maison autrichienne de Habsbourg était alors très-puissante en Europe : une branche régnait sur l'Allemagne, la Bohême et la Hongrie ; l'autre sur l'Espagne et les pays qui en dépendaient. Après avoir en vain longtemps tenté de s'emparer de la cou-

ronne de Pologne, elle lui fournit des reines pendant quatre générations. La noblesse polonaise éprouvait pour elle une profonde aversion, se plaignait des intrigues qu'elle ne cessait d'ourdir depuis Sigismond Ier, et la considérait avec raison comme l'ennemie systématique de ses libertés, de ses diètes et de ses institutions républicaines. Aussi donna-t-elle pour successeur à Etienne Batori, Sigismond III, Vasa, issu des Jagellons, et petit-fils par sa mère de Sigismond le Vieux. Il fut élu le 19 août 1587; et outre les obligations contenues dans les *pacta conventa*, jura une alliance éternelle entre la Suède et la Pologne. Il était fervent catholique, bien que son père fût luthérien, et rappelait les grands souvenirs de la famille qui pendant tant d'années avait contribué à la splendeur de la Pologne. Zamoïski concourut à ce choix avec tout le parti catholique et national.

Le parti antinational, protestant et autrichien, conduit par les Zborovski, se voyant déçu dans ses espérances, voulut s'emparer de la couronne par les armes. Mais Zamoïski le repoussa en 1588 des portes de Krakovie, le poursuivit jusqu'en Silésie, et le défit à Byczyna (Pitschen) où il fit prisonnier l'archiduc Maximilien, qui fut conduit à Krasnystav et ne recouvra sa liberté qu'un an après, par suite de sa renonciation au trône de Pologne.

La maison d'Autriche n'en continua pas moins ses intrigues, et, chose étrange! sut trouver un appui jusqu'auprès de Sigismond III lui-même. C'est aux sugges-

tions autrichiennes qu'on attribua l'invasion du territoire turc par les Kosaks, qui pouvait susciter une guerre avec l'empire ottoman. On supposa des conventions secrètes entre le roi de Pologne et l'Autriche, allant même jusqu'à dire qu'il voulait lui céder le trône. Ces appréhensions augmentèrent encore lorsque Sigismond épousa une archiduchesse, contre le vœu du sénat et de la nation.

En 1592, une assemblée tenue à Iendrzéiov, sous l'inspiration du vieux Zamoïski, rédigea les griefs contre le roi et provoqua une enquête, d'où le nom de *diète d'inquisition*. Pac, *civum* de Vitepsk, fut choisi pour maréchal de la diète. L'abbé Tarnovski présenta la défense de Sigismond, et demanda l'enquête. Le primat Karnkovski ouvrit le tour du sénat, en parlant avec une grande hardiesse. Les sénateurs prirent la parole, rapportèrent toutes les rumeurs qui couraient, et la discussion se prolongea du 13 au 28 septembre. Sigismond III prononça ensuite un discours où il s'efforce de ramener la concorde, reconnaît qu'il a donné des prétextes au bruit de son départ, promet de calmer toutes les inquiétudes, s'engage à ne sortir en aucun cas de la Pologne sans la permission des États, propose d'envoyer des ambassadeurs en Suède auprès de son père, d'autres au pape et à l'empereur, et conclut en déclarant qu'il accepte tout ce que les représentants décréteront. On discuta jusqu'au 8 octobre si l'on devait se contenter de la protestation royale ou continuer l'enquête. Alors Zamoïski reprit l'affaire, en appuyant chaque chef d'accusation

contre le roi, de lettres dont l'authenticité était contestée par les partisans de Sigismond, et d'autres preuves plus contestables encore. Une discussion confuse se prolongea jusqu'au lendemain, et la diète se sépara sans rien décider, le roi ayant donné par écrit la déclaration suivante : « Quoi qu'il puisse arriver, je promets à l'avenir de n'abandonner jamais le royaume, de ne déroger en rien aux priviléges de la nation, et de ne pas nommer mon successeur. » Il est rare, dit Niemcevicz, de voir, même dans les fastes des peuples libres, d'un côté un roi coupable debout dans toute sa majesté, et de l'autre une nation l'accusant par l'organe de sa représentation. C'est ce spectacle que la diète d'inquisition présentait à l'Europe en 1592.

Plein de zèle pour la religion, Sigismond III suivait les conseils d'André Bobola, de son confesseur Golynski, du célèbre prédicateur Skarga, et était attaché aux Jésuites. Il voyait avec plaisir quelle ardeur ils déployaient pour la conversion des hérétiques et des schismatiques, pour l'instruction de la jeunesse, la multiplication des écoles, la propagation des lettres et des sciences. Sa cour était remplie d'Allemands ; il aimait leurs usages et faisait porter leur costume à son fils. Dès les premières années de son règne, il travailla à améliorer la législation, et le statut lithuanien, de troisième rédaction, fut décrété et imprimé en russien en 1588, puis traduit et publié en polonais en 1614. La noblesse prussienne se fit en 1598 un code particulier. La législation civile et criminelle de la Pologne offrait encore un grand désor-

dre. Les villes furent lésées dans leurs droits; leurs députés chassés des diètes; et, loin qu'aucune loi intervînt en faveur des paysans, les excès des nobles devinrent chaque jour croissants. La discorde était partout : entre une partie de la noblesse et le roi; entre les seigneurs eux-mêmes; dans les écoles où éclataient fréquemment des rixes; et surtout entre les dissidents et les catholiques. On en venait aux mains, et le sang coulait dans les villes de la Pologne et de la Lithuanie. Malgré l'heureuse union de l'Église grecque à l'Église romaine à Brzesc, en 1595, les schismatiques suscitèrent dans les provinces russiennes des troubles et de sanglantes émeutes. Le règne de Sigismond s'écoula au milieu de ces luttes intestines qui paralysèrent toutes ses grandes entreprises.

§ II. — *Guerre avec la Suède. Victoire de Kircholm.*

Jean, roi de Suède, étant mort, Sigismond III, son fils et son héritier, réunit la couronne de Suède à celle de Pologne. Mais Charles, duc de Sudermanie, son oncle, auquel est confié, en son absence, le soin de la régence, cherche à se rendre indépendant. Alors Sigismond débarque à Colmar, entre à Stockholm, poursuit l'usurpateur, mais au moment où il est victorieux, se montre disposé à la conciliation. Le duc de Sudermanie en profite pour réparer ses échecs, et remporte à Linkoping un avantage signalé. Néanmoins tout annonçait le triomphe définitif du roi de Pologne, quand, sur de perfides conseils, il quitte brusquement le royaume, et ne répond

pas même aux États de Suède qui, alarmés de cette retraite, demandent son retour ou au moins la présence d'un de ses fils. Alors le duc de Sudermanie se fit proclamer roi, sous le nom de Charles IX. Déjà le protestantisme avait faussé partout les questions politiques, en les transformant en questions religieuses, et la Suède ne se sépara alors de la Pologne que parce qu'elle était luthérienne, et que celle-ci et son roi étaient catholiques.

La république, d'ailleurs insouciante de la couronne de Suède, reste étrangère à cette lutte dynastique, et ne s'émeut que lorsque Charles IX vient l'attaquer elle-même, en se jetant sur la Livonie. Dès lors commence une guerre qui se prolonge pendant dix ans avec des alternatives diverses. Jean Zamoïski, Radziwill, Chodkievicz remportent de brillantes victoires. La plus éclatante fut la mémorable bataille de Kircholm, livrée le 27 septembre 1605. Charles IX était à la tête de 17,000 hommes d'excellentes troupes : 3,400 Polonais, commandés par Jean-Charles Chodkievicz, s'avancèrent intrépidement à leur rencontre, et furent rejoints au moment de l'action par 300 nobles chevaliers que le fidèle vassal Kettler, duc de Kourlande, amenait, après avoir traversé les flots grossis et menaçants de la Dzvina. Dans cette lutte à outrance, trois chefs suédois furent mis hors de combat : le duc de Lunebourg-Brunswick fut tué; Linderson, mortellement blessé, se défendit encore à genoux avant d'expirer; Brandt fut fait prisonnier après une résistance désespérée. Charles IX ne dut son salut qu'au cheval que lui donna Henri Wrède, qui

fut alors haché en pièces. Chodkievicz lui-même faillit être tué. Bref, les Suédois perdirent 9,000 hommes, 60 drapeaux, 11 canons; et cette victoire eut un tel retentissement en Europe et jusqu'en Asie, que le pape Paul V, l'empereur Rodolphe, le roi d'Angleterre, Jacques I[er], le sultan, et le shah de Perse, Abbas, en envoyèrent leurs félicitations à Sigismond III (1). Malheureusement les Polonais avaient un trop petit nombre de troupes pour tirer aucun résultat de leurs succès, et, quoique s'étant emparés de provinces entières, ils ne purent, par suite de leurs dissensions civiles, continuer la guerre dans la Livonie, dont une grande partie resta au pouvoir de la Suède. Une trêve fut conclue jusqu'en 1525.

§ III. — *Diète de* 1605.

Déjà nous avons vu Sigismond III publiquement accusé et forcé de se justifier à la diète d'inquisition de 1592. La lutte contre lui recommença bientôt à l'occasion de son second mariage avec une Autrichienne, sœur de sa première femme. A la diète de 1605, Zamoïski, alors âgé de soixante-quatre ans, se levant de sa place s'avança vers le trône, et dans un remarquable discours, dont nous regrettons de ne pouvoir citer que quelques fragments, il retraça tous les griefs dont se plaignait la nation.

(1) Niemcevicz.

Sire! dit-il après un préambule, il faut absolument diriger vers la Livonie toutes les forces, confiant aux hetmans tout le pouvoir et toutes les ressources, pour recouvrer toutes les places fortes de la province et réduire la Suède, royaume de votre majesté. Il est honteux de lutter si longtemps avec un ennemi si petit, et d'être obéré, sous ce prétexte, d'impôts dont l'insuffisance est toujours déclarée, lorsque le peuple gémit sous leur poids et provoque la vengeance divine. Le peuple fut déjà imposé plus de dix fois, et son argent, comment fut-il dépensé? Sire, vous le savez vous-même. Une petite portion a été destinée pour la défense du pays; le reste, par vos ordres, pour votre propre usage. Cela ne doit pas être ainsi. Dieu vous fera rendre compte, sire, des pleurs du peuple; votre majesté doit savoir que le Trésor est pour la défense de la République.

En ce qui concerne les Moskovites, autrefois le fléau de nos frontières, ils sont soumis par le roi Etienne, de bonne mémoire; le duc Ivan Vasilevitch accepta les conditions que le roi Etienne et le pape Sixte-Quint lui imposèrent et accéda à l'alliance contre les Turcs. Il devait agir du côté de la Perse, lorsque les trésors de Sixte-Quint devaient aider nos guerriers. Le pape, à la nouvelle de la mort d'Etienne, pleura, disant qu'il avait espéré que ce roi sauverait la chrétienté. Le plan était excellent et plus beau que nos autres projets, languissant par l'indécision. Je voulus le relever sous le règne de votre majesté, mais je ne pus réussir...

Après avoir conseillé de conclure des traités de paix avec l'Angleterre, le Danemarck, les Turcs, les Tatars, et avoir parlé des affaires de la Moskovie, de celles de l'Electeur de Brandebourg, vassal de Pologne, et de l'indiscipline militaire qui se manifestait, Zamoïski continua en ces termes :

Sire, un mal épouvantable a saisi le corps de la République et ronge son élément. Ce sont les excès du luxe qui ne donnent aucun avantage aux pauvres ouvriers. Les produits bruts du pays sont exportés et livrés à l'industrie étrangère, et sont

rachetés à un prix exorbitant. Je compte à ces excès l'inégalité qui s'ingère dans l'ordre équestre. Nous vous prions, sire, de la réprimer et de garder les libertés que vous avez trouvées chez nous. Ne permettez point aux ambitieux de se distinguer des autres. A quoi bon ces titres étrangers, recherchés par quelques maisons, chez des princes étrangers? Quant à moi, j'aime mieux, avec mes dignes frères, jouir de la liberté égale; et Dieu m'est témoin que je me tiens égal au moindre des nobles. L'inégalité controuvée excite ce luxe pernicieux, car par ce moyen chacun veut se donner de l'importance et se placer au-dessus des autres.

L'intime alliance avec la maison d'Autriche est, à mon avis, pernicieuse à la Pologne. C'est pour la seconde fois que V. M. veut, contre la volonté de la nation, contracter un mariage. Cela ne plaît pas que V. M. contracte une alliance avec la sœur de la reine défunte, cela est défendu par la loi divine. Comment pouvons-nous compter sur la bénédiction céleste, si V. M. ne daigne changer sa résolution? Je vous supplie, sire, de ne pas le faire. Dieu fait ordinairement châtier les peuples pour les péchés et les crimes de leurs rois. Je crains que nous soyons victimes si V. M. ne daigne se relâcher de son opiniâtreté. En qualité de sénateur, je déclare que je m'oppose à la conclusion de ce mariage.

Le bruit court que V. M. a conçu le projet de couronner son fils. Cela ne doit pas être. Nous lui souhaitons de mériter un jour la couronne, mais le couronnement du vivant de son père peut porter préjudice à l'hérédité et empêcher d'imposer des conditions à nos rois Nous désirons tous que le règne de V. M. se prolonge et que son fils lui succède. Les Polonais chérissent toujours le sang de leurs souverains, il les ont cherchés dans tous les pays, dans les couvents, dans les églises. V M. elle-même en a une preuve dans sa libre élection, étant élu comme issu des Jagellons. Il ne faut que deux conditions dans l'éducation du fils de V. M. pour qu'il gagne nos suffrages. Retirez-le, sire, de la tutelle des femmes, qui avait eu une influence très-fâcheuse sur Sigismond-Auguste, de bonne mémoire, et renvoyez les instituteurs étrangers, pour que le jeune prince apprenne à chérir la nation polonaise, respecter la justice, prendre de

sages conseils, éviter les flatteurs ; voilà ce qui le rendra heureux avec nous.

Sire, nous avons encore d'autres reproches à vous faire. Vous avez promis de bâtir en Ukraine plusieurs places fortes, aucune ne l'est, et la forteresse de Kamieniec n'est pas soignée. La garde de V. M. ne devait être composée que de Polonais, et nous voyons V. M. entourée d'hallebardes suédoises, allemandes, espagnoles. Cela ne devait pas être ainsi ; V. M. a manqué à son serment. Le mal vient de ce que V. M. prête l'oreille à des conseils frivoles. Malheur à vous, sire! malheur à nous qui souhaitons le bonheur de notre patrie !

C'est une injure pour nous que V. M. fasse expédier de son cabinet des lettres clandestines pour l'étranger, comme si elle voulait trafiquer de nous, et peut-être elle nous marchande. Et la République tient à ses chanceliers jurés afin qu'aucune lettre royale ne soit expédiée à leur insu. Des hommes respectables et qui ont versé leur sang pour la patrie restent sans récompense. Sire, vos sujets ont perdu leur attachement pour vous! par votre faute; vous avez perdu leur amour. Toute la grandeur, toute la force des rois de Pologne se fondaient sur l'amour de la nation. L'argent, le succès sont certains lorsqu'on gagne son cœur. En agissant autrement on est en désaccord avec nos libertés que nous aimons avant tout. Mais notre amour pour la liberté ne nous empêche pas d'aimer nos rois. Aussi nos ancêtres disaient franchement la vérité à leurs souverains, ils les renvoyaient du trône lorsque quelqu'un d'entre eux manquait à son serment, et choisissaient un autre roi à sa place. Nous avons déjà de nombreux griefs contre V. M., et si elle ne réfléchit pas et ne se corrige, nous ne regretterons point d'imiter nos ancêtres, en faisant partir V. M. au delà de la mer ; car V. M. elle-même s'est dépouillée de son pouvoir royal en manquant à son serment. V. M. n'a-t-elle pas articulé elle-même les termes de la loi fondamentale? « En cas que je dusse contrevenir à quelque condition jurée, la nation est dégagée de toute fidélité et obéissance. »

Au nom de Dieu, sire, je t'en conjure, réfléchis et corrige-toi. La Suède t'engendra, la Pologne te reçut et te nourrit. La Pologne est ta mère, elle te donne le lustre. Chéris-la, aime

tes sujets si tu veux vieillir entre nous, aimé et respecté ; si tu veux gagner la bénédiction et la grâce de Dieu, et assurer nos suffrages à tes descendants.

Mânes des vertueux Tarnovski, Tènczinski, Ostrorog, qui avez bien mérité de votre patrie, qui contemplez la grandeur divine dans sa gloire éternelle, priez pour le bonheur et pour les victoires de votre patrie !

Sigismond III, au comble de l'irritation, s'emporta en répliquant à Zamoïski ; dans un mouvement de colère, il se lève de son trône et met la main sur son épée. A cette vue, l'assemblée tout entière éclate en murmures, les sénateurs et les nonces s'élancent de leurs stalles vers le trône, et Zamoïski élevant la voix au milieu de la foule, prononce avec dignité ces paroles : « Roi, ne fais pas agir ton » glaive, pour que la postérité reculée ne t'appelle pas » Caïus César et nous Brutus. Nous sommes électeurs de » rois, destructeurs de tyrans. Règne, mais ne commande » pas. »

Cette menace désarma Sigismond, mais n'empêcha pas son mariage. L'hetman Jean Ostrogski proposa à Zamoïski de soulever la noblesse, et Zebrzidovski, palatin et staroste de Krakovie, voulait remuer la bourgeoisie afin d'empêcher l'entrée de l'archiduchesse dans la capitale. Mais Zamoïski les dissuada l'un et l'autre, en leur disant que s'il était aisé d'agiter la multitude, il était difficile de la contenir et d'arrêter ses excès. Il mourut le 3 juin 1605, et ne vit pas les noces de Sigismond qui furent célébrées le 11 décembre suivant.

§ IV. — *Rokosz de Sandomir. Confédérations et rokosz.*

Nicolas Zebrzidovski et Janus Radzivill se mirent à la tête du mouvement contre le roi. Le premier l'ayant apostrophé violemment, Sigismond blessé lui ordonna de quitter le château qu'il occupait comme staroste. « Je » m'en vais du château, dit-il, mais Sigismond s'en » ira du trône. » Cent mille nobles de la grande et de la petite Pologne et de la Lithuanie se soulevèrent. On signa à Stenzica et on envoya à la diète siégeant à Varsovie les griefs articulés contre le roi qui en nia plusieurs, expliqua les autres et demanda à la diète de les apprécier, en invitant Zebrzidovski et les siens à se rendre au sein de l'assemblée. Le sénat leur envoya de sa part une députation présidée par Baranovski, évêque de Plock, pour les exhorter à la concorde. Mais ce fut en vain, Zebrzidovski appela toute la noblesse, si elle ne voulait perdre le droit de citoyen, à se rendre sous Potrzivnica afin de former une confédération; et 60,000 insurgés signèrent sous Sandomir l'acte de rokosz demandant que le roi mît fin aux machinations des étrangers, éloignât ceux qui peuplaient sa cour et les troupes quartuaires qu'il tenait près de lui, conservât le rit grec dans son ancien état, renvoyât les Jésuites et arrêtât l'accroissement de leurs colléges.

Sigismond ayant répondu qu'il ne pouvait rien statuer sur ces points sans la diète, les rokoszans annoncèrent l'arrière-ban (pospolité ruszénié). Cependant ils com-

mencèrent à se dissiper, la plupart ne voyant pas que le droit et les libertés nationales fussent menacés, et le palatin ne pouvant prouver les accusations portées contre le roi. Celui-ci travailla longtemps et avec une inépuisable douceur à rétablir la paix, et donna, par une députation composée de l'évêque de Kuïavie, Tilicki, et du vice-chancelier Stanislav Minski, les explications les plus propres à rassurer les esprits. Enfin, ayant épuisé tous les moyens de conciliation, il prit à Vislica l'avis des sénateurs qui lui étaient restés fidèles, et dirigea ses troupes contre les rokoszans; la guerre civile allait s'allumer et le sang allait être versé, lorsque, déférant aux prières de quelques sénateurs, il consentit à attendre la décision de la diète qui se réunit le 7 mai 1607. Là, en présence du sénat et de l'ordre équestre, il se justifia de toutes les accusations dont il était l'objet, confirma les promesses d'observer la liberté de l'élection et les pactes convenus, et envoya les principaux sénateurs inviter les confédérés à se rendre à l'assemblée.

Mais ceux-ci, loin de traiter, proclamèrent le 24 juin à Iezierna, presque sous les murs de Varsovie, la déchéance du roi et l'interrègne; ils n'avaient avec eux que trois sénateurs et 12,000 nobles sous les armes. Sigismond les dispersa près de Guzov et mille hommes périrent dans cette rencontre. Ils se réunirent de nouveau sous Varsovie. Mais l'infatigable douceur du roi finit par les désarmer. Zebrzidovski et Jean Radzivill firent leur soumission, rétractèrent solennellement tout ce qu'ils avaient avancé, renouvelèrent leur serment et obtinrent grâce.

Les autres chefs suivirent cet exemple, ou rentrèrent tranquillement dans leurs familles sans être inquiétés.

Ces confédérations ou rokosz étaient une sorte d'appel au peuple, non légalement régularisé sans doute, mais passé dans la pratique des mœurs et des institutions. Avant Jagellonne et sous son règne, on se confédérait pour la réforme des abus. En 1408, la confédération de Korzin prit des décisions qui, deux siècles après, étaient encore lois de l'État. La confédération de Varsovie en 1573 imposa la loi fondamentale de la liberté des cultes qu'aucune diète ne crut pouvoir abolir. Celle de Tyszovoé sauva l'État; celle de la grande Pologne en faveur de Lubomirski affermit la constitution nationale; celle de Golomb réprima les factions; enfin celles qui signalèrent la fin de la république furent le suprême et héroïque effort pour l'indépendance de la patrie. Néanmoins celle de Sandomir et surtout les ligues soldatesques dites *zvionzek* pour le payement arriéré déconsidèrent le rokosz.

« D'âge en âge, dit Rulhière, tout Polonais répétait à ses enfants : Brûlez vos maisons et errez dans votre pays, les armes à la main, plutôt que de vous soumettre au pouvoir arbitraire. » Ce sentiment fut la source des rokosz ou confédérations. Mais ajoutons que les citoyens se constituant ainsi, contre la diète et tous les pouvoirs, juges dans des causes où se mêlaient trop souvent leurs inimitiés et leurs passions personnelles, n'auraient pu donner à leur revendication une sanction vraiment nationale que si elle eût été un appel à tout le peuple et non

aux nobles seulement. Sous cette forme, ce remède violent aurait pu mériter peut-être les éloges d'un célèbre écrivain qui l'appelle « un chef-d'œuvre politique, le bouclier, l'asile, le sanctuaire de la constitution. »

Fomenté par le parti protestant et antinational, ayant pour chefs des hommes dépourvus de talents et guidés par d'ignobles motifs, le rokosz de Sandomir ne pouvait avoir qu'une issue malheureuse.

§ V. — *Victoire de Klusine. Prise de Moskou. Entrée triomphale. Trêve de Diviline.*

Pendant ce temps, la Moskovie était déchirée par la guerre civile. Borys Gudunoff avait fait assassiner Dimitri, dernier rejeton de la famille des Rurik ; un moine se donnant pour ce jeune prince sauvé, par miracle, fut accueilli par Mniszech, seigneur polonais dont il épousa la fille, prit Moskou et se fit couronner (1605). Vassili Chouïski le tua (1606), mais vit s'élever contre lui un nouveau Dimitri. Profitant de ces circonstances, Sigismond se dirigea sur la Moskovie avec 30,000 hommes, et assiégea Smolensk, qui après dix-huit mois fut pris d'assaut. Le grand général Zolkievski, à la tête de 7,000 vieux soldats, ne craignit pas d'attaquer, le 4 juillet 1610, près de Klusine, l'armée moskovite forte de 48,000 combattants, dont 8,000 Suédois, Allemands et Français qui, au plus fort de la mêlée, passèrent de son côté et décidèrent ainsi le succès de la bataille que l'intrépidité des Polonais rendait déjà probable. Mis en pleine déroute,

les Moskovites perdirent 13,000 hommes, un de leurs chefs Ivan Boratynski, deux autres faits prisonniers, Vassil Baturlin et Jacques Demidoff, et tout leur camp, armes et bagages, qui resta au pouvoir des vainqueurs.

Sans perdre un instant, Zolkievski marcha sur Moscou, assiégé par le faux Dimitri, et après divers faits d'armes s'en empara. Les Moskovites livrèrent les Chouïski, et proclamèrent tzar Vladislav, fils de Sigismond III. C'est ainsi qu'au XVIIe siècle encore la Moskovie passa sous la domination de la Pologne.

Zolkievski ayant remis le commandement à Chodkiévicz, quitta Moskou, et vint à Varsovie où on lui décerna les honneurs d'une entrée triomphale, qui eut lieu le 29 octobre 1611. Le cortége, d'une magnificence extraordinaire, mit quatre heures à défiler, et une foule immense se pressait pour admirer ce spectacle imposant. Quand on fut arrivé dans la cour du château royal, Sigismond prit place sur son trône au milieu du sénat. Zolkievski, escorté de l'ordre équestre, s'approcha, présenta le tzar et ses frères prisonniers, et dans un discours religieux et touchant implora pour eux le pitié du roi. Le tzar se prosterna, son frère Dimitri Chouïski frappa la terre de son front, et le cadet Ivan la frappa également trois fois. Le vainqueur de Klusine répéta sa prière, les captifs renouvelèrent leurs saluts, et Sigismond, oubliant tous les torts et les crimes du tzar et de sa famille, leur fit grâce de la vie. Ils furent reconduits avec égards, et enfermés au château de Gostyn, où ils moururent quelques années après. Ils furent ensevelis dans une chapelle

du cloître des Dominicains, bâti à côté de l'église de Sainte-Croix, à Varsovie; et plus tard, à la suite d'un traité, Vladislav VII renvoya leurs corps à Moscou, au tzar Michel Fiédorovitch.

Ces entrées triomphales étaient depuis longtemps en usage. Les plus célèbres étaient celles de Constantin d'Ostrog à Vilna et à Krakovie, en 1514, après la victoire qu'il remporta sur les Moskovites près d'Orsza, et celle de Jean Tarnovski, à Krakovie, en 1531, à la suite de la glorieuse journée d'Obersztein contre les Valaques.

Le tzar fait prisonnier avec ses frères, et Vladislav, fils de Sigismond, proclamé à sa place, jamais occasion plus favorable ne s'offrit d'incorporer pour toujours la Moskovie à la Pologne, d'unir toute la Slavonie en un seul peuple, d'assurer dans tout le nord les conquêtes de la civilisation et de la liberté, et de changer complétement les conditions politiques de cette partie de l'Europe. Mais Vladislav tarda trop à se faire couronner; la Pologne, accablée de divers malheurs et menacée de guerres nouvelles, vit ses forces paralysées; son armée se fatigua d'une occupation aussi lointaine, et n'étant plus payée depuis quelque temps, revint en grande partie; il ne resta à Moskou, dans le Kremlin, qu'une faible garnison qui, sans solde et sans vivres, résista vigoureusement, mais fut à la longue forcée de capituler.

Un nouveau tzar de la famille de Romanov, Michel Fiédorovitch, fut proclamé, prit bientôt l'offensive, repoussa de presque tout le pays les Polonais désunis, et se dirigea sur Smolensk (1612). Mais Clodkievicz l'arrêta,

lui fit subir de nombreux échecs, s'empara successivement de Drohobuz, Viazma, Borysov, Mozaïsk, le poursuivit dans sa retraite précipitée jusque sous les murs de Moskou, et fit le siége de cette ville, malgré un hiver des plus rigoureux et le manque de subsistances. Renforcé par l'arrivée de Konaszévicz, hetman des kosaks, il donna un assaut général, et sans la trahison de deux transfuges allemands, la Moskovie tout entière était de nouveau soumise à la Pologne. Il fallut attendre au printemps prochain. Mais dans l'intervalle l'ennemi proposa une trêve de quatorze ans qui stipulait l'échange de tous les prisonniers et le maintien de toutes les conquêtes des Polonais qui restèrent maîtres des terres de Sievierz, Czerniéchov et de Smolensk. Cette trêve fut conclue à Diviline en 1619.

§ VI. — *Révoltes militaires. Guerres avec la Turquie et la Suède. Mort de Sigismond III.*

En revenant de Moskou, dès 1612, les troupes polonaises formèrent des confédérations et s'établirent à Brzèsc en Lithuanie, à Leopol, à Bydgoszcz (Bromberg), s'installant dans les domaines de la couronne et du clergé, pillant et dévastant les villes et les campagnes, et commettant mille autres excès jusqu'à ce que leur solde arriérée leur fût payée. Ce fléau se renouvela dans la suite plusieurs fois encore.

En même temps, les hérétiques et les schismatiques continuaient à agiter la Pologne que la maison d'Au-

triche s'efforçait d'entraîner dans la guerre de Trente ans (1618-1648) qu'elle soutenait en Allemagne contre les protestants. Dans l'espoir de reconquérir la couronne de Suède avec l'appui du roi d'Espagne et de l'empereur, Sigismond fit avec celui-ci des traités, lui fournit des troupes, des régiments de kosaks, dits lissoniens (Lissovcziki), et arma une flotte dans la Baltique. Ces troupes polonaises firent des prodiges de valeur et rendirent d'éminents services aux Habsbourgs dans la Transylvanie, la Hongrie, l'Allemagne et la Bohême. Mais les Turcs, alliés avec les protestants contre l'empereur, se vengèrent de la Pologne en dévastant la Moldavie où ils furent attirés par Bethlem Gabor, vaivode de Transylvanie.

Zolkievski céda d'abord la Moldavie aux Turcs par un traité conclu en 1619, puis pénétra dans cette province à la tête de 8,000 hommes de troupes régulières et de 20,000 kosaks. Il rencontra à Cécora, sur les bords du Dnieper, les Turcs et les Tatars réunis au nombre de 70,000, fut vaincu, et resta avec la plupart des siens sur le champ de bataille (1620). Alors la diète vota des subsides, et 30,000 Polonais, appuyés d'une levée de kosaks, s'avancèrent vers Chotzim, où ils attaquèrent l'armée musulmane et tatare, évaluée, selon les uns à 202,000 hommes, et selon d'autres à 400,000. La peste décimait le camp polonais et atteignit Chodkiévicz qui, agonisant, dirigeait de son lit de mort les opérations. Malgré l'énorme disproportion des forces, les Turcs et les Tatars furent mis en fuite (1621). Une paix fut alors

conclue entre la Pologne et la Turquie; et Sigismond put disposer de toutes ses troupes contre les Suédois.

En effet, Charles IX, roi de Suède, étant mort en 1611, Gustave-Adolphe, son fils et son successeur, envahit la Livonie au mépris de la trêve (1621), s'empara de Riga, pénétra dans la Kourlande et la Lithuanie, battit le grand général Sapieha, se fit jour jusqu'au cœur de la Prusse, et, descendant la Vistule, vint camper sous les murs de Thorn. Mais il est arrêté par Sigismond accouru au secours de la place, et dignement secondé par Stanislav Koniecpolski, capitaine d'un talent supérieur, qui se dresse comme un rempart insurmontable devant l'intrépide Gustave-Adolphe, et pendant cinq ans lui dispute le terrain pied à pied. La flotte polonaise, commandée par l'amiral Oppelmann, attaque les Suédois, les bat, prend et coule leurs vaisseaux (1628). Mais la Pologne, trahie par les Allemands, qui devaient la secourir, et menacée par les Moskovites, est obligée d'accepter une trêve de six ans qui laisse la Suède maîtresse de la Livonie jusqu'à la Dzvina et lui abandonne en outre plusieurs places fortes en Prusse (1629).

Peu après, le 30 avril 1632, Sigismond III mourut. Dans son règne de quarante-cinq ans, il ceignit trois couronnes : celles de Pologne, de Suède et de Moskovie. Aucune époque ne fut plus féconde en illustrations de tous genres, guerriers, orateurs, savants. Siarczynki compte sous ce règne 1,149 hommes remarquables, dont 110 guerriers distingués et 711 écrivains. Bornons-nous à citer, entre autres, Skarga, le célèbre prédicateur,

Opalinski, Gornicki, Bielski, hommes d'État et historiens; Sarbievski, poëte lyrique couronné au Capitole; Simonides, Klonovicz, poëtes nationaux; Dresner, Fox, Szovski, jurisconsultes. Mais les dissensions intestines suscitées par les dissidents, les révoltes militaires, l'indiscipline et le despotisme des nobles, paralysèrent les forces nationales, amenèrent la perte d'une partie de la Livonie, de la Valachie et de la Moldavie tout entières, et commencèrent à marquer le point de départ du déclin de la Pologne.

II

Vladislav VII, Vasa (1632-1648).

Toujours traître à la patrie, le parti des dissidents, ayant pour chef Christophe Radzivill, voulut livrer sans conditions le trône de la Pologne à Gustave-Adolphe, roi de Suède. Mais les États, assemblés le 23 novembre 1632, élurent roi, à une immense majorité, Vladislav VII, fils de Sigismond III, qui fut couronné à Krakovie, le 6 février suivant. Il reçut l'hommage du duc de Poméranie, vassal de la Pologne; et Thomas Zamoïski, fils de l'illustre généralissime, vint lui offrir, à la tête d'un nombreux cortége militaire, le drapeau pris par son père à Byczyna et qui portait les armes de la maison d'Autriche et le chiffre de l'archiduc Maximilien. En recevant la couronne, Vladislav fit serment de ne rien entrepren-

dre contre la religion catholique, et de la défendre, tout en respectant la liberté des autres cultes.

Les Moskovites, ayant rompu les traités, mirent le siége devant Smolensk. L'armée polonaise s'avança contre eux, sous les ordres de Stanislav Koniecpolski et de Christophe Radzivill; l'avant-garde commandée par ce dernier battit l'ennemi à Pokrova, et le nouveau roi de Pologne entra en vainqueur à Smolensk (1633). Il n'avait que 20,000 hommes; Sehin, chef des Moskovites, en réunissait 32,000, et cependant il évita toute rencontre, et, à l'abri de formidables retranchements, comptait sur les rigueurs d'un froid excessif et sur la famine pour se délivrer de Vladislav. Mais celui-ci, visitant lui-même les avant-postes et relevant les sentinelles perdues, déploya pendant cinq mois consécutifs un courage et une patience infatigables, força Sehin à se rendre, s'empara de Drohobuz, de Viazma, d'une partie de la Moskovie, et partout victorieux, marcha sur Moskou. Le tzar, tremblant pour sa capitale, implora la paix, qui fut conclue à Polanov, le 27 mai 1634. Le roi de Pologne abdiqua le droit et le titre de tzar que les Moskovites lui avaient décernés le 27 août 1610; mais le tzar à son tour renonça pour jamais à tous droits sur la Livonie, l'Esthonie, la Kourlande, Smolensk, Siévierz et Czerniechov. Ainsi les tzars, loin de pouvoir se dire « souverains de toutes les Russies, » n'avaient encore alors aucun pouvoir sur les terres russiennes, propriété intégrale de la république.

Soulevés par les Moskovites, les Turcs et les Tatars

avaient envahi la Pologne. Mais Koniecpolski défit les premiers à Kamiéniec et les seconds près de Sasovyrog. Le sultan, qui avait proclamé qu'il allait convertir toute la Pologne à la religion de Mahomet, fit étrangler Ali-Pacha, l'instigateur des hostilités, et fut heureux d'obtenir la paix à des conditions onéreuses pour lui (1634).

La trêve avec la Suède expirait en 1635. La médiation de la France et de l'Angleterre n'ayant produit aucun résultat, Vladislav résolut de recourir aux armes. A cette nouvelle, la reine Christine et son chancelier Oxenstierna conclurent à Stumsfort, dans le palatinat de Malborg, une nouvelle trêve de vingt-six ans, dont voici les principales stipulations : « La Suède restitue au roi et à la république polonaise la partie de la Prusse dont elle a fait la conquête, sauf Pilau qui sera rendu à l'Electeur de Brandebourg, duc de Prusse, vassal de la Pologne; ensuite la Suède rendra tous les objets d'art et les trésors scientifiques enlevés et transportés à Upsal. Vladislav VII, roi de Pologne, portera le titre de roi de Suède. »

Le roi de Pologne avait aussi reçu en Prusse le serment de fidélité de tous les seigneurs. La paix était ainsi assurée de toutes parts à l'extérieur. Mais à l'intérieur, elle était troublée par les dissidents et par les kosaks. Pour apaiser les premiers et rapprocher les esprits, Vladislav convoqua à Thorn, en 1645, un colloque (*colloquium charitativum*). Quant aux kosaks, professant le schisme gréco-russe et coreligionnaires des Moskovites auxquels ils se donnèrent plus tard, ils représentaient la Moskovie au sein de la Pologne.

En 1617, Théophane, patriarche grec de Jérusalem, était venu au milieu d'eux prêchant le schisme, fulminant contre les catholiques, anathématisant l'union de Brzésc qui avait réuni l'Église grecque à l'Église romaine, et réprouvant les expéditions des kosaks contre les Moskovites, leurs frères dans la foi. Il ordonna un nouveau métropolitain de Kiiov, Borecki, et le confia à la protection et au zèle des schismatiques qu'il bénit, en leur recommandant d'exterminer les damnés papistes. Pierre Konaszévicz, hetman des kosaks, reçut humblement tous ces ordres, et se retira dans un monastère. Mais son successeur, Borodko, paraissant disposé à soutenir le catholicisme, Konaszévicz reparut subitement et l'assassina.

Du reste, les kosaks n'étaient point une race particulière, mais la réunion toujours croissante d'une multitude innombrable de paysans, de nobles indigents, d'aventuriers, de vagabonds, de fugitifs, d'exilés, de brigands venus de tous les points du royaume, et auxquels on n'imposait qu'une condition : le schisme. Quand Batori les organisa, il ne demanda d'eux que 6,000 hommes : c'était leur population ; et quarante ans plus tard, en 1620, ils levaient 30,000 combattants, sans compter ceux qui par milliers étaient en courses dans les pays étrangers. Certes, un semblable accroissement ne venait pas de la commune célibataire des Zaporoges où aucune femme n'était admise. Dans une seule incursion, Chmielnicki ramena à sa suite du fond de la Pologne plusieurs centaines de mille hommes, auxquels il

distribua des terres. En réalité, c'était le peuple asservi qui se soulevait contre la noblesse, et, formant une nation dans la nation, s'unissait aux kosaks, qui trahirent sa cause en même temps que celle de la patrie.

Ils ne cessaient de compromettre la Pologne et de lui susciter des guerres avec ses voisins par leur alliance étroite avec l'Autriche, et par leurs expéditions incessantes en Turquie, en Bohême, en Allemagne, en Hongrie et partout. En 1478, Etienne Batori avait fait décapiter leur chef, Podkova, afin de rendre raison à la Porte Ottomane. Pour réprimer leurs révoltes continuelles, Jean Ostrogski fut obligé de les disperser en 1593, Stanislas Zolkievski, de les combattre en 1596, et de faire trancher la tête à leur général et à quatre de ses principaux officiers; en 1607, on institua une juridiction particulière contre eux, et vers 1630 on ne put arrêter leur insubordination que par des mesures plus rigoureuses encore.

En 1632, ils demandèrent à jouir des prérogatives de la noblesse et du droit de vote. Malheureusement leur demande fut repoussée, et ils se considérèrent de plus en plus comme une nation à part. Ils furent alors opprimés, violentés, persécutés; les starostes et les seigneurs s'efforcèrent, à l'aide des Juifs, de les réduire à l'état de serfs, de les assujettir à la corvée dont ils avaient toujours été exempts; et pour les contenir on bâtit, en 1637, la forteresse de Kudak. Ils se soulevèrent; mais, vaincus près de Kumecki et assiégés sous Borovica, par Nicolas Potocki, ils furent obligés de livrer leur chef

Pavluk et quatre autres officiers principaux qui, en 1638, furent condamnés à mort et décapités, au mépris de la convention qui leur accordait la vie sauve. La diète abrogea les franchises et les prérogatives des kosaks; on les priva d'avoir un hetman; six mille furent employés au service militaire, et le reste soumis à la condition de serfs. Ils essayèrent de résister, furent battus, et se soulevèrent de nouveau en 1640 sans plus de succès. Alors une partie se retira en Moskovie, d'autres chez les Tatars.

Ainsi la Pologne, au lieu de s'assimiler les kosaks, et de se faire contre la Moskovie un rempart vivant de ces populations guerrières de l'Ukraine, les ruinait, les asservissait et les rejetait de son sein. C'était le terrible résultat de l'introduction du servage qui, peu à peu, réduisit le peuple à une extrême misère, surtout en Lithuanie. Dans ce pays, outre les nobles, les boïars et les hommes francs, divisés en une foule de catégories, et qui étaient libres, il y avait la classe asservie qui peuplait toutes les campagnes et se composait des serfs (*nievolny*) et des esclaves (*nievolnik*). Ces derniers étaient des prisonniers de guerre ou des voleurs condamnés à être pendus et auxquels on avait conservé la vie. La loi permettait à un homme libre de se vendre avec sa famille. Les voyageurs et les militaires s'alimentant chez les paysans, les nobles spéculant sur eux par le monopole des objets de première nécessité, augmentaient encore la misère. En Samogitie, la liberté primitive du peuple était moins affectée qu'ailleurs.

Au milieu de cette situation déplorable, la Pologne

encore puissante commandait à ses vassaux. Le 7 octobre 1641, Vladislav VII étant revêtu de l'habit du couronnement et entouré de toute sa cour, quatre commissaires de l'Electeur de Brandebourg s'approchèrent du trône, et ayant mis un genou en terre, supplièrent le roi d'admettre leur maître à prêter serment de foi et hommage pour le duché de Prusse. Sur la réponse affirmative, le jeune Électeur, reçu par deux maréchaux de la couronne, s'avança, suivi d'un nombreux cortége, exposa à genoux sa prière et prêta serment, la main posée sur les saints Évangiles. Vladislav lui remit le diplôme du fief de Prusse, le releva et lui fit prendre place à ses côtés. La journée se termina par un splendide festin, et le lendemain l'Électeur traita avec magnificence le roi, la reine et toute la cour.

Le bruit s'étant répandu que le roi de Pologne voulait entreprendre la guerre contre les Turcs, sans en référer à l'ordre équestre, et qu'il faisait armer les kosaks pour dominer à leur aide la noblesse, celle-ci lui prescrivit, à la diète de 1646, de rompre ses alliances, de dissoudre ses nouvelles troupes et de ne conserver auprès de lui qu'une garde de douze cents hommes. Toujours jalouse de ses priviléges, et sous prétexte d'en maintenir l'égalité, elle empêcha l'établissement de l'ordre de l'immaculée Conception de la sainte Vierge.

D'un caractère chevaleresque, doué des plus nobles facultés de l'esprit et du cœur, Vladislav eut l'estime de tous les monarques contemporains, et on peut lui attribuer tout ce qui se fit de grand et de sage sous son règne.

Il avait épousé, en 1637, la fille de Ferdinand II, empereur d'Allemagne, Cécile, qui mourut peu d'années après. La France, jalouse de resserrer son union avec la Pologne, fit offrir à Vladislav, devenu veuf, la main de Marie-Louise, fille de Charles de Gonzague, duc de Mantoue. Le mariage fut conclu à Fontainebleau le 26 septembre 1645, et la nouvelle reine couronnée à Krakovie le 15 juillet suivant. Moins de deux ans après, le 20 mai 1648, Vladislav VII mourait à l'âge de 52 ans, après avoir eu la douleur de voir les kosaks de l'Ukraine, révoltés par les déprédations et les exactions des seigneurs, battre les Polonais à Korsun et emmener soixante-dix mille captifs. Il laissait cependant la Pologne grande et puissante, s'étendant de Sievierz à l'Oder, de Riga à Oczakov.

III

Grands seigneurs. Luxe. Troupes et expéditions particulières. Ambassades.

Les grands seigneurs, « les palatins, dit Dalerac (1), étaient autant de rois ; on les voyait aller aux diètes avec douze mille hommes à leurs gages, soldats et domestiques, et quatre pièces de canon dont ils ornaient les avenues de leurs palais. Tout suivait dans les démarches de ces seigneurs, festins, présents, équipages. Jean Zamoïski fournissait à toute cette dépense avec profusion,

(1) *Anecdotes sur la Pologne*, t. II.

et il lui restait encore cent mille ducats d'or tous les ans. Son fils poussa plus loin la prodigalité; car, avec un million deux cent mille livres de rentes, il ne pouvait aller au bout de la demi-année. »

Ces grands seigneurs contractaient des mariages avec les maisons souveraines et concluaient des alliances avec les puissances étrangères dont ils recevaient en audience les ambassadeurs; ce qui faisait nommer le roi de Pologne le roi des rois. Ils avaient à eux des troupes, gardes, places fortes, et entreprenaient de leur chef des expéditions particulières. Jean Zamoïski contruisit de ses deniers la forteresse de Zamosc, y établit une université et laissa des domaines inaliénables pour l'entretien de ces deux fondations. En 1595, il plaça la famille de Mohyla sur le trône des hospodars de la Valachie et de la Moldavie. La même entreprise fut renouvelée en 1616 par les princes Korecki et Visnioviecki. En 1605, Mniszech et les Visnioviecki s'emparèrent de Moskou et allèrent placer sur le trône des tzars le premier faux Dimitri. Ces expéditions particulières, dans lesquelles magnats, hetmans et kosaks agissaient séparément et souvent en sens contraire, épuisaient et divisaient les forces nationales.

Les seigneurs avaient un entourage nombreux et entretenaient à leurs frais la jeunesse noble. Deux mille jeunes gens étaient ainsi attachés à la cour du prince Ostrogski, qui donnait à son majordome soixante-dix mille florins d'appointement annuel. Le chancelier Tomicki divisait en trois catégories l'innombrable jeunesse

qui l'entourait et étudiait à ses frais. Le prince Sapiéha, vice-chancelier de Lithuanie, était suivi de quatre mille gentishommes à cheval. Le palatin Stanislav Jablonovski entretenait trois mille soldats et quatre mille courtisans, employés, valets, etc. Le maréchal Stanislav Lubomirski avait six mille serviteurs et soldats, et, en temps de guerre, le nombre de ses gens armés s'élevait à neuf mille.

La cour de Pologne surpassait en magnificence toutes les cours les plus splendides de l'Europe. Jamais nation ne poussa si loin le faste. Il serait impossible de décrire les richesses inouïes, le luxe incroyable de suites, d'équipages, de maisons, de meubles, d'armoiries, d'argenterie, de pierreries, de vêtements, d'armures de la noblesse polonaise. La distribution de pièces de monnaie au peuple était chose fort ordinaire, et à la table des grands seigneurs on servait après le fruit des pyramides de ducats d'or qui se partageaient entre les convives. Dans la célébration des noces et surtout dans les ambassades, on poussait la prodigalité jusqu'à l'extravagance, jetant aux multitudes l'or et l'argent à pleines mains.

Nous citerons entre autres à ce sujet l'ambassade qui vint, en 1573, à Paris, offrir la couronne à Henri de Valois, celles de Zbarazky à Constantinople en 1622, de Georges Ossolonski à Rome, en 1633, de Zavadzki en Angleterre, en 1636, de madame de Guébriant en 1645. Théophraste Renaudot et le jurisconsulte Baudouin ne trouvent point d'expressions pour peindre l'incroyable magnificence de l'ambassade polonaise qui vint en France, en 1645, con-

clure le mariage de Marie-Louise de Gonzague avec Vladislav VII : pour en avoir quelque idée, il faut en lire dans ces écrivains la narration, que nous regrettons de ne pouvoir reproduire ici. Laboureur, qui suivit l'ambassade de madame de Guébriant, déclare que rien ne saurait décrire le spectacle qu'elle présentait; ébloui, fasciné, il se croit la dupe d'un songe.

« A la tête, dit-il, paraissaient, dans un lustre digne d'une admiration universelle, deux cents gentilshommes de la principale noblesse de Pologne, tous aussi héroïquement vêtus qu'ils étaient montés. Leurs habits étaient pour la plupart de toile d'or persique à fleurs, ou de velours pleins de diverses couleurs les plus rares du Levant, doublés de fourrures d'un prix inestimable; car elles étaient de pointes de zibelines ou de peaux de pieds de panthères... Sous ces vestes ou dolmans, ils avaient de riches tuniques presque toutes de drap d'or ou de brocatel, d'or, d'argent et de soie, dont les fleurs et les façons étaient faites à l'aiguille. Les bonnets étaient de même doublés de pointes de martres : la plupart avaient leurs richesses dans des agraffes de diamants, de dix ou vingt et même jusqu'à trente mille écus de valeur, pour attacher le bout de l'aigrette de plumes de héron ou pour la seule plume d'épervier.

» Les chevaux étaient caparaçonnés de velours de diverses couleurs, en broderies d'or et d'argent, avec des brides presque toutes en or pur, et les autres d'argent doré, généralement couvertes de toutes sortes de pierreries. Ils portaient sur la testière et aux deux côtés

du col de grandes aigrettes noires de plumes de héron, de plus de cent pistoles la pièce, les moindres; quelques-unes montant à mille écus et rehaussées encore d'une agraffe d'or et de pierreries. Outre cela, pendait à l'arçon de la selle un grand cimeterre d'or ou d'argent doré, garni indifféremment de perles, de diamants, de rubis, de turquoises, d'émeraudes et autres pierres fines. Celui qu'ils portaient au côté était de même... Enfin, tout ce que les Grecs ont écrit de la richesse et du luxe des Perses anciens n'égale point ce que nous vîmes et ce que nous ne pouvons à présent nous persuader d'avoir vu. »

IV

JEAN-KAZIMIR (1648-1668).

§ I. — *Les Kosaks.*

Après la mort de Vladislav VII, trois compétiteurs briguèrent les suffrages des électeurs : Rakocy, duc de Transylvanie, et les deux frères du précédent roi, Charles-Ferdinand, évêque de Breslav et de Plock, et Jean-Kazimir. Ce dernier fut élu le 22 novembre 1648, à la suite d'un interrègne très-orageux. Guerrier intrépide dans sa jeunesse, il avait été arrêté en 1638, dans l'un de ses voyages, en rade de Marseille, par ordre de Richelieu, sur le soupçon de complicité avec l'Espagne, alors en guerre avec la France. Deux ans prisonnier au fort

de Sisteron, puis à Vincennes, il se retira ensuite à Rome, entra dans l'ordre des Jésuites, fut fait cardinal, et revint en Pologne peu avant son élévation à la royauté. Il fut couronné en 1649.

Son élection et les premiers temps de son règne furent troublés par de formidables invasions de kosaks, qui étaient en même temps un soulèvement général des paysans contre les nobles. Il importe de parler avec quelque détail de cette horrible guerre civile qui fit éprouver à la Pologne la plus effroyable commotion qu'elle eût jamais ressentie depuis Maslav.

Les kosaks représentaient la protestation vivante du peuple asservi contre les nobles, leurs oppresseurs : ce fut là leur force ; elle était grande. Mais ils désertèrent cette cause et ne personnifièrent que le schisme russe et l'influence moskovite en Pologne : ce fut là leur faiblesse, plus grande encore que leur force. Portant l'étendard schismatique et moskovite béni par Mohila, métropolitain de Kiiov, ils détruisirent les églises, ravagèrent et incendièrent les possessions des catholiques : aussi le peuple catholique de la Pologne proprement dite refusa-t-il généralement de se joindre à eux. Mais, réunion de plébéiens, de serfs soulevés, ils virent accourir dans leurs rangs, principalement des provinces russiennes et lithuaniennes, des myriades de paysans, d'hommes du peuple de toutes les classes, et même de la petite noblesse. Chmielnicki, leur chef, ramena, au retour de sa première expédition, quatre fois autant de monde qu'il en avait, et ce nombre ne cessa de s'augmenter.

Ce Bogdan Chmielnicki était un noble polonais, honoré de la faveur de Vladislav VII. Il vit son village enlevé et sa femme séduite par Czaplinski, sous-staroste de Czechrin. N'ayant pu obtenir justice des tribunaux, il souleva les kosaks, se mit à leur tête, fit appel aux Tatars et aux paysans qui prirent en masse les armes, et s'empara de Kudak. Battu par Jérémie Visnioviecki, il prit sa revanche sur la noblesse près de Pilavcé, remporta trois victoires dans des combats où périt le vaillant Etienne Potocki et où deux hetmans polonais furent faits prisonniers; et, à la tête de près de 200,000 hommes, s'avança jusqu'à Leopol et à Zamosc, où il s'arrêta et conclut un armistice, en attendant le résultat des élections qui proclamèrent Jean-Kazimir.

Le nouveau roi lui donna le bâton de hetman, et des commissaires lui furent envoyés à Périaslav, le 19 février 1649. Les kosaks demandaient l'abrogation de l'union de Brzésc, l'expulsion des Jésuites de l'Ukraïne, et le maintien de leurs prérogatives, mais sans même penser à rien stipuler pour la cause des paysans, qui dès lors comprirent qu'ils n'avaient rien à attendre d'eux. La paix ne put être alors conclue et les hostilités continuèrent. Mais Jean-Kazimir, ayant été assiégé avec toute son armée par Chmielnicki, près de Zborov, fit, le 17 août, un traité avec les Tatars, et, le 19, un autre avec les kosaks. Dans cet accord, où il n'est fait aucune mention du peuple appelé à l'insurrection, on statua que le schisme gréco-russe serait la religion dominante dans toute l'Ukraïne jusqu'à la rivière Horin, que les

Jésuites seraient expulsés de ces contrées et ne pourraient y avoir des écoles, que toutes les fonctions et dignités seraient exclusivement données aux schismatiques dont les évêques prendraient place au sénat, et qu'enfin le nombre des kosaks enregistrés sous les armes serait de 40,000 hommes. Il était désormais évident que, pour les kosaks, la question du schisme était tout, celle du peuple rien, et qu'ils ne s'en étaient servis que comme d'un instrument.

Aussi devaient-ils bientôt succomber, quoique Chmielnicki se fût rendu maître des provinces russiennes du midi et du tiers de la Lithuanie, traitât avec les Tatars, les Turcs, les Moskovites et les Suédois. Profitant d'une occasion, il recommença la guerre. Jean-Kazimir, ayant fait une levée générale, lui livra, le 28 juin 1651, près de Berestokcer, une bataille qui dura dix jours et qu'il gagna. Trente mille kosaks et Tatars y perdirent la vie; treize canons et tout le camp rebelle tomba au pouvoir du vainqueur, qui ne sut pas mettre à profit sa victoire, et conclut la paix le 28 septembre suivant. Dans le même temps, Kostka Napierski s'établit (1651) sur le versant occidental des Karpates, aux environs de Krakovie, dans un château fort de Czorstin, et appela le peuple aux armes, proclamant qu'il venait le venger et le délivrer de la tyrannie des nobles et des Juifs; mais le peuple resta sourd à cet appel. Bientôt Chmielnicki se révolta de nouveau, et surprit près de Batov, en 1652, un camp polonais de 9,000 hommes, qui furent tous passés au fil de l'épée : c'était l'élite de la jeunesse et de l'armée qui

périt ainsi. Puis, réuni aux Tatars, il assiégea Jean-Kazimir dans Zvaniec et le força à renouveler le traité de Zborov, où il n'était question que du schisme et des schismatiques.

L'ambitieux Chmielnicki, après avoir en vain essayé d'établir sa famille en Moldavie, se donna à l'étranger, lui et les populations qu'il commandait. Tel fut le dernier mot de tous les hérétiques et schismatiques en Pologne. La Suède le refusa. Alors il signa à Periaslav, en janvier 1654, une convention par laquelle les kosaks et la petite Russie passaient à la Moskovie, sous la domination du tzar, s'obligeant à garder ses frontières et à tenir 60,000 hommes sous les armes à sa disposition. Non content de livrer sa patrie à l'étranger, Chmielnicki vint encore la dévaster par son incursion de 1655 jusque sous les murs de Léopol. Voilà quels effroyables résultats produisit le schisme, et que favorisa trop, hélas! l'asservissement du peuple par la noblesse.

Cette catastrophe, qui suffit presque seule à expliquer la chute de la Pologne, fut accompagnée de détails horribles. Dans cette guerre intestine où s'égorgeaient les deux moitiés de la nation, la dévastation, l'incendie des villes et des villages, ordinairement construits en bois, le massacre d'une multitude incroyable d'adhérents des deux partis, la population entièrement exterminée en certains lieux, des hommes, des femmes, des vieillards, des enfants torturés d'insomnies, égorgés, noyés, pendus, empalés, rôtis sur un feu lent, enterrés tout vivants ou jusqu'au cou pour en faucher les têtes, mille horreurs

dont le seul récit fait frémir d'épouvante, ne sont, pour ainsi dire, que des incidents en présence du désastre de la patrie, qui, suicidée et livrée à l'étranger, devait prolonger encore un siècle et demi sa douloureuse agonie.

§ II. — *Veto. Invasion des Moskovites et des Suédois. Traités d'Andruszov, de Velav, d'Oliva.*

La constitution polonaise avait pour principe « que la république est une et ne peut être divisée, » que le droit des majorités n'exclut point celui des minorités, ni même celui d'un seul homme, et que dès lors les décisions de la diète, dans les matières d'État, doivent être prises à l'unanimité, et sans aucune contradiction, *nomine opponente, nulla obstante contradictione,* comme disait la loi. L'opposition d'un seul membre arrêtait donc toutes les résolutions et dissolvait la diète : c'est ce qu'on nommait le *liberum veto.* Ce principe, admirable en théorie et qui marque le dernier idéal des assemblées, n'avait jamais été mis en pratique rigoureuse, sans doute par un sentiment plus ou moins confus de cet autre principe non moins vrai : *summum jus summa injuria.* On n'avait vu jusqu'alors que la séparation bruyante et tumultueuse des diètes occasionnée par une division générale des esprits. Mais en 1652, Jean-Kazimir ayant convoqué une diète pour aviser aux moyens d'arrêter Chmielnicki, le nonce d'Upita, Sicinski cria : *veto*, je m'oppose, et rompit ainsi la diète, en annulant outes ses opérations, même antérieures. Tous ses collègues s'em-

portèrent contre lui, mais reconnurent la légalité de son *veto;* et ces ruptures de diètes devinrent de plus en plus fréquentes.

Peu après, quatre armées ennemies envahirent simultanément la Pologne de tous côtés. Les kosaks s'étant donnés à la Moskovie, le tzar Alexis envoya deux armées, l'une vers Smolensk, l'autre sur Kiiov. Jean-Kazimir remporta d'abord la victoire dans une bataille rangée, près d'Human. Mais les Moskovites, favorisés par la division des deux chefs chargés de défendre la Lithuanie, battirent Radzivill, prirent successivement Mohilov, Polocķ, Nevel, Vitepsk, Smolensk par trahison, Minsk et Vilna. Sur un autre point, ils s'avancèrent jusqu'à Léopol. Une trêve fut conclue par la médiation de l'Autriche. Bogdan Chmielnicki étant mort, les kosaks se divisèrent en deux fractions, l'une polonaise, l'autre moskovite. Leur nouvel hetman, Vychovski, et son parti, signèrent le 16 septembre 1658, à Hadziacz, une convention qui les réunit à la Pologne et qui fut ratifiée par la diète de 1661, et remportèrent avec les Polonais une victoire éclatante sur leurs adversaires, près de Konotop. Alors les Moskovites recommencèrent les hostilités avec plus d'acharnement. Mais le brave Czarniecki les mit en fuite à Polonka où 15,000 restèrent sur le champ de bataille, et l'hetman Lubomirski les défit à Czudnov où 37,000 périrent. Cependant les divisions intestines empêchèrent de pousser avec succès la guerre qui se prolongea six ans encore, et se termina par la paix d'Andruszov conclue le 30 janvier 1667. Cette paix, prorogeant

de treize ans l'ancienne trêve, restitua à la Pologne les palatinats de Poloçk, de Vitepsk et la Livonie polonaise, mais céda à la Moskovie Smolensk, Siévierz, Czerniechov et l'Ukraïne au delà du Dniéper, avec les kosaks qui s'y étaient retirés. Kiiov, concédée pour deux ans seulement, ne fut jamais rendue.

Au moment où, en 1655, deux armées moskovites envahissaient la Pologne, deux armées suédoises y pénétraient aussi : l'une de 17,000 hommes, commandée par le feld-maréchal Wittemberg, se jetait sur la grande Pologne ; et l'autre sous les ordres du roi de Suède lui-même, Charles-Gustave, y arrivait par la Prusse. Jérôme Radzieiovski, vice-chancelier que Jean-Kazimir avait poursuivi et fait condamner à mort sous prétexte d'intrigues pour soulever les kosaks, conduisait les Suédois contre sa patrie, et persuada aux nobles de se soumettre volontairement à eux. Aussi Charles-Gustave s'avança rapidement, occupa Varsovie presque sans résistance, et s'empara facilement de la petite Pologne. La partie de la Lithuanie qui n'était pas envahie par les Moskovites se rangea sous sa domination, par l'influence de Janus Radzivill. Ainsi que la noblesse, l'armée de la république, troupe quartuaire, le reconnut pour souverain. Krakovie fut forcée de capituler; et le roi de Suède se vit maître de la moitié de la Pologne, tandis que l'autre moitié était au pouvoir des Moskovites, que Frédéric-Guillaume, Électeur de Brandebourg, se réunissait aux Suédois, et que Georges Rokoczi, duc de Transylvanie, inondait de son côté, avec 50,000 aventuriers, la Pologne méridionale, prenait Kra-

kovie et Brzèsc, et commettait partout des horreurs sans nombre. Tel était l'état de ce malheureux royaume. Charles-Gustave dressait déjà le plan de son démembrement, offrant la grande Pologne à l'Électeur de Brandebourg, la petite au duc de Tansylvanie et une portion de la Lithuanie à Janus Radzivill. Aux seigneurs qui lui conseillaient de faire consacrer ses droits par l'élection, il répondait en frappant la garde de son épée : « Votre élection, la voilà ! » Un miracle pouvait seul sauver la Pologne, Dieu le fit, dit M. Forster.

Jean-Kazimir, abandonné de tous et privé de toutes ressources, se retira en Silésie où, dans le sanctuaire de la sainte Vierge, la plus petite des forteresses de la république, un moine tenait seul encore contre 17,000 hommes et sauvait par son héroïsme la Pologne tout entière, ainsi que nous l'avons précédemment raconté dans l'histoire militaire de Czènstochova, ce centre de la piété et de la nationalité polonaises.

« Un jour, dit Lelevel, lorsque Charles-Gustave, maître de Krakovie, visitait les tombeaux des rois de Pologne, le vieux Simon Starovolski, qui le conduisait partout, lui fit remarquer le tombeau de Vladislav le Bref, et lui rappela que ce prince, chassé trois fois de la Pologne, était trois fois remonté sur le trône. Charles-Gustave répondit à cette observation : Votre Jean-Kazimir, une fois chassé, ne reviendra plus. Qui sait, repartit le vénérable vieillard, Dieu seul est tout-puissant, et la fortune est inconstante? Le roi de Suède se tut et continua de visiter les autres tombeaux dans un silence res-

pectueux. » La prophétie de Starovolski, sortie de la tombe du vieux Lokétek, s'accomplit bientôt. La miraculeuse défense de Czènstochova par le prieur des Pauliniens, Augustin-Kordecki, réveilla le patriotisme national et lui imprima un nouvel élan. Le 29 décembre 1655, Czarniecki, Stanislav Lanckoronski, les Potocki et plusieurs autres, forment la célèbre confédération de Tiszovcé, par laquelle les confédérés s'engagent à combattre pour la religion catholique, pour leur patrie, leurs lois, leurs libertés, proclamant ennemis tous ceux qui resteraient attachés au parjure Charles-Gustave. Jean-Kazimir signe l'acte de confédération, rentre en Pologne, confie solennellement, à Léopol, sa patrie et sa personne à la protection de la sainte Vierge miraculeuse de Czènstochova, et marche contre les Suédois. Alors tout change subitement de face ; les palatinats se lèvent, la résistance s'organise partout, les troupes quartuaires rentrent dans le devoir ; Georges Lubomirski, hetman de camp de la couronne, et Etienne Czarniecki deviennent l'âme du soulèvement général et se mettent à la tête de la noblesse et de l'armée ; Bogdan Chmielnicki lui-même embrasse la cause de la Pologne.

En vain Charles-Gustave fait massacrer les nobles dont il s'empare, et pille leurs biens. Après un faible avantage sur Czarniecki, il est battu par lui et perd Varsovie où son feld-maréchal Wittemberg est fait prisonnier. Secouru par l'Électeur de Brandebourg, il reprend la capitale après un combat acharné près de Praga, qui dura trois jours. Mais Stanislav Potocki bat

Rokoczi, duc de Transylvanie, allié de la Suède, et le contraint à une paix humiliante. L'empereur, comme roi de Hongrie, envoie des secours qu'on ne put malheureusement payer qu'en donnant en gage les riches salines de Vieliczka ; Dantzik résiste, et Christiern de Danemark, ayant fait alliance avec la Pologne, opère en Suède une diversion qui force Charles-Gustave à retourner dans ses États. Semblable à la foudre, Etienne Czarniecki surtout, dans ses courses rapides, tombe à l'improviste sur les Suédois, déconcerte leurs plans, les poursuit sans relâche en Pologne, en Prusse, en Danemarck. Les places fortes furent reprises une à une, et enfin l'ennemi évacua tout le territoire. En 1657, la république affranchit la Prusse ducale de sa suzeraineté par le traité signé à Velav avec l'Électeur de Brandebourg. Par celui conclu avec la Suède, à Oliva, le 3 mai 1660, après la mort de Charles-Gustave, Jean-Kazimir renonça à tous ses droits au trône de la Suède, à laquelle il céda, à la réserve d'un palatinat de cette province, la Livonie, l'Estonie et l'île d'Œsel. Remarquons que depuis l'avénement de Sigismond III à la couronne de Suède jusqu'à la pacification d'Oliva, pendant plus de 70 ans, la Pologne eut à supporter de longues guerres, des dévastations et des pertes déplorables pour des droits de succession dynastique tout à fait étrangers à sa royauté élective.

§ III. — *Calamités. Divisions intestines. État social. Abdication de Jean-Kazimir.*

Il est impossible de retracer le tableau des malheurs et des pertes incalculables qu'éprouva la Pologne à cette époque. En 1652, la peste lui enleva quatre cent mille hommes : à Krakovie seulement, cent soixante-treize mille chrétiens et vingt mille juifs y succombèrent. Plusieurs millions d'hommes périrent de diverses manières dans un court espace de temps. Un million suivit les kosaks. Une multitude d'autres s'expatrièrent. Les villes et tous les lieux habités se dépeuplèrent d'une manière excessivement sensible. Des villages, bourgs et hameaux disparurent; et des champs, jadis en culture, se couvrirent de forêts. En 1655, les Moskovites rasèrent et incendièrent Troki, Grodno, Merecz, Kovno ; toutes les routes entre ces villes étaient jonchées de cadavres, et une foule d'habitants des deux sexes furent enlevés et transportés au fond de la Moskovie. A Vilna, le feu consuma plusieurs quartiers, et quinze mille hommes furent égorgés. En 1655 et 1656, les Suédois brûlèrent et ruinèrent de fond en comble Lublin, Konin, Varka, Fordon, Lenczica, dont tous les habitants furent passés au fil de l'épée, Lesno, Vielun, Kleparz, Stradom, Kazimirz, les faubourgs de Varsovie et de Krakovie et d'autres cités. Les Transylvaniens, les kosaks, les Tatars, les Suédois pillèrent la Russie Rouge, enlevèrent les habitants des campagnes et incendièrent les villes : Loïov, Chvastov, Pinsk,

Bobruïsk furent brûlés. Qu'on juge par ces faits du reste! La Pologne n'était plus qu'un cimetière et qu'une ruine.

Cependant, malgré tant de désastres, malgré les onéreux traités de Velav, d'Oliva et d'Andruszov, elle se serait relevée si des troubles intérieurs et des calamités de tous genres ne fussent encore venus fondre sur elle, lorsqu'elle était à peine délivrée de ses ennemis extérieurs.

L'armée revenant en 1662 en deçà du Dnieper, et n'ayant pas reçu de solde, se cantonna dans plusieurs palatinats de Lithuanie et de Pologne, exigeant le payement de ce qui lui était dû. Les violences et les pillages se multiplièrent. Florien Czartoryski, évêque de Kuïavie et Vilno, et Georges Biallozor réussirent à satisfaire en partie les demandes des troupes avec les trésors des églises; la diète décréta des impôts pour compléter le reste.

Jean-Kazimir, relevé de ses vœux et ayant obtenu des dispenses du pape, avait épousé Marie de Gonzague, veuve de son frère. Cette princesse persuada à son mari de proposer à la diète de 1661, pour son successeur, le duc d'Enghien, fils du grand Condé. Cette proposition fut accueillie par le silence de la surprise et de l'indignation, interrompu dans le sénat par le veto de Maximilien Fedro, castellan de Léopol, et dans la chambre des nonces par celui de Povalski. Tous s'élevèrent contre cette violation flagrante des lois fondamentales de la république. Georges Lubomirski, grand maréchal et hetman-de-camp de la couronne, qui avait rendu à la patrie les services les plus éminents et jouissait d'une grande illus-

tration, se prononça énergiquement contre ce projet, et dit au roi : « On ne vous permettrait pas de faire pour votre fils ce que vous voulez faire pour le fils d'un étranger. »

Cette conduite lui attira le ressentiment de la reine qui, avec le chancelier Nicolas Prazmovski, réussit par ses intrigues à faire citer Lubomirski devant la diète de 1664, comme coupable d'avoir voulu renverser la royauté, pour se faire lui-même Protecteur, ainsi que Cromwell en Angleterre. Condamné à mort, avec perte de ses biens et de ses dignités, Lubomirski se retira en Silésie. Sa charge de maréchal fut offerte à Jean-Clément Branicki, qui la refusa, puis à Jean Sobieski qui l'accepta, et recueillit encore ensuite celle de hetman-de-camp, d'abord conférée à Étienne Czarniecki sur son lit de mort.

Mais les palatinats de la grande Pologne formèrent une confédération en faveur de Lubomirski, qui défit les troupes royales dans une première rencontre. Il était à la tête de douze mille hommes ; vingt-six mille étaient rangés sous les étendards du roi. Au moment où on allait de nouveau en venir aux mains, les évêques de Krakovie et de Chelm se jetèrent au milieu des combattants et s'efforcèrent d'opérer une réconciliation ; mais ce fut en vain. Jean-Kazimir fut battu près de Montvy (1666). Plus de dix mille Polonais périrent dans cette guerre civile. Enfin la paix fut conclue à Lengonicé : le roi rendit ses biens et son honneur à Lubomirski, qui fit acte de soumission, et se retira en Silésie, où il mourut peu après. Cet accord fut ratifié par la diète, qui confirma le

droit d'élection des souverains. La reine, affligée de ce résultat, mourut bientôt elle-même.

Au milieu de tant de discordes intestines, Jean-Kazimir prévoyait le sort futur de la Pologne, et, dès 1661, il prononçait en pleine diète ces paroles prophétiques, trop bien justifiées depuis par les événements : « Dieu veuille » que je sois un faux prophète ; mais si vous ne vous » hâtez pas de remédier aux malheurs que vos prétendues » élections libres attirent sur le pays, si vous ne renon- » cez pas à vos priviléges personnels, ce noble royaume » deviendra la proie des autres nations. Le Moskovite » nous arrachera la Russie et la Lithuanie ; le Brande- » bourgeois s'emparera de la Prusse et de Posen ; et » l'Autriche, plus loyale que ces deux puissances, sera » obligée de faire comme elles : elle prendra Krakovie » et la petite Pologne. » C'est l'histoire littérale du démembrement écrite un siècle et demi d'avance.

L'état de la Pologne était triste, sans doute, mais loin d'être désespéré. La religion catholique s'étendait et se consolidait de plus en plus par le zèle ardent des rois, de la noblesse, des jésuites, et par d'innombrables conversions, comme celle des Radzivill, par exemple, qui, de protestants, devinrent fervents catholiques. La patrie de Kopernik et de Kromer était déchue de la haute illustration qu'elle avait acquise dans les lettres et les sciences. Cependant les écoles catholiques, surtout celles dirigées par les jésuites, étaient nombreuses, fréquentées, et jouissaient de la plus brillante renommée. On voyait aussi naître des colléges de piaristes.

L'industrie et le commerce étaient en souffrance, malgré l'agrandissement de quelques villes, de Varsovie surtout, et la multiplication des magasins et des boutiques tenus par les Juifs, les Arméniens et les Allemands. La Pologne ne fournissait plus à l'étranger que la moitié de ce qu'elle exportait antérieurement en blé, froment et seigle. Néanmoins le commerce était encore immense, l'industrie développée, l'agriculture florissante. Sur les marchés affluaient une foule d'objets divers venus de la Hollande, de la Belgique, de la France, de la Hongrie, de la Turquie, de l'Asie. Dantzick était toujours l'opulent entrepôt du commerce d'outre-mer et le vaste débouché des produits du pays.

Les anciennes coutumes avaient subi de grandes modifications, principalement chez les nobles, où pénétraient les habitudes, les modes, et jusqu'à la légèreté françaises. Le costume national, façonné à la tatare, était négligé surtout par les femmes, vêtues comme en France. Les mœurs, très-rigides, se distinguaient par le respect profond des jeunes gens pour leurs parents et pour toutes les personnes âgées. Le peuple, de plus en plus opprimé et surchargé, tombait dans la misère. Les paysans manquant quelquefois même de pain de recoupe, ne pouvaient plus envoyer leurs enfants aux écoles; et la petite noblesse était souvent réduite à l'état de paysans.

La situation politique n'était pas beaucoup plus brillante. Déjà la république avait perdu la Livonie, la Prusse ducale et les pays situés au delà du Dniéper. Les kosaks restés attachés à la Pologne, irrités de ce que la

convention d'Hadziacz n'avait pas reçu son exécution, et ayant pour chef Doroszenko, se soumirent à la Turquie, avec laquelle une guerre devenait inévitable. Les Tatars recommençaient leurs incursions, et les victoires même de Sobieski ne pouvaient y mettre un terme.

Jean-Kazimir ne craignait pas de faire face à toutes ces difficultés. Mais, devenu veuf, mû par un sentiment religieux, par un besoin de retraite et de solitude, et voulant reprendre la vie monastique, il résolut, après vingt ans de règne, d'abdiquer la couronne, et rien ne put le faire changer de détermination. Le 16 septembre 1668, il ouvrit la diète de Varsovie, et fit ses adieux à la Pologne dans un discours très-touchant, où il rappela qu'il avait toujours été le premier à l'attaque et le dernier à la retraite, ce qui était vrai. La douleur de la nation fut extrême. On voyait en lui le dernier des Vasas, la dernière goutte du sang des Jagellons qui allait disparaître pour jamais; on se rappelait qu'il avait partagé toutes les infortunes, toutes les gloires, toutes les destinées de la patrie. Ces souvenirs éveillaient dans tous les cœurs un pénible attendrissement; et, lorsque les deux chambres furent admises pour la dernière fois au baise-main du roi, des sanglots éclatèrent de toutes parts.

Jean-Kazimir se retira en France, redevint moine comme autrefois et mourut abbé de Saint-Martin de Nevers, le 16 décembre 1672 : son cœur fut déposé à Paris, dans l'église de Saint-Germain-des-Prés, où il se trouve encore aujourd'hui.

V

MICHEL VISNIOVIECKI (1669-1673).

Parmi les prétendants à la couronne, après l'abdication de Jean-Kazimir, on comptait Christine, reine de Suède, le fils aîné du tzar, le palatin du Rhin, le duc Charles de Lorraine et le duc de Condé d'Enghien, soutenu par l'hetman Jean Sobieski et le primat Nicolas Prazmovski, mais que les nobles ne voulurent pas même admettre au nombre des candidats. La diète, réunie le 2 mai 1669, écarta tous ces prétendants et proclama roi Michel Koribut Visnioviecki, issu de la famille des Jagellons, arrière-neveu de l'illustre Zamoïski et fils de Jérôme Visnioviecki, qui s'était couvert de gloire et avait sacrifié toute sa fortune dans les guerres contre les kosaks et les Tatars.

Héritier d'un nom illustre, Michel s'était retiré dans un monastère de Varsovie, et n'avait pour toute fortune, que 3,600 livres de rentes, que lui avait léguées la reine Marie. Il refuse avec larmes la dignité dont on veut l'investir, mais est forcé de l'accepter. Le grand hetman Sobieski et le primat, chefs du parti français, lui vouent une haine implacable, et, avec l'aide d'un certain nombre de seigneurs, tentent de le détrôner. Mais les nobles forment à Golomb, pour sa défense, une confédération qui prononce la destitution du primat, confisque ses biens et déclare traîtres à la patrie les nonces dont le

veto avait paralysé l'action des diètes. Michel Visniowiecki fait grâce au primat, qui, rentré en possession de ses honneurs et de ses biens, intrigue de nouveau contre lui, mais meurt peu après.

La guerre civile était sur le point d'éclater, l'anarchie causée par les débats incessants de la noblesse allait croissant. Les Tatars, les kosaks et les Turcs en profitèrent pour envahir les terres russiennes en juin 1672, prirent Kamieniec, la place la plus forte de la Pologne, et vinrent établir leur camp jusque sous les murs de Léopol. Le roi ne sut pas parer aux événements, et Sobieski, qui avait rallié ses partisans et armé ses paysans, n'avait que 6,000 hommes à opposer aux hordes formidables sous lesquelles tremblait l'Europe et l'Asie. L'ennemi était déjà victorieux, lorsque le 15 octobre, Sobieski le joint près de Kaluza, le poursuit et lui tue 15,000 hommes. Il arrive devant une foule de ses concitoyens que les Mahométans emmenaient en esclavage : ils étaient 20,000 ; leurs chaînes tombent et ils bénissent leur libérateur. Mais Sobieski tente davantage. Il fond à l'improviste sur l'ennemi, et allait s'en rendre maître, lorsque Michel conclut, à Budzacz, un traité par lequel il abandonne aux Turcs l'Ukraïne, place les kosaks sous leur suzeraineté, laisse entre leurs mains Kamieniec, principale ville de la Podolie, et s'engage à leur payer un tribut annuel de 22,000 ducats.

Indigné de cette faiblesse, Sobieski rentra dans ses domaines, où Louis XIV lui offrit en vain le bâton de maréchal de France. Il en sortit bientôt pour combattre

une invasion de 60,000 Turcs, et les rencontra le 10 novembre 1673 à Choczim. La neige tombait à flots. A pied et le sabre à la main, Sobieski, couvert de frimas, conduisait ses braves, et en peu d'instants la bannière de la croix, l'aigle blanc de la Pologne et le cavalier armé de Lithuanie flottaient sur les hauteurs du camp des Musulmans, qui perdirent 20,000 hommes. Sobieski s'empara de l'étendard du sultan et l'envoya au pape ; il orne encore aujourd'hui les voûtes de Saint-Pierre à Rome.

La veille, Michel Visniòviecki mourait à Léopol au moment où il rejoignait l'armée.

VI

JEAN III SOBIESKI (1674-1696).

§ I. — *Œuvre militaire de Sobieski. Ses victoires jusqu'en* 1676.

Après la mort de Michel Visniovíecki, dix-sept prétendants, dont sept souverains, se disputèrent le trône de Pologne. La diète d'élection, convoquée par l'archevêque de Gnèzne, se réunit le 20 avril 1674, fut fort agitée et dura jusqu'au 21 mai où, à l'unanimité, elle proclama roi, Sobieski. Les temps modernes n'ont pas de plus grand homme, pas de guerrier plus illustre : on peut en juger par le récit sommaire des principaux actes de

sa vie, dont nous empruntons une partie à son éloquent historien, M de Salvandy, et à M. Chodzko.

« Sobieski soutint, près de quarante ans, sa patrie sur le penchant d'une ruine inévitable ; couronna de gloire le déclin d'un grand peuple, mit fin à ce long duel de l'islamisme et de la chrétienté qui depuis plusieurs siècles tourmentait l'Orient et l'Occident, et par là changea toute la face du monde. On ne sait pas assez que la campagne de Vienne, restée à jamais célèbre, est loin d'avoir été la plus décisive des grandes actions de Sobieski, ni la plus extraordinaire. Sobieski était né, il vécut pour abattre la puissance ottomane. Tel a été le but, l'œuvre de sa vie. Il employa un demi-siècle de combats à reconquérir sur les musulmans l'Ukraine, les Principautés, la Hongrie, à sauver sans retour de leur joug, avec son pays, la Moskovie, l'Allemagne, Venise et l'Italie. Ce fut lui qui posa la borne que les infidèles ne devaient plus franchir. C'est devant ses victoires que cette dernière invasion de barbares, jusque-là toujours invincible et conquérante, est venue briser sa furie. Depuis lors, le torrent n'a fait que retirer ses flots ; partout, ce camp destructeur a replié ses tentes ; le Danube a échappé à sa domination comme le Don et le Borysthène, la mer Noire comme le golfe Adriatique ; enfin les Grecs, se relevant du milieu des ruines, ont pu redire au monde leur grand nom oublié : ils réalisaient une pensée de Sobieski. A leur exemple, la nationalité chrétienne s'est réveillée dans tout l'Orient ; la croix vaincue reprend successivement ses droits. L'histoire doit à

Sobieski cette louange, qu'aujourd'hui encore il reste l'homme de guerre de tous les siècles qui a gagné le plus de batailles dans les situations les plus désespérées, celui qui a le plus souvent sauvé son pays les armes à la main. Soldat et prince, tous ses jours s'écoulèrent dans le perpétuel sacrifice de ses penchants, de sa fortune, de sa vie, aux intérêts de la Pologne. Au milieu des déchaînements des factions, lui seul semblait, athlète infatigable, occupé à la défendre ; ses efforts pour conserver à son pays des lois et des frontières, tiennent du prodige. Cette passion domina le cours entier de son existence. »

L'histoire de Sobieski n'est qu'un enchaînement d'actes héroïques. Avant de monter sur le trône on le voit sous les règnes précédents, aux combats de 1650, contre les kosaks et les Tatars; en 1651 à la bataille de Bérétesck ; en 1653 contre Charles Gustave, roi de Suède, et contre les kosaks, les Tatars et les Moskovites alliés de l'envahisseur; à la bataille de Varsovie contre le même roi de Suède en 1657; contre les kosaks et les Moskovites en Ukraïne en 1665; en 1667, contre 100,000 Tatars qui avaient envahi la Volynie, le palatinat de Russie Rouge et la Podolie, secondés par les kosaks et les Ottomans, armée prodigieuse que Sobieski détruit avec 20,000 hommes dont 9,000 équipés à ses frais ; en 1669 contre les mêmes kosaks, sur lesquels il reprend Bar, Nimirov, Kalnick, Bracklav et tout le pays situé entre le Bogh et le Dniester; en 1672 contre une armée formidable de Tatars et de kosaks devant lesquels le roi de Pologne, Michel Visnioviecki, et son armée avaient

7.

pris la fuite, et que Sobieski taille en pièces à Choczim, à Grodech et à Komarne, poursuit et défait une seconde fois à Kalusse, reprenant sur eux 80,000 prisonniers polonais; et contre les Turcs au nombre de 80,000, qu'il bat en un seul jour, à Choczim, le 10 novembre 1673: voilà les batailles ou plutôt les victoires qui ont tant de fois délivré la Pologne, batailles livrées et gagnées par Sobieski avant son avénement au trône. Sous le diadème cette gloire ne s'affaiblit point. Après son élection il marcha de nouveau contre les ennemis de la Pologne (1675), et après avoir réuni les forces de la république il repousse les Turcs auxquels il tue 20,000 hommes et revient à Krakovie, où il est couronné le 2 février 1676, sous le nom de Jean III. Son épouse, Marie-Kazimire de la Grange d'Arquien, fille du marquis de ce nom, capitaine des gardes du duc d'Orléans, est également reconnue et couronnée reine.

La Pologne était alors attaquée par 200,000 Turcs et Tatars, Sobieski n'ayant que 38,000 soldats alla les attendre au camp de Zuravno où il réussit à gagner le khan des Tatars par la médiation de qui la paix est signée le 16 octobre 1676. Ce traité, auquel la Pologne dut peut-être son salut, lui restitua les deux tiers de l'Ukraïne et 15,000 prisonniers.

§ II. — *Délivrance de Vienne.*

Sobieski goûta pendant six ans les douceurs de la paix, protégé par la gloire dont il avait environné son trône;

mais, en 1683, il fut arraché au repos par la pressante sollicitation du pape Innocent XI, qui lui fit signer un traité d'alliance avec l'empereur d'Allemagne, Léopold Ier. Ce monarque était alors menacé d'une invasion. Au mois de juillet 300,000 Turcs et Tatars commandés par le visir Kara Mustapha, et soutenus par 300 bouches à feu, inondèrent l'Autriche et assiégèrent Vienne. Cette capitale, lâchement abandonnée par son souverain, se défendit longtemps quoique sans espoir. Mais le roi de Pologne accourt à marches forcées avec 20,000 hommes. Cette petite armée, le dernier espoir de l'empire, attirait tous les regards : la cavalerie surtout se faisait admirer par sa bonne tenue ; mais dans l'infanterie il y avait quelques régiments qui manquaient même d'uniformes. On conseillait au roi de les faire défiler la nuit ; il ne voulut point y consentir, et, lorsque cette infanterie parut : « Regardez ces braves, dit-il aux officiers étrangers qui l'entouraient, ils sont invincibles ; tous ont fait le serment de ne porter que les habits des ennemis vaincus ; dans la dernière campagne ils étaient tous vêtus à la turque. » Le 7 septembre, les Polonais se joignent au duc de Lorraine et aux électeurs de Bavière et de Saxe. Les forces des chrétiens s'élevaient à 75,000 hommes. Sobieski à leur tête parut le 11 septembre sur les hauteurs de Calemberg qui dominent Vienne. Le 12 il descend dans la plaine, chassant devant lui tous les Turcs placés sur le penchant de la montagne. Mais laissons ici la parole à l'éminent historien du héros polonais :

« Déjà l'œil ardent du roi de Pologne mesurait la pro-

fondeur des lignes ennemies; il cherchait à en démêler le côté faible. Tout à coup, il aperçoit la tente du grand-visir. Il s'enflamme à la vue de son ennemi; il fait approcher les deux seules pièces qu'on eût portées à cette hauteur; il les pointe, il les dirige sur le somptueux état-major, et promet cinquante écus par volée. Malheureusement, les caissons n'avaient pas pu suivre; quelques munitions portées à bras furent bientôt épuisées. Un peu de poudre restait encore; mais on était sans papier, sans moyen de la bourrer. Un officier français y suppléa : il jeta dans la pièce ses gants, sa perruque et un paquet de gazettes de France, et le coup partit. Enfin, les gens de pied parurent. Le roi leur commanda de se saisir d'une hauteur qui dominait les quartiers de Kara-Mustapha. Le comte de Maligny, leur chef, exécuta l'ordre avec sa valeur française, et, culbutant les avant-postes, arriva le premier sur la redoute. A cette attaque inopinée, de l'incertitude se manifeste dans les rangs ennemis. Kara-Mustapha porte tout ce qu'il avait d'infanterie à son aile droite, découvre ses flancs. A la vue de ce mouvement, le trouble, le désordre courent d'une d'une extrémité à l'autre de la ligne. Sobieski ne doute plus du succès. « *Ils sont perdus,* » dit-il, et il ordonne au duc de Lorraine d'attaquer brusquement au centre, tandis que lui-même va renverser ces masses ébranlées. Aussitôt il pousse en avant et marche droit à cette tente rouge que chacun convoite, que chacun veut enlever. Son aigrette blanche, son arc et son carquois d'or, sa lance royale, son bouclier homérique, que le fidèle Ma-

tczinski porte devant lui, plus que tout, l'enthousiasme qu'excite au loin sa personne, ne permettent pas aux Turcs de s'y méprendre. Ils reconnaissent, ils voient ce redoutable Sobieski, et reculent d'effroi. Le nom du roi de Pologne vole de bouche en bouche et glace tous les courages : « Par Allah! s'écrie avec douleur Sélim-Giéray, il est avec eux! »

« En ce moment, les hussards du prince Alexandre Sobieski, conduits par Sigismond Zvierzchovski, qui tenait la tête des colonnes, s'élancèrent au cri national de : « Dieu bénisse la Pologne! » Le régiment de Mionczynski survint ensuite ; puis le reste des escadrons, que guident Charles Tarlo, Czarnecki, André Potocki, Stadnicki, Zamoyski, Leszczynski, Dobczyc et autres sénateurs et officiers de la république. Ils franchissent, bride abattue, un ravin où l'infanterie aurait hésité ; ils le remontent au galop, donnent tête baissée dans les rangs ennemis, coupent en deux le corps de bataille, en justifiant le mot fameux de cette fière noblesse à un de ses rois, « qu'avec elle il n'y avait point de revers possible ; que, si le ciel venait à choir, les hussards le soutiendraient sur la pointe de leurs lances ! »

« Le choc fut rude et sanglant. Le pacha d'Alep, celui de Silistrie, périrent dans la mêlée. A l'extrême droite, quatre autres pachas périrent sous les coups d'Iablonovski. Le grand interprête, Maurc-Cordato, prit la fuite dans la tente même de Kara-Mustapha. Abattu, consterné de tant d'échecs, le grand-visir ne put retenir ses larmes. « Peux tu, dit-il au khan de Crimée, qui ar-

rivait entraîné par les fuyards, peux-tu me secourir? » « — Je connais le roi de Pologne, répondit Sélim-Giéray, je vous le disais, il n'y a rien à faire avec lui; il ne nous reste qu'à nous en aller. Regardez le firmament, ajouta-t-il, voyez si Dieu n'est pas contre nous?» Kara-Mustapha, cependant, essaya de ranimer, de rallier ses troupes dans le camp. Mais tout fuyait, tout était en proie à une terreur profonde. Il fut obligé de s'éloigner, de fuir lui-même.

« A six heures du soir, Jean Sobieski franchit le ravin sous le feu de quelques janissaires qui combattaient encore, et prit possession du camp turc. Il arriva le premier au camp du visir. A l'entrée de cette vaste enceinte, un esclave accourut, lui présentant le cheval et l'étrier d'or de Kara-Mustapha. Il prit l'étrier et donna à un des siens l'ordre de partir sur-le-champ, d'aller vers la reine, de lui dire que celui auquel appartenait cet étrier était vaincu; puis, plantant ses enseignes dans ce caravansérail armé de toutes les nations de l'Orient, il défendit, sous peine de mort, le désordre et le pillage, de peur de quelque surprise, et, pour ainsi dire, d'un remords des Turcs, qui auraient pu revenir à la charge durant une nuit orageuse et sombre. Le roi, après être demeuré quatorze heures à cheval, s'endormit au pied d'un arbre » (1).

Dans cette bataille si mémorable, les troupes alliées n'eurent que 4,000 morts, dont 1,500 Polonais, parmi

(1) De Salvandy *Histoire de Sobieski.*

lesquels se trouvaient 122 officiers. Les Musulmans perdirent 20,000 hommes et laissèrent au pouvoir des vainqueurs une foule de prisonniers, un butin immense, une multitude d'étendards, parmi lesquels en était un que l'on prit pour le grand étendard de Mahomet, et que Sobieski envoya au pape avec ces mots : *Veni, vidi, vici.*

L'empire, l'Europe, la chrétienté tout entière, étaient sauvés par la Pologne, la Croix triomphante et l'islamisme pour jamais vaincu.

Le lendemain, le roi de Pologne entra dans Vienne, où il fut reçu comme un dieu libérateur par cette population qui, deux jours auparavant, n'avait en perspective que la mort ou l'esclavage. Chacun voulait voir et toucher le héros auquel il était redevable de la vie et de la liberté. Arrivé à la cathédrale, Sobieski entonna lui-même le *Te Deum* et remercia Dieu du succès qu'il venait d'obtenir. Léopold, pour n'être point témoin d'un triomphe qui blessait son orgueil, ne voulut rentrer dans Vienne qu'après que Sobieski en fut sorti. Il délibéra longtemps avant de savoir comment il saluerait le héros qui venait de sauver son empire. Il ne voulait point céder le pas au roi de Pologne, et l'on discutait toujours s'il tiendrait la droite ou la gauche. Sobieski, fatigué de ces misérables discussions d'étiquette, voulait repartir sans avoir vu l'empereur; enfin, sur sa proposition, il fut décidé que les deux monarques se verraient en plein champ et qu'ils se tiendraient vis-à-vis l'un de l'autre. Le 15 septembre eut lieu cette entrevue, qui dura moins de dix minutes, et l'empereur Léopold, après

les salutations, balbutia quelques mots de remercîments auxquels il ne mêla pas même celui de reconnaissance. « Mon frère, répondit Sobieski, je suis bien aise de vous avoir rendu ce petit service. » Puis, lui présentant le prince royal Jacques, il ajouta : « Voilà mon fils, je l'élève pour le service de la chrétienté. » Léopold, gardant toujours une morgue incroyable, le roi de Pologne, indigné, tourna bride en s'écriant : « Je pars pour l'armée ; mes généraux ont ordre de vous montrer mes régiments, si cela vous plaît. »

Mais laissons-le parler lui-même de sa victoire et de l'ingratitude de l'Autriche, dans ses lettres à Marie-Kazimire, sa femme, dont voici quelques fragments :

« Dieu soit béni à jamais! il a donné la victoire à notre nation; il lui a donné un triomphe tel, que les siècles passés n'en virent jamais de semblable. Toute l'artillerie, tout le camp des musulmans, des richesses infinies nous sont tombés entre les mains. Ils ont laissé en poudre et munitions pour la valeur d'un million de florins. Les approches de la ville, les champs qui l'entourent sont couverts de morts de l'armée infidèle, et le reste fuit dans la consternation... Le palatin de Russie Rouge a fait voir notre armée à l'empereur; mais nos gens ont été très-piqués et se plaignaient hautement de ce que l'empereur n'ait pas daigné les remercier, ne serait-ce que du chapeau, de tant de peines et de privations... On ne nous donne ni fourrages ni vivres; nos malades sont couchés sur du fumier, et nos blessés, fort nombreux, ne peuvent pas obtenir de bateaux pour descendre la rivière jusqu'à Presbourg, où je serais plus à même de les entretenir à mes frais. On refuse d'enterrer nos morts dans les cimetières, même ceux de grades supérieurs, et l'on nous indique pour cela des champs pleins de cadavres païens. On pille nos bagages : on nous enlève de force nos chevaux qui sont restés en arrière pour cause de fatigue. Si ce n'était l'avoine

que nous avons trouvée dans le camp turc, tous nos chevaux auraient péri. La misère est affreuse, tous les champs sont dévastés ; il ne reste rien après le passage de ces nuées de païens. Nous serions moins malheureux si l'on avait la charité de nous construire un pont sur le Danube et que nous puissions passer en pays ennemi. Là nous trouverions des vivres. Mais ces messieurs de Vienne remettent tout d'un jour à l'autre, et maintenant qu'ils sont sauvés, s'adonnent à toutes ces débauches pour lesquelles Dieu les a si justement punis... Comme beaucoup des nôtres se pressent vers la ville pour y trouver de la nourriture, parce que l'on meurt de faim dans la campagne, le commandant de Vienne a donné l'ordre de ne les pas laisser entrer et de faire feu sur eux... Après une si grande bataille, où nous avons perdu tant de monde des familles les plus illustres, nous sommes comme des pestiférés que tout le monde évite. Maintenant il ne nous reste plus qu'à gémir en voyant périr notre armée, non pas sous les coups de l'ennemi, mais par la faute de ceux qui nous doivent tout. Aussi je me mets en marche aujourd'hui, peut-être pour aller au-devant d'une famine plus grande ; mais je veux m'éloigner de cette ville de Vienne où l'on fait feu sur les nôtres. Nous sommes ici sur les bords du Danube, comme autrefois les Israélites sur les bords de l'Euphrate. Nous pleurons la perte de nos chevaux, l'ingratitude de ceux que nous avons sauvés et tant d'occasions de succès échappées. Enfin tout le monde est découragé, et l'on va jusqu'à regretter que nous ayons secouru l'empereur. Les subalternes surtout auraient voulu que cette orgueilleuse race ait péri pour ne plus se relever. »

Voilà quelle était la reconnaissance de l'Autriche pour cette victoire qui l'avait sauvée et qui, dans tous les pays du monde, excita un si grand enthousiasme. En effet, jamais les Ottomans n'avaient tant menacé l'Europe au cœur. Sans la Pologne, Vienne tombait devant eux ; l'Allemagne fléchissait sous leur joug ; le torrent pouvait arriver par le Milanais jusqu'au Vatican. C'est là

qu'un visir ambitieux prétendait le porter. Avec l'horreur qu'inspiraient les barbares, on conçoit l'éclat immense qu'eut en Occident cette apparition victorieuse de Sobieski, sorte de résurrection magique des croisades.

§ IV. — *Présents du pape. Dissensions intestines. Expéditions contre les Turcs. Mort de Sobieski.*

Le libérateur de Vienne poursuivit les Turcs en Hongrie, fut défait près de Parkany, mais répara cet échec partiel par la brillante victoire de Gran, et revint à Krakovie en décembre 1683.

Le pape Innocent XI, en mémoire de la délivrance de Vienne et de la chrétienté, lui envoya pour présents un riche casque, un glaive et une rose d'or. Le 20 juillet 1684, Sobieski arriva avec sa femme et son fils à Varsovie, où se trouvaient le nonce du Saint-Siége et l'ambassadeur de Venise. Le cortége se mit bientôt en marche pour l'église : il se composait du nonce entouré d'une nombreuse cavalcade, et devant lequel on portait les dons du Saint-Père; du roi, de la reine et de toute la cour. Après la messe, le nonce, assisté de quatre évêques, fit dans un discours l'éloge de Sobieski, auquel il donna ensuite la bénédiction. Alors le roi de Pologne s'étant avancé vers l'autel, il lui mit sur la tête le casque d'or incrusté de riches pierreries, lui ceignit le glaive à fourreau d'or et dont la garde était ornée de diamants, puis remit à la reine la rose d'or, garnie de pierres précieuses et estimée 1,500 ducats. Le roi, étant remonté

sur son trône, donna l'accolade avec le glaive à l'ambassadeur de Venise à genoux devant lui, et le nomma chevalier. On fut ensuite visiter les tentes prises au grand visir devant Vienne, et qui avaient l'étendue d'une ville entière; la journée se termina par un splendide banquet.

Les papes avaient coutume d'envoyer ainsi, aux rois qui s'étaient distingués par leur piété ou leurs victoires contre les hérétiques et les infidèles, des présents qu'ils bénissaient aux grandes fêtes et principalement à Noël. Le premier exemple en remonte à l'an 1385. Kazimir IV, en 1448, et plus tard Henri de Valois reçurent une rose; Sigismond-Auguste, en 1580, et après lui Étienne Batori, obtinrent un glaive et un bonnet bénits.

Cependant, au milieu de ses triomphes, Sobieski éprouva de profonds chagrins par les intrigues de sa femme, les discordes des seigneurs, qui ne lui laissaient pas un instant de repos, et l'opposition des grandes familles de Lithuanie. Là dominaient les Pac, dont l'un, Christophe, grand chancelier, avait dépensé deux millions pour bâtir près de Vilna un monastère de religieux camaldules, sous l'invocation de sainte Marie-Madeleine de Pazzi, sa parente. Il leur opposa les Sapiéha, qu'il revêtit de toutes les dignités, et qui devinrent à leur tour ses adversaires et aspirèrent à la couronne, ou du moins à l'indépendance; puis éleva les Oginski et d'autres qui ne répondirent guère mieux à ses espérances. Il s'était formé une cabale autrichienne, à la tête de laquelle étaient les premiers sénateurs et les plus puissantes

maisons, et qui voulait dépouiller Sobieski de la couronne.

Au milieu de toutes ces difficultés intérieures, le roi de Pologne signa, malgré sa répugnance, la convention conclue à Moskou le 6 mai 1686, et par laquelle, transformant la trêve d'Andruszov en traité définitif, il cédait à perpétuité à la Moskovie Smolensk, Czerniéchov, Siévierz, Kiiov, faisait ainsi passer sous la domination des tzars les kosaks zaporogues de la rive gauche du Dniéper, et n'obtenait en échange qu'un tribut de 200,000 roubles qui ne fut jamais acquitté. Les États refusèrent de sanctionner ce traité dont le négociateur, Grzimultovski, faillit même être massacré par les Polonais exaspérés.

Assuré de la paix de ce côté, Sobieski renouvela ses expéditions contre les Turcs, espérant gagner quelque principauté, au moins celle de la Moldavie pour son fils. Mais, parvenu au cœur de la Bukovine, et cerné de tous côtés par d'innombrables ennemis, il opéra non sans peine une retraite mémorable, comparée à celle des Dix mille, et célébrée par les chants nationaux. Plus malheureux encore dans la campagne suivante, il ne ramena en Pologne qu'une armée affaiblie et découragée.

Il était constamment la dupe de l'Autriche qui le poussait contre la Turquie, lui promettant des subsides et des renforts qu'elle ne lui envoyait jamais, et qui fit manquer deux mariages à son fils aîné, Jacques; le second avec une archiduchesse, le premier avec la veuve du margrave de Brandebourg, Louise-Charlotte Radzi-

vill, qui possédait des places fortes, des châteaux, des villes considérables, outre 800,000 livres de rentes. Il était abreuvé d'amertume par sa femme, mère dénaturée, qui avait voué à ce fils une haine profonde. Outragé par ceux même qui vivaient de ses bienfaits, comme le palatin de Siradie, Pienionzek, qui le traitait en face de tyran, d'oppresseur du peuple, de violateur des lois et des constitutions, d'ennemi de la patrie et de destructeur de la liberté, insulté par de misérables satires, il se vit accusé de vouloir assurer le trône à son fils, de vendre les charges de l'État et de sacrifier le pays à une aveugle complaisance pour sa femme, dont on le disait l'esclave. A la diète de 1689, Kazimir Opalinski, évêque de Culm, s'emporta jusqu'à lui dire : « Sire ! ou régnez justement ou cessez de régner. » Il voulut alors abdiquer; mais le sénat le détourna de cette résolution.

En 1691, il recommença une troisième expédition en Moldavie, où l'Autriche, comme toujours, ne lui envoya pas les secours convenus, et où son armée périt presque sans combattre. Les Tatars profitèrent de ces circonstances pour s'avancer, à trois reprises, jusqu'au centre du pays dégarni de défenseurs, et le dévaster par le fer et le feu : la Pologne n'en fut délivrée qu'en 1695. Pendant ce temps, de nouvelles querelles et une guerre intestine éclataient en Lithuanie, où l'évêque de Vilna, Constantin Brzostovski, soutenu par le roi et la noblesse, avait solennellement excommunié le grand général Kazimir Sapiéha. Les factions s'agitaient au grand jour ; les diètes étaient rompues ou s'épuisaient en débats aussi

orageux que stériles. A bout de modération, Sobieski voulut de nouveau se démettre de la couronne; mais Zaluski, évêque de Plock, parvint à le faire renoncer à ce second projet d'abdication.

Accablé de soucis, miné par une maladie dont une erreur de son médecin, le juif Jonas, précipita le dénoûment, le vainqueur de Vienne mourut à Villanov, près de Varsovie, le jour de la Fête-Dieu, 17 juin 1696, double anniversaire de sa naissance et de son élection. Il était âgé de soixante-douze ans, et en avait régné vingt-deux. D'un aspect majestueux, simple dans son intérieur, intrépide dans le combat, digne dans le conseil, capable de comprendre toutes les grandes choses, il cultivait avec amour les lettres, les sciences et les arts, se révéla souvent par des traits de génie, et laissa un nom qui, inscrit aux pages les plus éclatantes des fastes de l'histoire, rappelle à jamais l'héroïsme de la Pologne et l'ingratitude de l'Autriche. En apprenant sa mort, Charles XII s'écria : « Un si grand roi ne devrait jamais mourir. »

VII

Auguste II (1697-1733).

§ I. — *Deux rois proclamés. Frédéric-Auguste seul.*

La division profonde introduite en Pologne par le schisme et l'hérésie, et la scission radicale entre la no-

blesse et les paysans, suite de l'asservissement de ces derniers, n'étaient pas les seuls fléaux qui préparassent la ruine de la patrie. La jalouse rivalité des nobles les portait souvent à choisir leurs rois à l'étranger. De là, à chaque élection, l'immixtion des puissances voisines qui commença à exercer une influence de plus en plus désastreuse. Du reste, malgré les merveilleuses victoires de Sobieski, la Pologne s'était déjà considérablement affaiblie. Par le traité de 1619, elle avait perdu la Moldavie et la Valachie; par celui de Velav en 1657, elle avait reconnu la souveraineté de l'Électeur de Brandebourg, jusqu'alors son vassal; par celui d'Oliva, en 1660, elle avait renoncé à ses droits sur la Suède; par ceux d'Andruszov et de Moskou, en 1667 et 1686, elle avait cédé Smolensk, l'Ukraine occidentale, Czerniéchov et Kiiov. C'était « la Pologne décroissante » dont nous allons suivre, maintenant surtout, le déclin précipité.

Tandisque la famille royale se transportait à Zolikiev pour s'emparer des trésors de Sobieski, que la renommée a triplés, que les diétines s'ouvraient au milieu des orages, et que la parole était souvent suivie de coups de sabre dans ces assemblées tumultueuses, les Tartares et les Turcs envahissaient les provinces méridionales de la Pologne et y faisaient d'affreux ravages. Dès la mort de Sobieski, la Russie et la Prusse commencèrent leurs longues et ténébreuses intrigues. Le 11 septembre, la séance de la diète fut troublée par un envoyé du tzar venant réclamer de la diète la ratification du traité de 1686, qui avait machiavéliquement arraché à la république

tous les pays transborysthènes. Le roi de Pologne ayant conservé le titre des ducs de Smolensk, de Czerniéchov et de Kiiov, en perdant ces possessions, le tzar demandait en outre que le futur monarque ne pût prendre cette qualification. Il la garda cependant, et le dernier roi de Pologne, Poniatovski, porta encore ce titre. La diète s'agitait toujours sans rien conclure, lorsque Horodynski, un des nonces, corrompu par la reine, arrêta toutes ses résolutions, en la frappant de son *veto*. Alors ne pouvant plus agir, elle fit un manifeste par lequel tout Polonais fut exclu du trône.

La diète d'élection s'ouvrit enfin le 15 mai 1697, au milieu des luttes acharnées d'une foule incroyable de prétendants. La plupart avaient été éliminés, et l'attention ne se portait plus que sur Jacques Sobieski et le prince de Conti, lorsqu'une troisième candidature, celle de Frédéric-Auguste, Électeur de Saxe, se produisit sans que personne s'en doutât. Elle avait été élaborée dans le plus grand mystère et avec les moyens les plus odieux. Mais ce qui paraîtra inconcevable, dans un pays éminemment catholique, c'est que le nouveau candidat et ses agents étaient luthériens, et la Pologne ne pouvait élire qu'un roi catholique. C'était là pour Auguste un grand embarras. Przebendovski, son agent en Pologne, le tira de là. « Il n'y a de mauvais moyens, lui dit-il, que ceux qui ne réussissent pas. Je prêche par l'exemple : pour entrer dans le sénat, je me suis fait catholique, Votre Altesse peut bien en faire autant pour une couronne. D'ailleurs, la famille de Son Altesse lui a

donné l'exemple de ces petits efforts de conscience. »
L'Électeur envoya donc à Rome le baron de Rose pour annoncer au pape sa conversion au catholicisme, sa soumission complète au Saint-Siége et sa candidature au trône de Pologne; et le pape confiant, donna à son légat à Varsovie l'ordre de l'appuyer de toute son influence. En même temps, Auguste s'avança sur Torgau à la tête de son armée.

Nous n'entrerons pas dans le détail des intrigues et des scènes curieuses qui suivirent, et dont Louis Miéroslavski a retracé le tableau dramatique (1). La majorité de la diète avait élu le prince deConti, la minorité achetée l'Électeur de Saxe, et, au milieu de cette assemblée solennelle, des coups de feu furent tirés de part et d'autre. Enfin, après des débats prolongés, le 27 juin 1697, le prince de Conti fut acclamé roi de Pologne par quatre-vingt mille gentilshommes, et l'on chanta le *Te Deum* dans la cathédrale de Varsovie. Le même jour, la faction contraire proclamait aussi roi Frédéric-Auguste, et dans la même cathédrale on dit également un *Te Deum*, pendant que la ville illuminée retentissait des cris de *Vive le prince de Conti!*

Ainsi, la Pologne avait deux rois, deux gouvernements, et des milliers d'intrigants étrangers la tiraillaient de toutes parts. L'Électeur de Saxe fit son abjuration en forme et partit pour Krakovie avec huit mille hommes d'*escorte*. Le gouverneur du château de cette

(1) *Pologne pittoresque.*

ville, qu'il avait acheté, lui en ouvrit les portes. Auguste, qui avait réalisé des sommes considérables, les prodiguait à tout le monde et grossissait son parti, tandis que le prince de Conti, qui n'arrivait pas, perdait chaque jour. Le 24 août, une réunion de sénateurs décida que la république se confédérerait contre le Saxon envahisseur et qu'on lui déclarerait la guerre. Le premier soin de l'Électeur fut de s'emparer par force du trésor. On protesta. Enfin, l'évêque de Kuïavie, outrepassant tous ses pouvoirs spirituels et temporels, quoiqu'il ne fût pas archevêque de Gnèzne et que la loi polonaise fût précise à ce sujet, osa couronner Auguste. Pendant ce temps, le prince de Conti arrivait à Dantzik sur un vaisseau commandé par Jean Bart. Aussitôt que les Polonais apprirent son arrivée, ils se réunirent et décidèrent de nouveau qu'ils s'opposeraient à Frédéric-Auguste qui courut au-devant du prince de Conti avec trois mille cavaliers et de l'artillerie et le défit complétement, celui-ci étant venu presque sans troupes. Le prince de Conti revint en France, l'Électeur à Varsovie, où il provoqua plusieurs diètes de pacification qui n'eurent aucun résultat, les confédérés tenant d'autres diètes opposées (1).

Frédéric-Auguste, voyant qu'il ne pouvait subjuguer la Pologne par ses propres forces, appela à son secours la Prusse et la Russie. Frédéric III, Électeur de Brandebourg, duc de Prusse, qui méditait la création de la royauté prussienne aux dépens de la Pologne, trouva ainsi un

(1) *Chodzko.*

complice, et le tzar Pierre Ier comprit également le parti qu'il pourrait en tirer pour ses projets d'envahissement. Pendant ce temps, les troubles de Lithuanie prenaient le caractère de guerre civile ; les nobles y avaient conçu un tel ressentiment contre les Sapiéha, qu'ils massacrèrent et taillèrent en pièces, près de Leipuny, Michel, grand écuyer, et formèrent en 1700 la confédération d'Olkiénicki.

Deux faits heureux cependant signalèrent les débuts du règne d'Auguste. Par ses relations avec l'Autriche, il réussit à recouvrer les salines de Vieliczka qui avaient été engagées. Il fit une expédition contre la Turquie qui, par le traité de Karlovitz, conclu le 26 janvier 1699, entre elle d'une part et l'Autriche, Venise, la Russie et la Pologne, de l'autre, restitua à cette dernière Kamiéniec, toutes conquêtes qu'elle avait précédemment faites en Podolie et en Ukraïne, renonça à toute domination sur les kosaks, au tribut que lui payaient les Polonais, et s'engagea à mettre un terme aux invasions tatares.

Cette paix avantageuse, et qui terminait une lutte de 260 ans contre les musulmans, fut comme l'œuvre posthume de Sobieski, qui en avait laissé les clauses écrites de la pointe de son épée sur les champs de victoire. Elle eût donné à la Pologne un repos dont elle avait grand besoin ; mais, dupe du tzar, Frédéric-Auguste conclut avec la Russie et le Danemarck, sans le consentement de la république, une alliance offensive contre Charles XII, roi de Suède. Son but était de faire entrer des troupes saxonnes en Pologne pour s'emparer

du pouvoir absolu et rendre le trône héréditaire. Cette alliance livra la république à toutes les horreurs d'une guerre de vingt ans. D'abord attaqué et battu, le roi de Suède gagne la bataille de Narva contre les Moskovites, passe la Dzvina, envahit la Kourlande, la Livonie, marche sur la Lithuanie divisée, s'empare de Varsovie, défait, pour la seconde fois, à Kliszov, à la tête de 12,000 hommes, Frédéric-Auguste qui en commandait 24,000, entre à Krakovie, met en déroute à Pultusk un corps saxon, prend Thorn et rançonne Dantzik.

Personne, en Pologne, ne songeait à faire la guerre à Charles XII, avec qui, au contraire, s'étaient ligués les Sapiéha en Lithuanie et pour qui s'organisa en 1704, dans la grande Pologne, une confédération dirigée par le primat, Radzieiovski. Auguste II avait seul entrepris cette lutte avec ses Saxons, sans le consentement de la noblesse ; et, bien que des confédérations se fussent formées en sa faveur à Sandomir, les Polonais ne voyaient en lui qu'un usurpateur dont venait les délivrer le roi de Suède. Voilà pourquoi ils n'opposèrent à ce dernier presque aucune résistance, et, le primat en tête, déclarèrent l'interrègne le 2 mai 1705.

§ II. — *Stanislav Leszczinski. Auguste II. Mort de ce dernier.*

Le trône étant déclaré vacant, une diète élut roi Stanislav Leszczinski, palatin de Posnanie, déjà célèbre, et qui fut reconnu par toutes les cours de l'Europe, excepté celle de Saint-Pétersbourg. Mais Charles XII ayant re-

pris sa course vers la Galicie, Auguste reparut avec 20,000 hommes, et força Stanislav à chercher un refuge auprès du roi de Suède qui revint; défit les Saxons une première fois près de Posen, une seconde à Vschova et pénétra jusqu'au cœur de la Saxe. Auguste vaincu, fut forcé de conclure la paix d'Alt-Ranstadt, de renoncer à la couronne de Pologne, de remettre le diplôme de son élection, de rompre son alliance avec la Moskovie, de reconnaître Stanislav Leszczinski, de lui écrire une lettre de félicitations officielles et de livrer Pakul, noble livonien qui, précédemment condamné à mort, fut écartelé vif à Kazimierz.

Mais après la désastreuse défaite de Pultava, le 8 juillet 1709, où Charles XII, défait par les Russes, ne dut la vie qu'au dévouement et à l'intrépidité de Poniatovski, colonel de la garde de Stanislav Leszczinski, Auguste rétracta son abdication, ressaisit le sceptre et contracta avec le tzar une coalition dirigée non moins contre la Pologne que contre la Suède. Leszczinski descendit du trône avec cette modération qui honora toute sa vie, se retira en Poméranie, puis rejoignit Charles XII captif en Turquie.

L'armée polonaise forma une confédération à Tarnogrod pour mettre fin aux ravages des troupes russes et saxonnes, auxquelles Frédéric-Auguste livrait le pays. Le sang coula sans résultat pendant deux ans, et les généraux polonais, réunis aux sénateurs, s'efforcèrent en vain, dans un conseil tenu à Rava, de mettre un terme aux malheurs publics. Le tzar Pierre, surnommé sans doute ironiquement le Grand, convoqua à Varsovie un

semblant de diète qui ne dura que sept heures, et qui fut appelée diète *muette*, parce que les troupes moskovites lui interdirent par la violence toute discussion. L'armée polonaise, forte de 90,000 soldats, fut licenciée, et on décréta qu'elle ne dépasserait jamais 24,000 hommes; l'armée saxonne évacua la Pologne; et Pierre Ier s'empara de Riga et de toute la Livonie. Peu auparavant, en 1704, il avait solennellement déclaré qu'il combattait Charles XII uniquement pour faire rendre par la Suède à la république cette même province dont il se faisait maintenant l'effronté spoliateur.

Il parcourut tout le royaume, fomentant l'anarchie et corrompant la noblesse. Auguste II, continuant son système de duplicité, se liait de plus en plus avec le tzar et le roi de Prusse, et l'ambassadeur moskovite commandait en Pologne. La fierté nationale se révolta. Les seigneurs se réunirent en quatre grandes confédérations, et demandèrent le renvoi des troupes moskovites qui chaque jour empiétaient sur le territoire de la république. Mais, divisés et séduits par de perfides promesses, ils virent leurs efforts infructueux.

La Prusse et la Russie trouvèrent un nouveau prétexte pour s'ingérer dans les affaires intérieures de la Pologne et y fomenter des troubles incessants. La république polonaise avait, la première en Europe, proclamé et maintenu la liberté religieuse. Mais un élève des jésuites ayant souffleté plusieurs individus qui ne s'étaient pas mis à genoux, lors d'une procession à Thorn, les dissidents suscitèrent de graves désordres, forcèrent

le collége, pillèrent l'église et traînèrent dans les ruisseaux une image de la Sainte Vierge. Les révoltés furent jugés par la haute cour de la diète et sévèrement punis; le bourgmestre périt sur l'échafaud. Les cabinets de Berlin et de Saint-Pétersbourg exploitèrent cette affaire au profit de leurs intérêts. On avait confisqué quelques biens aux protestants : dans une lettre du 5 janvier 1725, le roi de Prusse exigea d'Auguste le rapport de la sentence et la restitution des biens, car, sans cela, disait-il, « les puissances protestantes seraient obligées d'en poursuivre elles-mêmes la restitution par tous les moyens en leur pouvoir. » Le tzar Pierre, en répondant au roi de Prusse, dit : « Je suis prêt à concourir avec les puissances protestantes, non-seulement par mes conseils, mais par mes armes, à maintenir la liberté des évangéliques, et je n'épargnerai rien pour faire réussir un si juste dessein. » Depuis cette époque, les cours ennemies de la Pologne s'attribuèrent la prétendue protection des dissidents, qui leur a si puissamment servi pour consommer les trois partages.

Frédéric-Auguste II avait été reconnu en 1720 par Ulrique Éléonore, sœur de Charles XII ; et ce traité, converti par la suite (1732) en paix générale, mit fin aux discussions avec la Suède. Peu après, le 1er février 1733, au moment où il se rendait à la diète de Varsovie, Auguste mourut des excès d'ivrognerie et de débauche qui avaient rempli toute sa vie scandaleuse. Ce règne fatal montre en œuvre les infâmes machinations qui devaient amener la chute complète de la Pologne. Sous mille pré-

textes, l'étranger s'insinue peu à peu dans son sein. La Russie, suivie bientôt de la Prusse et de l'Autriche, se présente en amie, en médiatrice désintéressée au milieu des luttes sanglantes entre les troupes polonaises et les troupes saxonnes, entre les dissidents et les catholiques, entre les nobles, qui, n'ayant jamais songé à l'agrandissement par la conquête, se croyaient eux-mêmes à l'abri de ce danger. On use de tous les moyens pour corrompre les mœurs de la nation, tromper et séduire les individus et fomenter les dissensions intestines. La Pologne, trahie par son roi étranger, abusée par son excès de confiance, divisée par ses nobles, abandonnée par son peuple asservi, livrée par ses traîtres, épuisée par tant de guerres, d'invasions, de désastres, proteste encore, mais n'a plus d'élan assez universel, assez énergique pour recouvrer toute sa puissance et sa liberté d'action.

VIII

Leszczinski (1733).

Depuis longtemps, dit Lelevel, « les plus actifs parmi les agitateurs et meneurs des partis ennemis sont les dissidents hérétiques ou schismatiques, Firlei, Zborovski, Gorka, Jean Radzivill, Ostorog, et beaucoup d'autres. Réellement, tous les non-catholiques sympathisent et fraternisent avec les envahisseurs de la république. » Aussi, la diète de convocation de 1733 déclare

les dissidents inhabiles à posséder une charge ou dignité politique quelconque, ce qui existait déjà depuis longtemps de fait, mais fut alors sanctionné par la loi.

La diète d'élection, convoquée le 26 août 1733, rapporta le décret qui excluait les indigènes de la candidature au trône, et convint de n'élire qu'un Polonais n'ayant ni État, ni province, ni armée à lui à l'étranger. Le principal auteur de cette motion patriotique fut Lubomirski. Eh bien! à peine un Polonais fut-il élu que ce même homme se jeta dans les partis moskovite et saxon, et fit nommer illégalement un roi dans la personne de l'Électeur de Saxe! Les prétendants étaient nombreux, et plusieurs entretenaient de coupables relations avec les cours ennemies. Déjà, peu de temps avant la mort d'Auguste, le bruit s'étant répandu que le roi voulait conférer les charges, contrairement aux lois de la république, le primat et d'autres seigneurs écrivirent à l'empereur d'Allemagne et à la tzarine de Moskovie pour les prier de *soutenir la liberté polonaise*. Ces lettres, qui constituaient une véritable trahison, devinrent pour les gouvernements voisins un prétexte d'intervenir pendant l'interrègne, et, par suite de traités conclus avec l'empereur et la Saxe, les troupes russes, autrichiennes et saxonnes ne tardèrent pas à envahir la Pologne. Le général Lasci publia un manifeste, en déclarant que son entrée sur le territoire polonais n'avait d'autre but que de *maintenir la liberté nationale!!!* Peu avant l'élection, le primat, alors interrex ou chef suprême de l'État, reçut une lettre de la tzarine, qui l'avertit de l'intention où elle

et ses alliés étaient de ne jamais consentir à l'élection de Stanislav Lesczinski, parce que l'élévation au trône d'une personne dont la fille était reine de France, *ne conviendrait pas aux trois puissances voisines*.

Malgré ces déclarations, Stanislav Lesczynski, parvenu à Varsovie sous un déguisement, protégé par Louis XIV, et dont la fille, Marie, était femme de Louis XV, fut acclamé roi à l'unanimité, le 12 septembre 1773. Abandonné de tous, dépouillé de ses terres héréditaires, il vivait peu de temps auparavant à Strasbourg dans le plus complet dénûment. Seuls, l'évêque de Krakovie et le palatin de Sandomir protestèrent et se retirèrent en Hongrie pour attendre les troupes russes. A la nouvelle de l'élection de Stanislav, toute la France signala par des transports de joie l'affection qu'elle portait à un prince regardé comme français. Séduits par l'or des étrangers, quelques seigneurs polonais se rangèrent du côté des rebelles. Lubomirski, que nous avons vu si patriote à la première diète, était à leur tête. L'armée russe, forte de 60,000 hommes, arriva à Praga le 29 septembre ; 8,000 Polonais lui interdirent longtemps le passage de la Vistule, mais finirent par céder au nombre.

Alors le chancelier Visnioviecki, avec la noblesse de deux palatinats, l'évêque de Posnanie, Hosius, et d'autres seigneurs, se rendirent à Prague, où, sous la protection des soldats russes, ils firent un simulacre d'élection, et proclamèrent roi de Pologne Auguste III, Électeur de Saxe, fils d'Auguste II ; puis, pour le soutenir, ils

formèrent une confédération contre celle de Dzikov, qui s'était constituée sous les auspices de Tarlo, en faveur de Stanislav. Ainsi quelques traîtres et des étrangers l'emportèrent sur tout le reste de la nation. Auguste III arriva en Pologne se faire couronner, et l'armée russe, commandée par le général Lasci, augmentée par les troupes du feld-maréchal Munich, vint assiéger Dantzik, où Stanislav était renfermé avec les principaux gentilshommes polonais. La France; au lieu d'un secours considérable, n'envoya, après cinq mois d'attente, que 2,400 hommes, sous le commandement de Lamothe-Pérouse et du comte de Plélo. Cette petite armée fit à la vérité des prodiges ; mais elle fut écrasée par le nombre. Les troupes saxonnes vinrent grossir le chiffre des ennemis; une flotte de 21 vaisseaux russes pressa le siége, et Dantzik fut obligée de capituler. Stanislav, s'étant sauvé de la ville sous un déguisement, se réfugia d'abord à Berlin. Le comte de Monti, ambassadeur de France, sans égard à son caractère, fut emmené prisonnier à Thorn, ainsi que le primat, le maréchal de la diète et le reste des partisans de Stanislav. Nous regrettons de ne pouvoir rapporter la conduite admirable du comte de Plélo au siége de Dantzik, où il perdit glorieusement la vie. Pendant ce temps, Auguste III déclarait à toutes les puissances de l'Europe qu'il régnait par le choix *libre* et *national*.

La France prit les armes. Louis XV, après avoir négocié un traité de neutralité avec l'Angleterre et la Hollande, s'unit à l'Espagne et à la Sardaigne pour venger

le droit si indignement violé par l'élection d'Auguste III. L'Électeur de Saxe et la tzarine de Moskovie étaient les ennemis les plus apparents de la Pologne; mais l'Autriche s'était aussi déclarée contre Stanislav; et, comme elle était la plus voisine, c'est elle que la France attaqua, et la guerre lui fut déclarée en décembre 1733. De son côté, la Turquie annonça hautement qu'elle ne reconnaîtrait d'autre roi que Stanislav. L'empereur d'Autriche, après avoir perdu plusieurs batailles, dépouillé d'une grande partie de ses États et à la veille de nouvelles pertes, demanda la paix, qui fut signée le 31 octobre 1735. Malheureusement la France n'exigea point ce qui faisait précisément le but de la guerre. On convint que tous les Polonais, partisans de Stanislav, rentreraient en possession de leurs biens et que ce dernier garderait le titre de roi de Pologne; mais on ne fit pas annuler l'élection d'Auguste III. Les Polonais, frappés de stupeur à la nouvelle de cette paix, continuèrent à soutenir énergiquement Stanislav Leszczinski. Mais celui-ci, pour rendre la tranquillité à sa patrie, signa un acte d'abdication remarquable, où il fait ressortir les intrigues et la violence des cours étrangères et tous les secours que la France, dans cette circonstance, donna à la Pologne, afin de soutenir la volonté et la liberté nationales. Il reçut la possession viagère des duchés de Lorraine et de Bar, où il régna en paix de 1737 à 1766, année de sa mort, et où il laissa les plus doux souvenirs de ses vertus et de sa bienfaisance.

IX

Condition des paysans. Revendications en leur faveur. Soulèvements.

Les maux de la république ne venaient pas tous des intrigues de l'étranger; la source première en était dans son sein. C'était surtout l'oppression du peuple, outre le schisme et l'hérésie. Déjà le schisme avait livré l'Ukraine et les kosaks au tzar. La liberté religieuse la plus complète n'avait pu rattacher les hérétiques à la patrie; et, en les voyant sans cesse appeler l'invasion de l'ennemi, on avait été obligé d'expulser du territoire les sociniens, les anabaptistes et quelques autres sectaires, et d'interdire aux autres les hautes charges politiques. Mais la condition des paysans, loin de s'améliorer, s'empirait encore : on aggravait la corvée et les charges domaniales qui pesaient sur eux; on multipliait les vexations et les traitements barbares dont ils étaient victimes. Ils n'étaient plus seulement le rebut de la nature, chlop, mais la race maudite de Cham, comme on les appelait; il n'y avait plus pour eux ni patrie, ni loi, ni justice.

« Des hommes si nécessaires, dit le roi Leszczinski, devraient être considérés, sans doute; mais à peine les distinguons-nous des bêtes qu'ils entretiennent pour la culture de nos terres. Souvent nous ménageons moins leurs forces que celles des animaux; et très-souvent, par un trafic scandaleux, nous les vendons à des maîtres

aussi cruels, et qui bientôt, par un excès de travail, les forcent à payer le prix de leur servitude. Je ne puis, sans horreur, rappeler ici cette loi qui n'impose qu'une amende de quinze francs pour tout noble qui aura tué un paysan. Nous regardons ces hommes comme des créatures d'une autre espèce, et nous leur refusons presque le même air qu'ils respirent avec nous... Est-il aucune loi qui puisse autoriser le joug terrible que nous leur avons imposé? »

En vain, du haut des chaires catholiques, les prédicateurs, comme Bonaventure Gelarovski, Jean Zrzelski et une foule d'autres, fulminaient contre les oppresseurs et revendiquaient les droits de ce peuple asservi. En vain Kurzeniecki, dans ses *Entretiens d'un chapelain avec son seigneur,* élevait sa voix pour eux. Christophe Opalinski, dans ses *Satires*, et André Rudomina, dans son mémoire intitulé : *Fortune de l'État*, voyant l'embrasement effroyable de la république et le sol inondé du sang de ses enfants, répétaient que Dieu la punissait de l'oppression et de la tyrannie exercées sur le peuple, unique raison des révoltes de paysans et des calamités générales. Le grave Rudavski, secrétaire de Jean Kazimir, retraçant, dans son Histoire, les revers de sa patrie, laisse éclater son indignation contre la noblesse, dont il faisait partie, lui reproche tous ses malheurs et se réjouit de voir ces superbes dominateurs en esclavage chez les Tatars; car c'est, dit-il, le meilleur moyen de dompter la férocité dont ils usent envers leurs sujets, et qui, sans doute, s'adoucira dans les fers de l'ennemi.

C'est un roi moine et jésuite, Jean Kazimir, qui, le premier, poussa le cri de délivrance de ce peuple opprimé. En 1655, dans la cathédrale de Léopol, lui et tous les sénateurs qui y étaient présents, au nom de la nation confédérée pour le salut de la patrie, prononcèrent ce serment fameux, répété par chacun : « Je vois » avec douleur que Dieu, juge suprême, accable mon » pays, depuis sept ans, du poids de tous les maux, *pour* » *venger l'oppression et le gémissement des plébéiens :* or, » je promets, dès que la paix sera rétablie, de prendre, » conjointement avec tous les ordres de la république, » des mesures efficaces *pour que le peuple de mon pays* » *soit à l'abri de l'oppression et de la tyrannie.* » Malheureusement, les désastres incessants de ce règne, qui finit par une abdication, ne permirent de rien réaliser à ce sujet.

Cinquante ans s'écoulèrent, et, lorsque de nouvelles calamités débordèrent sur la Pologne, ce fut encore un jésuite, le prédicateur Szirma, qui prit en main la cause des opprimés, et qui rappela que, comme on avait trompé le peuple par d'illusoires promesses, ainsi Dieu n'avait pas retiré le glaive de sa colère, et les guerres, les invasions, les discordes, accablaient le pays. En 1777, c'était encore un moine, le piariste Vincent Skrzetuski, publiciste remarquable, qui reprochait aux diètes de n'avoir rien décidé, depuis deux siècles, sous ce rapport de l'humanité, et de n'avoir jamais même pris en considération la question du peuple. Mais la noblesse, étourdie, aveuglée, décimée, corrompue, restait sourde à tous

ces appels, même en présence de dangers imminents. Cependant, le roi Leszczinski lui-même l'avertissait.

« Comme il est naturel, dit-il, de secouer le joug rude et pesant, ne peut-il pas arriver que ce peuple fasse un effort pour s'arracher à notre tyrannie. C'est à quoi doivent le mener tôt ou tard ses plaintes et ses murmures. Jusqu'à présent, accoutumé à ses fers, il ne songe point à les rompre ; mais, qu'un seul de ces infortunés, esprit mâle et hardi, vînt à concerter, à fomenter leur révolte, quelle digue assez forte pourrait-on opposer à ce torrent? » Ces prédictions menaçantes ne se réalisèrent pas. Quelque opprimé qu'il fût, le peuple ne voulut jamais imiter les hérétiques, qui s'alliaient aux ennemis. « Cette partie de la nation, dit Rulhière, restait véritablement neutre entre ses maîtres et les oppresseurs de ses maîtres, entre les factions qui déchiraient le pays, en présence des étrangers. » En vain, en 1766, les émissaires de Stanislav-Auguste essayèrent, dans un violent manifeste, de soulever tous ces esclaves polonais, en les appelant à la liberté et à l'égalité. Ils surent sacrifier leurs justes ressentiments au salut de la patrie; et ce terrible moyen n'eut de succès dans aucune partie de la Pologne.

Seulement, en 1702, Palei, chef des kosaks, après s'être montré très-dévoué à la république et au parti de Leszczinski, souleva l'Ukraïne, s'empara de la ville de Bialacerkiev, de la forteresse de Korsun, de quelques autres places fortes, et passa au fil de l'épée leurs faibles garnisons. Il fut rejoint par une foule immense de pay-

sans qui, incendiant leurs hameaux, prirent les armes des différents points de l'Ukraïne. Palei en forma une armée de 30,000 hommes qu'il divisa en trois corps commandés par lui-même, par Siemaszko, son beau-fils, et par Abazine. Ils portèrent partout la dévastation et la mort, égorgeant ou mutilant les nobles qui tombèrent en leur pouvoir, et surprirent Stanislav Potocki, staroste de Chmielnik, auquel ils enlevèrent un butin évalué à un million de florins de Pologne. Mais l'arrivée de renforts polonais changea les chances du combat; 15,000 kosaks furent défaits, et vers la fin de novembre tous leurs corps furent mis en pleine déroute. Abazine, saisi, fut empalé; 70,000 prisonniers furent marqués et renvoyés à leurs seigneurs. Le hetman de camp Adam Sieniavski les força dans leurs derniers retranchements, et il y eut beaucoup de sang répandu. En 1712, Lubomirski fut obligé d'envoyer de nouveau contre les kosaks une armée de 12,000 hommes qui pénétra dans leur sicz, la détruisit et fit main basse sur tout ce qui ne put se sauver. En 1744, l'excès d'oppression amena dans la starostie de Krziczev, en Lithuanie, un soulèvement commandé par un paysan, Voszczillo, mais qui fut aussitôt réprimé. Ces faits méritent d'autant plus d'être remarqués qu'ils sont plus rares. Le paysan jouissant de ses fêtes des moissons, *okènzné*, et de ses assemblées communales, *gromada*, chantait, dansait, buvait, et était résigné à son sort, lequel semblait encore une heureuse liberté aux paysans moskovites qui émigraient en masse pour venir le partager.

X

AUGUSTE III (1733-1764).

Le règne d'Auguste III marque l'époque de la désorganisation et de la démoralisation complètes de la Pologne. Epuisée par dix siècles de guerres, de luttes intestines, d'invasions, de fléaux, de désastres de tous genres, ayant perdu une grande partie de sa population, de sa noblesse, de ses richesses et de toutes les forces vives qui la constituaient, sans défenses naturelles, sans forteresses, sans armée permanente, ouverte de toutes parts à l'ennemi et surtout à la Russie, ne pouvant soupçonner un instant qu'après tant d'indépendance, de grandeur et de gloire, elle pût jamais être la proie de l'étranger, tiraillée, divisée, déchirée dans tous les sens par les partis divers, elle éprouva une effroyable lassitude, un besoin de repos à tout prix. Elle ressemblait à un homme qui, après des commotions terribles et des crises extrêmes, est tombé dans une complète insensibilité. On disait qu'elle était comme une auberge où chacun peut entrer librement, faire du tapage et s'en aller. On prétendait que le désordre soutenait son existence, était son bonheur et son salut. La corruption la pénétrait jusqu'à la moelle des os. Elle se trouvait heureuse, et le proverbe disait : « Sous le roi saxon, desserrez la ceinture. »

La religion seule la soutenait, la relevait et se servit

dans ce but des lettres et des sciences. Deux prélats, Joseph André Zaluski, évêque de Kiiov, et André Stanislav Zaluski, évêque de Krakovie, recréèrent pour ainsi dire la littérature nationale, parcoururent dans ce dessein toute l'Europe et fondèrent une bibliothèque de 200,000 volumes. Le premier surtout y consacra des sommes énormes, et, en se privant de tout, parvint à former une bibliothèque qu'il rendit publique en 1747, donna ensuite à la nation, et qui se trouva au premier rang de toutes celles de l'Europe. Son exemple fut suivi par les ordres religieux, par des abbés et supérieurs de couvents, et bientôt par des laïques eux-mêmes comme le prince Joseph-Alexandre Iablonovski que rendirent célèbre ses travaux littéraires.

Ce mouvement fut propagé par les jésuites et parmi eux surtout les Bohomolec, et par les piaristes. Stanislav Konarski, membre de cette dernière congrégation, publia à ses frais un immense recueil de lois nationales en huit volumes in-folio, et plusieurs autres ouvrages sur la nécessité de rétablir la langue polonaise dans toute sa pureté, et sur la réforme du gouvernement dont il expose les abus comme on ne l'avait jamais fait jusqu'alors. Il fonda en outre à Varsovie un collége pour la jeunesse et combattit la mauvaise méthode d'enseignement et le goût dépravé dans la littérature avec non moins d'énergie que le désordre de la république, le veto et la scandaleuse rupture des diètes. L'ordre savant auquel il appartenait, réformé par lui et son collègue Jordan dès 1740, eut des écoles florissantes où l'on formait des citoyens

aux connaissances historiques et politiques puisées dans les écrits et les idées de la France.

Au milieu de ces nobles efforts, la Pologne, livrée à l'étranger, ruinée par une paix plus désastreuse que la guerre, vit bientôt le prétendu protectorat de la Russie commencer l'usurpation de son territoire. La maison de Ketler s'éteignant, les duchés de Kourlande et de Semigal redevenaient provinces polonaises, d'après le pacte confirmé par Sigismond-Auguste en 1561. Mais la tzarine imposa à la noblesse de ce pays le chambellan Biron, son favori, et à la suite de diverses révolutions, ces duchés furent complétement perdus pour la république.

Forcés de reconnaître Auguste III, les Polonais ne déguisèrent point leurs sentiments, et, usant de cette liberté de langage sans bornes en Pologne, ils louaient hautement le roi issu de leurs suffrages devant Auguste lui-même. Celui-ci, uniquement adonné à la chasse, habitait la Saxe, et son ministre Bruhl exerçait à Varsovie le pouvoir royal, dont il ne se servait que pour exécuter les ordres du cabinet de Saint-Pétersbourg. Dévoué ouvertement à la Russie, il ne fut qu'un instrument pour précipiter de plus en plus la Pologne dans l'anarchie et pour affaiblir sa considération en Europe. Il ne nommait aux charges de l'Etat que les protégés des Moskovites.

Une nouvelle cause de malheurs inouïs pour la population fut la guerre entre la Russie et la Porte, celle de la succession d'Espagne et celle de la succession d'Autriche (1756-1762). Quoiqu'elle ne prît pas part à ces effroyables luttes, elle en fut la principale victime;

son territoire était sans cesse violé; Frédéric II, attaquant et attaqué, soutint ses campagnes en levant des troupes en Pologne, en y tirant ses fourrages et ses vivres, en envahissant les palatinats de Kalisz et de Posnanie, sous prétexte de détruire les magasins que les Moskovites y établissaient, en pillant et ruinant toutes les provinces frontières, les inondant de fausse monnaie et emportant le numéraire national pour en retirer par la refonte le centuple de sa valeur. Voici quel fut le nombre des morts dans la guerre de la succession d'Autriche. La Prusse perdit 180,000 hommes et 33,000 habitants dans les villes et les campagnes qui furent le théâtre de la lutte; la Russie, 180,000; l'Autriche, 140,000 et trois garnisons de forteresses; la France, 200,000; l'Angleterre, avec ses alliés, 160,000; la Suède, 25,000; les cercles d'Allemagne, 28,000; en tout, plus de 950,000 hommes, près d'un million!

La fin de cette guerre, qui rétablit la tranquillité dans le reste de l'Europe, fut mortelle pour la Pologne. Depuis cette époque, les trois puissances voisines inaugurèrent le triumvirat copartageant et s'accoutumèrent à terminer toutes les contestations aux dépens du territoire de la république. Pendant la guerre, et quoique en état de paix, la Pologne avait été inondée de troupes étrangères. Les Moskovites et les Prussiens, à plus de vingt fois différentes, avaient traversé avec leur armée le territoire polonais : de là des déprédations, des exactions et des persécutions sans nombre.

« Plus Auguste III avançait en âge, dit Chodzko, et

plus la Pologne était malheureuse. Pendant trente années que dura ce règne, la noblesse s'assembla en diètes toujours vainement, et presque toujours les prétextes les plus frivoles suffirent pour dissoudre ces assemblées. Pendant ces trente années, le plus grand État de l'Europe resta sans aucune sorte d'administration. Il n'existait aucun pouvoir régulier pour demander compte ni de la perception des impôts, ni de l'état des troupes. Les grands-trésoriers s'enrichissaient aux dépens du trésor public, à mesure que l'État devenait plus pauvre et plus obéré; les grands-généraux étaient puissants et la république sans défense; les grands-maréchaux étaient redoutés sans que la police fût maintenue; les grands-chanceliers signaient arbitrairement des actes illégaux. Toutes les affaires restaient indécises; aucun agent diplomatique n'était envoyé aux puissances étrangères. Le peuple des campagnes, la véritable nation, devenait chaque jour plus malheureux, et cependant il souffrait avec résignation, sa bonté était si grande que la sûreté régnait partout; les voyageurs pouvaient, sans rien craindre, traverser les forêts les plus solitaires et les routes les moins fréquentées. Les réformes ne pouvaient s'opérer que par une révolution imprévue, par une confédération générale, que des hommes habiles parviendraient à former sous d'autres prétextes. C'était le but où tendaient en secret deux partis accrédités dans la république, mais divisés malheureusement d'intérêts et d'opinions, et qui méditaient, pour réformer le gouvernement, deux projets entièrement contraires : le pre-

mier était le *parti national* ou *républicain*, qui voulait la réforme de la république par des moyens légaux et nationaux en dehors de toute influence étrangère; le second était le *parti royal*, qui voulait l'établissement d'une monarchie puissante avec l'intervention étrangère. Entre ces deux partis, que séparait un abîme, nulle transaction n'était possible. »

La maison Potocki, revêtue des grandes charges de l'État, était à la tête du parti national; la faction opposée, conduite par la maison de Czartoryski, était l'instrument de la Russie et protégée par l'Angleterre. La France soutenait le parti national, et le comte de Broglie, son ambassadeur, allait former une seconde confédération qui, aidée de subsides, pourvue d'armes et de munitions, eût soustrait la Pologne au joug moskovite, lorsqu'une guerre survenue entre l'Angleterre et la France en empêcha la réalisation. Malgré cet abandon, le parti national était fort et aurait pu écraser celui des Czartoryski; malheureusement il lui manquait un chef véritablement capable pour réunir toutes ses forces et agir avec unité, tandis que la faction opposée était dirigée avec habileté par Czartoryski et Poniatovski, son neveu.

La diète ouverte le 4 octobre 1762 avait déjà ses séances orageuses, lorsque arriva le comte de Keyserling, ambassadeur de Catherine, qui apportait de grandes sommes aux Czartoryski, dont la faction parut en armes dans toute la république, déclarant hautement vouloir détrôner Auguste III. Elle allait agir, quand celui-ci mourut le 5 octobre 1763.

XI

Stanislav-Auguste Poniatovski. (1764-1795.)

§ I. — *Dispositions de la Russie.*

Dans son testament, Pierre I[er] avait ainsi tracé le plan de l'asservissement de la république polonaise :

« Art. 4. Diviser la Pologne en y entretenant le trouble et les jalousies continuelles ; gagner les puissants à prix d'or ; influencer les tièdes, les corrompre afin d'avoir action sur les élections des rois ; y faire nommer ses partisans, les protéger ; y faire entrer les troupes russes, et y séjourner jusqu'à l'occasion d'y demeurer tout à fait. Si les puissances voisines opposent des difficultés, les apaiser momentanément jusqu'à ce qu'on puisse reprendre ce qui a été donné. »

Nous avons vu, et surtout nous allons voir Catherine suivre ce plan à la lettre. Commençant par affecter pour la Pologne le plus tendre intérêt, elle adresse à toutes les cours de l'Europe un manifeste hypocrite où elle dit :

Nous ne pouvons voir avec indifférence un Etat se détruire par lui-même, et *les droits de l'humanité* seuls nous ordonnent d'empêcher qu'on y verse des torrents de sang. *Les souverains sont les défenseurs des hommes*, et l'autorité dont ils jouissent sur quelques cantons de la terre, leur donne le droit de s'intéresser à tous les pays. En notre qualité de médiatrice naturelle, et comme autorisée par les traités entre les différents Etats qui composent la république, nous veillerons, suivant l'exemple de nos prédécesseurs, *aux intérêts de la Pologne*, et nous arrêterons les atteintes qu'on pourrait porter à sa constitution et à ses lois fondamentales. Prévoyant qu'il s'élèverait des troubles pendant l'interrègne, nous avons résolu de *remplir les devoirs sacrés de l'humanité* et de la foi aux traités, etc.

A la mort d'Auguste III, l'Angleterre et la France étaient fatiguées des longues luttes qu'elles avaient soutenues; la Prusse, épuisée par la guerre de la succession, cherchait tous les moyens de s'allier étroitement à la Russie; les Turcs étaient tombés dans l'inaction; le khan de Crimée, qui regardait avec raison l'indépendance de la Pologne comme le plus sûr garant de sa propre sécurité, après avoir campé deux ans sur les frontières de la république, veillant aux entreprises des Russes, venait de porter son armée sur un autre point. Ainsi la Prusse et la Russie pouvaient travailler en toute sécurité à la réalisation de leurs plans ambitieux. Cependant la France protégeait ouvertement le parti national, qui avait ses représentants à la cour de Versailles. Aussi Catherine employa-t-elle auprès de Louis XV tous les moyens possibles pour combattre les démarches des patriotes polonais, et déguiser leurs projets. Dans sa déclaration à la France sur les affaires de Pologne, elle disait :

Ce royaume étant également limitrophe de la maison d'Autriche, du roi de Prusse, de la Russie et de l'empire ottoman, ces quatre puissances, qui se regardent réciproquement avec des yeux de jalousie et de rivalité, sont moins les ennemis de ce royaume que ses surveillants et ses *défenseurs*. Chacune d'elles a un intérêt direct et essentiel à le *protéger*, parce qu'elle aurait tout à craindre de celle qui se serait agrandie à ses dépens. La France peut donc s'en reposer sur ces quatre grandes puissances du soin de veiller à la *conservation intégrale* de la Pologne.

Catherine écrivait ces lignes le 8 mai 1763. Comparons cette pièce *officielle* à une pièce *vraie* qu'elle adres-

sait quelques mois plus tard au comte Keyserling et au prince Repnine, ses agents en Pologne :

Après avoir montré quels « profits spéciaux » elle espérait retirer des troubles suscités en Pologne et de l'élection d'un nouveau roi, elle leur ordonnait d'employer tous les moyens pour « faire pencher la balance de son côté. » Elle insistait pour qu'ils obtinssent la confirmation de son titre impérial et la reconnaissance solennelle du duché de Kourlande et de Semigal. Déclarant que la Russie devait atteindre « *son but* » même « *par la force*, » elle les chargeait d'empêcher toutes « réformes nuisibles à ses intérêts. » Elle ajoutait :

Nous devons porter toute notre attention à ce que la forme actuelle du gouvernement polonais soit maintenue intégralement ; qu'on ne change point la loi de l'unanimité dans les diètes, que la force armée ne soit jamais augmentée ; *en cela repose la principale base des profits de notre empire ;* c'est par là que nous influerons directement sur la politique européenne.

Après avoir donc approfondi tous les motifs, et sans avoir égard à toutes les éventualités possibles, *il est indispensable que nous portions sur le trône de Pologne un Polonais à notre convenance, utile à nos intérêts réels, en un mot qui ne dût son élévation qu'à nous seuls.* Nous trouvons dans la personne du comte Poniatovski toutes les conditions nécessaires à notre convenance, et en conséquence nous avons résolu de l'élever au trône de Pologne.

De plus, écrivait Catherine au comte Keyserling, vous avez à exécuter ce qui suit :

I. Quoique nous ayons ordonné tous les préparatifs de guerre, quoique une grande partie de nos forces militaires portées sur les frontières soient prêtes à les franchir au premier avis, nous voudrions que l'élection de notre candidat se fît sans bruit, sans guerre civile. Mais si, contrairement à nos prévisions, les affaires prenaient une autre tournure, nous sommes

décidée, avec une persistance inébranlable, à employer toutes les forces que la Providence nous a confiées, et à terminer les affaires polonaises *à notre avantage.*

II. Vous emploierez tout l'argent que vous avez en main, et avec cela les 100,000 roubles que je vous envoie, afin d'augmenter le nombre des chefs et des adhérents de notre parti. Nous ne voulons pas vous prescrire à qui, quand et combien vous devez répandre cet argent, car nous savons que vous en ferez le meilleur usage ; nous nous reposons, en cela, sur votre prudence et la connaissance que vous avez des affaires de ce pays-là. Néanmoins nous devons tourner notre attention particulière sur les diétines, pour que les nonces élus *soient tout à fait dans nos intérêts.* Il est donc important d'y avoir *des émissaires actifs et munis d'argent.* Nous joignons, en conséquence, leur liste pour chaque palatinat, telle que le comte Gurovski vient de la fournir à notre conseiller intime Panne.

III. Vous annoncerez positivement au candidat notre intention de le porter au trône, les moyens que nous employons à cet effet, et ce qui doit le persuader particulièrement de notre volonté, que si l'argent que nous destinons à appuyer cette élection n'atteignait pas notre but, alors nous emploierions toutes les ressources que Dieu nous a confiées... Il faut que l'honneur et la reconnaissance du candidat soient sérieusement engagés ; que notre juste intérêt et notre appui soient appréciés de lui ; que, durant tout le temps de son règne, *il envisage l'intérêt de notre empire comme le sien propre;* qu'en conservant un attachement sincère à notre personne, *il accomplisse toujours nos desseins.* Nous n'admettons donc pas qu'il puisse nous refuser cette garantie.

Dans le IV[e] paragraphe, Catherine « *ordonne* que son candidat et *tous ceux qu'il a gagnés* » fassent tout pour servir les intérêts de la Russie. Elle poursuit :

V. Mais rien ne vous méritera plus notre grâce, et ne profitera plus à notre gloire personnelle, que si vous parvenez, comte Keyserling et prince Repnine, à ce que la république tout entière, assemblée en diète, demande notre intervention.

VI. Nous ne voyons pas la nécessité de vous indiquer par un écrit spécial *les moyens que vous emploierez pour attirer les Polonais dans nos desseins, avec quoi, comment et par qui; il vous sera utile et nécessaire de gagner les seigneurs polonais,* nous nous abandonnons en cela à la parfaite connaissance des hommes et des choses, et à la longue expérience du comte de Keyserling.

VII. Vous devez travailler aussi à ce que, outre une adresse ordinaire pour nous, de la part des magnats dévoués à nous, vous puissiez obtenir du primat lui-même, qu'un personnage considérable vienne ici *demander formellement notre protection,* la conservation de la loi sur l'élection pour celle qui va se faire, et nous prier que nous ne permettions à personne d'y intervenir *sauf nous.* Par là, nous aurons un *prétexte plausible* d'influer sur un fait si important, et nous pourrons *à notre aise* choisir tous les moyens *à notre convenance.*

La tzarine ajoute : « Nous vous envoyons vingt blancs seings de différentes formes et grandeurs dont vous ferez usage *pour arriver à vos fins.* » Prévoyant que ces machiavéliques intrigues « attireraient l'attention de toute l'Europe, » elle dit : « Nous ne bornons point le chiffre des sommes *que vous aurez à répandre.* » Enfin, après avoir assuré « sa tutelle et protection » à son candidat, dont elle veut qu'on « augmente le trésor particulier, » elle termine en ces termes :

Si notre candidat n'est pas élu, alors, sans aucune déclaration préalable, nous ordonnerons à nos troupes d'envahir en même temps sur tous les points le territoire polonais ; de regarder nos adversaires comme rebelles, et de *détruire par le fer et par le feu leurs biens et leurs propriétés.* Dans ce cas, nous nous concerterons avec le roi de Prusse.

Si, en dehors de toute prévision, toutes ces mesures si nombreuses et si bien organisées ne réussissaient pas, si nous ne pouvions pas nous passer de l'envahissement, et que nous fus-

sions forcée d'établir et de maintenir le roi de notre choix par la force des armes, nous ne déposerions pas les armes que toute la Livonie polonaise ne fût détachée et incorporée à notre empire.

Voilà de quelle manière Catherine « veillait à la conservation *intégrale* de la Pologne, » pour employer les expressions mêmes de sa déclaration à la France. En même temps, par un traité secret conclu le 11 avril 1764 avec la Prusse, elle stipulait que Poniatovski serait roi, et que les deux puissances « auraient recours même à la force des armes » pour empêcher toutes les réformes qui pourraient sauver la république et y rétablir l'ordre. Elle répondait nettement au baron de Breteuil, qui lui proposait de s'entendre avec la France pour la prochaine élection : « L'avenir vous apprendra s'il appartient à quelque autre que moi de donner un roi aux Polonais. » Enfin, elle faisait envahir la Pologne par 40,000 Russes ; et Repnine répondait ironiquement aux plaintes à ce sujet : « Comment une nation aussi grande et libre peut-elle croire qu'une poignée de Russes puisse léser ses droits ? » Mais tout cela n'était encore qu'un prélude « à l'accomplissement des devoirs sacrés de l'humanité et de la foi aux traités » tel que l'entendait Catherine.

§ II. — *Diète de convocation. Stanislav-Auguste proclamé roi. Partis. Dissidents. Confédération de Radom. Déportation d'évêques et autres.*

Le primat Vladislav Lubienski inaugura ses fonctions d'*interrex* en avertissant le pays des dangers qui

le menaçaient, et son discours du 12 novembre 1763 est remarquable de patriotisme. La tzarine s'efforça de détruire l'effet de cet appel patriotique en faisant, le 7 décembre, la déclaration suivante :

Si jamais l'esprit de mensonge a pu inventer une fausseté complète, c'est lorsqu'on a audacieusement répandu que, dans le dessein que nous avons de soutenir l'élection d'un Piast, nous n'avons pour but que de nous faciliter les moyens d'envahir par son secours quelque morceau du territoire de la Pologne pour le démembrer du royaume et le mettre sous notre domination par usurpation. Nous devrions passer sous silence et entièrement mépriser de si fausses et si basses imputations ; mais afin que la vérité paraisse et que la pureté de nos intentions soit manifestée à toute la sérénissime république, *nous déclarons de la façon la plus solennelle* que nous sommes résolue *de maintenir la république dans son état actuel, ses libertés et possessions ;* et comme nous avons à cœur la conservation *de l'intégrité du royaume de Pologne et de son grand-duché de Lithuanie,* NOUS NE SOUFFRIRONS JAMAIS QU'ELLE ÉPROUVE AUCUN DÉTRIMENT DE LA PART DE QUI QUE CE SOIT.

Neuf ans plus tard, après vingt autres protestations non moins solennelles, la même femme se partageait la Pologne avec la Prusse et l'Autriche !

Mais les protestations, l'hypocrisie et la corruption n'étaient pas encore suffisantes devant l'élan du sentiment national ; on eut recours à la force. Les Czartoryski appelèrent 10,000 Moskovites, bien que deux lois récentes prononçassent, l'une la nullité absolue de toute élection tant qu'il y aurait des troupes étrangères dans le pays, et l'autre la permission à tout citoyen de tuer quiconque, dans un interrègne, appellerait l'étranger. « Déjà, dit Chodzko, les troupes particulières des Czartoryski s'é-

taient rendues à Varsovie, 40,000 Prussiens bordaient les frontières de Pologne, et 10,000 Moskovites, divisés en deux corps, occupaient, des deux côtés de Varsovie, les postes principaux. Tandis que ce voisinage y répandait la consternation, un trésor de plus de deux millions y arriva publiquement sous nombreuse escorte moskovite. Tous les moyens se réunissaient : l'or, les troupes, les promesses, les menaces et les manœuvres de tous genres. » Les salles même des délibérations étaient encombrées de soldats et d'hommes armés, portant les cocardes de la famille Czartoryski.

C'est sous de tels auspices que s'assemble, le 7 mai 1764, la diète de convocation, où l'on ne comptait que huit sénateurs et un petit nombre de nonces. Le vieux Adam Nalèncz Melachovski, maréchal de la diète, refuse de l'ouvrir, déclarant que « la liberté n'existe plus en présence des troupes russes qui l'entourent. » André Mokranovski l'appuie en présentant la protestation de 22 sénateurs et de 45 nonces absents. Les sabres sont tirés et l'on se précipite sur lui et sur le maréchal. « Comment? s'écrie-t-il, vous êtes les représentants de la patrie, et vous portez la livrée d'une famille ! » Puis, il ajoute avec calme : « S'il vous faut une victime, me voici ; moi, du moins, je veux mourir libre comme j'ai vécu. » Le tumulte redouble, et l'on presse Melachovski de lever le bâton, ce qui indiquait l'ouverture de la diète; mais aucune menace ne l'effraye, rien ne peut ébranler sa fermeté. « Vous pouvez, dit-il, me couper la main ou m'arracher la vie ; je suis maréchal, élu par un peuple

libre, et je ne puis être déposé que par un peuple libre. Je me retire. » Précédé de Mokranovski, il se fraye un passage à travers la foule, et sort de l'enceinte du château.

La diète était rompue, et toutes les formes de la rupture observées. Cependant, au mépris de la loi, 80 nonces sur 300 proclament maréchal de la diète le prince Adam Czartoryski. Alors, le parti national quitte Varsovie, sollicitant l'appui de la France et de la Prusse, et se proposant de réunir une autre diète. Ses chefs sont dispersés, poursuivis, vaincus; le vieil hetman Branicki et Charles Radzivill sont dépouillés de leurs dignités; le pouvoir royal est étendu, et divers changements sont apportés à la constitution.

Cependant Catherine elle-même désespérait du succès. Elle multipliait les protestations, et huit ans à peine avant de démembrer la Pologne, elle faisait, par l'organe de Keyserling et Repnine, la déclaration du 23 mai 1764, ratifiée le 9 juin, où elle « garantit à la république polonaise *la conservation de toutes ses possessions, et promet de la soutenir et de la protéger toujours contre quiconque tenterait de les troubler*. »

En même temps, les troupes moskovites forçaient la noblesse à signer la confédération de Varsovie, pillaient ses biens et coupaient les chemins pour l'empêcher de se rendre à l'élection, où sept provinces n'eurent pas même de députés, et qui ne comptait que 5,000 gentilshommes au lieu de 100,000, qui avaient toujours concouru à la nomination des autres rois.

C'est à l'aide de ces manœuvres et de ces violences

que, le 7 septembre 1764, fut élu Stanislav-Auguste Poniatovski, dernier roi de la Pologne indépendante, qui fut le misérable instrument de son anéantissement et l'impassible spectateur de ses trois démembrements. Il fut couronné le 25 novembre, non à Krakovie, selon l'usage, mais à Varsovie, et parut dans un costume théâtral au lieu de revêtir l'habit national. Né le 17 janvier 1732, il avait, en 1748, été envoyé comme volontaire à l'armée moskovite. En 1752, il fut élu nonce à la diète de Grodno, et Auguste III lui donna une riche starostie. En 1755, il suivit à Saint-Pétersbourg l'ambassadeur d'Angleterre et devint l'amant de Catherine, épouse du tzar Pierre III, qui n'était alors que grand-duc. Forcé de retourner en Pologne, il continua ses liaisons avec elle. Pierre III monta sur le trône en décembre 1761 et fut assassiné en juillet de l'année suivante par Catherine, qui, usurpant le trône de son fils, commença l'époque fatale des partages successifs de la Pologne. Après cet assassinat, le 2 août 1762, la tzarine écrivit au jeune Poniatovski une lettre qui commençait ainsi : « J'envoie incessamment le comte Keyserling en Pologne, pour vous faire roi après la mort d'Auguste III. »

Il organisa sa cour d'une manière très-brillante, institua l'ordre de Saint-Stanislav, ouvrit l'hôtel des monnaies, établit l'école militaire des cadets et une fonderie de canons. Le parti royaliste comptait sur son concours, qui lui manqua, et pensait remédier à toutes les causes de dissolution et d'anarchie de la Pologne en affermissant la royauté, en abolissant le veto et en empêchant

la rupture des diètes. Il espérait se servir de la Russie elle-même pour atteindre ce but. Mais lorsqu'il demanda l'éloignement des troupes étrangères, la suppression du veto et les réformes nécessaires, Catherine se tournant contre lui parut protéger le parti républicain qu'elle avait jusqu'alors persécuté, et qui voulait la conservation des lois et des institutions de la république, fit dissoudre la confédération des Czartoryski, détruire les améliorations déjà opérées et donner au veto une plus large extension que jamais. Elle se servait ainsi de tous les partis pour les épuiser et les renverser l'un par l'autre, fomentant tous les éléments de discorde et d'anarchie, employant la violence lorsque la ruse, la perfidie et la corruption ne suffisaient pas, excitant les dissidents, les catholiques, les royalistes, les républicains à se confédérer les uns contre les autres et tous ensemble contre le roi, afin de dire à celui-ci en lui montrant une liste de 60,000 opposants : « Vous voyez que je suis le maître, et que votre couronne ne dépend que d'une docilité sans bornes ; » puis d'écraser et de déporter les confédérés, pour tout soumettre à sa volonté.

Tel est le résumé de la politique russe. Vingt-trois jours après l'élection de Stanislav-Auguste, le comte de Keyserling expiait son triomphe par la mort. Mais Catherine trouvait dans Repnine, Saldern, Karr et Igelstrom de dignes agents de ses plans sataniques pour l'asservissement de la république polonaise. Ces derniers allaient dans les provinces menacer les évêques de la mort et de la dévastation de leurs terres s'ils osaient parler à la

diète sur le séjour des troupes russes en Pologne et sur la question des dissidents, ridicule prétexte dont la tzarine couvrait ses desseins de spoliation et qui trompa l'Europe. Elle, la protectrice de la liberté religieuse contre la Pologne qui l'avait de tout temps proclamée et inviolablement respectée ; en vérité c'est trop ! Elle le prouva bientôt en enlevant 1,200 églises aux grecs unis, contraignant par la violence leurs prêtres et leurs fidèles à adhérer au schisme russe, en détruisant 4,800 paroisses des diocèses unis de Kiev, Vladimir et Kamieniec, et forçant à l'abjuration sept millions de catholiques.

Le mot de tolérance invoqué au nom des dissidents trompait toute l'Europe. Non-seulement ils étaient tolérés, mais ils partageaient les plus riches starosties, tous les droits civils de la noblesse, tous les emplois militaires, si bien que les chefs des confédérations dont nous allons parler, le calviniste Grabavski et le luthérien Goltz étaient starostes et généraux. Ce qu'ils voulaient c'était le partage de la souveraineté dans les chambres : on le leur refusait parce qu'ils s'alliaient à l'étranger, et c'est par l'étranger qu'ils prétendaient l'obtenir ! Du reste, la Russie se souciait si peu de leur cause qu'elle ne voulut pas consentir à la dissolution des confédérations formées contre eux, et, après avoir réclamé l'admission des évêques schismatiques dans le sénat, elle se garda bien de les y faire entrer lorsqu'on la lui accorda, elle craignait trop de les réconcilier ainsi avec la république. Lors du démembrement, aucune des trois cours ne pensa seulement aux dissidents.

Cette question cependant fut la première débattue à la diète de Varsovie, qui s'ouvrit le 6 octobre 1766. L'évêque de Krakovie, Gaëtan Soltik, montra combien les dissidents étaient coupables en appuyant les prétentions de l'étranger contre la patrie, et demanda la sortie des troupes russes et la cessation de la confédération de Varsovie. Poussés par la Russie, ces dissidents formèrent deux confédérations (mars 1767), l'une à Thorn, ayant pour chef Goltz; l'autre à Sluck dirigée par Grabovski. En opposition, les catholiques constituèrent une confédération générale, sous le maréchalat du patriote Charles-Stanislav Radziwill. Il fut décidé que toutes les confédérations particulières éclateraient à la fois, le 24 mai 1767, et se réuniraient les jours suivants à Radom, non loin de Varsovie, pour y conclure une ligue générale de toute la république.

Repnine était parvenu à rallier ainsi la majorité de la noblesse qui s'était opposée à l'élection de Stanislav-Auguste et à lui persuader que la Russie ne voulait plus de ce roi. Au jour fixé, cent soixante-dix-huit confédérations particulières se trouvèrent à Radom et y formaient une foule immense, lorsque, par une infâme trahison, les Moskovites, déguisant leur marche, envahirent la ville. Une troupe de canonniers, mèche allumée, vint dresser ses batteries en face de l'assemblée, et les confédérés durent céder à la force. Les mesures militaires avaient été combinées de manière que, des soixante mille confédérés, pas un seul n'eût pu se sauver. Alors on les força, le sabre à la main de signer, en faveur du

roi, du protectorat russe et des dissidents, un acte dressé par Repnine lui-même.

Là ne se bornèrent pas les violences de la Russie qui voulait faire confirmer tout ce qui lui plaisait par une diète que Stanislav-Auguste convoqua pour le 5 octobre 1767. Repnine, exerçant l'autorité au nom du roi, se chargea des élections; les troupes russes environnèrent toutes les diétines, et en fermèrent les issues à ceux dont on craignait l'indépendance; les officiers imposèrent les candidats de la Russie, qui partout furent élus de force. Cependant les électeurs enjoignirent, sous peine de mort, à leurs représentants, de rejeter tout ce qui pourrait porter atteinte à la religion catholique et à l'indépendance de la république.

Au milieu de ces graves circonstances, l'épiscopat polonais déploya une intrépidité poussée jusqu'à l'héroïsme. L'évêque de Krakovie, Gaëtan Soltik, aussi renommé par ses lumières que par son intégrité, fit son testament, décidé à tout affronter pour le salut de la patrie. Le savant évêque de Kiiov, Joseph-André Zaluski, l'évêque de Kamieniec, Adam Krasinski et une foule d'autres, ecclésiastiques et laïques, suivirent cet exemple et défendirent énergiquement à la diète l'indépendance nationale. Repnine envoya aussitôt des troupes moskovites dévaster leurs propriétés. Il ne s'en tint pas là; dans la nuit du 13 au 14 octobre, il fit arrêter Soltik, Zaluski, Venceslav Rzevuski, palatin de Krakovie, et son fils Séverin Rzevuski, staroste de Dolin, ainsi qu'un grand nombre de prélats, sénateurs et nonces, et les fit

déporter au fond de la Russie. Radzivill fut gardé à vue; et Adam Krasinski parvint à s'échapper sous un déguisement. Voilà comment elle pratiquait la liberté, cette reine qui invoquait si hypocritement « la voix de la conscience, l'inviolabilité des traités et l'intérêt tout particulier qu'elle portait aux Polonais, » disant qu'elle « n'avait en vue que le bonheur et l'indépendance du genre humain. »

Une stupeur inexprimable s'empara de toutes les âmes à la nouvelle de cet attentat, que le chancelier de la couronne, André Zamoïski, stigmatisa avec la plus vive indignation, en se démettant de toutes ses charges. Le sénat et les nonces se rendirent en corps auprès du roi. Bientôt parut une protestation du prélat déporté, Soltik, qui fut enregistré au greffe de Grodno par le nonce de cette ville, et envoyé à toutes les cours, à tous les ministres à Varsovie. C'était le cri de liberté de la Pologne expirante, sorti de la bouche d'un évêque. Le clergé et les ordres religieux se mirent à la tête du mouvement national.

§ III. — *Confédération de Bar. — Massacres de l'Ukraïne.*

Dominée par la force brutale, la diète s'était close le 5 mars 1768, après avoir dissous la confédération de Radom. Deux évêques venaient d'être martyrs de leur patriotisme. Après l'attentat inouï qui les frappait de déportation, c'est un évêque encore, celui de Kamieniec, Adam Krasinski, qui se dévoue de nouveau pour le salut de la patrie. Déguisé en chasseur, il pénètre auprès de

Soltik, qu'il ne peut persuader de prendre la fuite, et recueille ses plans; travesti en médecin, il échappe aux poursuites des Russes et se met en rapport avec la Turquie; habillé en officier prussien conduisant une remonte de chevaux, il traverse toute la Pologne et passe entre les détachements moskovites. Il s'adresse à toutes les puissances de l'Europe, court à Vienne, à Dresde, à Versailles, noue partout des relations et obtient quelques promesses. Bref, il organise sur la plus vaste échelle une confédération à jamais célèbre dans les annales de la Pologne, et à laquelle il intéressa la France et la Turquie. Dans cette patriotique conjuration, chacun jurait de défendre la foi et la liberté au péril de sa vie et par les armes, d'obéir aux généraux choisis, de n'avoir aucune trêve avec les ennemis que la Pologne ne fût libre, et de ne révéler à qui que ce soit ni le nom des confédérés, ni le lieu de leurs assemblées, ni rien de ce qui les concernait. On se soumettait à la peine de mort, si l'on enfreignait ce serment. Les troupes confédérées devaient s'approvisionner elles-mêmes. On lisait sur leurs drapeaux : *Pour la religion et pour la liberté : — Vaincre ou mourir.* « Les confédérés, dit Koch, avaient des étendards qui représentaient la vierge Marie et l'enfant Jésus; ils portaient, comme les croisés du moyen âge, des croix brodées sur leurs habits. C'était, en effet, une véritable croisade.

L'évêque Krasinski avait pour confident de ses patriotiques projets Joseph Pulaski, staroste de Varka. Ce courageux citoyen, avec ses trois fils et son neveu, qui s'ap-

pelait également Pulaski, en compagnie de Michel Krasinski, frère de l'évêque, et de François Potoçki, palatin de Kiiovie, se rendirent en Podolie, et là ils commencèrent, le 29 février 1768, la glorieuse confédération de Bar. Les confédérés tentèrent plusieurs engagements contre les Moskovites, et Joseph Pulaski, pour déclarer à toute la Pologne les intentions de la confédération, prononça devant ses compagnons d'armes un discours qui fut imprimé et répandu partout. En voici les principaux passages :

Grâce à vous, braves Polonais, les perfides alliés de la Pologne en deviennent les ennemis déclarés. Depuis soixante ans, une guerre sourde et plus dangereuse que de sanglantes hostilités affaiblit et désole notre infortunée patrie. Un peuple exécrable, qui ne peut être désarmé par la justice, fléchi par la soumission, touché par les bienfaits, rassasié par le pillage, a entrepris de nous subjuguer. Nous avons employé jusqu'ici toutes les vertus qui nous sont propres, un mélange inouï de déférence et de fermeté; mais ceux qui nous ont donné ces grands exemples en sont devenus les déplorables victimes. Les vertus les plus saintes ont passé pour des crimes aux yeux de nos oppresseurs, et de généreux citoyens, nos pères et nos modèles, gémissent aujourd'hui dans des cachots inconnus, chez cette nation barbare.

Si jamais l'homme eut des devoirs à remplir, ce sont ceux qui nous forcent enfin de recourir aux armes. La république envahie, la religion outragée, un Etat souverain mis sous le joug, le droit des gens foulé aux pieds, nos sénateurs enchaînés... Non, je ne craindrai point de le dire, si les nations les plus serviles éprouvaient du souverain le plus légitime tant d'injustices et tant d'outrages, il n'en est point d'assez lâches pour les souffrir, l'univers entier applaudirait aux efforts de leur insurrection, et nous avons supporté ce qui, dans les pays les plus assujettis, justifierait la sédition et la révolte.

Mais quel est donc ce tyran qui nous persécute et nous brave? Rappelons-nous, il en est temps, que ce vil peuple a toujours fui devant nos ancêtres; que ses souverains ont prêté hommage à nos rois, que ses provinces sont les nôtres; que, s'ils ont fondé au milieu des forêts et des déserts un nouvel empire, c'est qu'alors nous étions occupés par d'autres guerres dans l'intérêt de la civilisation européenne. Rappelons-nous que de simples gentilshommes polonais, pour venger leurs amis massacrés dans la capitale de ce nouvel Etat (Moskou), assemblèrent leurs troupes domestiques et mirent en fuite le tzar et ses armées; enfin, que nos pères les ont toujours vaincus.

Un seul homme, maître de cette nation barbare, lui a donné quelque célébrité, et dans cette discipline rigoureuse qui consiste plus à craindre ses officiers que ses ennemis, c'est le génie terrible de cet ancien despote qui vit parmi eux. Aucun de ces Moskovites ne sait ce qu'il veut de nous, ils exécutent des projets tramés dans les alcôves et dans les bains d'une femme parricide et voluptueuse qui les gouverne; et, sans en espérer aucun avantage particulier, vainqueurs ou vaincus, ils n'agissent que par la crainte du fouet. Pour nous, tous frères et tous égaux, nous, que la patrie appelle également à sa délivrance, tout ce que nous défendons nous est commun...

Félicitons-nous, braves citoyens, de ce que, par une destinée singulière, nous ne pouvons mourir sans venger la patrie. Catherine, cette femme ambitieuse et perfide qui, ne croyant à aucune vertu, a cru de son intérêt de les feindre toutes, verra, par ce généreux dévouement, tous ses artifices démentis. Notre sang volontairement répandu déposera contre sa tyrannie, et cette fausse gloire, dont elle est si amoureuse, sera également flétrie par nos défaites ou par nos victoires.

Ces patriotiques accents furent entendus, et, dès qu'ils parvinrent aux Lithuaniens, toujours les premiers à s'unir à leurs frères de Varsovie, ils publièrent un manifeste qui se termine ainsi :

Convaincus de la justice de notre cause par le témoignage

de notre conscience, attaqués dans notre honneur, blessés dans les droits de notre foi et dans les prérogatives de notre liberté, opprimés dans notre législation, ruinés dans nos fortunes, sans sûreté dans notre propre pays, dépouillés de nos biens, chassés de nos maisons, privés de tout ce qui sert à réunir un peuple en corps de nation et des liens qui font la force et le maintien d'un Etat, ayant perdu tout ce qui peut attacher à la vie et sans autre ressource que notre désespoir et une mort glorieuse, nous voulons employer le sang qui nous anime encore à prouver la pureté de nos intentions et notre amour pour la religion et pour la liberté de notre patrie. C'est dans cette résolution que nous nous unissons par un serment inviolable, et que nous nous confédérons en accédant à la confédération de Bar. »

Quel spectacle que celui de ce peuple désarmé, enveloppé partout d'une armée ennemie nombreuse, disciplinée et sans cessé renforcée, ce peuple trahi par son roi, vendu par ses plus notables, sans aucune ressource matérielle, que son sol ne protége même pas, et qui, se soulevant de toutes parts, enlève à coups de sabre des batteries de canon! Ce noble courage n'aboutit, hélas! qu'à cinq années d'une défense glorieuse, qui est la plus belle page des annales de la Pologne. Il faut lire, dans l'*Histoire des démembrements*, par le comte Ant. Ferrand, le récit de ces mille combats où les confédérés triomphèrent souvent. Malheureusement, les paysans leur manquaient, empêchés de se joindre à eux par les cruautés et les pillages des Moskovites. S'ils eussent pu le faire, la Pologne, ayant un million d'hommes sous les armes, aurait inévitablement terrassé la Russie.

Catherine, furieuse, voulait exterminer jusqu'au dernier des Polonais. Elle déchaîne contre eux les hordes féroces des kosaks zaporoges, en ces termes horri-

bles, qui décèlent bien le vrai caractère de celle qui se vantait de « n'avoir en vue que le bonheur et l'indépendance du genre humain : » — « Nous avons donné l'ordre à Maximilien Zelezniak, colonel des Zaporoges, de conduire en Pologne tous ses hommes, avec les kosaks du Don, *pour détruire,* avec la grâce de Dieu, tous les *Polonais et les Juifs*, qui sont traîtres à notre religion; *misérables assassins,* hommes perfides, violateurs audacieux de toutes les lois; qui protégent la fausse religion des juifs et oppriment un peuple fidèle et innocent. *Nous ordonnons qu'une invasion en Pologne* DÉTRUISE POUR JAMAIS JUSQU'A LEUR NOM ET LEUR RACE. »

Fidèles à ces ordres atroces, et fanatisés par leurs popes, les Zaporoges et les Haïdamaks se déchaînèrent contre la Pologne. Tout ce qui n'était pas du schisme russe, vieillards, femmes, enfants, gentilshommes, valets, moines, artisans, juifs et protestants, tout fut massacré; la noblesse entière de l'Ukraine fut égorgée; les juifs furent presque tous brûlés vifs. Ces scélérats s'amusaient à pendre ensemble un noble, un moine, un juif et un chien, avec cette inscription : *c'est tout un;* ou à mettre au même gibet une mère entourée de ses quatre enfants. Ils enterraient tout vivants et près les uns des autres plusieurs centaines d'hommes, de manière à ne laisser passer hors de terre que leurs têtes qu'ils fauchaient ensuite comme les herbes d'un champ. Ils ouvraient le ventre des femmes enceintes, en arrachaient les enfants et y renfermaient à la place des chats vivants. Ils apprenaient à leurs enfants, à peine âgés de dix ans, à égor-

ger, à poignarder et à faire souffrir des morts lentes. S'ils rencontraient un inconnu, ils le forçaient à massacrer de ses mains des prêtres et des nobles. Les villages étaient remplis d'enfants écrasés sous les pieds des chevaux et de femmes égorgées; les puits étaient combles de cadavres d'enfants. Trois villes, cinquante bourgs et plusieurs milliers de maisons éparses dans les campagnes furent brûlés. Une multitude de femmes, d'enfants et de vieillards, abandonnés sans défense, s'étant réfugiés à Human, ils les surprirent par trahison, et, le 24 juin et les jours suivants, en firent une effroyable boucherie. Seize mille personnes de tout âge et de tout sexe furent égorgées. Ce qui resta d'enfants et de jeunes filles furent partagés entre les Zaporoges et les Kosaks, et on les baptisa par aspersion pour les faire entrer dans le schisme russe. Tout fut saccagé et pillé. Un évêque moskovite accourut bénir, au nom de l'impératrice et du schisme, ce peuple ivre qui renouvela toutes ces horreurs dans une foule d'autres contrées.

Les Russes firent ensuite justice de leurs propres atrocités par plusieurs milliers d'exécutions sanglantes. Les Polonais échappés aux massacres furent rappelés. Mais en 1769, un autre chef kosak, Timienko, recommença ces atrocités, exterminant tous ceux qui avaient signé les confédérations. Il est impossible de savoir le nombre des victimes de ces exécrables forfaits : l'information juridique n'en compta que cinquante mille, mais ceux qui échappèrent le font monter à deux cent mille personnes. A l'époque de cet épouvantable épisode, dit la tradition

populaire, vivait Vernyhora, kosak d'au delà du Dnié-per, pénitent jouissant d'une haute renommée de sainteté; il laissa une prophétie en vers russiens qui prédit la chute de la Pologne et de nombreux événements qui ramèneront son rétablissement, d'où dépend le bonheur de l'Ukraïne. Le peuple en attend l'accomplissement.

Après s'être ainsi servi des Zaporoges et des Kosaks de la petite Russie en leur faisant les plus brillantes promesses, Catherine II résolut tout simplement de les anéantir, lorsqu'elle eut triomphé des confédérés de Bar. Dans une déclaration impériale, rendue le 14 août 1775, elle apprit à l'Europe qu'elle s'est trouvée obligée *envers Dieu,* envers son empire, et *envers tout le genre humain,* d'anéantir la sitche de Zaporoges et les Kosaks qui en portent les noms. Elle ajoute que la destruction de ce peuple a été opérée par ses troupes, dans le meilleur ordre possible, avec une parfaite tranquillité et sans résistance de la part des Kosaks, vu qu'ils n'aperçurent les troupes qui s'approchaient d'eux, qu'au moment où elles les avaient déjà environnés de toutes parts. Voilà cette femme que Voltaire appelait *sa sainte.*

Repnine menaça la noblesse de tous les palatinats, si elle remuait, d'avoir recours contre elle à cet exécrable moyen, en soulevant les paysans. Plus tard, les Russes essayèrent de faire de même en Lithuanie, et publièrent des écrits et des placards appelant le peuple à massacrer les nobles; mais ce peuple, polonais et catholique, resta sourd à cet infâme appel. Du reste, tandis qu'un silence de mort planait sur les vastes steppes de l'Ukraïne, l'ar-

mée moskovite s'efforçait d'imiter les atrocités des Zaporoges. Les prêtres étaient indignement maltraités; les confédérés faits prisonniers étaient décapités, ou fusillés par les généraux russes eux-mêmes; on leur coupait les pieds et les mains, on les écorchait vifs. Le colonel Drévitch surtout se signala par ces horreurs, et Stanislav-Auguste voulut l'en récompenser en le décorant de l'ordre de saint Stanislav.

§ IV. — *Luttes et fin de la confédération de Bar. Enlèvement du roi.*

Les opérations de la confédération de Bar embrassèrent toute la Pologne et la Lithuanie; mais les troupes russes stationnées autour de la capitale empêchèrent la jonction des confédérés avec l'armée nationale, qui resta inactive. Des chances variées tinrent longtemps indécise l'issue de la lutte dont le principal héros fut Kazimir Pulaski. Les Russes s'emparèrent de Bar et eurent d'abord quelques avantages; mais les Polonais reprirent le dessus, fondirent toutes les confédérations particulières en une confédération générale dont Pac fut le maréchal; en août 1770, Pulaski se rendit maître de Krakovie, puis revint prendre possession de Czènstochova; et le sénat ayant été convoqué, à peine vingt-six sénateurs furent-ils réunis, que tous déclarèrent qu'on ne pouvait sans crime réclamer l'intervention étrangère contre les confédérés, et que ceux qui l'avaient demandé en répondaient à la république.

Dans ce duel à mort, où tant de noms s'immortalisèrent, la Pologne épuisait le plus pur de son sang. Le général Branicki mourait à Bialystok (9 octobre 1771); Joseph Pulaski expirait dans les fers; un de ses fils, Antoine, était prisonnier en Moskovie; deux autres Pulaski avaient été tués en Lithuanie; et Kazimir, resté le seul des cinq confédérés de cette famille, s'illustrait par des prodiges sans nombre, et, poursuivi dans les défilés des Karpates, défendait le fort de Czènstochova. D'autres chefs de la confédération proclamaient à Varna, en Turquie, l'interrègne (9 avril 1770), confirmé le 14 mai suivant par le manifeste de Pac. Le grand-conseil ayant décrété la déchéance de Stanislav, deux confédérés, bravant tous les dangers, remirent officiellement ce décret au roi, à Varsovie, dans son château gardé par les Russes.

Tandis que la Turquie, d'accord avec les confédérés, avait à deux reprises déclaré la guerre à Catherine, sans que ces combats amenassent aucun résultat décisif, la France n'oubliait pas la Pologne. La fatale alliance de l'Autriche ne lui permettant pas d'agir au grand jour, elle envoya Dumourier comme agent secret auprès de la confédération, à laquelle elle donnait déjà 6,000 ducats de subsides. Celui-ci arriva le 1er août 1770 à Esperies, en Hongrie, où le grand conseil siégeait. Il organisa les forces des confédérés et fit accepter à tous leurs chefs un plan uniforme d'opération; les travaux de fortification étaient dirigés par des ingénieurs français. Il persuada le conseil de rentrer en Pologne, paya les garnisons de Landskroon et de Czènstochova, associa les troupes de

plusieurs palatinats, et forma une armée étrangère, principalement composée de Français, et destinée à servir de modèle aux autres troupes. Ces sages dispositions furent adoptées à l'unanimité par les Polonais ; et à peine furent-elles connues à Varsovie que plus de cinquante sénateurs envoyèrent leur adhésion, en demandant le secret pour ne pas exposer leur vie. Dumourier ne perdait pas un moment. Le 7 avril, il était en Pologne, approvisionnait Landskroon, augmentait la garnison et se rendait à Biala, où l'attendaient Zaremba, Pulaski et d'autres chefs confédérés. Le 11, il tint un grand conseil où furent reçus tous les règlements déjà faits. Il trouva dix mille hommes de troupes en bon état, leur indiqua trois points de réunion pour le mois de mai, et espérait en juin pouvoir faire venir le grand conseil à Krakovie, se flattant de confédérer la république entière. En voyant tout ce que Dumourier avait fait en quelques semaines, le ministre autrichien Kaunitz s'émut, et craignit que la Pologne ne recouvrât son indépendance.

Déjà le roi de Prusse, Frédéric II, proposait le partage de ce royaume à l'empereur Joseph II, à Neisse et Neustadt (1770); et les deux princes, une carte sous les yeux, fixaient leurs parts respectives et réglaient tout leur plan d'opérations. Bientôt leurs troupes envahirent les frontières. Cependant Poniatovski, cause première de cette lutte à outrance, en reste le spectateur impassible. Instrument docile d'un ministre étranger, il semble étranger lui-même au pays dont il est roi. A part les chefs et quelques traîtres, ses partisans, avouons-le, s'aveu-

glaient complétement sur le but des troupes russes en Pologne et n'y voyaient qu'un appui pour leur parti, sans soupçonner une pensée de démembrement. En effet, comment n'être pas trompé, lorsqu'en toutes les occasions et jusque dans sa déclaration de mai 1771, Saldern proclamait hautement « que l'impératrice de Russie mettrait tout en œuvre pour tranquilliser la nation sur ses droits, » et pour la convaincre du désintéressement d'une souveraine « *qui n'a jamais rien fait ni souhaité qui puisse nuire à l'indépendance de la république,* qu'elle invitait à entrer dans les voies légales de pacification, *ceux qui se sont laissés entraîner à la séduction et à l'erreur sur ses sentiments et ses actions, au point de prendre les armes pour se précautionner contre des* TERREURS IMAGINAIRES. »

Cependant Stravinski, Zakrzevski et Lukaski formèrent le projet d'enlever le roi et le communiquèrent à Pulaski qui y consentit, en leur faisant solennellement jurer que ses jours seraient respectés. Le soir du 3 novembre 1771, ils se saisirent de Stanislav-Auguste dans son carrosse, au milieu même de Varsovie, et le conduisirent au delà des remparts et des vedettes russes. Mais, obligés de tenir tête à des patrouilles de Kosaks, éloignés les uns des autres par la profonde obscurité de la nuit, ils s'égarèrent de telle sorte qu'un seul d'entre eux, Kuzma Kosinski, se trouva rester auprès du roi qui parvint à lui persuader de fuir avec lui. Tous deux se dirigèrent vers un moulin; et Stanislav-Auguste, après s'y être reposé, rentra à son château dans la même nuit.

Mais le premier usage qu'il fit de sa liberté fut d'accuser les confédérés comme meurtriers dans la note qu'il dicta pour la *Gazette de Varsovie* et dans celle qu'il fit remettre aux puissances, alors qu'il savait pertinemment qu'il ne devait la vie qu'aux ordres précis qui avaient été donnés pour la lui conserver. Pulaski, qui avait donné ces ordres, fut accusé de régicide, et cette affaire fut évoquée devant les tribunaux. Tout plaidant en faveur de Pulaski, le procès fut suspendu ; mais il reparut en 1773, lorsque la diète, condamnée à sanctionner le démembrement, voulut paraître ne pas être convoquée uniquement pour cette œuvre de servitude. « La confédération de Bar, dit l'accusé Lukaski à la diète, était, pour la plus grande majorité des Polonais, la vraie république. J'ai donc dû lui obéir. Elle voulait augmenter sa force par la présence du roi; elle m'a chargé de le délivrer des mains des Russes : telle fut ma mission que je ne pouvais m'empêcher de remplir; elle devait être utile à la république. » Il n'en fut pas moins condamné à mort ainsi que d'autres conjurés. Le dévouement à la patrie devenait un crime digne de la peine capitale.

Abandonnés de tous côtés, épuisés par de longs efforts, écrasés par plusieurs défaites successives, les confédérés ne luttaient plus qu'avec une poignée de Français dont nous citerons un trait remarquable. Choisy, Vioménil et quelques autres officiers formèrent et exécutèrent le projet de surprendre le château de Krakovie qu'avaient déjà inutilement attaqué les confédérés. Il y avait dans ce château quatre cents Russes, huit cents

dans la ville et trois mille dans les faubourgs. Dans la nuit du 2 au 3 février 1772, Vioménil et Saillam, à la tête de quelques Français, s'emparèrent du château en passant par un égout, et là, au nombre de soixante, se défendirent avec avantage contre tous les Russes réunis. Choisy les rejoint avec une petite troupe de Français qui avait essuyé des pertes nombreuses en traversant l'armée ennemie. La garnison de Landskroon lui envoie un détachement qui, le 3, pénètre jusqu'à lui avec une pièce de canon, mais arrive très-incomplet, ayant essuyé un feu terrible. Ce détachement, commandé par Galibert, officier français, fut fortement soutenu par Kellermann, à la tête d'un corps de cavalerie; et cependant, l'intrépidité des chefs eut peine à vaincre les obstacles qu'ils trouvaient à chaque pas. Les Russes avaient déjà reçu un renfort et comptaient devant le château cinq mille hommes. Leurs nombreuses attaques furent pendant seize jours si bien repoussées qu'ils se virent obligés de faire venir de la grosse artillerie pour commencer, le 20, un siége en forme. Deux assauts meurtriers furent donnés le 27 et le 29. Les Russes faisaient précéder leurs soldats par des paysans chargés de placer les échelles et d'aider aux travaux du siége. Choisy voulut épargner le sang de ces malheureux et les laissa approcher sans tirer sur eux. Mais la place, défendue avec tant d'intrépidité, resta au pouvoir des Français. Ce ne fut qu'en voyant le démembrement de la Pologne près de s'accomplir, et les confédérés perdre toute espérance, que Choisy se rendit, la défense n'ayant plus de but. Catherine avait or-

donné de faire la garnison prisonnière. Le 24 avril, la troupe assiégée sortit du château, fut divisée en trois et conduite à trois endroits opposés. On les traita indignement, et Choisy, de retour en France, dit hautement, en présence du ministre de Russie, que pendant quatorze mois on l'avait laissé, lui et ses frères d'armes, manquer de pain, et sans autres ressources que la charité de quelques femmes russes ou tatares.

Les confédérés avaient été dispersés. Les uns déportés en Sibérie; d'autres, mutilés par les ordres barbares des commandants russes et réduits à la vie de mendiants, restèrent dans le pays comme un monument de l'atrocité de leurs ennemis. Kazimir Pukaski fut tué en 1779, près Savannah, dans la guerre de l'indépendance de l'Amérique du Nord. Traqués comme des bêtes fauves jusqu'au fond des forêts par des chiens que dressaient leurs féroces envahisseurs, les Polonais cependant résistaient encore. Les Moskovites unis aux Prussiens et aux Autrichiens, et aidés des troupes du roi, quatre armées formidables, n'avaient pu complétement abattre la glorieuse confédération de Bar, et plus tard on fut obligé de recourir à la trahison intérieure. Catherine, désespérant d'asservir la Pologne tout entière, consentit à la partager avec Frédéric, roi de Prusse, et Marie-Thérèse, impératrice d'Autriche. Les arrangements furent pris pour le démembrement, et les trois puissances co-partageantes occupèrent militairement les territoires qu'elles enlevaient à la république. Abandonnant leurs propriétés et leur patrie, les confédérés se réfugièrent à l'étranger,

et particulièrement en France, où ils furent généreusement accueillis. Ils y publièrent des protestations, et se liguèrent de nouveau. Mais les trois cours spoliatrices, peu d'accord entre elles pour la quotité du démembrement, le furent pour combattre tout ce qui leur faisait opposition. Leurs généraux déclarèrent que tous ceux qui prendraient les armes, sous quelque prétexte que ce fût, seraient poursuivis, arrêtés et jugés comme *brigands, meurtriers et incendiaires*. Brigands, les confédérés de Bar! Laissons répondre un Turc lui-même, Achmet-Pacha :

« Personne n'ignore, disait-il dans son manifeste, que la Russie est arrivée à un si haut degré de puissance uniquement par le mensonge, la perfidie et le mépris le plus audacieux des plus saintes promesses... La Russie a répandu les mensonges les plus odieux contre la Pologne, et cela uniquement afin de trouver une occasion de la soumettre à son empire et de lui ravir sa liberté... Depuis que la Russie a planté son drapeau sur le territoire polonais, elle l'a inondé de sang... Et voilà que l'on veut nous faire prendre ces horreurs comme des témoignages de la grandeur d'âme, de la douceur et de l'humanité de l'impératrice !... Quel superbe témoignage en effet de votre humanité n'avez-vous pas donné en chargeant de fers les évêques d'une nation libre, en faisant placer des canons à la porte de la diète et des églises !... Le fer et le feu, voilà les instruments de conviction que vous avez employés ; mais ce qui surtout fait dresser les cheveux sur la tête, c'est que vous avez excité les habitants de l'Ukraïne à la révolte et aux massacres... Et c'est vous qui osez appeler les confédérés de Bar des rebelles et des brigands ! »

§ V. — *Premier démembrement.*

En vain l'évêque de Krakovie, Soltik, revenu dans ses foyers, ranimait partout le sentiment patriotique. Lasses

de dissimuler, la Russie, la Prusse et l'Autriche levèrent enfin le masque, et le 13 janvier 1773, publièrent la convention qui, dès le 5 août 1772, avait arrêté le démembrement de la Pologne. Leurs armées avaient totalement envahi le territoire et s'étaient établies bien au delà même des limites réciproquement fixées.

Poniatovski ne pouvait plus se faire aucune illusion. En voyant les Russes, que lui-même avait appelés, se partager la Pologne avec leurs auxiliaires, comme un pays conquis, il rougit d'être l'esclave de Catherine après avoir toujours été sa dupe, et prit une attitude plus digne. Désormais il ne rampe plus devant ses oppresseurs; il leur rappelle leurs promesses tant de fois répétées, et leur reproche leur mauvaise foi; il se soumet à la force, en protestant contre l'iniquité. Il réunit à la solde de l'État des troupes des confédérés qui s'étaient soumis, et envoya à toutes les cours des notes, des ministres, des mémoires pour faire connaître le sort dont la Pologne était menacée. Il leur adressa en même temps copie des déclarations solennelles incessamment renouvelées par les puissances spoliatrices, « de ne jamais former aucune prétention sur le territoire de la république; » et y joignit le texte de ses protestations dans lesquelles *il déclarait solennellement qu'il regardait l'occupation des provinces polonaises par les trois cours comme injuste, violente, contraire à ses droits légitimes.*

En même temps il convoqua le sénat, et lui communiqua sa correspondance avec les gouvernements dont il avait réclamé l'appui, ainsi que les déclarations des trois

cours co-partageantes. Il fit le tableau aussi vrai que déchirant de ce que souffraient les provinces envahies. Les procureurs généraux de Pologne et de Lithuanie eurent ordre de publier des manifestes contre le partage et contre les citoyens qui le reconnaîtraient, et les deux instigateurs de la couronne furent chargés de sévir avec sévérité contre ceux qui prêteraient serment aux puissances ennemies.

Conformément à l'arrêté du sénat, Poniatovski avait fixé au 3 février 1773 la tenue du *senatus-consilium.* Les trois cours défendirent aux représentants de la nation dont elles occupaient militairement les provinces de se rendre à l'assemblée, les avertissant que s'ils le faisaient « ils s'attireraient un traitement *très-rigoureux,* et que les suites de leur désobéissance leur seraient *fatales.* » Ces menaces étaient soutenues par trois armées formidables, qui vinrent s'établir jusque dans Varsovie, alléguant toujours pour prétexte la tranquillité publique et l'honneur du sénat. Celui-ci, dès lors réduit à trente membres à peine, ne put rien conclure. Les trois puissances avaient résolu de faire sanctionner leur spoliation par un semblant d'assemblée nationale, et auraient voulu que le sénat convoquât cette diète; mais comme il ne l'avait point fait, de leur propre autorité elles la convoquèrent pour le 19 avril. Elles se concertèrent et donnèrent ensemble des projets qui devaient y être, non pas discutés, mais adoptés, et leurs ministres rédigèrent un mémoire comprenant deux parties : la première portait sur leurs prétentions respectives, que l'on voulait faire

reconnaître intégralement par la diète. La seconde contenait les changements à faire dans la forme du gouvernement, sous prétexte que cette forme avait été souvent nuisible à la tranquillité des États voisins. Cette partie avait vingt-trois articles; tous portaient atteinte à l'indépendance d'une nation libre, qui n'avait jamais reçu de loi que d'elle-même. Le neuvième enlevait au clergé polonais toutes ses propriétés, et les sécularisait, en réduisant pour toujours les titulaires à une pension annuelle. Il est bon de rappeler ici que la Russie et la Prusse avaient fait elles-mêmes, le 11 avril 1764, un traité où elles s'engageaient à « recourir même à la force des armes pour garantir la république du renversement de sa constitution et de ses lois fondamentales. » Voilà comme elles tenaient à leurs engagements.

Les provinces envahies étaient traitées en pays conquis; on n'y tolérait point de diétines pour la nomination des nonces à la diète; 32 furent rompues, et on signifiait à celles des autres provinces que tout refus d'accéder aux propositions serait rigoureusement puni, mesure qui, seule, suffit pour constater l'oppression. Aussi, ou les nonces n'étaient point élus, ou s'ils l'étaient, ils refusaient d'accepter la mission d'être les instruments aveugles des oppresseurs de la Pologne. Voici comment ils s'exprimaient : « Il est honteux de signer le partage, il est dangereux de n'y point souscrire : d'un côté, il y a la ruine de la nation, de l'autre l'oppression des citoyens fidèles. Si notre patrie doit périr, ne creusons pas au moins son tombeau de

nos propres mains. Il vaut donc mieux ne rien faire que de se rendre complices de la perte de la patrie. » Au lieu de nonces, un grand nombre de palatinats et de provinces envoyèrent des protestations ainsi conçues : « Comme il n'y a de liberté, ni pour les lieux destinés aux délibérations publiques, ni pour les personnes qui doivent s'y trouver, les citoyens assemblés pour l'élection des nonces, ne veulent en nommer aucun, pour ne pas exposer ceux qui seraient élus au malheur de confirmer la perte de la patrie. » Elles rappelaient ensuite toutes les garanties données et renouvelées depuis 1701 par les trois puissances, et se terminaient par une opposition formelle et une protestation solennelle contre tout ce qui se ferait à une diète où la nation ne serait représentée que par quelques hommes vendus à l'étranger.

Cette diète, dont les délibérations étaient annulées d'avance par le nombre insuffisant de ses membres, illégale parce qu'elle avait été convoquée par des ministres étrangers, illégale parce que la nation n'y était point représentée, illégale surtout parce que la force armée en arracha toutes les décisions, s'ouvrit à Varsovie le 19 avril 1773. Cette journée mémorable dans les fastes de la Pologne, allait montrer aux yeux de l'Europe une lutte désespérée entre la force et le droit, la corruption et la vertu, la trahison et le patriotisme. A côté de ces quelques hommes dégénérés, vils agents de ceux qui les soldent, marchaient le front haut et la conscience pure, quelques grands citoyens qui protestèrent coura-

geusement contre le crime de lèse-nation, qu'on voulait sanctionner. Que ne pouvons-nous retracer ici les drames héroïques de cette lutte longue et acharnée ! Pendant tout le temps que la diète dura, les troupes étrangères occupèrent Varsovie, souvent même elles entrèrent dans la salle des délibérations pour appuyer leurs prétentions par la force. Comme auparavant, négociations, menaces, promesses, tout fut employé pour ramener au parti des trois cours le roi et les nonces. Mais tout fut inutile : ils protestèrent avec énergie, bien que les puissances étrangères déclarassent ne pas vouloir s'en tenir là si l'opposition continuait. Leurs ministres dénoncèrent les opposants comme ennemis de leurs cours et de *leur patrie*, confondant ainsi, avec autant d'audace que d'inconséquence, les intérêts des spoliateurs et des spoliés, joignant l'ironie à l'oppression. Sur ces déclarations, et pour éviter de nouveaux malheurs, plusieurs nonces eurent la faiblesse de souscrire au démembrement. Les trois cours ne manquèrent pas de se prévaloir de cette prétendue ratification, qui n'était, au contraire, que la preuve des violences qui la rendaient nulle.

D'abord on transforma illégalement la diète en confédération, puis la fonction de maréchal fut non moins illégalement usurpée par Poninski. Alors Thaddée Reiten et plusieurs nonces de Lithuanie, ayant proposé le 21, pour la seconde fois, d'élire un président, on tenta de faire lever la séance, mais les spectateurs crièrent aux représentants : « Ne sortez pas au nom du ciel ! ne sortez pas ! Ne perdez pas la gloire nationale ! Ne vous livrez

pas aux tyrans! » Et Reiten faisant de son corps une barrière au-devant de ceux qui se retiraient, s'écria d'une voie désespérée : « Allez, confirmez votre ruine à » jamais; mais vous ne passerez qu'en foulant de vos » pieds ce cœur qui ne bat que pour l'honneur et la » liberté. » Puis Samuel Korsak, debout derrière Reiten, cria de la porte au public retenu par les soldats russes et prussiens : « Ecoutez, je proteste devant Dieu et en face » du monde entier, qu'une violence sans exemple a été » commise sur une nation libre. Je proteste contre les » actes d'une chambre entourée de soldats étrangers; » je proteste contre la levée illégale des séances. Po» ninski ne pouvait de son chef se nommer président, » et nous sommes venus pour former une diète libre, et » non une confédération. Nous ne quitterons pas la » chambre, et dussions-nous mourir de faim, nous » périrons en gardant notre conscience pure envers » Dieu et envers notre patrie. Restez donc avec nous, » citoyens, et soyez témoins qu'il est encore des Polonais » que la menace ne saurait faire plier. »

Neuf autres nonces demeurèrent à leurs places, rien ne put ébranler leur courage, et les Russes redoublant la fureur de leurs menaces, Korsak se leva, et leur remettant l'état de tous ses biens, répondit avec calme : « Je n'ai que cela à sacrifier à l'avidité des ennemis de la Pologne ; ils peuvent m'ôter la vie, mais il n'y a point au monde de despote assez riche pour me corrompre ou assez puissant pour m'intimider. » Le lendemain, les ambassadeurs des trois puissances déclarent à Stanislav-

Auguste, au nom de leurs souverains, que s'il n'accédait pas à la confédération, 50,000 hommes avaient ordre de marcher sur Varsovie, de la réduire en cendres et de passer toute âme vivante au fil de l'épée. C'est sous le coup de ces menaces que le roi signa son adhésion en pleurant. Reiten, épuisé de fatigue et de besoin, était étendu sans connaissance et perdit la raison de désespoir : la postérité l'a honoré du double nom d'*Aristide* et de *Caton polonais*. Les fonctions de la diète furent confiées à une délégation qui, malgré tous les attentats et les coups de feu tirés sur ceux qui résistaient, ne put jamais réunir le nombre de signatures convenable. Malgré tout, l'œuvre du premier démembrement fut proclamée le 13 septembre 1773.

Les trois puissances spoliatrices n'avaient point oublié qu'un des premiers mots dits, il y avait près de dix-huit mois, était : *prenez ce qui vous convient*. *La convenance* fut la seule et vraie base du traité secret du 5 août ; mais cette expression était vague, et il en résulta dans le partage une inégalité dont on peut se convaincre à la seule inspection de la carte. La Prusse s'emparait de la Prusse polonaise et d'une partie de la Grande-Pologne, située au delà de la Netze, ce qui faisait environ 900 lieues carrées habitées par 416,000 hommes. L'Autriche prenait toute la rive gauche de la Vistule, depuis les salines de Vieliczka jusqu'à l'embouchure du Viroz, la Russie rouge, le palatinat de Belz et une partie de la Volynie, c'est-à-dire environ 2,500 lieues carrées, et 2,700,000 habitants. Enfin, la Russie étendait ses

frontières depuis la source de la Vilia jusqu'à son embouchure dans le Niémen, et depuis la source de la Bérésina jusqu'au Dniéper, dans une étendue de plus de 3,000 lieues carrées, avec une population de 1,800,000 âmes.

Cette inégalité était couverte par l'importance que chaque puissance attachait à la partie dont elle s'emparait. La Prusse polonaise, un peu moins étendue que les sables du royaume de Prusse, était quatre fois plus peuplée et beaucoup plus fertile ; elle donnait une consistance topographique à un État qui n'en avait pas encore. L'Autriche prenait un arc, dont la Hongrie et la Silésie autrichienne faisaient les deux extrémités de la corde. Elle aurait trouvé dans cet agrandissement une augmentation réelle de forces, si la Russie n'avait envahi un territoire encore plus considérable, et qui, mettant à sa disposition les restes de la république, anéantissait de fait une puissance intermédiaire.

Ainsi se consomma le plus grand des crimes politiques modernes, ce que de Maistre nomme L'EXÉCRABLE *partage de la Pologne*. Une possession de treize siècles, une longue série de traités anciens et solennels, cent déclarations récentes des trois puissances, garantissaient à la république la conservation de tout son territoire. Jamais droit ne fut plus éclatant, jamais propriété ne fut plus expressément constatée et reconnue. Lorsqu'à la diète de 1764, des bruits avaient été répandus sur le démembrement, le comte de Mercy, ambassadeur de Vienne, avait officiellement déclaré que « *Marie-Thérèse, en sa qualité de voisine et d'ancienne alliée de la Pologne, se-*

rait toujours empressée de faire connaître l'intérêt qu'elle prenait au maintien de la république dans tous ses droits, possessions et prérogatives, et qu'ayant été instruite des bruits que l'on répandait, elle l'avait chargé de donner une déclaration formelle et authentique de ses intentions les plus sincères: » Plus tard, en 1771, elle promettait à Pac de « tout faire pour la Pologne, » et le 6 juillet de la même année par le traité signé avec la Porte, elle s'était portée garante « de l'indépendance et de l'intégrité du territoire polonais. » Il est vrai qu'en signant le pacte du partage, elle inscrivait ces restrictions : « *Placet*, puisque tant de savants personnages veulent qu'il en soit ainsi ; mais longtemps après ma mort *on verra ce qui résulte d'avoir ainsi foulé aux pieds tout ce que jusqu'à présent on a toujours tenu pour juste et sacré*. »

Le 9 juin 1764, Catherine faisait cette protestation solennelle : « Nous déclarons que S. M. I., en prenant le titre d'impératrice de toutes les Russies, n'entend s'arroger aucun droit, soit pour elle-même, soit pour ses successeurs, soit pour son empire, sur les pays et les terres qui, sous le nom de Russie, appartiennent à la Pologne et au grand-duché de Lithuanie; et reconnaissant leur domination, elle offre plutôt à la sérénissime république de Pologne une garantie en conservation de ses droits, de ses priviléges, aussi bien que des pays et des terres qui lui reviennent de droit, ou qu'elle possède actuellement, et *elle promet de la soutenir et de la protéger toujours contre quiconque tenterait de les troubler*. » Trois ans après, en 1767, elle ajoute : « En vain, la ja-

lousie s'efforcerait-elle d'attribuer à l'impératrice des projets *odieux* contre l'indépendance et les intérêts de la république, elle croit s'être placée au-dessus d'un soupçon de cette nature. Elle n'a aucun projet sur leur pays, et elle est aussi éloignée du désir d'agiter la Pologne, et *d'agrandir son empire à ses dépens,* que de la soumettre par les armes. »

A la diète de 1764, le roi de Prusse assurait également « *qu'il travaillerait constamment à maintenir les Etats de la république en leur entier.* »

Aujourd'hui, malgré tant de promesses et de serments solennels, ils se partagent plus du tiers de cette même république, en laissant prévoir de nouvelles spoliations qu'ils ne pouvaient encore réaliser, parce qu'ils ne s'étaient pas « amicalement » entendus « sur ce qui était à leur convenance. » Ce n'est pas tout. Dans le manifeste de 1772, concerté entre les cours de Vienne, de Saint-Pétersbourg et de Berlin, il est dit que les trois puissances » ont arrêté entre elles de travailler sans perte de temps et d'un commun accord, par des mesures combinées et efficaces, à ramener le bon ordre en Pologne, à y faire cesser les troubles présents et à y *rétablir,* sur un fondement solide, *l'ancienne constitution de cet État et les libertés de la nation.* » Elles ne s'emparent de la Pologne que pour y rétablir la constitution et les libertés nationales ! Quel comble d'ironie ! Et l'Europe, et la France elle-même restent muettes !

Ce premier partage de la Pologne lui coûta sept à huit millions d'hommes, presque la moitié de sa population

qui, avant la confédération de Bar, s'élevait à dix-huit millions. Cinq années de luttes et les déportations ordonnées par les cours spoliatrices diminuèrent cette population de plus d'un million, et le démembrement au moins de six millions. Une nouvelle constitution fut mise à l'étude, et un *conseil permanent* s'arrogea tous les pouvoirs. L'armée polonaise fut considérablement réduite, et, si l'on fut délivré des troupes prussiennes et autrichiennes, celles de la Russie n'évacuèrent qu'incomplétement le territoire non démembré, afin de prêter main forte aux projets que Catherine nourrissait encore.

§ VI. — *Réformes. Appréhensions d'un second démembrement.*

En face des trois grandes puissances spoliatrices, en face de toute l'Europe muette ou complice, un seul homme osa protester contre ce grand attentat. Ce fut le pape, dont le nonce bénissait et guidait naguère les glorieux confédérés de Bar. Dès le 30 avril 1767, Clément XIII écrivait aux rois de France et d'Espagne et à l'empereur d'Allemagne en faveur de la Pologne. Clément XIV recommandait encore cette noble cause le 7 septembre 1774, quinze jours avant sa mort. Vingt fois ces deux papes protestèrent publiquement, solennellement et de toute la puissance de leur âme.

Malgré tant de malheurs et le premier partage qui les avait suivi, la Pologne, encore debout, donnait de nouvelles preuves de son inépuisable énergie. Elle régéné-

rait ses lois, son administration, ses institutions sociales, et travaillait avec ardeur à l'émancipation des paysans et au développement de son commerce, de son agriculture et de son industrie. Cette gloire, moins éclatante mais plus réelle que celle des armes, fut l'œuvre de ses diètes, principalement de celles de 1776, 1780 et 1784. On creusa les canaux d'Oginski et de Muchaviec. Des banques et des fabriques s'élevèrent. Tyzenhaus établit en Lithuanie d'immenses manufactures occupant trois mille ouvriers, et fonda une école de sciences naturelles et de médecine. Les finances furent améliorées, le budget régularisé. André Zamoïski fut chargé de rédiger une constitution et une législation nouvelles que les Moskovites parvinrent malheureusement à faire rejeter parce que les paysans y étaient régis par les mêmes lois que les nobles.

Grâce surtout à l'influence d'un clergé aussi pieux qu'éclairé, les mœurs s'épurèrent, et l'instruction se propagea et se perfectionna sous la savante direction des piaristes. Dès 1775 s'était formée une *commission d'éducation nationale,* sorte de magistrature jusqu'alors inconnue à toutes les nations de l'Europe, et que plusieurs imitèrent depuis. On releva les universités de Krakovie et de Vilna. Dans cette dernière ville fut construit un observatoire dirigé pendant quarante-deux ans par le jésuite Poczobut, astronome. La littérature et l'histoire nationales furent cultivées avec succès, et l'on vit briller, surtout parmi les piaristes et les jésuites, des écrivains, des savants et es artistes remarquables.

Mais de nouveaux dangers semblaient menacer encore la république. En 1787, on répandit le bruit d'un second partage. Poniatovski eut une entrevue avec Catherine, qui lui « *garantit de la manière la plus solennelle l'intégrité de la Pologne.* » Dans une autre entrevue du roi de Pologne avec Catherine et l'empereur d'Autriche, Joseph II, ce dernier lui dit : « *Soyez parfaitement sûr que je m'opposerais contre quiconque voudrait l'effectuer ; je ne souffrirais jamais qu'un seul arbrisseau fût enlevé à la Pologne.* » Rassuré par ces promesses, Poniatovski revint à Varsovie ouvrir la mémorable diète de 1788. Elle tenait ses séances lorsque le traité entre la Prusse et la Russie expira. Celle-ci ne voulant point le renouveler, le roi de Prusse se tourna vers la Pologne, lui fit les plus belles protestations, s'engagea à maintenir l'inviolabilité de son territoire, demanda un traité d'alliance défensive contre la Russie, et, en parlant de l'influence de Catherine dans les affaires polonaises, la qualifia d'*oppression étrangère*, déclarant hautement devant la diète qu'il n'y avait de *vrais et bons patriotes* que ceux qui combattaient la tzarine et qu'il se joindrait constamment à eux. De son côté, Catherine craignant avec raison que la diète régénératrice n'arrachât la Pologne à sa tutelle, renouvela l'affaire des dissidents en même temps qu'elle faisait des ouvertures au roi de Prusse, qui ne refusa pas ces offres, mais continua à rechercher l'amitié des Polonais. Son ministre à Varsovie agissait de concert avec la diète et l'ambassadeur anglais, de sorte que tout le monde pouvait croire à une ligue de la Turquie,

de la Prusse et de l'Angleterre contre les prétentions toujours croissantes de la Russie.

L'armée polonaise fut portée à 60,000 hommes; les lois et les institutions furent réformées, le veto et les confédérations abolis, et le roi lui-même s'unit à la nation pour cette grande œuvre. Le 29 mars 1791, la Pologne et la Prusse conclurent un traité d'alliance, par lequel elles s'engageaient à se prêter un appui réciproque, par les négociations ou par les armes, dans le cas où une puissance quelconque voudrait se mêler des affaires intérieures de la république, en quelque temps et de quelque manière que ce fût. Enfin, on promulgua la constitution du 3 mai 1791, dont voici les dispositions principales : La religion catholique est celle de l'État; tous les cultes sont libres et tous les chrétiens admissibles à toutes les fonctions; le trône est héréditaire et le roi doit être catholique; l'intégrité des droits de la noblesse est garantie; la bourgeoisie, assimilée à la noblesse, a ses députés à la diète; les paysans sont placés sous la sauvegarde de la loi commune, et leur liberté individuelle assurée; le pouvoir législatif réside dans les deux chambres de la diète, qui s'assemble tous les deux ans, même sans être convoquée, et plus souvent s'il en est besoin ; la chambre des députés se compose des nonces terrestres et des députés des villes, élus dans les diétines comme représentants de la nation par tout propriétaire, quelle que soit l'étendue de ses propriétés; les lois adoptées par la chambre des députés passent aux délibérations du sénat, formé des évêques, des palatins, des castellans, des ministres,

et présidé par le roi; la pluralité des voix décide partout; le pouvoir judiciaire est indépendant et exercé par des juges élus; le pouvoir exécutif est confié au roi, à qui l'on donne un conseil, composé du primat et des ministres et qu'on appelle garde-loi (staz); il est divisé en administration de l'éducation nationale, de la police, de la guerre et du trésor; tous les vingt-cinq ans on procédera à la révision et à l'amélioration de la constitution, dans une diète constituante convoquée à cet effet. Le jour de l'adoption de la constitution sera célébré tous les ans, et une église sera élevée pour perpétuer le souvenir de ce grand événement.

Cette constitution pleine de sagesse, qui déracinait tous les abus sans porter atteinte à aucun droit, fut votée par acclamation le 3 mai, acceptée à l'unanimité par la diète le 5, soumise pendant neuf mois au jugement de la nation, puis sanctionnée séparément par chaque diétine, qui lui prêta serment. Elle obtint les éloges du roi de Prusse, de diverses cours, de Pitt et de Burke. Stanislav-Auguste jura de l'observer, et se rendit ensuite à l'église de Saint-Jean, où les deux chambres prononcèrent le même serment.

On est frappé d'admiration en présence de cette paisible et majestueuse réforme opérée par la Pologne au milieu de telles circonstances; et cette courte période de huit ans à peine nous offre le spectacle peut-être unique dans les fastes du monde d'une nation qui, par ses seules forces, se relève complétement de l'état épouvantable où elle était tombée.

§ VII. — *Second démembrement.*

Depuis quelques années déjà avait éclaté la révolution française, contre laquelle s'unirent l'Autriche, la Prusse et la Russie. Les deux premières étant exclusivement occupées de la France, la dernière en profita pour envahir de nouveau la république polonaise, sous prétexte que la constitution du 3 mai 1791 avait établi la royauté héréditaire en même temps qu'elle proclamait l'émancipation des paysans. Le 14 mai 1792, quelques traîtres formaient à Targoviça un complot contre leur pays, en le décorant du titre de confédération ; le 18, Boulghakoff, ministre russe, déclarait la guerre à la Pologne, et le 22, 100,000 Moscovites, franchissant la frontière, s'avançaient à marches forcées. Que voulait encore cette implacable Catherine ? N'allez pas croire qu'elle vienne de nouveau démembrer la Pologne. Non, elle se sacrifie uniquement pour y rétablir le gouvernement républicain. C'est du moins ce que déclare, en son nom, le manifeste de Félix Potocki, qui vante les *vues nobles et désintéressées* de l'impératrice de Russie, disant qu'elle ne voulait que *voir en Pologne une constitution républicaine ferme et durable ; que ni les États, ni la liberté, ni l'indépendance de la république, n'étaient menacées d'aucun danger, qu'il s'agissait uniquement de détruire la nouvelle monarchie despotique et de rétablir l'antique liberté républicaine des Polonais.* Ces mêmes phrases sont constamment répétées par tous les géné-

raux russes qui occupaient la Pologne avec leur armée, dans tous leurs manifestes et proclamations. Une lettre de Catherine à Stanislav-Auguste se sert des mêmes termes que Potocki, en les amplifiant par des protestations plus solennelles encore en faveur de la Pologne. On va voir bientôt à quoi elles aboutirent.

L'armée polonaise, qui n'avait qu'un effectif de 45,000 hommes, marcha à la rencontre des Russes. Le 18 juin, Joseph Poniatovski, neveu du roi, secondé par Thaddée Kosciuszko, gagna contre eux la bataille de Ziélincé. Bientôt Mokranovski remporta un autre avantage; et le 17 juillet, Kosciuszko, à la tête de 4,000 braves, battit à Dubienka une division russe de 18,000 hommes, commandés par le général en chef. La nation tout entière se levait contre l'ennemi, et en eût triomphé sans la trahison du roi, qui la livrait en traitant secrètement avec Catherine. Il neutralisa l'action de l'armée et lui donna ordre de se retirer. Varsovie ayant été occupé par les Moskovites, il accéda au complot de Targoviça, et désavoua publiquement la constitution de 1791 qu'il avait juré de maintenir.

La Pologne réclama en vain du roi de Prusse l'accomplissement de ses engagements; il répondit effrontément qu'il en avait contracté de nouveaux, fidèle à la politique de son prédécesseur, qui disait : « Lorsque nos intérêts changent, il faut changer avec eux. Qui veut passer pour un héros doit s'approcher hardiment du crime. » Non content de manquer à sa parole, il avait envahi de son côté le territoire de la république,

afin d'en partager les dépouilles; lui qui, en août 1791 encore, s'était engagé ainsi que l'Autriche, par le traité de Pilnitz, à reconnaître et à garantir l'indépendance de la Pologne et l'inviolabilité de sa constitution.

Les deux puissances annoncèrent, dans leurs manifestes, le démembrement qu'elles avaient arrêté, accusant les Polonais d'idées extravagantes, insensées, antisociales, et traitant de *démagogique* et de *jacobine,* cette même constitution de 1791, que la tzarine était venue combattre comme *ultra-monarchique.* Elles voulurent recommencer l'odieuse comédie du premier partage, en convoquant à Grodno une diète chargée de sanctionner leur double spoliation. Pour en exclure tous les vrais Polonais, elles décidèrent que l'entrée de cette assemblée serait interdite 1° à tous ceux qui n'avaient pas accédé à la confédération de Targovica, ou avaient protesté contre ses décisions; 2° à tous ceux qui avaient pris part à la constitution du 3 mai ou s'étaient déclarés en sa faveur; 3° aux représentants des contrées déjà occupées par les troupes étrangères. En revanche, « pour faciliter le choix d'hommes vertueux et capables,» elles admirent tous ceux que la justice avait frappés d'arrêts flétrissants.

Malgré toutes ces précautions, qui ne favorisaient que les traîtres et excluaient l'immense majorité des citoyens; malgré toutes les menaces, les violences et l'or prodigué, la diète, ouverte le 17 juin 1793, résista. Alors l'ambassadeur russe, Sievers, met sous le séquestre les biens des citoyens dévoués, ceux du roi, s'empare

des caisses publiques, arrête tous les payements et fait garder neuf nonces comme prisonniers. L'assemblée dresse une protestation qu'elle insère dans ses registres et envoie à toutes les cours étrangères. Le roi veut abdiquer. Les violences redoublent et deviennent inouïes. Sievres annonce, dans la séance du 17 juillet, que si on ne se rend pas aux volontés des puissances, il fera enlever les récalcitrants, cantonner des troupes moskovites dans toutes les propriétés des membres de la diète, dans les domaines royaux et saisira tous les revenus de la république. Alors une effervescence terrible se manifeste, l'exaspération est à son comble, Grelavski s'écrie : « Périssons avec honneur, dignes de l'estime des autres puissances, et ne nous couvrons pas d'une honte éternelle, dans l'espoir illusoire de sauver le reste de la patrie. » Kimbar ajoute : « Les souffrances ne sont rien pour la vertu ; il est de son essence de les mépriser... On nous menace de la Sibérie !... Ses déserts ne seront pas sans charmes pour nous ; tout nous y retracera notre dévouement... Eh bien ! oui ; allons en Sibérie. Conduisez-nous, sire, là où notre vertu et la vôtre feront pâlir nos ennemis. » Électrisée, l'assemblée tout entière s'écria : « Oui ! en Sibérie ! partons. »

La diète restait inébranlable depuis deux mois déjà ; et lorsque, le 17 août, Stanislav Auguste proposa de ratifier le traité de cession à la Russie, Kimbar lui dit : « Quoi ! sire, n'êtes-vous plus le même qui, en signant la constitution du 3 mai, nous disait : Que ma main sèche plutôt que de souscrire à tout acte contraire. Toute

l'Europe vous accuse de n'être que le roi de Catherine...» Le lieu où se tenait la diète était entouré de troupes moskovites. Ce n'était pas assez; Sievers, pour faire adopter immédiatement la cession à la Prusse, fit placer deux bataillons de grenadiers russes sur la terrasse et dans la cour du château, braquer quatre pièces de canon, mèche allumée, contre la salle des séances, et mettre le général russe Rautenfeld auprès du trône. Alors éclatèrent les plus terribles imprécations contre la perfidie et la tyrannie des cours étrangères.

Près de trois mois et demi s'étant écoulés sans que rien pût vaincre cette opiniâtre résistance, Sievers résolut d'en finir à tout prix. Dans la nuit du 22 au 23 septembre, il fit enlever quatre représentants. Les autres s'étant assemblés comme à l'ordinaire, gardèrent un silence absolu, malgré les instances les plus pressantes de Sievers et Rautenfeld, qui avait pris position avec ses soldats et ses canons, annonçant « qu'il était autorisé à prendre toutes les mesures de violence qu'il jugerait convenables. » Au même instant, Sievers écrivait au grand-maréchal de Lithuanie : « Le roi lui-même doit demeurer fixé sur son trône jusqu'à ce qu'il ait cédé. Je ferai coucher les sénateurs sur de la paille, dans la salle des conférences, tant que ma volonté ne sera pas exécutée. » En effet, on avait décidé de les retenir tous à leurs places jusqu'à ce qu'ils eussent signé, et de les laisser mourir de faim. Nul ne put sortir, et on défendit d'apporter aucune nourriture. Deux jours s'écoulèrent ainsi. Le troisième, Stanislav-Auguste et plusieurs

sénateurs et députés tombèrent de défaillance. « Alors Rautenfeld, toujours assis à côté du trône, prit la main du vieux monarque, y mit un crayon et signa l'acte de partage. » Puis il fit entrer dans la salle la soldatesque russe. On demanda trois fois si la diète autorisait la délégation; pas une seule voix ne répondit. On conclut que le silence tenait lieu de consentement. Et voilà ce qu'on a osé nommer le libre vote de la Pologne. Déjà, du reste, d'innombrables protestations avaient été faites publiquement et solennellement.

Forte de cette adhésion, la Russie s'empara de la moitié des provinces lithuaniennes et russiennes, sur lesquelles elle s'était interdit aucun droit par sa déclaration de 1764, et, traçant depuis l'extrémité orientale de la Kourlande, ses frontières par le milieu de la Lithuanie et de la Volynie, s'incorpora 4,553 milles carrés, avec 3 millions d'âmes. La Prusse prit Thorn, Dantzik et la grande Pologne, ou 1,061 milles carrés du pays le plus fertile, peuplé de 1,100 habitants. La république ne compta plus que 4,016 milles carrés et une population de 4 millions d'hommes. Ce partage, dit de Raumer, « fut conclu dans un jour que la justice divine marqua d'un doigt sanglant sur le livre des crimes des grands de la terre, jour qui plus tard aura son châtiment, le 14 octobre 1793. »

L'Autriche n'y prit point part, et, pour être juste, nous devons dire qu'elle paraît même avoir été d'abord opposée au premier. C'est du moins ce qui résulte de la dépêche suivante, du baron de Breteuil, ambassadeur de

France à Vienne, datée du 23 février 1775 : « Après avoir fait, dit-il, quelques remontrances à l'impératrice Marie-Thérèse sur le partage de la Pologne, elle me dit avec l'exclamation de la douleur la plus vive : « Je sais, Monsieur l'ambassadeur, que *j'ai mis une grande tache à mon règne* par tout ce qui vient de se faire en Pologne ; mais je vous assure qu'on me le pardonnerait si on savait à quel point j'y ai répugné, et combien de circonstances se sont réunies pour forcer mes principes, ainsi que mes résolutions contre les vues immodérées de *l'injuste ambition* russe et prussienne. Après bien des réflexions, ne trouvant aucun moyen de m'opposer seule au plan *inique* de ces deux puissances, j'avais cru qu'en formant pour ma part des demandes et des prétentions exorbitantes, on me refuserait et que la négociation se romprait ; mais ma douleur et ma surprise furent extrêmes en recevant, en réponse de ces demandes, l'entier consentement du roi de Prusse et de la tzarine. Jamais je n'ai été si affligée. » Elle tenait à peu près le même langage au comte de Barck, ambassadeur de Suède. « Ce partage me désespère, disait-elle. *C'est une tache à mon règne.* » Le comte de Barck lui faisant observer que les souverains n'ont d'autre juge que Dieu, « Ah! répondit l'impératrice, c'est bien celui-là que je crains. » Dès avant 1775, elle avait exprimé ses répugnances, comme plus tard elle exprima ses remords. Elle écrivait à son premier ministre : « *Le droit crie contre nous ;* je n'ai jamais été plus tourmentée de ma vie, et *j'ai* en quelque sorte *honte de me voir.* » En effet, quatre-vingt-

dix ans à peine auparavant, Sobieski sauvait Vienne et l'empire.

Du reste, cet *exécrable* partage fut réprouvé par les spoliateurs eux-mêmes. Frédéric le Grand hésita. Son successeur s'allia quelque temps à la Pologne ; Paul et Alexandre Ier en manifestèrent ostensiblement leur répugnance, et l'on dit même que l'empereur Nicolas en avouait l'iniquité. « Les lois, dit M. Chodzko, furent bouleversées, l'armée réduite ou incorporée dans celle de Catherine, et toute la Pologne livrée aux horreurs de l'anarchie, aux vengeances des traîtres et aux persécutions des usurpateurs étrangers. L'armée fut réduite à 15,000 hommes, et encore les troupes moskovites tenaient garnison dans toutes les places qui restaient à la république. Il ne resta donc aux troupes nationales que des cantonnements sans défense, et encore il fut pris des mesures pour les tenir entourées de détachements ennemis qui épiaient leurs mouvements. Enfin, le proconsul Igelstrom, général-ministre de la tzarine, semblait prendre à tâche de rendre le joug moskovite plus dur et ses chaînes plus intolérables. »

D'innombrables protestations, signées des plus hauts dignitaires polonais, éclataient partout. «Je remets entre les mains de Dieu et de sa justice éternelle le sort de ma patrie,» disait le maréchal de la diète, Stanislas Malenez, dès le 25 juillet 1792. La justice des hommes devait bientôt accomplir celle de Dieu.

§ VIII. — *Kosciuszko.*

Ce second démembrement, cette horrible domination souleva l'indignation générale. Quelques courageux citoyens de Varsovie prirent l'initiative d'une ligue patriotique à laquelle l'armée tout entière s'unit avec transport, et qui choisit pour chef Thaddée Kosciuszko, alors exilé en Saxe. Dans cette pensée commune, il n'exista d'autres distinctions que celle d'un patriotisme plus ardent, d'un zèle plus dévoué. Jean Kilinski, cordonnier, Joseph Sierakonski, boucher, et André Kapostas, banquier, se signalèrent entre tous.

Kosciuszko, né le 16 février 1746 dans le palatinat de Novogrodek, avait fait ses études à Varsovie et à Paris. Étant en France vers l'époque où éclatait la guerre de l'indépendance des États-Unis, il s'embarqua pour Philadelphie, se fit remarquer, notamment aux batailles de Saratoga et de Jellowsping, et fut nommé par Washington brigadier, puis gouverneur de la forteresse de Westpoint. A la paix il revint en Pologne, fut fait général de brigade, s'illustra dans la campagne de 1792 contre les Russes, et, pour se soustraire à leur vengeance, quitta son pays avec 500 officiers, élite de l'armée, alla en France où, dans sa séance du 26 août 1792, l'Assemblée nationale lui décerna le titre de « citoyen français, » parcourut l'Allemagne, l'Italie, et résida à Leipzig et à Dresde. Répondant à l'appel de ses concitoyens, il arriva aussitôt à Krakovie, et les habitants de

ce palatinat s'assemblèrent pour dresser l'acte d'insurrection, sur lequel furent copiés ceux des autres palatinats. Cet acte, publié le 24 mars 1794, contient d'abord le tableau émouvant de tous les maux dont la tyrannie russe accablait la Pologne et de toutes les perfidies qu'elle avait employées pour l'asservir. Puis il poursuit ainsi :

Foulés par ce poids immense de malheurs, vaincus par la trahison plutôt que par la force des armes ennemies, privés de toute protection du gouvernement national ; après avoir perdu la patrie, et avec elle la jouissance des droits les plus sacrés de la liberté, de la sûreté et de la propriété, tant individuelle que celle de nos biens ; trompés par quelques gouvernements et abandonnés des autres, nous, Polonais, habitants du palatinat de Krakovie, en sacrifiant à la patrie nos vies, comme l'unique bien que la tyrannie n'a pas daigné nous arracher, nous nous saisissons de ces moyens extrêmes et violents que le désespoir civique nous suggère. Ayant ainsi la ferme résolution de périr et de nous ensevelir sous les ruines de notre pays, ou de délivrer la terre natale d'une oppression féroce et d'un joug plein d'opprobre, nous déclarons à la face du ciel et de tout le genre humain, et surtout des nations qui savent apprécier la liberté et la mettre au-dessus de tous les biens, qu'en usant du droit incontestable de défense contre la tyrannie et l'oppression armée, nous réunissons dans un esprit de patriotisme, de civisme et de fraternité, toutes nos forces ; et, persuadés que le succès de notre grande entreprise dépend surtout et le plus de notre étroite union, *nous renonçons à tous les préjugés de l'opinion et des distinctions* qui ont partagé ou qui ont pu séparer jusqu'à présent les citoyens, habitants d'une même terre et les fils d'une même patrie ; et nous nous promettons mutuellement tous de n'épargner des sacrifices quelconques, mais au contraire d'user de tous les moyens que l'amour sacré de la liberté peut inspirer aux hommes que le désespoir a fait lever pour sa défense.

Affranchir la Pologne des troupes étrangères ; recouvrer et assurer l'intégrité de ses frontières ; anéantir toute sorte

d'usurpation, tant intérieure qu'extérieure; affermir la liberté générale et l'indépendance de la république : tel est le but sacré de notre insurrection...

Suit toute l'organisation de la révolution; le pouvoir dictatorial le plus étendu est confié à Kosciuszko. Le manifeste se termine ainsi :

Les malheurs les plus cruels, les difficultés les plus insurmontables ne sauraient affaiblir ni décourager la vertu ni le courage civique... Remettant entre les mains du généralissime et du conseil suprême national le pouvoir d'employer nos personnes et nos biens, pendant que durera la lutte de la liberté avec le despotisme, de la justice avec l'oppression et la tyrannie, nous voulons qu'ils aient toujours présente cette grande vérité : « Le salut de la patrie est la suprême loi. »

Le premier signal de l'insurrection avait été donné dès le 12 mars par Madalinski qui, refusant de dissoudre sa brigade, avait exécuté une marche glorieuse à travers les armées prussiennes, des environs d'Ostrolinka à Krakovie. Le serment militaire fut prêté à Kosciuszko. En deux jours Krakovie, si longtemps opprimée par les Russes, recouvra toute sa liberté, et n'en abusa pas. La religion consacra les premiers efforts des insurgés. Avec enthousiasme, mais sans désordre, ils se portèrent en foule à la cathédrale, et, prenant les autels à témoin de la justice de leur cause, ils contractèrent l'obligation de ne la souiller par aucune violence. Ce fut dans cette même église qu'ils firent la lecture de la constitution du 3 mai, et que tous s'engagèrent par serment à la maintenir aux dépens de leur fortune et de leur vie. Le même serment fut prêté dans les provinces,

et des contributions volontaires furent offertes de toutes parts.

Investi d'un pouvoir dictatorial sans limites, Kosciuszko fit des adresses à l'armée, à la nation, et une proclamation spéciale aux femmes polonaises, célèbres en tout temps par leur patriotisme. Il envoya ces actes aux cours de Danemark, de Suède, d'Angleterre, au gouvernement révolutionnaire de France, aux États-Unis et même au cabinet de Vienne. Confiant dans l'exaltation du patriotisme, il s'avança vers Varsovie à la tête de 4,000 hommes mal armés, et rencontra près du village de Raclavicée 12,000 Russes, qui pensaient l'écraser au premier choc. Ce fut dans cette mémorable journée que les paysans polonais, sans autres armes que leurs faux, se précipitèrent sur les batteries ennemies et s'emparèrent de tous les canons. La défaite des Russes fut complète ; ils perdirent 3,000 hommes, 12 bouches à feu, et ce premier fait d'armes exalta au plus haut degré l'énergie patriotique (4 avril 1794).

Le 12 avril, les habitants de Varsovie reçurent la nouvelle de cette victoire, et les journées du 17, 18 et 19 furent témoins de l'insurrection de la capitale, qui devait jouer un grand rôle dans cette révolution populaire. C'était pendant la semaine sainte. Igelstrom, général russe, s'était proposé d'égorger les habitants pendant qu'ils seraient réunis dans les églises. Son atroce projet fut dévoilé par Kilinski, et les Varsoviens en prévinrent de vingt-quatre heures l'exécution. Femmes, enfants, vieillards, tous coururent aux armes ; les Russes furent

chassés de toutes les positions et abandonnèrent la ville après avoir perdu 4,000 des leurs tués, 2,000 faits prisonniers et 12 pièces de canon.

Les détails de cette insurrection sont admirables ; tous les mouvements des insurgés furent dirigés avec un ordre et un ensemble qui se trouvent rarement dans les révolutions. On nomma le général Mokronovski commandant de la ville et Zakrzevski président de la régence. Ils ne se servirent de leur autorité que pour ramener le calme et proclamer leur adhésion à la constitution du 3 mai et le vœu de l'expulsion des troupes ennemies. Tout se passa avec l'ordre le plus parfait. Pendant l'insurrection, le palais d'Igelstrom avait été pillé. Trois jours après, sur un ordre du président de la régence, le peuple rapporta les 96,000 ducats qui y avaient été pris : il semblait qu'il n'en eût dépouillé ses ennemis que pour en faire un don à la patrie. Des députations furent envoyées au roi. Le résident prussien et même les personnes attachées à la légation russe furent traités avec tous les égards. On prit les mesures de sûreté les plus sages pour qu'il ne fût rien fait aux individus qui avaient été compromis dans le parti russe. Toute perquisition chez un particulier, sous quelque prétexte que ce soit, fut défendue, et les citoyens qui n'étaient point de garde ne purent porter les armes dans les rues. Les Russes, qui se flattaient sans doute de trouver des partisans parmi les dissidents, furent étonnés de voir la communauté luthérienne de Varsovie venir offrir une contribution volontaire. Le bruit s'étant répandu

que les luthériens avaient des armes et qu'ils devaient se joindre aux Russes, le gouvernement fit faire une perquisition en plein jour dans cette communauté, et n'y ayant rien trouvé, il publia une proclamation pour improuver cette calomnie. Tout se faisait avec un calme et un sentiment de justice admirables.

Dans son rapport à la Pologne, daté du camp près de Stemniski, Kosciuszko s'écriait : « Nation, donne l'essor à ton courage, à ton patriotisme ; l'Eternel veille sur ta cause ; toutes les âmes honnêtes répandues sur la surface du globe font des vœux pour toi ! » Cet appel fut partout entendu. Pendant la nuit du 23 au 24 avril, éclata la révolution de Vilna, capitale de la Lithuanie, dont Jasinski s'empara avec 300 soldats et quelques centaines de paysans. Dans cette insurrection, concertée et préparée, depuis trois semaines, entre plus de 200 individus, le secret fut si religieusement gardé que les Russes ne purent en être instruits. L'explosion se fit avec un tel accord, qu'en un instant la garnison fut faite prisonnière avec son état-major. Les districts de Grodno, de Brzesc, le duché de Samogitie, le palatinat de Sandomir, accédèrent sans réserve à l'insurrection générale, et chassèrent les troupes russes cantonnées sur leur territoire. Partout enfin se révélait cette unité d'action si nécessaire à un peuple qui veut reconquérir sa liberté. Les enfants de ceux qui avaient servi l'étranger, voulaient réhabiliter leur nom à force de dévouement. Parmi eux, François Sapiéha se distingua tellement, qu'il fut nommé, à 23 ans, grand-général de Lithuanie ;

mais dès qu'il sut que Kosciuszko était le seul chef, il résigna ce titre entre ses mains et envoya à Krakovie une partie de sa fortune, ainsi que le fit le comte Oginski. Ce dernier, outre cela, leva, à ses frais, un régiment complet de chasseurs.

Kosciuszko, voyant régner dans toutes les provinces polonaises une si parfaite entente, crut que le conseil provisoire, créé au moment de l'insurrection, devait être remplacé par un Conseil national siégeant à Varsovie, auprès du roi, et chargé de toutes les parties de l'administration. Ce changement se fit sans le moindre trouble, et le roi accéda sur-le-champ au nouveau conseil. Il remercia même Kosciuszko de ce qu'il passait avec tant de prudence du gouvernement provisoire à un gouvernement régulier. Cette lettre de Stanislav-Auguste est très-remarquable : elle se termine par les vœux les plus ardents pour le triomphe de l'insurrection.

Les Russes, outre les différents corps déjà en Pologne, venaient de recevoir un renfort de 40,000 hommes ; mais ces renforts étaient en très-mauvais état. Sur leur passage, ils commettaient les plus horribles excès ; aussi, lorsque leur approche était annoncée, le tocsin sonnait de toutes parts, et les paysans, armés de faux et de fourches, tombaient sur eux et ne faisaient aucun quartier. Kosciuszko eût donc pu détruire complétement l'armée russe. L'ayant rencontrée le 6 juin, déjà ses soldats et ses faucheurs en étaient victorieux, lorsque tout à coup 24,000 Prussiens tombèrent sur l'aile gauche des Polonais. Malgré la disproportion effrayante du nombre,

ceux-ci firent de tels prodiges de valeur que lorsque, épuisés mais non battus, ils se replièrent, leur attitude était encore si menaçante que les Prusso-Russes n'osèrent les poursuivre. Dans cette mémorable journée, deux généraux polonais périrent, et Kosciuszko eut deux chevaux tués sous lui. On se demande à quel titre le roi de Prusse joignait ses troupes aux Russes pour attaquer une nation chez laquelle un ministre prussien résidait encore, qui avait laissé faire une retraite paisible au général prussien Wolki, lorsqu'il fut assez imprudent pour venir sous les remparts de Varsovie lors de l'insurrection, une nation à laquelle il n'avait fait aucune déclaration de guerre, dont l'insurrection était dirigée exclusivement contre les Russes, et qui avait formellement annoncé ne pas regarder les Prussiens comme ennemis. Mais Frédéric-Guillaume tenait à être considéré comme tel, car ce n'est qu'à ce titre qu'il pouvait avoir sa part dans les derniers débris de la Pologne.

Convaincu du perfide accord de ces deux puissances, le Conseil national fit une proclamation aux habitants de la Prusse polonaise, qui jusqu'alors ne s'étaient point révoltés. Tous les griefs contre la Prusse étaient appuyés de pièces justificatives publiquement connues. On y relatait la déclaration du roi de Prusse du 17 mai 1791, dans laquelle les auteurs de la constitution du 3 mai sont appelés *vrais patriotes et bons citoyens*, etc. Et c'est contre les défenseurs de cette constitution qu'il venait combattre, les traitant maintenant d'*intrigants*, de *meurtriers*, etc.

Kosciuszko, dans plusieurs combats, avait remporté

des succès signalés ; mais le 8 juin, le général Zaïonczek perdit la bataille de Chelm contre les Russes et se retira sur Lublin. Le 15, Vieniaski, commandant de Krakovie, acheté par l'ennemi, livra aux Prussiens cette ville, sa citadelle et 50 pièces d'artillerie. Cette trahison exaspéra les esprits, et le peuple de Varsovie craignit de se voir ainsi vendu par des traîtres. Lors de sa fuite, Ingelstrom avait voulu brûler ses papiers. Beaucoup lui échappèrent, et ils compromettaient des seigneurs polonais qui avaient livré la République à la Russie. Il fallait les juger et l'on ne pouvait les déférer à un tribunal soumis à la domination russe ; d'un autre côté, pour montrer toute la modération de l'insurrection, on hésitait à les livrer à des juges créés par elle. Les papiers retrouvés à la chancellerie furent donc examinés par un comité composé de 21 membres, qui gardèrent le plus religieux secret, afin que l'effervescence populaire ne se rendît pas justice elle-même. Mais le peuple qui savait qu'il y avait des traîtres compromis, demanda qu'ils fussent jugés promptement. Le jugement tardait toujours ; et on en vint à persuader à la population qu'on ne voulait point condamner les coupables. L'effervescence s'accrut ; on courut en foule au lieu où siégeait le conseil, demandant avec exaspération la mort des traîtres. Le conseil eut beau faire, il ne put maîtriser la foule. Il commença une instruction sommaire, pendant laquelle les potences furent dressées, et douze de ces malheureux payèrent de leur vie leur crime de lèse-nation. Du reste, l'instruction portait sur des faits notoires, dont les cou-

pables eux-mêmes avaient fait ostentation, lorsqu'ils opprimaient leur patrie au nom de la Russie.

Cependant, dès que Kosciuszko apprit ces faits, il publia une proclamation où il dit : « Ce qui vient de se passer à Varsovie, remplit mon cœur d'amertume et de tristesse. Le désir de punir les coupables était bon; mais pourquoi ont-ils été punis par un jugement violent? Pourquoi le respect et la sainteté des lois ont-ils été violés? Est-ce là le procédé d'un peuple qui a pris les armes pour rétablir la liberté légale, l'autorité suprême de la loi, et le bonheur durable qui ne peut jaillir que de ces sources? Considérez si ce ne sont pas des séducteurs secrets et artificieux, d'intelligence avec les ennemis, qui vous ont égarés et ont rempli vos cœurs d'aigreur, parce qu'ils ne veulent point de gouvernement, afin que votre ardeur se mette au-dessus de la justice et de la loi. Ils n'ont d'autre but que de se frayer ce chemin-là, pour renverser votre puissance et votre force, au milieu du désordre et de la confusion... » Bien plus, Kosciuszko ordonna aussitôt au Conseil national de punir les principaux auteurs de ces actes. Ils furent arrêtés, leur procès instruit, et malgré les dépositions des témoins, qui affaiblirent les preuves d'un délit qui ne portait que sur des coupables, néanmoins sept furent condamnés à mort et cinq bannis à perpétuité. On avait mis dans cette instruction plus de célérité que dans celle des crimes trop manifestes des agents de la Russie. N'était-ce pas pousser jusqu'à l'excès le sentiment de la légalité?

En Lithuanie, Jasinski, toujours infatigable, alla chercher les Moskovites pour leur livrer trois combats consécutifs, à Niemenczyn, à Polany et à Soly. Cependant, malgré ces victoires, la position de Kosciuszko devenait difficile. Aussi fit-il une proclamation à toutes les provinces pour qu'on se répandît sur le territoire ennemi. C'est ce qui fut fait d'abord en Lithuanie; et malgré 40,000 Russes qui s'y trouvaient, les Polonais obtinrent des avantages considérables. Les 19 et 20 juillet, quelques religieux carmes, postés dans une chapelle miraculeuse dédiée à la sainte Vierge, repoussèrent, avec 250 hommes de garnison, 10,000 Russes de la ville de Vilna, qui ne tomba au pouvoir de l'ennemi que le 12 août, et paya par des torrents de sang qui coulait dans les rues, l'audace d'avoir voulu conserver son indépendance.

De son côté, Kosciuszko était de plus en plus resserré près de Varsovie. Le 9 juillet, le roi de Prusse campait à Nadarzyn, et le 13 ouvrait le siége de la capitale, à la tête de 50,000 Prussiens et 9,000 Russes. Une très-forte redoute fut enlevée par l'ennemi, qui fit sommation au commandant de la ville de se rendre dans les vingt-quatre heures. Frédéric-Guillaume accompagna cette sommation d'une lettre au roi de Pologne, où il dit qu'en cas de refus la ville serait mise à feu et à sang. Le roi répondit que tout pouvoir étant entre les mains de Kosciuszko, généralissime des armées polonaises, Varsovie ne pouvait ni accepter ni refuser la sommation, et que, restant neutre, rien ne justifierait les extrémités

dont elle était menacée. Les forces redoutables de l'ennemi n'ébranlèrent pas la fermeté des habitants ; au contraire, les membres du Conseil, le clergé, les artisans, les femmes et les enfants se mirent à l'œuvre et travaillèrent aux retranchements. Déjà, depuis deux mois, Varsovie était attaquée et bombardée, et toujours défendue avec une héroïque constance, lorsqu'une heureuse diversion vint délivrer les assiégés.

Le 22 août, une insurrection éclata dans les provinces polonaises échues à la Prusse par les deux démembrements. L'acte de confédération fut signé, et les insurgés s'emparèrent de Szrem, de Gnèzne, dont la garnison resta prisonnière, de Brzesc, de Vroclavek, et de plusieurs autres villes. Ce qui peint le caractère de cette révolution, sur quelque point qu'elle se manifestât, c'est que partout magistrats et habitants prêtaient serment de fidélité à la constitution de 1791. Le 28 août, après avoir perdu beaucoup de monde, les Prussiens furent obligés d'abandonner leurs batteries devant Varsovie. Cet avantage était dû au général Dombrovski, puissamment secondé par le dévouement des habitants de cette capitale. On les voyait fréquemment, sans distinction de rang ni de sexe, faire des sorties jusque sur les batteries ennemies, et enclouer des canons. Dans plusieurs de ces attaques, des prêtres, des religieux, des juifs, des grecs, des musulmans se firent remarquer par leur intrépidité. D'immenses munitions de guerre et des pièces de siége remontaient la Vistule pour arriver au camp prussien ; c'est un chanoine qui rassemble les paysans, et, à leur

tête, attaque le convoi, défait l'escorte et coule les navires à fond.

Ce dernier fait fut le signal d'une insurrection qui éclata sur les derrières des armées assiégeantes. Ce fut l'insurrection de Posen qui, concertée depuis cinq mois, s'était approvisionnée de munitions, d'armes, de vivres, etc., en quantité considérable ; ces approvisionnements avaient été cachés dans des forêts écartées avec un secret et une habileté admirables. Les paysans furent chargés de les garder, et s'en acquittèrent si bien qu'ils ne purent jamais être soupçonnés par l'ennemi. Cette insurrection formidable éclata le même jour sur trente points différents, et défit complétement les troupes cantonnées dans la province. Saisis d'une terreur panique, les Prussiens craignant d'être pris entre deux feux, levèrent en toute hâte le siége de Varsovie, et les Russes se dirigèrent sur Lublin. La dévastation et les horreurs que commirent les troupes prussiennes sur leur passage, sont inénarrables. Remarquons-le, ces dévastations avaient lieu dans des provinces restées polonaises, sur lesquelles le roi de Prusse n'avait jamais formé de prétentions, et chez un peuple que lui-même avait exhorté à soutenir son indépendance, et qui ne combattait que pour elle.

Afin de profiter de tout l'avantage que lui donnait cette retraite, et d'appuyer les patriotes de la Grande-Pologne, Kosciuszko leur envoya les généraux Madalinski et Dombrovski, qui s'emparèrent, le 30 septembre, de la ville de Bydgoszcz (Bromberg) et firent trem-

bler Frédéric-Guillaume jusqu'au sein de sa capitale. Malheureusement ce n'étaient plus seulement deux ennemis, mais trois qui attaquaient la Pologne : l'Autriche, avec laquelle on était en relations pacifiques, envahit la terre de Chelm et une grande partie de la Volynie, et Kosciuszko se trouva ainsi cerné par trois armées considérables, outre celle que les Russes venaient d'envoyer de nouveau. Déjà, d'ailleurs, des désastres arrivaient. Le général Sierakovski, après s'être maintenu le 17 et le 18 septembre dans sa position de Krupczicé contre des forces infiniment supérieures, et avoir fait perdre aux Russes cinq mille hommes, fut complétement défait près de Terespol.

Alors Kosciuszko se porte à la rencontre de Souvarof et de Fersen avec sept mille Polonais et vingt-deux bouches à feu, laisse trois mille soldats et dix pièces de canon à Poninski pour empêcher la jonction des deux généraux ennemis et prendre position à Macieiovicé. Mais Poninski, auquel il donne l'ordre de le rejoindre, ne l'ayant pas fait, il se trouve, le 10 octobre 1794, avec sa poignée de braves, en face de dix-sept mille Russes et quatre-vingt-dix pièces d'artillerie. Deux fois ceux-ci sont repoussés, en laissant sur leurs pas des monceaux de cadavres. Fersen les ramène à l'attaque en colonnes serrées. Le combat redouble de fureur et s'engage à la baïonnette ; on lutte corps à corps ; chaque pouce de terrain est pris et repris, et, malgré les masses qui les écrasent, les Polonais restent invincibles tant que Kosciuszko est debout. Mais un coup de lance atteint le héros, son

sang jaillit; il rallie cependant ses escadrons, quand son cheval blessé se cabre et le jette dans un marais; un coup de sabre ouvre son front, et, en perdant connaissance, il s'écrie : « Frères, donnez-moi le dernier coup. » Un kosak allait exaucer ce vœu, lorsqu'un autre l'arrête en disant : « Ne le tue pas, c'est Kosciuszko. » Tous les Polonais tombèrent à leur poste avec héroïsme. Relevé par les Russes, le généralissime languit deux ans dans les cachots de Saint-Pétersbourg. Rendu à la liberté par Paul I[er], il partit pour l'Amérique, et y resta dix-huit mois, revint en France où il fit tout pour provoquer quelque tentative en faveur de la Pologne, puis se retira en Suisse, à Soleure, où il mourut le 15 octobre 1817. Son corps, transporté à Varsovie, repose à côté des tombes royales.

« Kosciuszko, dit un de ses biographes, est le dernier des chevaliers et le premier des citoyens, l'un de ceux qui ont porté le plus haut le drapeau de l'ancienne cause polonaise : une générosité sans bornes ni mesure; un cœur net comme l'acier, et avec cela une âme tendre, confiante et crédule; une douceur, une facilité d'enfant, un héros, un saint, un simple... Appelé à la défense d'une cause désespérée, à la lutte la plus inégale, il accepta, crut au miracle, et, comme un chevalier, un saint, embrassa magnanimement les deux chances, victoire ou martyre. »

§ IX. — *Troisième partage.*

Il restait encore trente mille hommes de troupes nationales, tant anciennes que de nouvelles levées, mais elles étaient mal armées, sans approvisionnements et accablées par les revers et les fatigues. Poniatovski, neveu du roi, était à la tête de quinze mille hommes. Instruit du désastre de Kosciuszko, il manœuvra avec succès pour se replier sur Varsovie, dont il était indispensable de couvrir les approches. Madalinski et Dombrovski se joignirent à lui, et les troupes polonaises prirent position en avant du faubourg de Praga. Le 19 octobre, elles furent attaquées par les troupes prussiennes, commandées par Klinckowstrom, qui leur fit beaucoup de prisonniers. Le 26, les Russes remportaient aussi un avantage assez considérable.

Le 2 novembre, Souvarof, après avoir opéré la réunion de toutes ses troupes, s'approcha du faubourg de Praga, à la tête de quarante mille combattants. Tout avait été employé pour mettre ce faubourg en état de défense. Plus de cent pièces de canon y avaient été portées, et près de douze mille hommes de troupes réglées y étaient secondées par une nombreuse population déterminée à une énergique défense, qui eût pu triompher, si on avait fait un siége régulier. Mais, le 4, l'ennemi ordonna un assaut général sur tous les points. Les colonnes russes s'affaiblissaient déjà, lorsque trois d'entre elles pénétrèrent à la fois dans le faubourg et furent sui-

vies des autres. Alors commença un carnage horrible, malgré lequel les Polonais résistaient toujours. Dix mille habitants, sans distinction d'âge ni de sexe, furent égorgés dans les rues, dans leurs maisons, dans les églises ; hommes, femmes, enfants, vieillards, tout fut massacré ; les enfants, arrachés du sein de leurs mères, furent lancés sur les piques des kosaks ; les prêtres tués sur leurs autels inondés de sang ; en un mot, toutes les cruautés de la soldatesque effrénée signalèrent cette atroce boucherie. Souvarof criait aux siens : « Amusez-vous, » et se faisait tranquillement préparer un bain, tandis que les os d'un monceau d'agonisants craquaient sous le poids de la grosse artillerie qu'on roulait sur eux. Tous ceux qui voulurent se retirer à Varsovie, tombèrent dans la Vistule, le pont ayant été miné par les Russes ; enfin, la moitié de la troupe réglée avait péri sous les coups de l'ennemi, et lorsque Souvarof entra dans le faubourg, il ne put marcher que sur des cadavres. La nuit vint cacher le spectacle effroyable de Praga dépeuplé, et le lendemain fut employé à balayer et à laver les rues qu'obstruaient dix-huit mille morts et des torrents de sang.

La négociation pour la reddition de Varsovie fut aussitôt entamée, et, remarquons-le, le général russe ne voulut point traiter au nom de la République, disant que *Catherine n'était point en guerre avec la République, que son armée n'avait d'autres ordres que de réduire à l'obéissance ceux qui avaient troublé le repos de l'Etat*. Enfin, le 7 novembre, convaincue de l'impossibilité de

résister, Varsovie capitula. Le 8, on fit publier dans toute la ville que la capitulation était signée et que les troupes ennemies entreraient le lendemain. Les prisonniers russes et prussiens furent aussitôt mis en liberté, et chacun, morne et silencieux, attendit avec angoisse le jour qui allait, pour la dernière fois, se lever sur un peuple libre.

Lorsqu'on pouvait craindre pour Varsovie un massacre plus terrible peut-être encore que celui de Praga, Ignace Potoçki se présenta à Souvarof et offrit sa tête pour sauver celle de ses concitoyens : « Je suis, lui dit-il, l'auteur de la constitution du 3 mai, l'instigateur principal de l'insurrection ; je viens m'offrir en expiation. » Le farouche vainqueur fut lui-même ému de ce noble sacrifice ; il fit son entrée dans la capitale le 9 novembre. Les débris de l'armée polonaise, qui s'étaient dispersés, furent successivement désarmés, et tous les citoyens qui s'étaient signalés par leur patriotisme furent déportés en Sibérie ou jetés dans les prisons et les forteresses de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche.

Pour épargner le récit d'ignobles intrigues, nous passerons sous le silence les scandaleux débats qui s'élevèrent entre les trois cours pour le partage des restes de cette Pologne avec laquelle ils déclaraient n'être « point en guerre, » venant seulement rétablir « son repos troublé. » C'est à qui sera le plus cupide, à qui sera le plus fourbe, à qui exclura son allié. Quoique anéantie depuis 1795, la république ne sut à qui elle appartiendrait jusqu'à l'accord qui eut lieu le 21 octobre 1796.

Remarquons qu'à chaque démembrement les gouvernements spoliateurs s'obligeaient solennellement, « pour eux et pour leurs successeurs,» par les traités mêmes de partage, à respecter ce qui restait des possessions polonaises. Or, voici de quelle manière ils tinrent leurs engagements. La Russie, qui s'était déjà emparée de la Kourlande et de Sémigal, prit toute la Lithuanie, la presque totalité de la Samogitie, de la Volynie et du pays de Chelm, c'est-à-dire 2,183 millés carrés. L'Autriche obtint les contrées entre le Bug et la Vistule, ou une portion des palatinats de Lublin, de Sandomir, de Brzesc, de Belz, de Mazovie, de Podlachie et de Krakovie, 834 milles carrés. La Prusse eut tout le territoire situé sur la rive gauche du Bug et de la Vistule, une partie des trois derniers palatinats, outre d'autres provinces, en tout 697 milles carrés. Le point de réunion des partages fut Niemirov, ville dont le nom signifie *discorde*. « Ainsi, dit un historien moderne, fut rayée de la liste des États européens la vaillante nation qui avait servi si longtemps de barrière à l'Europe contre les Russes, les Turcs et les Tartares; ainsi fut consommée cette longue et persévérante iniquité qui emporta pièce à pièce, qui mutila membre à membre l'infortunée Pologne, qui trois fois mit la hache dans ses chairs vives, et enfin la frappa au cœur. »

L'exécution de cette grande spoliation ne fut pas moins atroce que l'acte lui-même. Tout ce que possédait Varsovie, archives, actes publics, bibliothèques, musées, fut enlevé, transporté à Saint-Pétersbourg, pillé, dispersé,

brûlé. Il en fut de même des insignes royaux, archives, joyaux du trésor et autres objets qui furent emportés de Krakovie par les Prussiens. Toutes les villes polonaises furent ainsi dépouillées.

Quant au roi Stanislav-Auguste, il reçut dès 1795 l'ordre de se rendre à Grodno, où, par un raffinement d'ironie, on lui fit signer un acte d'abdication, le 25 novembre, jour anniversaire de son couronnement. Appelé en 1797 de Grodno à Saint-Pétersbourg, il y vivait de la pension de 200,000 ducats que lui faisait la Russie, lorsqu'il mourut, le 12 février 1798, à l'âge de soixante-six ans. Le tzar Paul Ier lui fit faire des obsèques royales.

Cependant la Pologne avait eu la gloire, avant sa chute, de réformer complètement ses lois, ses institutions, ses mœurs, d'étouffer tous les germes de discordes intestines, de rallier à elle tous ses enfants et de se montrer au monde telle qu'elle était, radieuse et régénérée même en succombant sous les efforts coalisés des trois puissances spoliatrices. La noblesse elle-même avait appelé toutes les autres classes à la jouissance de tous les droits civiques et de toutes les libertés sociales et politiques. La bourgeoisie, pleine du sentiment national le plus ardent, était toute dévouée à la république. Les dissidents, recouvrant la liberté la plus entière et l'exercice de tous les droits de citoyen, ne songèrent plus qu'à demander à la patrie l'appui qu'ils avaient en vain si longtemps espéré de l'étranger. Les paysans émancipés étaient devenus les plus intrépides soldats de Kos-

ciuszko. La constitution du 3 mai 1791 avait uni tous les esprits, tous les cœurs. La Pologne était une, elle n'avait plus qu'une âme. Aussi devint-elle impérissable, immortelle au moment même où fut consommé l'attentat qui la fit disparaître du rang visible des nations; et à *la Pologne en décadence* nous allons voir succéder *la Pologne renaissante.*

LA POLOGNE RENAISSANTE.

1795-1863.

I

LÉGIONS POLONAISES EN ITALIE, EN ALLEMAGNE, A SAINT-DOMINGUE (1795-1806).

Un peuple vit tellement de l'idée commune qui le constitue, qu'il peut continuer d'exister même sans territoire. C'est ce qui eut lieu autrefois pour les Juifs, et dans les temps modernes pour la Pologne. « Les races slaves, dit M. Saint-Marc-Girardin, ne meurent pas; elles s'éclipsent. Dans l'éclipse qui commença alors, la Pologne était toujours debout, quoique son sol fût aux mains des trois puissances spoliatrices. Celles-ci le comprenaient si bien qu'elles emprisonnèrent et déportèrent en Sibérie, et jusqu'au Kamtschatka, 14,000 de ses plus illustres et de ses plus généreux enfants. Mais, dans les cachots ou l'exil, tous répétaient ce chant patriotique : « *La Pologne ne périra pas tant que nous vivrons.* »

Ceux qui échappèrent à la captivité et à la déportation se rendirent en Turquie et surtout en France et en Italie, où ils reconstituèrent déjà l'armée de la Pologne, mise au service de notre patrie. Cimentant cette union de leur sang, ils combattirent avec nous sur tous les champs de bataille, et déployèrent dans cette intime confraternité d'armes cette intrépidité proverbiale qui depuis longtemps les avait rendus célèbres. Leur histoire continua, sous le drapeau de la France, par les *légions polonaises* qui nous rendirent d'incalculables services militaires en Italie, en Egypte, sur le Rhin, à Moskou et partout.

Appelé à Paris, au nom des Polonais, le général Dombrovski y arriva le 30 septembre 1796. Il y fut précédé par l'acte de confédération, que les patriotes polonais, réunis secrètement à Krakovie, avaient dressé le 6 janvier. Par cet acte, les confédérés s'engageaient à sacrifier biens, existence et tout ce qui était en leur pouvoir, au premier appel de la nation française. Dombrovski fut reçu avec empressement par le Directoire, qui l'envoya à Milan seconder les opérations de Bonaparte. Avant qu'il y arrivât, Michel Oginski avait écrit à Napoléon une lettre remarquable pour lui demander son appui dans la cause polonaise. Bonaparte dit à Sulkoskvi, qui lui avait présenté la lettre : « Écrivez à votre compatriote que j'aime les Polonais et que j'en fais grand cas ; que *le partage de la Pologne est un acte d'iniquité* qui ne peut se soutenir ; qu'après avoir terminé la guerre en Italie, *j'irai moi-même à la tête des Français pour forcer les puissances à restituer la Pologne.* »

Le 9 janvier 1797, Dombrovski signa avec la république lombarde une convention par laquelle il lui garantissait les services de ses compatriotes pour la défense de sa liberté, et, en échange, la république accordait aux Polonais le droit de citoyens lombards et tout ce qui serait nécessaire à l'entretien des troupes. Les Polonais gardèrent leur uniforme, prirent la cocarde française et les contre-épaulettes aux couleurs nationales lombardes, avec cette inscription : *Gli uomini liberi sono fratelli* (les hommes libres sont frères). Après cette convention, ratifiée par Bonaparte, Dombrovski adressa, le 20 janvier, à ses compatriotes une proclamation remarquable, et tous accoururent en Italie rejoindre les soldats qui formaient la première légion. Ils n'y arrivèrent qu'après bien des obstacles, obligés de traverser six cents lieues d'un territoire ennemi, exposés à être pris et enrôlés de force dans l'armée autrichienne.

Si la formation des légions polonaises, en Italie, servait les intérêts de leur nation, elle rendit aussi directement d'immenses services à la France, et contribua puissamment aux victoires et aux prodigieux succès de Bonaparte. Il ne fut pas longtemps à s'apercevoir que les Polonais lui étaient indispensables et qu'il ne pouvait attaquer la Prusse, l'Autriche et la Russie sans les avoir pour lui. Il s'efforça donc de nourrir leurs espérances par ses émissaires ; il eut soin de séparer tous les prisonniers polonais que le sort de la guerre mettait entre ses mains, pour compléter les légions d'Italie et du Rhin : il travaillait sourdement dans les provinces polo-

naises, soumises aux trois cours, et ses constantes victoires augmentaient chaque jour le nombre de ses adhérents.

Déjà en avril 1797, Dombrovski était à la tête de 5,000 Polonais et proposa un plan d'insurrection slave au Directoire, qui allait l'accepter, lorsque Napoléon signa la paix à Leoben, le 18 avril, puis à Campo-Formio, le 27 octobre, et détruisit ainsi l'espoir des Polonais. Dombrovski se rendit au camp de Bonaparte et lui fit de justes reproches sur sa conduite ; Bonaparte lui répondit que le moment n'était pas encore venu, et qu'il fallait patienter et persévérer.

Les Polonais persévérèrent en effet. Cette déception ne les refroidit pas, et leur dévouement fut le même depuis le premier appel, pour la cause républicaine, jusqu'à la défaite de Waterloo. A la fin de 1797, les légions polonaises comptaient déjà 7,146 combattants, et s'étaient signalées à Rimini, Salo, Brescia, et en prenant Vérone d'assaut. Bientôt après, elles furent appelées à la campagne de Rome. Dombrovski entra dans la ville éternelle à la tête de ses légions, le 3 mai 1798, jour anniversaire de la constitution de 1791 ; le premier bataillon et l'artillerie occupèrent le Capitole. L'étendard de Mahomet, que jadis Sobieski, après la délivrance de Vienne, en 1683, avait déposé avec son sabre à Notre-Dame de Lorette, furent les glorieux trophées que le consulat romain offrit à Dombrovski. L'étendard suivit dès lors le quartier général des légions, et le sabre fut envoyé à Kosciuszko. Le général en chef autorisa la célé-

bration solennelle de la fête de Saint-Stanislas, leur patron; dans leur église nationale de Rome, fondée en 1580 par le cardinal Hosius. Dans tout le cours de leurs campagnes, les soldats polonais observaient scrupuleusement toutes les pratiques du culte catholique.

Sans solde, sans habits, dépourvus de tout, ils se couvrirent de gloire à Ferentino, à la Coza, à Frosinone, à Magliano (1er décembre 1798), à Civitta-Castellano (4 décembre), où une charge de la cavalerie polonaise décida la victoire de 6,000 hommes contre 40,000 Napolitains, enlevèrent d'assaut Fabricia et Fellari, firent 3,000 prisonniers, prirent 16 canons; se signalèrent à Sezza, à Castano, à Terracine, à Trajetto (9 janvier 1799), forcèrent le passage du Garigliano, et le 22 janvier occupèrent Naples. Leur conduite, si remarquable, avait provoqué l'ordre du jour suivant, donné au quartier général français le 2 décembre 1798 :

« L'armée est prévenue qu'une colonne de Napolitains, forte de *cinq mille* hommes, a attaqué hier le poste de Magliano et s'en était emparée. Le général polonais Kniazievicz,à la tête de *trois cents* hommes de sa légion a reçu l'ordre d'attaquer Magliano. Il a forcé l'ennemi de s'enfuir, en a tué un grand nombre, fait des prisonniers, pris tous les équipages de campements, toute la pharmacie et les bagages. Les Polonais se sont conduits avec infiniment de bravoure. Il est à remarquer qu'un corps de *trois cents* hommes en a repoussé un de *cinq mille*. — Léopold Berthier. »

Pour prix de tant de faits d'armes, Championnet,

commandant en chef des troupes franco-polonaises, envoya Kniazievicz présenter au gouvernement français les drapeaux pris sur l'ennemi. Le général polonais prononça devant le Directoire un discours remarquable qui se termine ainsi : « Mes compatriotes, pénétrés de reconnaissance et pleins d'espoir dans la bienveillance de la grande nation, ont juré, dans leur âme, que la cause de la république française leur sera toujours sacrée, car ils la considèrent comme commune et à jamais inséparable de la leur. Vive la république! »

Barras, président du Directoire, répondit au général polonais et finit en ces termes : « Retournez, citoyen, vers les vainqueurs de Capoue et de Naples; revoyez ces braves Polonais qui ont préféré l'exil à l'esclavage : la république les a adoptés, la France est leur patrie. Revoyez les rangs de ces héros républicains, compagnons et témoins de vos exploits; allez partager avec eux toute l'estime de la patrie et les félicitations du Directoire; dites à vos légions que leur courage a démontré qu'elles étaient dignes de la liberté, et que l'histoire n'offre rien de comparable à leurs triomphes. »

A peine le bruit de ces victoires était-il arrivé au Directoire qu'une nouvelle coalition du Nord s'était formée contre la France; Souvarof, le bourreau de Praga, commandait les Austro-Russes. La perte qu'essuyèrent les Polonais dans les combats du 26 mars et 15 avril 1799 témoigna de l'énergie de leur résistance. A cette occasion le Directoire leur adressa, le 28 avril, les remercîments suivants : « Braves Polonais! vous

n'avez pu arracher votre patrie à l'asservissement, mais vous avez juré de défendre la liberté partout où elle portera ses étendards ! C'est avec un courage digne d'elle que vous avez combattu le 6 germinal. Le Directoire, à qui le général en chef de l'armée d'Italie en a rendu compte, vous en témoigne toute sa satisfaction. En cimentant de votre sang l'édifice républicain, vous laisserez à vos compatriotes votre souvenir, votre exemple et le noble désir de vous imiter. »

Cependant au milieu de ces triomphes, continués à Ocella, Cortone, Pérouse, les Polonais épuisaient les dernières gouttes de leur sang. Les combats de Grassano, de Trebia, de Tidone, de Rivalta leur enlevèrent plus de 7,000 hommes. A celui de Trebia, qui dura trois jours (17, 18 et 19 juin 1799), ils perdirent plus de 1,000 hommes, et à celui de Novi, 1,500. La deuxième légion, réduite de 4,000 à 800, fut faite prisonnière par trahison à la capitulation de Mantoue. La première, partie de Naples, fit sa jonction avec la grande armée, après avoir surmonté des difficultés inouïes, et, le 5 nivôse an VIII (1799), Bonaparte adressa la lettre suivante à Dombrovski qui la commandait : « De retour en Europe, citoyen général, j'ai appris la conduite que vous et vos braves avez tenue en Italie pendant la dernière campagne ; dites-leur qu'ils sont toujours présents à ma pensée, que je compte sur eux, que j'apprécie leur dévouement pour la cause que nous défendons, et que je serai toujours leur ami et leur camarade. »

Les Polonais avaient aussi mêlé leur sang à celui de

la France dans la campagne d'Egypte où se distinguèrent Ziaonczek, Sulkovski et une foule d'autres.

Détruites une première fois par leurs propres victoires, les légions polonaises se reformèrent bientôt et reparurent simultanément en Italie et en Allemagne. Celles d'Italie, réorganisées par l'infatigable Dombrovski, avaient, dès le 3 octobre 1800, quatre nouveaux bataillons que d'autres suivirent, elles furent réduites à 800 hommes par la campagne de Marengo, mais le 20 novembre elles comptaient 5,000 combattants. Elles s'illustrèrent à Castel-Novo, Calvacello, Sermione et au siége de Peschiera.

De leur côté, les légions, dites du *Danube*, et réunissant 3,600 Polonais commandés par le général Kniazievicz, se couvrirent de gloire sur les champs de bataille de Francfort et d'Offembourg, et le 3 décembre 1800 décidèrent la célèbre bataille de Hohenlinden, en délivrant la division française Richepanse, assaillie par les Autrichiens. Le commandant en chef, Moreau, reconnut publiquement, dans son rapport, « que l'armée française devait le succès de cette glorieuse journée à l'inébranlable constance du général Kniazievicz, dont les soldats avaient pour la première fois combattu sous ses yeux. » Ils ne se signalèrent pas moins au passage de la Saltza, et, depuis, formant l'avant-garde de l'armée du Rhin, ils ne laissèrent aucun repos à l'ennemi. Mais la trêve de Styrie et la paix de Lunéville (26 janvier 1801) vinrent tromper pour la quatrième fois les espérances de la Pologne. Non-seulement Napoléon ne sti-

pula rien pour elle, mais il eut la faiblesse de consentir à la demande de l'Autriche, qui exigea que le nom de *légions polonaises* disparût des cadres de l'armée française.

Quelle ne fut pas la douleur des Polonais en présence de si cruelles déceptions! Cependant, après tant de combats meurtriers, les légions polonaises comptaient encore 15,000 hommes. Le premier consul voulut en composer sa garde; mais les Polonais, se prêtant peu à ce projet, quelques-uns furent dirigés sur Naples et incorporés dans les troupes de Murat, après la paix d'Amiens conclue le 27 mai 1802. Huit cents autres, malgré leurs protestations, leur résistance et sous la menace du feu de la mitraille, furent embarqués à Gênes et à Livourne pour la fatale expédition de Saint-Domingue, où presque tous périrent par le climat, la maladie, la guerre. Voilà comment furent récompensées six années de luttes, de privations inouïes, de sacrifices héroïques pour la France. Kosciuszko avait-il donc raison lorsqu'il disait : « Je ne sais pourquoi, malgré la sympathie qui règne entre les Français et les Polonais, les Français nous abandonnent toujours dans les crises les plus décisives? » Ce n'était plus là seulement un abandon, mais une odieuse ingratitude.

Cependant une partie de la légion sous les ordres de Dombrovski, dissoute et dispersée sur plusieurs points de l'Europe, vit bientôt des jours meilleurs (1806).

II

Grand-duché de Varsovie (1807-1815).

§ I. — *Les Polonais sous l'Empire, de* 1807 *à* 1812.

Pendant ce temps, les trois puissances spoliatrices s'efforçaient de détruire tout ce qui pouvait rappeler la nationalité polonaise, sa religion, ses lois, ses institutions, ses mœurs, ses coutumes, ses monuments historiques, et faisaient sentir leur domination par des exactions et des persécutions de tout genre. Mais la Pologne, toujours vivante, luttait avec succès. Le zèle infatigable du prince Adam Czartoryski assurait l'existence des écoles nationales, et les mettait à l'abri des spoliations russes. L'université de Vilna, organisée par Jérôme Stroïnovski, ancien piariste, acquit bientôt une grande célébrité, et devint un foyer de lumière pour toute la Lithuanie. Thaddée Czacki fonda le lycée de Krzemieniec, et répandit l'instruction dans toutes les provinces du midi. La célèbre *Société des Amis des sciences*, établie en 1801 à Varsovie, eut pour but principal la conservation de la langue polonaise. Ainsi la Pologne, qui avait déjà une armée à l'étranger, se réfugiait à l'intérieur dans deux citadelles inexpugnables, la religion et la science. C'est ainsi qu'elle renaissait même sous le joug, qui d'ailleurs allait sous peu être brisé pour une partie de ses anciennes provinces.

Bientôt il se forma, malgré les traités, une nouvelle

coalition austro-russe, que Napoléon brisa à Austerlitz, le 2 décembre 1805. Avant cette bataille, il avait envoyé des agents à Varsovie pour préparer le rétablissement de la Pologne qu'il méditait. Mais il n'osa pas, et ce fut cette grande faute politique qui le perdit. La victoire d'Iéna, remportée le 14 octobre 1806, lui fournissait cependant l'occasion la plus propice de relever ce grand empire, dont le dévouement à la France était sans bornes, et qui, tenant en respect à la fois la Prusse, l'Autriche et la Russie, aurait prévenu la chute de Napoléon et les fatales invasions de 1814 et 1815.

Napoléon comprit pourtant la nécessité de rétablir au moins la partie de la Pologne dont s'était emparée dans les derniers temps la Prusse qu'il venait d'écraser. La restauration du duché de Varsovie pouvait être le germe de celle de la Pologne tout entière. Le 3 novembre 1806, Dombrovski fit un appel à la nation polonaise; le 7, les troupes françaises entrèrent à Posen et le 28 à Varsovie, où elles furent accueillies avec des transports de joie et d'enthousiasme. Le gouvernement fut confié à des Polonais et la justice se rendit au nom de Napoléon. Le 11 décembre, celui-ci avait conclu un traité d'alliance offensive et défensive avec le roi de Saxe, et dans la nuit du 18 au 19 il arriva à Varsovie. Une *commission suprême de gouvernement* fut instituée par décret du 14 janvier 1807.

Dès le mois de novembre précédent, des députés polonais étaient venus, à Berlin, présenter à l'Empereur les vœux de la nation et le solliciter de proclamer l'indé-

pendance de leur patrie. « *La France*, leur répondit-il, *n'a jamais reconnu les différents partages de la Pologne;* je ne puis néanmoins proclamer votre indépendance que lorsque vous serez décidés à défendre vos droits comme nation, les armes à la main, par toutes sortes de sacrifices, celui même de la vie... Instruits par vos malheurs, unissez-vous, et prouvez au monde qu'un même esprit anime toute la nation polonaise. » Ils l'avaient assez prouvé depuis longtemps, et Napoléon lui-même avait pu voir s'ils savaient mourir pour la défense de leur nationalité.

Le 27 du même mois de novembre 1806, le comte Radzinunski, à la tête des sénateurs polonais, adressa à Napoléon un discours où il le suppliait de faire renaître la Pologne de ses cendres. L'empereur lui répondit : « Ce qui a été détruit par la force, ne peut être rétabli que par la force. Je verrais avec un vif intérêt le royaume de Pologne se relever, et son indépendance assurer celle de ses voisins, menacée par l'ambition démesurée de la Russie. Mais des discours et des vœux stériles ne suffisent pas; si les prêtres, les nobles, les bourgeois font cause commune, prennent la ferme résolution de triompher ou de mourir, ils triompheront, et *ils peuvent toujours compter sur ma protection.* »

Trente mille Polonais déjà sous les armes se couvrirent de gloire à Dirschau, à Mewe, à Grandentz et au siége de Dantzik. Le 3 mai 1807, la garde nationale de Varsovie fut organisée, le faubourg de Praga fortifié et les travaux de la forteresse de Modlin activement pour-

suivis. Enfin le 7 juillet, Napoléon, par le traité de Tilsitt, constitua de la Prusse polonaise et de plusieurs autres provinces de l'ancienne Pologne, le grand-duché de Varsovie, qu'il concéda à Frédéric-Auguste, roi de Saxe, le même que la constitution du 3 mai appelait au trône, pour succéder à Stanislav-Auguste Poniatovski. Le 22 juillet, Napoléon signa à Dresde le Statut constitutionnel du grand-duché, dont les articles proclamaient l'émancipation complète des paysans décrétée par la diète de 1791, l'égalité devant la loi, le catholicisme, religion de l'État, la liberté des cultes, une diète nommée par les diétines et les assemblées communales divisée en deux chambres, un sénat à vie et une chambre des nonces, le vote du budget, l'indépendance des tribunaux, l'administration des villes et des bourgs par des palatins et des castellans, et la création d'une armée permanente composée de douze régiments d'infanterie, six de cavalerie et d'une brigade d'artillerie. La première diète se réunit le 1er mars 1809, et le Code Napoléon y fut adopté par cinq cents voix contre deux.

Frédéric-Auguste nomma des palatins et des castellans, et rétablit l'ordre militaire, *Virtuti militari*, fondé en 1792, et aboli par la confédération de Targovica. Bientôt l'armée fut complétement organisée. On vit s'élever à Varsovie des écoles militaires, de génie, de droit, de médecine, et une Chambre d'éducation s'occupa d'une nouvelle organisation de l'instruction nationale. Les Polonais conçurent les plus hautes espérances, en voyant ce pays, qui n'avait, il est vrai, que trois mil-

lions d'habitants et dix-huit cents lieues d'étendue divisées en six départements, administré comme un État destiné à jouer un grand rôle, entretenant une puissante armée, ayant un sénat, un corps législatif, un conseil d'État, des ministres pour toutes les parties de l'administration, un résident français, etc.; ils ne doutèrent pas du rétablissement complet de la Pologne, surtout en rapprochant l'état de leur grand-duché des promesses de l'empereur à Berlin, à Posen, à Varsovie.

A peine ce duché était-il constitué, que Napoléon déclara la guerre à l'Espagne, et l'élite des troupes polonaises, connues sous le nom de *Légions de la Vistule,* allèrent dans ces pays lointains soutenir les efforts de l'armée française. Comme partout et toujours les Polonais s'illustrèrent sur les bords de l'Ebre et du Tage. Les annales de cette guerre sont remplies de leurs hauts faits d'armes, principalement aux deux prises de Sarragosse et au passage de Sommo-Sierra. Mais, tandis qu'ils servaient la France en Espagne, l'Autriche envahit le duché de Varsovie, sans déclaration de guerre, et occupa la capitale à la suite d'une sanglante bataille livrée le 19 avril 1809. Joseph Poniatovski porta son quartier général à Serok, battit les Autrichiens à Grochov, à Radzymin, surtout à Gora, et entra à Lublin le 14 mai; les 18 et 20, les généraux Sokolnicki et Pelletier prirent les forteresses de Zamosc et de Sandomir, et le 28 mai Rozniecki occupa, au nom de Napoléon, Léopol, capitale de la vieille Galicie, province envahie par l'Autriche dès 1772, et qui revint ainsi à la Pologne.

A la suite de semblables victoires des armes polonaises dans la grande Pologne et la Mazovie, l'archiduc Ferdinand d'Este se sauva, dans la nuit du 1er au 2 juin, de Varsovie, qui le même jour fut réoccupée par les Polonais. Alors les dames quittèrent le deuil qu'elles n'avaient pas cessé de porter pendant les quarante jours de l'occupation ennemie. Le 15 juillet, Poniatovski fit son entrée à Krakovie, et l'avant-garde polonaise était déjà sur la route de Vienne, lorsqu'arriva la nouvelle de la paix conclue entre Napoléon et le gouvernement autrichien, le 14 octobre 1809. Rien ne saurait peindre la consternation des Polonais, qui, voyant l'Autriche écrasée à Wagram, prise entre deux feux, s'attendaient à faire reconnaître l'existence de la Pologne qu'ils venaient de reconquérir à force d'héroïsme et de sacrifices. L'ancienne Galicie leur fut arrachée et la nouvelle Galicie fut organisée en quatre nouveaux départements auxquels s'appliqua la constitution du grand-duché de Varsovie, qui fut ainsi augmenté de 2 millions d'âmes.

Les années 1810 et 1811 furent consacrées à l'organisation complète de l'armée et de tous les services publics, à d'utiles fondations, à de sages mesures pour ramener partout l'ordre et la prospérité.

§ II. — *Indépendance de la Pologne proclamée. Campagne de Russie. Joseph Poniatovski Napoléon Ier et la Pologne* (1812-1815).

Les trois puissances co-partageantes avaient lieu de craindre le rétablissement de toute l'ancienne Pologne.

La Russie, pressentant que, pour sa part, elle y serait bientôt forcée par une prochaine rupture avec Napoléon, prétendait prendre elle-même l'initiative, en organisant le duché de Lithuanie comme État distinct et indépendant, sur ces bases, d'après les Mémoires du comte Oginski : « L'administration serait confiée à un chef qui devrait avoir une cour et une représentation; les lois, statuts et formes de procédure de la Lithuanie seraient seuls admis; les Lithuaniens seraient placés au rang des autres gouvernements de l'empire, pour les impôts et leur mode de perception, etc., etc. » Il fut même question du rétablissement du royaume entier de Pologne. Mais déjà il était trop tard. Le 14 mai 1812, la France concluait avec l'Autriche un traité dont un des articles secrets garantissait à cette dernière puissance la possession de l'Illyrie en échange de la Galicie, qui devait être restituée à la Pologne; ce qui eût fait ainsi du duché de Varsovie un puissant État de 17 millions d'âmes. L'abbé de Pradt fut nommé ambassadeur extraordinaire de la France à Varsovie, et le baron Bignon chargé d'affaires, résidant à Vilna. Le 2 juin, Napoléon était à Posen; le 24, son armée passait le Niemen à Kovno; et le 28, lui-même faisait son entrée à Vilna.

Ce jour marquait un acte mémorable et solennel dans les annales polonaises. Le 26, le vieux prince Adam Czartoryski, staroste général de Podolie, avait ouvert la diète. Le conseil des ministres proposa, au nom du roi, d'appeler la nation à se confédérer pour l'indépendance de la patrie. Le 28, la diète proclama, au milieu des

acclamations les plus enthousiastes, la Pologne rétablie, et réunissant de nouveau dans un seul et même État le peuple polonais et lithuanien; elle convoqua les diétines, déclara la nation confédérée pour recouvrer son indépendance et somma tous les Polonais employés par la Russie de se mettre au service de la Pologne. «Quel jour! quel joie! quels transports! Qui pourra jamais les peindre! » s'écrie M. de Pradt, témoin de ce grand acte de réparation. C'était une ivresse qui tenait du délire; on pleurait de bonheur; toutes les rues retentissaient de cris et de chants populaires. Tous les édifices furent subitement pavoisés des anciennes bannières polono-lithuaniennes, et chaque habitant arbora la cocarde bleue et amarante.

La diète, transformée en confédération générale du royaume, jura solennellement de poursuivre jusqu'au bout et par tous les moyens l'œuvre de l'indépendance nationale, appela tous les citoyens aux armes, et toute la population voulait prendre part à cette lutte sacrée. La Lithuanie, la Samogitie, la Volynie, l'Ukraïne, la Podolie répondirent avec transport à l'appel de la patrie, et des étrangers même s'y associèrent. Une députation, envoyée à Napoléon, lui dit :

Sire! la diète du grand-duché de Varsovie réunie à l'approche des armées de V. M. a reconnu d'abord qu'elle avait des droits à réclamer et des devoirs à remplir. Elle a déclaré le rétablissement du royaume de Pologne... Nation indépendante depuis des temps reculés, nous n'avons perdu notre territoire ni par des traités, ni par des conquêtes, mais par la trahison qui n'a jamais constitué de droit. Nous avons vu le dernier roi traîné à

Pétersbourg où il a péri, et notre nation mise en lambeaux par des princes avec qui nous n'avions pas la guerre.

Oui, sire, la Pologne est proclamée, elle existe par les lois, mais elle doit exister par le fait. Dites, sire : *Le royaume de Pologne existe*, ce décret sera pour le monde équivalent à la réalité. Nous sommes seize millions de Polonais, parmi lesquels il n'y en a pas un dont le sang, le bras, la fortune ne soient dévoués à V. M... Depuis trois siècles, la Pologne a toujours tourné ses regards vers la France; nous présentons à V. M. l'acte de la confédération par lequel nous réclamons l'existence de la Pologne. Nous renouvelons devant vous, au nom de tous nos frères, le serment de persévérer dans cet engagement solennel en y concourant de toutes nos facultés morales, de tous nos moyens et, s'il le fallait, avec tout le sang qui coule dans nos veines, afin d'achever une entreprise qui n'aura pas été formée en vain, si V. M. daigne l'appuyer.

L'empereur répondit :

Gentilshommes, députés de la confédération de Pologne, j'ai entendu avec intérêt ce que vous venez de me dire. Polonais, je penserais et j'agirais comme vous, j'aurais voté comme vous dans l'assemblée de Varsovie. L'amour de la patrie est la première vertu de l'homme civilisé.

Dans ma position, j'ai bien des intérêts à concilier et bien des devoirs à remplir; *si j'eusse régné lors du premier, du second ou du troisième partage de la Pologne, j'aurais armé tout mon peuple pour vous secourir*. Aussitôt que la victoire m'a permis de restituer vos anciennes lois à votre capitale et à une partie de vos provinces, je l'ai fait avec empressement.

J'aime votre nation ; pendant seize ans j'ai vu vos soldats à mes côtés dans les champs d'Italie et d'Espagne; j'applaudis à tout ce que vous avez fait; j'autorise les efforts que vous voulez faire; tout ce qui dépendra de moi pour seconder vos efforts, je le ferai.

Si vos efforts sont unanimes, vous pouvez concevoir l'espoir de réduire vos ennemis à reconnaître vos droits; mais dans ces contrées si éloignées et si étendues, c'est surtout sur l'unanimité

des efforts de la population qui les couvre que vous devez fonder vos espérances de succès.

Je vous ai tenu le même langage lors de ma première apparition en Pologne.... Que la Lithuanie, la Samogitie, Witepsk, Polotsk, Mohilow, la Wolhynie, l'Ukraine, la Podolie soient animées du même esprit que j'ai vu dans la grande Pologne, et la Providence couronnera par le succès la sainteté de votre cause; elle récompensera ce dévouement à votre patrie, qui vous a rendus si intéressants et vous a acquis tant de droits à mon estime et à ma protection, *sur laquelle vous devez compter dans toutes les circonstances.*

Deux jours auparavant, Napoléon parlait en ces termes, dans son 6e bulletin du 12 juillet :

Le peuple de Pologne s'émeut de tous côtés. L'aigle blanche est arborée partout. Prêtres, nobles, paysans, femmes, tous demandent l'indépendance de leur nation. Les paysans sont extrêmement jaloux du bonheur des paysans du grand-duché, qui sont libres : car, quoi qu'on dise, la liberté est regardée par les Lithuaniens comme le premier des biens. Les paysans s'expriment avec une vivacité d'élocution qui ne semble pas appartenir aux climats du nord; et tous embrassent avec transport l'espérance que la fin de la lutte sera le rétablissement de leur liberté.

Dans cette fatale campagne de Russie, le duché de Varsovie, qui ne comptait guère que quatre millions d'habitants, trouva moyen de fournir à la France une armée de 80,000 hommes, placée sous les ordres de Joseph Poniatovski et divisée en quatre corps, commandés par Dombrovski, Zaionczek, Kaminski et Kniazievicz. Comme toujours, elle fit des prodiges et se montra admirable partout, notamment dans les combats des 17 août, 5, 8 et 29 septembre, 18 octobre, 27 novembre, à Smolensk, à Borodino, et entra pour la cinquième fois triom-

phante à Moskou. Mais rien ne peut dire ce qu'elle souffrit, sans solde, sans habits, sans chaussures, sans pain, se nourrissant de chair de cheval, assaisonnée de poudre et de suif, par cet hiver terrible, où les soldats brûlaient des maisons entières pour se jeter en démence dans les flammes et où plusieurs dévorèrent les cadavres de leurs compagnons qui tombaient par milliers. Bobruisk fut assiégée par la division de Dombrovski, Riga par une autre division polonaise, et le corps de Kosinski appuyait l'aile droite des troupes du feld-maréchal Schwartzemberg. Zaionczek avait été amputé sur le champ de bataille, au passage de la Bérézina. A peine 3,000 Polonais parvinrent-ils à regagner leur patrie : 72,000 avaient payé de leur vie leur dévouement à la France.

De ces débris, une partie défendit Dantzik, Thorn, Modlin, Zamosc ; une autre, sous les ordres de Dombrovski, suivit la grande armée en Allemagne ; et une troisième, commandée par Poniatovski, se maintint quelque temps aux environs de Krakovie et de Czènstochova, et, augmentée d'une nouvelle levée de 13,000 hommes, rejoignit en Saxe l'armée française, dont elle partagea tous les périls. Le 19 octobre 1813, elle perdait son chef, Joseph Poniatovski, ce héros si populaire en France comme en Pologne, et qui a été surnommé à juste titre le *Bayard polonais*.

Né le 7 mai 1766, il s'était signalé dès 1787 dans la guerre contre la Turquie, où il fut dangereusement blessé lors de la prise de Sabatch. Après ses glorieuses campagnes de 1792 et 1794 au service de la Pologne contre

la Russie, il avait repris pour la seconde fois le chemin de l'exil, et repoussa les offres brillantes de Catherine II et de Paul Ier ; ce dernier l'en punit par la confiscation de tous ses biens. Rentré dans sa patrie en 1806, il fut ministre de la guerre après la paix de Tilsit, et fit ensuite contre l'Autriche l'admirable campagne de 1809, dont nous n'avons pu même indiquer le sommaire, et qui lui valut la lettre autographe la plus flatteuse de Napoléon, le grand cordon de la Légion d'honneur, un magnifique sabre d'honneur et d'autres présents. Il s'illustra dans la campagne de Russie et surtout dans celle de 1813; paya de sa personne en tous lieux, à Gabel, à Friedland, à Richeberg, fit le 16 octobre devant Leipzig des efforts surhumains, et Napoléon le mit le soir même à l'ordre du jour de l'armée, en le proclamant maréchal de France. Chargé le 19, après de continuels combats, de couvrir la retraite des débris de l'armée française, il contint, avec 700 fantassins et 60 lanciers, des masses formidables, s'écriant : « Compagnons, mourons comme il convient aux enfants de la patrie ! » Deux fois blessé, on le conjurait de ménager ses jours : « Non, répondit-il, Dieu m'a confié l'honneur des Polonais; c'est à lui seul que je veux le remettre. » Atteint d'une troisième blessure et cerné de toutes parts, il passe la Pleisse à la nage, et sommé de se rendre, préfère braver la hauteur et l'escarpement des rives de l'Elster et s'élance dans ses flots rapides où, affaibli par une lutte de plusieurs jours et la perte de son sang, il s'engloutit, malgré les efforts de son fidèle aide de camp Bléchamp, qui périt avec lui.

La Pologne tout entière versa des larmes de désespoir; l'ennemi même s'arrêta pour assister aux funérailles de ce grand homme, dont le corps fut inhumé dans la cathédrale de Krakovie, entre Sobieski et Kosciuszko. Une souscription nationale lui éleva une statue équestre, et les plus humbles chaumières de la France conservent son image avec une sorte de culte.

Avec lui succomba de nouveau la Pologne ; les Russes étaient entrés à Varsovie dès le mois de février 1813. Cependant les Polonais, suivant toujours le drapeau de la France, continuèrent à combattre avec leur bravoure accoutumée. Mais au moment de repasser le Rhin pour entrer en France, ces chevaleresques débris qui se sacrifiaient avec tant d'enthousiasme, voulurent obtenir de Napoléon une déclaration à leur égard. Le 27 octobre, sur un tertre écarté de la route, non loin de Fulde, et au milieu d'un cercle composé d'officiers polonais, l'empereur leur dit :

« On m'a rendu compte de vos intentions : comme empereur, comme général, je ne puis que louer vos procédés; je n'ai rien à vous reprocher. Vous avez agi loyalement envers moi; vous n'avez pas voulu m'abandonner sans me rien dire, et même vous m'avez promis de me reconduire jusqu'au Rhin... Aujourd'hui je veux vous donner de bons conseils... Vous êtes maîtres de retourner chez vous, si c'est votre intention; deux ou trois mille hommes de plus ou de moins, tant braves que vous êtes, ne changeront rien à mes affaires. Mais craignez que vos frères, que la postérité n'ait à vous re-

procher si la Pologne n'existe plus! Si vous m'abandonnez, je n'aurai plus le droit de parler pour vous; et je crois que, malgré les désastres qui ont eu lieu, je suis encore le plus puissant monarque de l'Europe. Les choses peuvent prendre une autre face... Et d'ailleurs, comme vous existez par des traités, jusqu'à ce qu'il y en ait un autre, votre existence politique n'est pas anéantie... *J'ai toujours tenu à votre existence et je chercherai constamment à vous en donner la preuve.* »

A ces mots, les cris de *vive l'Empereur!* les protestations qu'on ne l'abandonnerait pas retentirent de toutes parts; et, en effet, les Polonais restèrent fidèles à la France jusqu'à l'île d'Elbe, jusqu'à la journée de Waterloo; que dis-je! jusqu'à cette heure, où ils attendent l'accomplissement de tant d'anciennes promesses.

III

ROYAUME DE POLOGNE (1815-1830).

Le duché de Varsovie n'était que le don d'un conquérant. La confédération de 1812 fut le premier effort général de la nation pour recouvrer son indépendance. En succombant matériellement, la Pologne perdit son unité politique, mais reconquit son unité nationale; ce qui était un pas immense vers sa complète reconstitution; en disparaissant comme État, elle reparut comme nation, et cette nationalité, niée jusqu'alors par toutes

les puissances, fut publiquement et solennellement reconnue par elles dans les traités qui lièrent toute l'Europe. C'était toute une révolution.

L'empereur de Russie, Alexandre lui-même, demanda son rétablissement comme une réparation vraiment morale, proclamant hautement que « le partage de la Pologne avait été un *attentat,* » et que « rétablir une Pologne incomplète, mensongère, qu'on laisserait russe, c'était vouloir faire à l'Europe une illusion à laquelle elle ne se prêterait jamais. » L'Angleterre voulait plus, et demandait sa complète indépendance de la Russie. Le 11 octobre, son plénipotentiaire, lord Castlereagh, déclara qu'il « s'opposait itérativement et avec force, au nom de sa cour, à l'érection d'un royaume de Pologne qui fût uni et qui fît partie de la couronne impériale de Russie... le désir de sa cour étant de voir une puissance *indépendante*, plus ou moins considérable en étendue, établie en Pologne sous une dynastie *distincte* et comme un *État intermédiaire entre les trois grandes monarchies.* » Bien plus, l'empereur d'Autriche lui-même avait déclaré que loin de consentir à la réunion de tout le duché de Varsovie à la Russie, il était plutôt disposé à concourir par des restitutions à l'entier rétablissement de la Pologne, comme empire indépendant.

Un traité définitif mit fin à ces débats, mais en réservant expressément les droits de l'indépendance et de la nationalité polonaises. Dans ce traité signé le 3 mai 1815, on lit en effet : « Les Polonais, sujets respectifs des hautes parties contractantes, obtiendront des *insti-*

tutions qui ASSURENT LA CONSERVATION DE LEUR NATIONALITÉ. »

L'article I[er] de l'acte général du congrès de Vienne, du 9 juin 1815, porte aussi : « Les Polonais, sujets respectifs de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, obtiendront UNE REPRÉSENTATION ET DES INSTITUTIONS NATIONALES. »

Par l'article 1[er], l'empereur de Russie « se réserve de donner à cet État (le duché de Varsovie), *jouissant d'une administration distincte*, l'extension intérieure qu'il jugera convenable. Il prendra, avec ses autres titres, celui de *roi de Pologne.* » Par l'article 4, « les principes établis sur la libre navigation des fleuves et canaux dans toute l'étendue de l'*ancienne Pologne* seront invariablement maintenus. »

Il résulte évidemment de l'ensemble de ces dispositions que, malgré la séparation politique de ses provinces, l'unité nationale, civile et commerciale de la Pologne est proclamée et garantie par toute l'Europe. En outre, l'article 6 déclare à perpétuité cité libre, indépendante et strictement neutre, sous la protection de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, la ville de Krakovie avec son territoire. Érigée en république, elle aura une constitution faite par ses habitants.

Sous ces conditions, l'Autriche garda la Galicie, les districts de Tarnopol, de Podgorze et les salines de Vieliczka ; la Prusse conserva ce qu'elle avait, plus le duché de Posen, Dantzik, Thorn et l'ancien palatinat de Culm ; enfin la Russie eut, outre ses possessions anté-

rieures, le duché de Varsovie et le cercle de Bialystok. Mais le duché de Varsovie recouvra le nom de « royaume de Pologne, » et forma un « État jouissant d'une administration distincte, » d'une étendue de 2,270 milles de superficie, divisé en 8 palatinats, 39 arrondissements, 77 districts, et peuplé de 4 millions d'âmes (1). Le duché de Posen, comptant plus d'un million d'habitants, était distinct de la monarchie prussienne, et la république de Krakovie proclamée indépendante.

La Prusse, l'Autriche et la Russie prirent elles-mêmes soin de constater solennellement les droits de la nationalité polonaise, en donnant chacune à leurs provinces de la Pologne une représentation nationale. Dès le 27 novembre 1815, le tzar promulgua, pour le royaume de Pologne proprement dit, une charte constitutionnelle dont voici les principaux articles : « Le gouvernement se compose de trois pouvoirs : le roi, une chambre haute et une chambre basse. Le roi, ou son lieutenant, est assisté d'un conseil d'État. Il y a cinq ministres responsables de tout acte ou de tout décret contraire à la constitution. Le roi et les deux chambres forment l'autorité législative. Le sénat présente deux candidats quand une place vient à vaquer dans ce corps, et le roi choisit. Les membres de l'autre chambre sont élus par les diétines et les communes. La diète doit se réunir tous les deux ans. Toutes les motions sont décidées par la majorité des votes. La reli-

(1) Vers 1836 la population réunie de l'ancienne Pologne dépassait 30 millions d'hommes.

gion catholique romaine, professée par la plus grande partie des habitants de la Pologne, sera l'objet des soins particuliers du gouvernement, mais sans déroger en aucune manière à la liberté des autres cultes. La liberté de la presse est garantie. La loi protége également tous les citoyens, sans distinction de classe ou de condition. Nul ne peut être arrêté qu'en vertu des lois existantes. Toute propriété est déclarée sacrée et inviolable. Toutes les affaires publiques, administratives, judiciaires et militaires seront traitées en langue polonaise. Les emplois publics, civils et militaires, ne peuvent être exercés que par des Polonais. La nation polonaise aura à perpétuité une REPRÉSENTATION NATIONALE ; elle consistera dans la diète, composée du roi et de deux chambres : la première sera formée du Sénat, la seconde des nonces et des députés des communes. Tous nos successeurs au royaume de Pologne sont astreints à se faire couronner rois de Pologne dans la capitale, et ils prêteront le serment ci-après : « Je jure et promets, devant Dieu et sur l'Evangile, de maintenir et faire exécuter de tout mon pouvoir la Charte constitutionnelle. » Il y aura dans chaque arrondissement une assemblée communale ; elle choisira un député à la diète, un membre pour le conseil de palatinat, et formera une liste de candidats pour les emplois administratifs. La dette publique de l'Etat est garantie. La peine de la confiscation est abolie et ne pourra être rétablie dans aucun cas. Les ordres civils et militaires de Pologne sont maintenus. »

En ouvrant la diète, le 27 mars 1818, l'empereur

Alexandre annonça que cette constitution serait bientôt appliquée à toutes les provinces polonaises possédées par la Russie, et qui, réunies au royaume de Pologne, ne formeraient plus avec lui qu'un seul et même Etat. « Votre existence nationale, dit-il, est garantie par les institutions. Polonais... votre restauration est définie par des traités solonnels : elle est sanctionnée par la Charte constitutionnelle. L'inviolabilité de ces engagements extérieurs et de cette loi fondamentale assure désormais à la Pologne un rang honorable parmi les nations de l'Europe. »

Cette « existence nationale définie par des traités solennels et garantie par les institutions » était confiée à la garde d'une armée polonaise de 35,000 hommes. Cependant « l'inviolabilité de ces engagements extérieurs et de cette loi fondamentale » fut bientôt violée. En ouvrant la seconde diète, le 13 septembre 1820, Alexandre ne dissimulait pas son peu de respect pour ces institutions; dans son rescrit du 25 mai 1821, il menaçait de détruire « l'existence nationale de la Pologne » et la déclarait un *non-sens* dans un ukase de 1824. Déjà, au mépris des articles de cette constitution, la liberté de la presse était supprimée, la censure la plus odieuse établie, des tribunaux d'exception créés, les impôts prélevés par simple ordonnance, les écoles détruites, un vaste système du plus abominable espionnage partout organisé, d'innombrables arrestations illégales opérées et des violences inouïes exercées jusque sur des enfants.

Alors la diète forma une énergique opposition comptant

117 voix contre 3, et la Pologne tout entière se couvrit d'un immense réseau de sociétés secrètes. Thomas Zan, fervent catholique, institua à Vilna la *Société des frères rayonnants*, dont les sept classes représentaient les sept rayons de la lumière, et relia bientôt en faisceau toute la jeunesse universitaire. Lukasinski et Manicki organisèrent une vaste franc-maçonnerie, en en adaptant les symboles à la nationalité polonaise. La mort d'Hiram représenta les partages; ses trois assassins étaient les trois cours spoliatrices; et la foi en sa résurrection était celle du rétablissement de la Pologne par la reconstruction de l'Eglise ou du Temple. Szczaniecki introduisit cette franc-maçonnerie dans le duché de Posen où elle devint ensuite la *Société des faucheurs* dirigée par le général Mielzynski, les *loges* se transformant en *communes*. Il y eut encore une foule d'autres associations comme celles des *Templiers*, des *Gueux*, des *Carbonari*, des *Philomates* et *Philarêtes* ou Amis de la vertu. Mais toutes se fondirent bientôt dans la *Société nationale patriotique*. Malgré l'espionnage, les emprisonnements, les déportations, les persécutions les plus atroces, dont on ne peut lire sans une profonde horreur le dramatique et lugubre récit dans l'*Histoire de la révolution de* 1830 par Miéroslavski, malgré la suppression de toutes les garanties légales et un système de terreur partout exercé, la Pologne se préparait à revendiquer ses droits si indignement foulés aux pieds.

Alexandre mourut le 1er décembre 1825, peu après la clôture de la diète polonaise, dont il avait interdit la

publicité et fait enlever un des nonces, mais qui rendit de grands services par l'établissement de l'*Association de crédit territorial*. Le 25 décembre, Nicolas, son successeur, prêtait serment à la constitution polonaise, et le lendemain une insurrection russe éclatait à la fois à Saint-Pétersbourg et en Ukraine; mais étouffée sur ces deux points elle provoqua de nombreuses arrestations. Les prisons regorgèrent, l'élite de la jeunesse fut déportée ou envoyée aux mines, et cinq condamnés subirent la peine du gibet. A la suite d'une enquête, plus de mille Polonais furent jetés dans les cachots, et huit, dont un vieillard octogénaire, traduits devant le sénat jugeant comme haute cour nationale, et qui les acquitta à l'unanimité, moins la voix de Krasinski, aide de camp de Nicolas, que ce fait couvrit d'opprobre aux yeux de tous. Comment, disait Bielinski au tzar, trouver le crime là où nous n'avons vu que les preuves des plus grandes vertus? Les accusés ne furent rendus à la liberté qu'après quatre ans de captivité : encore ceux qui appartenaient à l'armée furent envoyés, quoique absous, aux casemates de Zamosc. Ce mémorable arrêt, prononcé le 24 mai 1828, fit une vive impression en Pologne. Quant aux Polonais jugés par le sénat de Saint-Pétersbourg, il n'est pas besoin de dire que, conformément à la volonté du tzar, ils furent tous condamnés et déportés en Sibérie.

Le 15 décembre 1828, de jeunes officiers de l'armée arrêtèrent chez Visocki les bases définitives d'une société pour l'indépendance nationale. Lorsque Nicolas vint en 1829 à Varsovie, pour s'y faire couronner roi de

Pologne, les conjurés convinrent qu'une députation de la diète lui demanderait la révocation du décret qui interdisait la publicité de ses débats, et qu'en cas de refus on ne prêterait pas le serment de fidélité. Le grand-duc Constantin ayant prévenu que la députation ne serait pas même reçue, dans leur exaspération ils résolurent de se défaire du tzar et de toute sa famille; mais au moment d'exécuter cet audacieux projet, ils y renoncèrent et préparèrent une insurrection générale.

Après une interruption illégale de cinq ans, la diète fut convoquée le 28 mai 1830, repoussa le projet de loi du gouvernement sur le mariage et le divorce, et le 28 juin demanda la mise en jugement des ministres pour leurs innombrables violations de la constitution : le lendemain elle fut dissoute. Un mois après éclataient les révolutions de France et de Belgique, l'Allemagne était en feu, et le tzar voulait faire de la Pologne l'avant-garde de son armée d'invasion contre la France; alors elle se leva. Les traités de 1815 eux-mêmes, en lui garantissant les droits de son indépendance et de sa nationalité, l'autorisaient à les revendiquer même par les armes, lorsque tout autre moyen lui serait enlevé. C'est ce qu'explique le manifeste que la diète de 1831 adressa au peuple polonais et qui retrace assez l'état de la Pologne de 1815 à 1830 pour compléter le rapide aperçu que nous en avons tracé. En voici les principaux passages :

On ne connaît que trop les infâmes machinations, les viles calomnies, les violences ouvertes et les trahisons secrètes qui

ont accompagné les trois démembrements de l'ancienne Pologne ; l'histoire, dont ils sont devenus la propriété, les a flétris du sceau de crime politique... Lorsque la Pologne se fut relevée quoique dans les limites étroites du grand-duché de Varsovie, le congrès de Vienne sentit que pour se partager encore une fois nos dépouilles, il fallait au moins adoucir par des mesures libérales ce nouvel outrage fait aux Polonais. Une nationalité et une liberté de commerce réciproque furent garanties à toutes les parties de l'ancienne Pologne, et celle que la lutte européenne avait trouvée indépendante, morcelée de trois côtés, reçut le titre de Royaume sous la domination immédiate de l'empereur Alexandre, avec une charte séparée. En exécution de ces stipulations, il donna une constitution libérale au royaume et promit de réunir à leurs frères les Polonais soumis à la domination russe...

Mais ces conditions n'ont même jamais été remplies. Les Polonais n'ont pas tardé à se convaincre que cette nationalité et ce titre de Pologne donné au royaume par l'empereur de Russie, n'étaient qu'une amorce jetée à leurs frères soumis à d'autres Etats, qu'une arme offensive contre ces mêmes Etats, et qu'une vaine chimère pour ceux auxquels ils avaient été garantis. Ils se sont convaincus qu'à l'abri de ces noms sacrés, on voulait réduire la nation à un asservissement complet. Les mesures prises contre l'armée ont dévoilé pour la première fois ce plan mystérieux.

Après avoir rapporté comment toutes les libertés, toutes les garanties représentatives et constitutionnelles furent enlevées à la Pologne, en violation des traités, le manifeste poursuit :

Les provinces polonaises incorporées à la Russie perdirent tout espoir de se voir réunies au royaume de Pologne qui, lui aussi, devait être successivement dépouillé de tous ses privilèges. On ne tarda pas à mettre ce dessein à exécution. L'instruction publique fut corrompue et entravée : on enleva au peuple tout moyen d'instruction ; à des palatinats entiers leur représentation dans le conseil ; aux chambres, la faculté de voter sur

le budget. On imposa de nouvelles charges propres à tarir la source des richesses nationales, etc , etc.

La calomnie, l'espionnage avaient pénétré jusque dans l'intérieur des familles, y avaient infecté de leur venin la liberté de la vie domestique, et l'ancienne hospitalité des Polonais était devenue un piége pour l'innocence. La liberté individuelle, solennellement garantie, était violée, les prisons encombrées, des conseils de guerre, nommés pour prononcer dans des cas civils, soumettaient à des peines infamantes les citoyens les plus innocents. C'est en vain que quelques autorités et les représentants du peuple traçaient au roi le tableau des abus commis en son nom ; non-seulement les abus ne furent point réprimés, mais encore la responsabilité des autorités était paralysée par l'action immédiate du frère de l'empereur et par l'effet du pouvoir discrétionnaire qui lui était confié. Cette autorité monstrueuse fut la source des plus grands abus.

..... Les provinces anciennement incorporées à la Russie, non-seulement ne furent point réunies au royaume, non-seulement nos anciens frères n'ont point été admis à la jouissance des institutions libérales, stipulées par le Congrès de Vienne ; bien au contraire, les souvenirs nationaux éveillés en eux, d'abord par les promesses, par des encouragements, puis, par une longue attente, devinrent un crime d'Etat, et le roi de Pologne fit poursuivre dans les anciennes provinces de cet Etat, des Polonais qui avaient osé s'appeler Polonais. La jeunesse des écoles fut particulièrement en butte aux persécutions : on arrachait de jeunes enfants du sein de leurs mères, on transportait en Sibérie les rejetons des premières familles, ou bien on les faisait entrer dans les rangs d'une soldatesque corrompue. Dans les actes administratifs et dans l'instruction publique la langue polonaise fut supprimée ; des ukases anéantissaient les tribunaux et le droit civil polonais, les abus de l'administration réduisaient à la misère les propriétaires fonciers, et, depuis l'avénement de Nicolas, cet état de choses a toujours été en empirant ; et l'intolérance religieuse mettait tout en œuvre pour extirper le rit grec-uni et subjuguer de plus en plus le catholicisme.

Le manifeste montre ensuite comment, après avoir

aboli de fait toutes les garanties, toutes les libertés, on voulut en anéantir jusqu'au droit.

C'est sous ces auspices, continue-t-il, que fut convoquée la diète de 1825, d'où l'on chercha, par tous les moyens, à écarter les plus intrépides défenseurs de nos libertés. Un nonce fut enlevé de vive force et transporté en exil..... (1)

L'indignation générale et l'exaspération de la nation entière amenaient depuis longtemps l'orage dont l'approche commençait à se manifester, lorsqu'à l'avénement de Nicolas au trône, il prêta le serment de maintenir la Constitution et nous promit la cessation des abus et le retour de nos libertés. Cette espérance fut bientôt déçue, car non-seulement les choses restèrent dans leur ancien état, mais la révolution de Pétersbourg servit de prétexte pour emprisonner les citoyens les plus distingués du sénat, de la chambre des nonces, de l'armée et des autres classes. En peu de temps, les prisons de la capitale furent encombrées ; tous les jours de nouveaux édifices étaient destinés à recevoir des milliers de victimes..... Mais il fallait nécessairement rendre cette mesure légale. La conscience du sénat trompa cette attente, et les prévenus qui gémissaient depuis deux ans dans les cachots, furent reconnus innocents à l'unanimité. Cet arrêt fit disparaître dès lors toute différence entre les prévenus et les juges : les premiers, malgré la sentence qui proclamait leur innocence, loin d'être élargis, furent transportés à Saint-Pétersbourg et jetés dans les cachots des forteresses ; les seconds furent internés à Varsovie et surveillés pour s'être montrés juges indépendants.

C'est l'autorité elle-même qui a rapproché le moment de l'explosion. A la suite des bruits de plus en plus confirmés d'une guerre contre la liberté des peuples, des ordres furent donnés pour mettre sur pied de guerre l'armée polonaise, destinée à une marche prochaine, et à sa place les armées russes devaient inonder le pays ; les sommes considérables provenant

(1) Dans sa *Pologne*, p 311-313, M. Charles Forster résume toutes les violations de la constitution qui eurent lieu de 1815 à 1830.

de l'emprunt illégal et de l'aliénation des domaines nationaux, devaient couvrir les frais de cette guerre meurtrière pour la liberté. Les arrestations recommencèrent; tous les moments étaient précieux; il y allait de notre armée, de notre trésor, de nos ressources, de notre honneur national, qui se refusait à porter aux autres peuples des fers dont nous avons horreur, et à combattre contre la liberté et contre nos anciens compagnons d'armes. Chacun partageait ce sentiment... Une étincelle électrique embrasa en un instant l'armée, la capitale, tout le pays. La nuit du 29 novembre fut éclairée par les feux de la liberté, dans un seul jour la capitale délivrée; dans quelques jours, toutes les divisions de l'armée uniès par la même pensée, les forteresses occupées, la nation armée, le frère de l'empereur se reposant avec les troupes russes sur la générosité des Polonais, et ne devant son salut qu'à cette seule mesure. Voilà les actes héroïques par lesquels débuta cette révolution, noble et pure, comme l'enthousiasme de la jeunesse qui l'a enfantée.....

IV

Révolution nationale (1830-1831).

Après avoir reconquis successivement en vingt ans son armée, puis sa nationalité garantie par toutes les grandes puissances de l'Europe, la Pologne entreprit la tâche plus difficile de reconquérir sa complète indépendance politique. Dès la fin de septembre 1830, un conseil composé des chefs des associations patriotiques s'était réuni. La révolution, depuis longtemps préparée, ne devait éclater qu'en mars 1831, lorsque le 5 novembre 1830, l'empereur Nicolas publia un manifeste, déclarant

son intention de réprimer la révolution française qui, disait-il, bouleverserait l'Europe. Déjà il avait fait une coalition secrète avec la Prusse et l'Autriche, dont les troupes unies aux siennes devaient envahir la France, l'armée polonaise formant l'avant-garde. Alors la Pologne résolut d'arrêter cette invasion, persuadée que la France se souviendrait des 200,000 Polonais morts pour elle sur les champs de bataille et que son appui ne lui manquerait pas.

Le 29 novembre, à 7 heures du soir, un officier, Vysocki, donna le signal de l'insurrection, et suivi de 160 jeunes porte-enseigne, attaqua les cantonnements de la cavalerie russe, tandis que quelques étudiants envahissaient le palais du grand-duc. Une partie des troupes polonaises se joignirent aux insurgés en criant : *Mort aux tyrans ! Vengeance pour notre patrie et nos libertés! Nous couvrirons de nos poitrines les Français, et nous nous unirons à eux pour reconquérir la liberté et sauver la Pologne!* Les élèves de l'Université marchaient à la tête du peuple armé de 30,000 fusils après la prise de l'arsenal, et, formés en corps de bataille, sous les ordres de leurs professeurs, se conduisirent en héros. Le 2 décembre les Russes étaient chassés de Varsovie. Le 4, le colonel Kicki s'emparait de la forteresse de Modlin. Les jours suivants, l'insurrection se propageait déjà dans les provinces, et le 18, la diète assemblée appelait tous les Polonais aux armes.

Cependant dès le 5, le général Chlopicki, abusant du crédit dont il jouissait, se nomma dictateur de sa propre

autorité. Se considérant toujours comme le sujet du tzar, il ne voyait dans la révolution qu'une manifestation pour obtenir une exécution plus fidèle de la constitution donnée par Alexandre. Dès lors apparut la réaction avec ses partis, russe et autrichien. La diète ayant proclamé la révolution nationale comme venant rétablir l'ancienne république polonaise composée des deux peuples, polonais et lithuanien, Chlopicki déposa la dictature. Mais, sous la pression de clameurs intéressées, la diète, un instant surprise, la lui rendit, et se sépara après avoir nommé une commission chargée de surveiller le dictateur et de le révoquer au besoin, et qui, malgré son opposition, publia, le 5 janvier 1831, le manifeste cité plus haut et dont les dernières pages surtout, que nous n'avons pas reproduites, sont admirables.

Au lieu d'armer la nation en masse et d'envahir rapidement la Lithuanie pour la soulever tout entière, Chlopicki laissa au tzar le temps de rassembler une puissante armée, négligea les affaires les plus importantes, et fit jeter en prison Joachim Lelevel, l'un des membres du gouvernement et le plus ardent défenseur de la révolution. Il osa même dire : « Ce que je fais ici, je le fais au nom de Nicolas, le souverain légitime. » La commission lui enleva la dictature, et le même jour, 19 janvier 1831, la diète se réunit et proclama Michel Radzivill généralissime. Iezierski, de retour de Saint-Pétersbourg où il avait accompagné Lubecki, raconta à l'assemblée l'histoire des négociations entamées avec le tzar qui avait répondu : « Que les Polonais procèdent à la punition des

coupables, ils pourront ensuite solliciter leur pardon. Le premier coup de canon tiré par eux anéantira la Pologne. » Alors retentit un cri unanime : « Nicolas n'est plus, à bas les tyrans. » Et la diète fit la déclaration suivante, rédigée séance tenante par Niemcevicz : « Les » traités les plus solennels ne sont obligatoires qu'autant qu'ils sont fidèlement observés par les parties » contractantes. La longanimité avec laquelle nous » avons supporté nos longues souffrances est connue » du monde entier. La violation, si souvent répétée, des » libertés qui nous avaient été garanties par les serments de deux monarques, délie aujourd'hui la nation » polonaise du serment qu'elle a prêté à son souverain, » et l'empereur Nicolas ayant déclaré que le premier » coup de canon qui serait tiré de notre côté serait le » signal de la ruine de la Pologne, toute espérance d'obtenir la réparation de tant d'injures nous est enlevée, » et nous n'avons plus à écouter que les conseils d'un » noble désespoir. La nation polonaise, représentée par » ses deux chambres, se déclare peuple indépendant et » investi du droit de conférer la couronne à celui qu'elle » en jugera le plus digne, à celui surtout qu'elle croira » incapable de violer la foi qu'il aura jurée, et de conserver toutes les libertés nationales. » Cet acte de déchéance voté par acclamation le 25 janvier, fut signé par tous les membres de la diète. Varsovie fut illuminée, et toute la nuit le peuple plein d'enthousiasme fit retentir les rues de ses chants et de ses hymnes de liberté.

Le 30 janvier, la diète établit un gouvernement natio-

nal jouissant de presque toutes les prérogatives attachées à la royauté et composé de cinq membres : Adam Czartoryski et Barzikovski, représentant le parti aristocratique et diplomatique; Vincent Niemoïovski et Théophile Moravski, représentant le parti de Kalisz, les idées constitutionnelles, et Joachim Lelevel, représentant le parti républicain et les réformes sociales.

Une armée russe, commandée par Diebitch, et forte de 110,620 hommes et 396 pièces de canon, franchit la frontière dès le commencement de février. L'armée polonaise ne comptait que 44,000 combattants mal équipés. Cependant elle triompha les 8 et 11 février, près de Sidlec et à Liv; le 14 à Stoczek où Dvernicki s'empara de douze bouches à feu, et à Dobre, où 2,000 Polonais arrêtèrent 12,000 Russes; le 19, à Novaviés, où Dvernicki prit des canons à l'ennemi et le rejeta sur la rive droite de la Vistule; les 19 et 20, au terrible combat de Grochov, où les Polonais restèrent maîtres du champ de bataille. Le 25, dans les mêmes plaines, Diebitch, à la tête de 100,000 hommes et de plus de 200 bouches à feu, fut arrêté de nouveau par 30,000 Polonais ne disposant que de 50 canons, et perdit 10,000 des siens. Dans d'autres rencontres, à Sieroczyn, à Pulavy, à Kurov, la bravoure polonaise fit comme partout des prodiges. Mais le 26 février, Radzivill, dont l'incapacité était notoire, donna sa démission, et Skrzynecki fut élu généralissime. Diebitch, abandonnant les champs de Grochov, fit retrancher son avant-garde à Vaver, et prit ses positions d'hiver dans le palatinat de Lublin.

Ainsi finit, par la retraite des Russes, cette première phase de la guerre. La diète continuait ses travaux; l'armée fut portée à 55,000 hommes, et Skrzynecki rappelant à ses frères d'armes « la volonté de Dieu, » et s'il le fallait la gloire « de la couronne du martyre, » reprit les hostilités le 30 mars. Le lendemain et le 1er avril, il remporta à Vaver et à Dèmbéviélkié d'éclatantes victoires où 50 caissons d'artillerie furent pris, 12,000 Russes faits prisonniers et le reste mis en fuite dans le plus complet désordre. Il eût été alors facile d'anéantir toute l'armée moskovite qui, le 10, fut encore battue à Iganié par Prondzynski, perdit 2,000 hommes, 3,000 faits prisonniers et des pièces de canon.

Pendant ce temps une vaste insurrection avait éclaté en Lithuanie et en Samogitie. Les paysans et les élèves des écoles, bénis par les pieux ministres des autels, firent une guerre de partisans, livrèrent l'important combat de Pristoviany, prirent plusieurs villes, forcèrent le colonel Bartholomeus à se retirer en Prusse, s'emparèrent de presque toute la province de Vilna et constituèrent des gouvernements provisoires. Une jeune héroïne, nouvelle Jeanne d'Arc, Emilie Plater, donna le signal de cette grande lutte et dirigea l'insurrection de Dusiaty. Appuyés plus tard par l'arrivée de 12,000 hommes de troupes, commandées par les généraux Chlaposki, Dembinski et Gielgud, avec 24 canons, ils se soutinrent longtemps à force d'héroïsme. Les Russes firent une guerre de pillage, de dévastation et d'extermination, et Soltik cite comme exemple un Polonais qui fut par eux grillé vivant

sur des plaques de fer rougies. Un seul fait, du reste, suffira pour donner l'idée des horreurs qui eurent lieu. C'est le massacre d'Oszmiana, chef-lieu de district dans le palatinat de Vilna, qui peut être mis à côté des plus sanglantes atrocités qui aient jamais été commises. Le 11 avril 1831, le colonel russe Verzouline entra à Oszmiania. C'était le jour de Pâques, l'heure du service divin; tous les vieillards, les femmes, les enfants, c'est-à-dire la population inoffensive, se réfugièrent dans l'église, priant Dieu de les protéger. Mais, ni la sainteté du lieu, ni les infirmités de l'âge, ni l'innocence, ni la faiblesse du sexe, ne purent adoucir les tigres. Au pied même des autels, ils égorgèrent les prêtres, ils massacrèrent les femmes et les enfants, et violèrent les filles. Non contents d'assouvir leur brutalité, ces barbares mutilèrent leurs victimes : aux unes ils coupaient les seins, aux autres les oreilles et les doigts, afin d'avoir plus promptement leurs bagues et leurs boucles d'oreilles; puis quand l'œuvre fut complète ils portèrent comme des trophées ces chairs encore palpitantes pour les vendre au marché de Wilna, et les juifs les achetaient!

Des mouvements insurrectionnels eurent aussi lieu dans la petite Pologne. Pour les appuyer, le général Dvernicki, après avoir tenu en respect, avec 2,600 hommes, près de la forteresse de Zamosc, une grande partie de l'armée ennemie, remporta les 18 et 19 avril près de Boremel une des plus belles victoires sur un corps de 9,000 Russes, lui prit 7 canons et lui fit un grand nombre de prisonniers. Mais ceux-ci, ayant battu Sieravski

les 17 et 18 à Vronov et à Kazimirz concentrèrent trois corps de 32,000 hommes et cernèrent Dvernicki qui, obligé de passer le 27 en Galicie, fut interné par l'Autriche.

Bientôt la Volynie, la Podolie et l'Ukraïne se soulèvent également sous la direction de Vincent Tyszkievicz. Les insurgés, commandés par le vieux général Kolysko, éprouvent une défaite le 14 mai près de Daszov, et après avoir tenu quelque temps la campagne, se réfugient en Galicie. Charles Rozycki, accouru trop tard pour les secourir, traverse toute la Volynie au milieu des lignes russes, et entre le 12 juin à Zamosc où bientôt le général Chrzanovski arrive aussi, après s'être glorieusement ouvert un chemin, à la tête de 3,000 hommes, à travers les troupes moskovites : l'insurrection qu'il devait seconder était déjà comprimée.

En effet, le général en chef gardait depuis six semaines la plus déplorable inaction, au lieu de prendre une initiative hardie, qui eût étendu la révolution dans toute la Pologne. Mais la Russie ayant envoyé 35,000 hommes de la garde imperiale, sa dernière ressource, Skrzynecki se met en mouvement, occupe Ostrolènka et Lomza, et la garde moskovite cernée de tous côtés près de Sniadov n'avait plus d'autre alternative que de se rendre à discrétion ou d'être taillée en pièces. Mais Skrzynecki, préoccupé de craintes imaginaires, la laisse échapper et rejoindre l'armée russe, puis la poursuit jusqu'à Tikocin, envoie un petit détachement en Lithuanie sous les ordres de Chlaposki et retourne à Ostrolènka où Diebitch se dirige.

Le 22 mai, une seule division polonaise se trouve à Nur entourée de tous côtés par la grande armée moskovite, qui la somme de se rendre; elle refuse, et se fait jour à la baïonnette, à travers les innombrables phalanges ennemies, pour rejoindre le corps de l'armée. Enfin, le 26, a lieu la sanglante bataille d'Ostrolènka entre 60,000 Russes et 25,000 Polonais. On se disputa le terrain pied à pied avec un incroyable acharnement; les généraux Skrzynecki et Pac firent des efforts inouïs, et le premier conduisit lui-même les combattants à la charge, bataillon par bataillon. Dans aucun combat peut-être, la valeur personnelle ne joua un rôle aussi brillant; 70 pièces de canon foudroyaient la chaussée où on luttait corps à corps. Les Russes, un moment maîtres du pont, furent culbutés et rejetés sur l'autre rive. En définitive, le champ de bataille, couvert d'environ 15,000 Russes, resta aux Polonais qui y laissèrent 7,000 des leurs parmi lesquels 2 généraux et 300 officiers.

Prondzynski, dont malheureusement on n'avait pas suivi les plans hardis, qui eussent anéanti les Moskovites, voulait qu'on gardât la position afin de permettre au corps de Giélgud, fort de 12,000 hommes et coupé du gros de l'armée, de venir la rejoindre. Mais le généralissime ordonna la retraite sur Varsovie; Diebitch n'osa le suivre et resta à Ostrolènka. Skrzynecki, dont l'inaction et la nullité avait empêché le triomphe le plus décisif sur les Russes, au lieu de se justifier, fit destituer Krukoviecki, commandant de Varsovie, qui avait démontré son incapacité, et demanda l'abolition du gouverne-

ment des cinq. Il voulait éliminer Lelevel et concentrer le pouvoir entre ses mains : mais cette proposition fut repoussée par la diète.

En Lithuanie, l'incapacité de Gielgud amena la défaite de l'insurrection. Repoussé de Vilna le 18 juin, ayant éprouvé un échec à Zvavlé le 2 juillet, il trompa les soldats et les insurgés, et le 12 se retira avec Chlaposki en Prusse où ils mirent bas les armes. L'exaspération que causa cette conduite fut telle qu'un officier nommé Skulski le tua d'un coup de pistolet en criant : « Qu'ainsi périssent les traîtres. » Dembinski seul, avec sa division, traversa les lignes ennemies et revint à Varsovie le 3 août.

Le 19 juin, Skrzynecki, qui tenait le général Rudiger cerné de toutes parts et prêt à se rendre, le laissa échapper sur une fausse nouvelle. Cette faute impardonnable ne put être réparée par le brillant fait d'armes de Chrzanovski qui suivit. Sur ces entrefaites, Diebitch, admonesté au nom du tzar par le comte Orloff, était mort tout à coup le 10 juin au sortir d'un banquet; le grand-duc Contantin mourut non moins subitement le 29, sa femme ensuite; et le 24, le feld-maréchal Paskievicz prit le commandement de l'armée et se disposa à assiéger la capitale et à la cerner de tous côtés, Skrzynecki négligeant plusieurs occasions de lui faire éprouver des pertes considérables.

Cependant le parti des Czartoryski, parti de la diplomatie, commençait à reconnaître trop tard combien avaient été stériles ses efforts incessants auprès de toutes les cours de l'Europe, pour le succès desquels il avait

empêché la nation de frapper un grand coup et neutralisé l'essor de la révolution. Quel que fût l'enthousiasme de l'opinion publique en France pour la Pologne, celle-ci n'avait trouvé de concours effectif nulle part; tandis qu'au mépris des traités et du principe de non-intervention, l'Autriche et la Prusse la tenaient bloquée, et cette dernière ouvrait son territoire aux armées moskovites, leur fournissait une base d'opérations et tous les secours possibles. Skrzynecki, toujours confiant dans l'action diplomatique, laissait tranquillement l'ennemi envahir le pays. L'inquiétude et l'exaspération des esprits devenaient de plus en plus menaçantes. Déjà, le 29 juin, à la suite de quelques arrestations, il y avait eu des troubles à Varsovie. Le peuple, après avoir poussé des cris de vengeance, s'était porté en foule à la demeure de Soltik, le vétéran de la liberté; le vieillard, faible et souffrant, se fit porter à la fenêtre, et là, étendant ses mains tremblantes sur toutes les têtes respectueusement inclinées, il murmura : « Bénis sois-tu, peuple héroïque ! » Touchant et sublime spectacle !

Enfin, le 24 juillet, la diète décréta à l'unanimité que le généralissime comparaîtrait devant un conseil de guerre, en présence d'une commission de représentants nommée à cet effet. Ce conseil se réunit le 27, et Prondzynski démontra les fautes de Skrzynecki, qui fut sauvé par le silence de Lelevel. Ayant écarté toute récrimination sur le passé, on constata que la guerre pouvait être poursuivie avec succès, 40,000 hommes étant rassemblés sur le point principal et 40,000 dispersés dans

diverses directions, et on enjoignit au généralissime de reprendre l'offensive. Mais il n'en fit rien. Sorti de Varsovie le 3 août, il arrivait le 6 à Bolimov, où, au lieu de livrer bataille, il attendit toujours et laissa les Russes, mal engagés, se rallier sur Lovicz.

Tout à coup apparut Dembinski, qu'on croyait depuis longtemps perdu, et qui, par des prodiges d'intrépidité, avait échappé aux Russes, battu plusieurs détachements, et revenait du fond de la Lithuanie. On se disputait comme des reliques les débris de son uniforme en lambeaux. La vue de ses soldats épuisés de fatigue et marchant nu-pieds déchirait le cœur. Quel contraste entre tant d'énergie et l'inaction de Skrzynecki, donnant des banquets et des fêtes au château royal! Aussi, la diète enleva à ce dernier le commandement de l'armée et le confia à Dembinski pour trois jours, pendant lesquels elle devait faire une nomination définitive. Du 8 au 12, les citoyens des terres russiennes s'étaient rendus à Varsovie et y avaient élu des nonces; la plus grande fermentation régnait partout; déjà Dembinski annonçait hautement qu'il suivrait la même conduite que son prédécesseur; le parti russe relevait la tête, et le 14, l'armée polonaise se repliait sur les retranchements de la capitale. Alors l'exaspération ne connut plus de bornes, et le peuple, soulevé dans la nuit du 15 août, massacra et pendit trente et quelques personnes, parmi lesquelles se trouvaient d'insignes criminels, de vils séides de l'ancienne police, des généraux prévenus d'intelligences avec l'ennemi, et malheureusement quelques autres

dont la culpabilité n'était pas prouvée. Dembinski annonça aussitôt qu'il allait faire fusiller les fauteurs du mouvement, occupa Varsovie le 17, fit arrêter le colonel Zalivsky, l'abbé Pulavski, quelques autres démocrates, ordonna de les juger et de les exécuter dans les cinq heures, et voulait s'emparer du pouvoir suprême et se proclamer dictateur. Mais le peuple, qui naguère l'exaltait jusqu'au délire, ne vit plus en lui que l'instrument d'une faction ennemie de la patrie. En un instant, tout changea de face, la diète vota une loi qui confia le pouvoir exécutif à un seul président, Krukoviecki, et donna le commandement de l'armée au vieux Kazimir Malachovski. Le gouvernement publia une proclamation où il flétrit énergiquement les crimes commis, et annonça le châtiment sévère des coupables. L'abbé Pulavski, le colonel Zalivski et les autres, acquittés par le conseil de guerre, furent mis en liberté.

Cependant la défiance était partout et fut encore augmentée par la nomination du général Chrzanovski au commandement militaire de Varsovie, et par l'exécution de quatre des auteurs des scènes sanglantes du 15 août. Krukoviecki lui-même était désigné comme traître, et 120,000 Russes, sans cesse appuyés de nouveaux renforts, bloquèrent Varsovie le 4 septembre. Malgré tant de luttes, la Pologne était forte encore. Son armée comptait 55,000 hommes d'infanterie, près de 10,000 de cavalerie, et une assez nombreuse artillerie. En outre, 20,000 gardes nationaux défendaient la capitale dans laquelle il se trouvait, d'après le recensement, 26,000

hommes en état de porter les armes, *si on avait voulu les employer*.

Lorsque Varsovie fut attaquée par les Russes, le conseil de guerre ordonna de ne garder dans la ville que les forces nécessaires pour sa défense, et d'expédier le reste sur la rive droite de la Vistule, afin d'établir des communications pour l'approvisionner des vivres dont on manquait. A cet effet, le général Romarino reçut le commandement de 22,600 hommes et 42 pièces de canon, se porta sur la rive droite de la Vistule, remporta, le 29 août, une victoire à Rogoznica; Prondzynski mit en déroute le corps de Golovin; et Konarski dispersa également des colonnes ennemies auxquelles il fit 1,800 prisonniers. Le général Lubienski, avec 4,000 cavaliers et 4 pièces de canon, fut envoyé sur Plock et se replia sur Modlin. Le plus grand enthousiasme régnait à Varsovie, lorsqu'on en commença l'attaque le 6 septembre, à cinq heures du matin. La redoute de Wola, à la construction de laquelle travaillèrent tous les habitants sans distinction de rang, de sexe ou de religion, ne soutint que quelques heures le feu meurtrier de 115 pièces du plus gros calibre. Le général Sowinski, avec ses braves compagnons, se retira dans l'église et y fit une résistance désespérée. Sommé plusieurs fois de se rendre, il répondit : « Je connais mes devoirs, vaincre ou mourir; que tous les généraux suivent mon exemple, ce sont mes derniers vœux. » Peu de moments après, l'ennemi pénétra dans l'église et passa tout au fil de l'épée. Trois fois les patriotes tentèrent de reprendre Wola, position très-im-

portante; mais ce poste, encombré par l'ennemi et couvert d'une multitude de canons, ne pouvait être enlevé que par une force considérable. Tel fut le résultat de la première journée. Le lendemain, dès le point du jour, Krukoviecki se rendit lui-même auprès de Paskievitch, avec lequel il eut une longue conférence. Puis il fit ses efforts pour intimider la diète et lui arracher l'autorisation de traiter avec l'ennemi. N'ayant pu l'obtenir, il écrivit cependant au général russe pour savoir quelles étaient ses conditions. Vers midi, il se rendit à la diète, la suppliant de consentir à des arrangements et prétendant que la ville serait prise d'assaut dans deux heures. La diète lui répondit : « Plutôt mourir que de ternir l'honneur national. » Cette héroïque réponse fut portée à l'ennemi, qui recommença l'attaque. Les feux de 465 pièces de canon furent dirigés contre la barrière de Jérusalem; mais le courage des assiégés redoublait. Trois fois les Russes furent chassés de cette position avec perte de 23,000 hommes, et les Polonais en restèrent maîtres et ne perdirent que 5,000 combattants.

Krukoviecki, après avoir essayé de nouveau d'effrayer, par de prétendues nouvelles, la diète toujours inébranlable, donnait et reprenait sa démission, disait que les arrangements proposés par les Russes avaient pour base la conservation de la capitale, le rétablissement du royaume tel qu'il était avant le 29 novembre, et une amnistie universelle. Bien plus, il écrivit au général ennemi qu'il était chargé de lui annoncer « que la nation polonaise se soumettait sans aucune condition. »

La réponse fut de faire évacuer Varsovie, que les troupes russes occuperaient le lendemain, 8 septembre.

La diète ignorait d'abord cette étrange stipulation, qui fut dévoilée par l'ordre donné aux troupes de commencer la retraite sur Praga. Alors le maréchal Ostrowski enleva au commandant sa démission, et toute la population se précipita pour prendre part au combat; mais les armes, disait-on, avaient été cachées par les traîtres. La troupe elle-même, malgré l'ordre réitéré de quitter les postes et d'évacuer la ville, prolongea la lutte jusqu'après minuit; les membres du gouvernement national, entendant gronder le canon, apercevant les flammes qui embrasaient la capitale, furent inaccessibles aux menaces, et rien ne put leur faire oublier ni leur dignité, ni la grandeur de leur mission. Mais la résistance devenait inutile, Varsovie fut prise, et les restes de l'armée nationale, suivis des patriotes, de femmes et d'enfants, se retirèrent sur Modlin.

Si les choses eussent été bien dirigées, la perte de Varsovie n'entraînait pas nécessairement celle de la Pologne. Son armée réunie pouvait encore compter 70,000 combattants, et les Russes en avaient à peine 100,000. Mais Romarino, au lieu de rejoindre le gros de l'armée, comme il en avait reçu l'ordre, se retira en Galicie, le 16 septembre, et y fut suivi, le 27, par Samuel Rozycki, qui combattit vaillamment jusqu'au dernier moment : 30,000 Polonais environ mirent ainsi bas les armes sur le territoire autrichien. Vingt et quelques mille autres, avec 90 canons, et suivis de 70 membres

de la diète, sortis de Varsovie après la prise de cette ville, pouvaient tenir encore. Rybinski en fut d'abord élu général, puis Uminski; mais les esprits étaient démoralisés, la défiance partout, on ne sut rien résoudre. Rybinski reprend le commandement, publie, le 4 octobre, au nom de l'armée, un admirable manifeste dans lequel il en appelle à tous les peuples en faveur de l'infortunée Pologne, dont il retrace la lutte héroïque, et le lendemain, 5, entre sur le territoire prussien avec 30,000 Polonais. Le 7 et le 11, Modlin et Zamosc se rendirent.

Ainsi finit après un an cette révolution, qui ne succomba que parce que ceux qui la dirigèrent, comptant sur l'étranger bien plus que sur la nation, ne firent presque rien pour le peuple, frustrèrent ses espérances et comprimèrent son élan, au lieu de lui donner tout son essor. Leur coupable indécision fut trop souvent taxée de trahison. Ils conduisirent en Prusse et en Autriche 70,000 Polonais qui furent livrés à leurs bourreaux, et dont 7,000 seulement échappèrent. Cependant, cette révolution eut un immense résultat. Elle apprit à l'Europe que la Pologne était désormais de force à tenir en échec toutes les armées de la Russie, qu'elle voulait à tout prix reconquérir non-seulement sa nationalité, mais sa complète indépendance politique, et que, pour atteindre ce but, aucun sacrifice, aucun acte d'héroïsme ne lui coûtait. A la confédération de Bar, 12,000 mille nobles faisaient seuls face à l'ennemi. Sous Kosciuszko, la bourgeoisie et le peuple se joignirent à eux et réunirent 30,000 hommes. A la guerre de l'indépendance

de 1812, elle mit sur pied 90,000 combattants. En 1831, 130,000 Polonais prirent les armes. Évidemment, au milieu des revers, les forces nationales ne cessaient de s'accroître.

V

Emigration. Persécutions politiques et religieuses. (1831-1846.)

Accueillie avec enthousiasme en France, en Angleterre, en Allemagne et partout, l'émigration y exerça une immense influence et fit de la cause polonaise celle de tous les peuples. En France elle comptait déjà, dès le commencement de 1832, plus de 3,000 membres, sénateurs, députés, ministres, écrivains, étudiants, patriotes de tous les âges et de toutes les conditions. Elle constitua des comités, fonda d'innombrables sociétés, littéraires, historiques, statistiques, d'éducation, de bienfaisance, un grand nombre de journaux tels que *le Polonais*, *le Mémorial de l'Emigration*, *le Pèlerin*, *le Démocrate*, *le 3 Mai*, *le Journal national*, *l'Aigle blanc*, etc., publia une foule de manifestes et d'appels à tous les peuples, et fit quelques tentatives d'action en Allemagne, en Suisse, en Piémont, en Galicie où le colonel Zalivski fut condamné par l'Autriche à vingt ans de *carcere duro*, et d'autres, tombés aux mains des Russes, furent déportés en Sibérie, pendus et fusillés. En avril et mai

1833, des corps de partisans organisés dans les forêts, apparurent dans les palatinats de Kalisz, Krakovie, Lublin, Sandomir, Plock, et dans plusieurs districts de la Lithuanie, mais furent bientôt écrasés. Plus tard nouveaux essais d'insurrection n'obtinrent pas plus de succès.

Cependant les deux plus grandes nations de l'Europe, la France et l'Angleterre, protestaient solennellement en faveur de la Pologne. Dès le 1er juillet 1831, à la séance d'ouverture des chambres, Louis-Philippe s'exprimait ainsi dans son discours du trône : « Une lutte sanglante et acharnée se prolonge en Pologne. Cette lutte entretient de vives émotions au milieu de l'Europe : je me suis efforcé d'en hâter le terme. Après avoir offert ma médiation, j'ai provoqué celle des grandes puissances. J'ai voulu arrêter l'effusion du sang, et surtout assurer à la Pologne, dont le courage a réveillé les anciennes affections de la France, *cette nationalité qui a résisté au temps et à ses vicissitudes.* » Les Chambres s'associèrent à ce vœu, faible écho du cri de toute la France, et, le 16 août, celle des députés répondit au roi : « Dans les paroles touchantes de V. M. sur les malheurs de la Pologne, la Chambre des députés aime à trouver l'assurance qui lui est bien chère, *que la nationalité polonaise ne périrait pas.* » Cette protestation du parlement français se perpétua jusqu'en 1848.

En Angleterre, l'émigration polonaise n'était pas moins active qu'en France. Elle fonda l'association des *Amis de la Pologne*, la revue intitulée *Polonia*, ne cessa

de publier des livres, des brochures, de convoquer des meetings, et provoqua en 1832 la motion de M. Fergusson, reproduite le 9 juillet 1833 à la chambre des communes en ces termes :

« Selon moi, la première chose que la Chambre et le gouvernement doivent faire, c'est de déclarer : 1° qu'à leurs yeux *les droits de la Pologne*, quoi qu'il soit arrivé, *subsistent dans toute leur intégrité* ; 2° que le traité de Vienne, solennellement reconnu et garanti par toutes les puissances de l'Europe, a été violé par la conduite barbare de la Russie vis-à-vis de la Pologne ; 4° enfin, que l'Angleterre proteste contre une pareille violation. » Lord Palmerston, ministre des affaires étrangères, répondit : « Je ne puis que remercier M. Fergusson de sa proposition, car elle a pour but d'exciter la sympathie de cette chambre et du peuple d'Angleterre en faveur d'un peuple brave, généreux, éclairé, accablé des persécutions et des malheurs les moins mérités, et *victime* D'UN CRIME POLITIQUE SANS EXEMPLE DANS L'HISTOIRE. » Ces protestations se perpétuèrent jusqu'à nos jours.

Plus tard, le souverain pontife lui-même protesta à son tour dans sa mémorable allocution de 1842, où, revendiquant les droits de la Pologne, il proclame le tzar « l'ennemi le plus perfide et le plus dangereux de l'Église catholique. »

Les agents polonais étaient partout, à Rome, à Constantinople, à Belgrade, dans le Caucase, et éclairaient tous les gouvernements de l'Europe sur le projet des Russes qu'ils firent échouer en Bulgarie, en Servie, en

Circassie. Mais en même temps les persécutions du tzar contre la Pologne s'élevèrent jusqu'au délire de la férocité, et à partir de 1831, le joug de fer qui pesait sur elle prit le sinistre aspect d'une extermination systématique, et ces horreurs calculées, sans nom dans l'histoire, sont empreintes d'une telle barbarie, qu'on ne pourrait y croire si elles n'étaient révélées par des documents officiels émanés du tzar lui-même. En voici quelques-unes ; car pour les citer toutes, il faudrait des volumes entiers.

Un rescrit du 10 avril 1832 ordonne que tous les enfants mâles orphelins, sans tutelle, ou âgés de six à dix-sept ans, seront recherchés dans le royaume pour être transportés à Minsk, *placés dans les bataillons de cantonistes et successivement envoyés aux compagnies des colonies militaires.* C'était au fond le rapt de tous les enfants polonais. Une publication intitulée *Nouvelles de la Pologne* (juillet 1832), donne tous les détails de cet atroce enlèvement, et la lecture en fait frémir. Sous prétexte de secourir les enfants pauvres, les ouvriers et les soldats des villes se virent arracher tous leurs enfants mâles pour être déportés dans les colonies militaires. Dans les campagnes ce fut plus horrible encore : on enleva les enfants des deux sexes, et les plus jeunes moururent par milliers avant d'arriver au lieu d'exil. Un nombre considérable de paysans, surtout en Lithuanie, se sauvèrent dans les bois avec leurs enfants : ils y furent massacrés.

Trois ans après, ce rapt effroyable se poursuivait encore,

et l'on faisait publiquement à Varsovie l'adjudication «du transport à Minsk des enfants et des orphelins enlevés dans le royaume de Pologne. » Un témoin oculaire rapporte que, dans son désespoir, une mère, sous prétexte d'embrasser une dernière fois son enfant, s'élança dans le chariot qui l'emmenait pour toujours, et eut le cruel héroïsme de le poignarder. Plus d'une mère imita cette sanglante énergie. D'autres se jetèrent sous les roues des chars qui emportaient leurs enfants.

Un ordre non moins horrible, et plus terrible encore par ses conséquences, prescrivit de déporter sur la ligne du Caucase 5,000 familles de gentilhommes polonais de chacune des provinces incorporées à la Russie : il y en a neuf, ce qui fait une déportation de 45,000 familles, ou environ *trois cent mille* individus des deux sexes, et de transplanter à leur place des familles de la partie orientale de la Russie, des kalmouks, par exemple. Bien plus, l'ordre du 21 novembre 1831 prescrit de « choisir ces 5,000 familles parmi les personnes qui, ayant pris part à la dernière insurrection, *sont revenues au terme fixé, témoigner leur repentir.* » La libre soumission devenait un crime de plus. Il est vrai qu'après une première déportation de 1,200 familles, l'exaspération fut telle que le gouvernement n'osa étendre l'exécution de cette mesure aux autres provinces polonaises, comme il l'avait décidé. Sept ans après, le 13 avril 1838, un avis du conseil gouvernemental mettait en adjudication « le transport de Varsovie à Saint-Pétersbourg des *fils de nobles polonais*, » déportés comme leurs pères.

Ce n'était pas assez, il fallait une déportation en masse. On accorda d'abord une amnistie, puis on déporta tous les amnistiés, avec un nombre considérable d'autres. Voici, du reste, les termes mêmes de cet incroyable décret : «S. M. l'empereur a daigné émettre l'ordre suprême, etc. Pour effectuer ladite transportation, il faut choisir : 1° les personnes qui, ayant pris part à la dernière insurrection, *sont revenues, au terme fixé, témoigner leur repentir ;* celles aussi qui ont été comprises dans la troisième classe des coupables, et qui, *par conséquent, ont obtenu la grâce et le pardon de Sa Majesté ;* 2° les personnes dont la manière de vivre, *d'après l'opinion des autorités locales, éveille la méfiance du gouvernement...* » Conçoit-on ce comble de cynisme? Il suffit d'obtenir grâce et pardon pour être puni, et la seule méfiance du gouvernement mérite la déportation.

Ce n'est pas tout. Les lois du pays exemptant la noblesse du service militaire flétri en Russie par l'infliction des peines corporelles, un ukase annule les titres de noblesse confirmés par les monarques précédents, afin de déporter comme soldats, hors de la Pologne, la masse des gentilhommes pauvres qui n'auront pas les moyens de se procurer de nouveaux titres. Déjà, du reste, un ordre rendu en contradiction de l'amnistie précédemment accordée, avait enrôlé dans l'armée russe les volontaires polonais de tout grade.

Un ukase portant promesses réitérées de pardon à ceux qui se soumettraient fut bientôt suivi d'un autre, instituant des commissions chargées de punir arbi-

trairement ceux qui, trop confiants dans la prétendue amnistie, étaient retournés chez eux. *Amnistie pour l'Europe et des knouts pour les insurgés*, répondait le gouverneur de Kiew à un citoyen de Podolie se réclamant de la grâce accordée. Ce système gouvernemental est traditionnel en Russie, et déjà Catherine II, dans un de ses rares accès de franchise, écrivait au gouverneur de Moscou : « L'ordre d'ériger des écoles dans mon empire n'est pas fait *pour nous*, mais *pour l'Europe*, et pour soutenir près des étrangers la bonne opinion qu'on a de nous ; car, dès le moment où le peuple russe aura vraiment commencé à s'instruire, je ne resterai pas impératrice et vous gouverneur. » Il est impossible de se rendre plus complétement justice.

Mais, revenons à la Russie actuelle. Ceux que les juges avaient déclarés innocents n'en étaient pas moins soumis à l'ukase qui autorisait les gouverneurs de province à les punir *arbitrairement*. Ainsi, enfants ou adultes, hommes ou femmes, paysans ou nobles, amnistiés ou suspects, innocents ou coupables, tous étaient frappés, déportés et assassinés. C'est en vertu de ces ordres exécrables que les débris d'une armée héroïque, que presque tous les Polonais sont traînés dans les forteresses, au Caucase ou dans les déserts de la Sibérie. Des milliers succèdent à des cent mille, la tête rasée, en habits de criminels, et numérotés comme du bétail. Le tzar prenait un horrible plaisir à les traiter en forçats. En 1831, le prince Romain Sanguzko, appartenant à l'une des plus grandes familles de la Pologne, fut envoyé en Si-

bérie. Sur l'arrêt soumis à son approbation, Nicolas écrivit de sa main : « *Sera conduit en Sibérie comme un forçat ordinaire, à pied et enchaîné.* » L'ordre fut exécuté.

Ces horreurs ne suffisaient pas pour dépeupler la Pologne. D'innombrables massacres eurent lieu, et en 1835 Nicolas disait lui-même aux habitants de Varsovie, en leur montrant la citadelle qu'il venait de faire élever à leurs frais : « A la moindre émeute, je ferai foudroyer la ville, je détruirai Varsovie, et certes ce ne sera pas moi qui la rebâtirai. » Voilà la Pologne sous les tzars depuis trente ans! Qu'ajouter à de telles atrocités? Chez Nicolas, c'était tout un système. Il disait publiquement : « Je ne connais que deux sortes de Polonais, ceux que je hais et ceux que je méprise. » Son mépris était pour ceux qui acceptaient le joug moskovite, sa haine implacable pour ceux qu'il révoltait.

Parlerons-nous des ukases sans nombre qui confisquèrent tous les biens, non-seulement de quiconque était accusé d'avoir pris part à l'insurrection de 1831 ou de tout autre délit, mais de leurs enfants, frères et neveux qu'on en rendait responsables; non-seulement des individus, mais des églises, des communautés religieuses; attentat contre la propriété qui se perpétua à toutes les époques, sous toutes les formes, et qui spolia constamment les catholiques surtout, sans aucune cause politique, et uniquement pour les faire abjurer? Dans son livre intitulé *La vérité sur la Russie*, M. Dolgoroukow fait l'effroyable peinture de la spoliation universelle et des tortures subies par les Polonais. « Les pro-

vinces polonaises, dit-il, constituaient pour la police politique une véritable Californie. De temps en temps, elle inventait une société secrète. L'on arrêtait et l'on jetait en prison des individus riches ou aisés désignés d'avance. Ces malheureux avaient le choix entre le payement d'une rançon considérable et l'avenir le plus affreux. S'ils refusaient de payer, alors ils se voyaient chargés de chaînes, mis à la question, livrés aux tortures et martyrisés, jusqu'au moment où la douleur leur arrachait un *oui* fatal... Ils étaient envoyés en Sibérie, leurs biens confisqués et leurs familles réduites à la misère. A Varsovie, surtout dans les années qui suivirent la révolution de 1831, le royaume de Pologne tout entier avait été mis en coupe réglée d'exactions. » Bibikoff, gouverneur de l'Ukraine, et Petroff, gouverneur de la Podolie, se signalèrent entre tous par ce pillage publiquement organisé, outre la confiscation patente qui enleva à la Pologne en quelques années seulement plus de 100 millions. Un seul ukase du 16 septembre 1834 approuve la condamnation à mort de 249 personnes; un autre du 28 juin précédent confisque les biens de 460 propriétaires du gouvernement de Vilna; d'autres, de 1835 à 1838, donnent aux généraux et fonctionnaires russes des biens confisqués pour la valeur de 100 millions de roubles.

Après ces attentats inouïs contre tout ce que l'homme a de sacré sur la terre, liberté, religion, famille, propriété, existence, est-il besoin de mentionner l'abolition de la Charte de 1815 et son remplacement par le *statut organique* qui anéantit la Pologne, la suppression des

chaires, des écoles, des universités, des sociétés littéraires, agronomiques ou autres, l'enlèvement des bibliothèques et de toutes les collections d'art et de science, la proscription de la langue, des costumes, de la monnaie, des poids et mesures nationaux, la dévastation de tous les monuments publics, la prostitution des insignes et des distinctions militaires, l'incrimination de tous les souvenirs historiques, les règlements imposant partout l'espionnage, les divisions fomentées entre les paysans et les propriétaires fonciers, et aboutissant à des massacres, les occupations militaires, les états de siége, en un mot, tout ce que peut inventer de plus satanique le génie de la tyrannie?

Quant aux persécutions, aux tortures horribles employées pour faire abjurer les catholiques, il faudrait des volumes pour en rapporter les machiavéliques et sanglantes histoires. Elles dépassent tout ce que pourrait rêver l'imagination la plus perverse et la plus sinistre. C'est du Néron et du Dioclétien mêlé de Julien l'Apostat. Catherine commence cette œuvre satanique par la destruction de l'Eglise unie, qui, dès lors, se voit enlever outre tous ses biens, 150 couvents, 9,300 paroisses et plus de huit millions de fidèles. Après Alexandre Ier, qui soumet l'Eglise catholique à l'autorité laïque (1801-1804), Nicolas poursuit avec rage cette guerre à mort contre le catholicisme : depuis 1828 et surtout depuis 1832, toutes les ressources de la violence et de la perfidie furent mises en œuvre dans ce but, massacres, déportations, mutilations de prêtres, de paysans et de

quiconque résistait, incendies, confiscations d'églises, suppression successive de tout culte. Les martyrs furent innombrables, 1043 ecclésiastiques de l'Eglise unie disparurent d'un coup. Mais ne pouvant raconter en détails ces sanglantes horreurs, bornons-nous à citer un seul fait comme exemple. En 1845, l'Europe entière a retenti du martyre héroïque des religieuses basiliennes de Minsk. Ces saintes femmes, au nombre de trente-cinq, se livraient à l'éducation des filles, élevaient à leurs frais quarante orphelines et pourvoyaient à la subsistance d'un grand nombre de veuves et d'infirmes. N'ayant pu les faire abjurer, on les expulsa brutalement de leur couvent, où l'on en tua d'abord une. Elles furent enchaînées deux à deux, et, après sept jours d'une marche horrible, arrivèrent à Vitepsk, où elle furent jetées, les fers aux pieds, dans le fond d'une basse-cour, avec treize autres basiliennes de cette ville, reste de dix-huit dont cinq avaient déjà été égorgées. Là elles souffrirent tout ce qu'il est possible d'imaginer. Presque sans autre nourriture que les herbes qu'elles arrachaient à la terre ou ce qu'elles dérobaient aux pourceaux, accablées de coups, fouettées publiquement deux fois par semaine jusqu'à ce que le sang jaillît à flots et que leurs corps fussent en lambeaux, elles étaient occupées à creuser la terre, à tailler et à brouetter les pierres. Trois moururent dans ces affreuses flagellations. Deux autres furent assommées à coups de bûche et de bâton. Une sixième fut brûlée vive dans un grand poêle, où on l'enferma. Le reste fut jeté dans des cachots. Après deux années entières d'effroya-

bles tortures, elles furent traînées de Vitepsk à Polock, où dix nouvelles victimes vinrent remplacer celles qui avaient succombé. Là, leurs souffrances redoublèrent encore. On les employa comme manœuvres. Douze furent écrasées, cinq englouties vivantes dans une carrière; et enfin, ne pouvant faire abjurer celles qui restaient, l'apostat Siémaszko, leur bourreau, déchaîna contre elles une multitude ivre et féroce d'hommes infâmes, promettant le grade de protopope à quiconque parviendrait à les outrager. La lutte fut horrible, les saintes héroïnes triomphèrent, mais deux furent écrasées et tuées à coups de talon de botte, une troisième expira dans la nuit, huit eurent les yeux arrachés, la supérieure eut le crâne brisé, et toutes étaient en lambeaux. Et ces incroyables horreurs étaient commandées par un ukase signé de la main même de l'empereur, qui « déclare *approuver, confirmer et regarder comme saint » et trois fois saint* tout ce que Siémaszko a fait et fera, » et ordonne à toutes les autorités de lui prêter aide et » assistance, même par la force armée, sur sa simple » réquisition, à toute heure et partout. » Ce Siémaszko, chargé des missions spéciales du tzar, fut comblé de grades, de titres et des plus illustres décorations. Les basiliennes, réduites à vingt-trois, après vingt-sept mois de séjour à Polock, furent conduites enchaînées à Miédzoly, où on les précipitait dans le lac glacé jusqu'à ce qu'elles perdissent connaissance. Quatre y périrent. De cinquante-huit, il n'en restait plus que dix-neuf, dont huit avaient les yeux arrachés et sept étaient com-

plétement infirmes, lorsque, au bout de vingt-six mois passés dans cette affreuse prison, on résolut d'en finir avec elles en les envoyant à Tobolsk, où leur mort était certaine. Ce fut alors que quatre, encore un peu valides, profitant de l'ivresse et du sommeil de leurs geôliers, parvinrent à s'enfuir et à gagner Paris et Rome, où le monde apprit avec épouvante cet inénarrable martyre de sept années (1838-1845).

Mais ce n'est là qu'un des épisodes de cette torture incessante des catholiques polonais dont les faits sont innombrables. 300 couvents furent fermés après la prise de Varsovie, et leurs biens, s'élevant à plus de 20 millions, confisqués. Plus de deux cents noyés dans le sang et supprimés par les seuls ukases de février 1832, témoignent de la tyrannie moskovite. L'ordre seul de Saint-Basile comptait dans la Pologne russe deux cent quarante-cinq religieuses, « qui *toutes*, sans en excepter une seule, ont été martyrisées. » Un seul convoi de Sibérie comprenait trois cent quarante-six prêtres et religieux dont la moitié avait été tuée avant d'arriver à Tobolsk, les autres ayant les pieds et les mains gelés. Au supplice on joignait l'ironie, témoin la décision suivante rendue contre le vénérable abbé Siérocinski : « considérant que le coupable est d'un âge *très-avancé*, il est condamné à la perte de ses titres de noblesse, de sa fortune et à un *bannissement perpétuel en Sibérie.* » On fit aussi périr dans les supplices un nombre considérable d'enfants pour obtenir l'apostasie des mères.

Des ukases défendent de bâtir des églises catholiques,

de réparer celles qui existent, et mettent toutes sortes d'entraves à l'exercice de ce culte, systématiquement et violemment persécuté au profit du schisme russe, que des bourgs, des communautés, des villes, des provinces entières sont chaque jour contraintes par force d'embrasser. D'après le code draconien de la Russie, le simple blâme du schisme entraîne « *la perte de tous ses droits, et six à huit ans de travaux forcés,* » et pour le non révélateur « *un emprisonnement de six mois à un an* » (art. 184 et 185). Pour les mêmes faits commis par écrits, manuscrits, ou de quelque manière que ce soit, « *perte de tous les droits et déportation dans les contrées les plus éloignées de la Sibérie.* » Pour le colporteur ou propagateur, « *même peine* » (art. 187). Pour quiconque engage une personne à quitter le schisme, « *déportation dans les gouvernements de Tonsk ou Tobolsk, et en Sibérie* » (art. 193). Pour le même fait tenté par sermon ou par écrit, « *la première fois, emprisonnement d'un à deux ans; la seconde fois de quatre à six ans; la troisième, déportation à Tonsk ou Tobolsk* » (art. 195). Et ainsi de suite. Notons, en passant, que la privation de tous les droits et la déportation en Sibérie entraînent la marque, plus 80 à 200 coups de verges.

Plus tard, il est vrai, le 19 mars 1860, on prétendit modifier cette législation atroce, en décidant que ceux qui se permettraient de discuter le schisme russe ou de propager une autre doctrine « seraient passibles pour ces crimes de la *privation de tous leurs droits civils et de l'exil,* ceux de la Russie européenne *dans les provinces*

trans caucasiennes, ceux de ces dernières provinces *en Sibérie*, et ceux de Sibérie dans *les parties les plus reculées* de cette contrée. » Ajoutez à ces peines la confiscation des biens, spécialement réservée aux Polonais.

. Par contre, un ukase donne aux femmes dont les maris ont été condamnés à l'exil, à la prison, aux mines ou aux galères, la permission de se remarier *du vivant de leurs maris*, à condition d'élever leurs enfants dans le schisme russe. Un autre ukase du 2 janvier 1839 accorde sa grâce à tout catholique qui, « pour meurtre, vol ou autre crime, » a été condamné au knout, aux mines, aux galères ou à la prison, s'il embrasse la religion moskovite. Il obtient en outre la permission de porter au ruban de la décoration de Sainte-Anne, une médaille frappée en l'honneur de l'événement. Ces galériens amnistiés et décorés disent assez l'état d'une religion recrutée par de tels moyens. En même temps, le tzar décorait de la croix polonaise les assassins de la Pologne, et donnait à tous les généraux russes le grand cordon de cet ordre qui ne devait être porté que *par un libérateur de la patrie*. Dérision sacrilége, outrage à tout un peuple !

La condamnation aux travaux forcés, qui est prononcée en Pologne sous tous les prétextes, et même sans aucun prétexte, entraîne « la perte des droits de famille, la cessation de la puissance paternelle et des droits du mariage, » le conjoint pouvant se remarier sans qu'à son retour il reste aucun recours au condamné gracié ou reconnu innocent.

En vain le Saint-Siége avait fait entendre ses protestations incessantes. Rien n'arrêtait ces atroces persécutions du tzar. Aussi le 22 juillet 1842, à la face de Dieu et de l'univers, il dressa contre lui un acte terrible d'accusation dans la magnifique allocution et *l'Exposé de ses actes*, où il convainc le gouvernement moskovite de fraude héréditaire, de mensonge systématique et d'attentats sacriléges. Cette voix solennelle retentit dans le monde entier. Nicolas maîtrisa sa colère, et trois ans après osa venir à Rome rendre visite au pape. C'était le 13 décembre 1845, sept jours après la constatation officielle du martyre des religieuses basiliennes de Minsk. Mais au sortir de cette entrevue, dit un témoin oculaire, « il avait les cheveux en désordre, l'œil hagard, le teint pâle, comme si pendant cette heure il avait souffert tous les maux d'une fièvre prolongée. Il marchait d'un pas précipité, la tête baissée, sans rien voir et pressé de s'éloigner au plus vite de ce théâtre d'une défaite évidente. » Le bourreau, écrasé par sa victime, signa le 3 août 1847 un concordat qu'il ne fit pas même publier, encore moins exécuter.

Du reste, depuis longtemps déjà l'émigration polonaise se distinguait par l'exaltation profonde de sa ferveur religieuse. Les admirables poésies de Mickiewicz, celles de Bogdan Zaleski, du poëte anonyme et d'une foule d'autres, contribuèrent puissamment à généraliser cette direction des esprits; et le double résultat de l'exil et des persécutions fut d'exalter cette ferveur mystique jusqu'aux suprêmes héroïsmes de l'apostolat et du martyre.

VI

Massacre de la Galicie. Annexion a l'Autriche de la république de Krakovie (1846-1847).

Cependant la république polonaise subsistait encore au lieu de son berceau, dans une petite étendue de 76 lieues carrées, garantie par les traités de 1815 dont les articles 5 et 6 portent : « La ville de Krakovie avec son territoire sera envisagée à perpétuité comme cité libre, indépendante et strictement neutre... Aucune troupe armée ne pourra jamais y être introduite sous quelque prétexte que ce soit. » La charte constitutionnelle donnée à Vienne le 3 mai 1815 fondait le gouvernement de la nouvelle république sur des bases essentiellement démocratiques. La souveraineté y était répartie en trois pouvoirs : le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire. Le premier ou la Chambre des représentants (Diète) eut dans ses attributions le contrôle suprême de l'exécution des lois, l'examen des comptes-rendus de l'administration, la nomination des sénateurs et des magistrats, la faculté de les mettre en accusation et de les traduire devant la cour suprême de la diète ; enfin le droit exclusif de statuer sur le budget. Le sénat ou pouvoir exécutif dirigeait l'administration, la police, la force armée, et possédait seul l'initiative des projets de loi. Enfin le pouvoir judiciaire était composé de magistrats inamovibles jugeant les affaires civiles

et criminelles en dernier ressort, et ne pouvant être accusés ou destitués que par la chambre des représentants. La liberté de la presse, la publicité des débats judiciaires et politiques, l'introduction du jury en matière criminelle, stipulés expressément dans cette charte complétaient le système de garanties accordées au peuple du nouvel État. Cette organisation politique obtint du Congrès de Vienne des garanties toutes spéciales, et toutes les puissances *s'engageaient solennellement et formellement à concourir au maintien et à l'accomplissement de ce traité.*

Mais, au mépris de ces stipulations solennelles, les trois cours copartageantes nommèrent bientôt une commission qui commença à supprimer la plupart des garanties constitutionnelles, commerciales, universitaires. Puis, successivement, en 1824, 1826, 1828, 1833, 1834, elles détruisirent, malgré une résistance énergique, presque toutes ces institutions. Enfin, le 17 février 1836 elles occupèrent militairement Krakovie, proscrivirent une foule de citoyens paisibles, organisèrent une police secrète qui supposa des complots dont tous les prétendus auteurs furent reconnus innocents par les tribunaux, qui citèrent le directeur de la police lui-même devant la justice pour abus d'autorité. Krakovie ayant dénoncé aux trois cours protectrices les odieuses persécutions dont elle était victime, pour toute réponse 1,500 hommes d'infanterie et de cavalerie autrichiennes vinrent augmenter sa garnison. Poussée à bout par une tyrannie qui n'avait plus de bornes, la chambre des représentants

vota, le 14 mars 1838, une Adresse aux trois souverains ; mais elle fut déclarée nulle et non avenue. Le 23 mai suivant, on expulsa de vive force la Cour des comptes et on saisit ses archives.

L'Europe s'était émue de ces violations flagrantes des traités. Alors on laissa fomenter ou plutôt on provoqua une insurrection dont les symptômes se manifestaient publiquement dès la fin de 1845, et qui devait, disait-on, éclater le 18 février 1846. Ce jour-là 2,800 cavaliers et fantassins autrichiens occupèrent Krakovie et parcoururent les rues ; mais au lieu d'étouffer l'insurrection, se retirèrent le 21, et pour mieux lui laisser le champ libre, emmenèrent avec eux le sénat, les autorités et la milice municipale. Le piége était visible, mais les Polonais y donnent tête baissée, organisent une garde nationale, un gouvernement révolutionnaire avec Tyssowski pour dictateur, et les mineurs de Viéliczka arrivent sous les étendards de la Pologne libre, l'image de la Vierge et l'aigle blanc aux ailes éployées, et en chantant le célèbre cantique de saint Albert.

C'était le prétexte qu'attendait le gouvernement autrichien, qui avait résolu de faire exterminer tous les nobles et les propriétaires de la Galicie. Ce plan combiné à Vienne par Metternich, dressé à Tarnov par M. Breindl de Wallerstern, capitaine du cercle, fut approuvé par un conseil secret réuni à Léopold sous la présidence de l'archiduc Ferdinand d'Este. On licencia 8,000 soldats choisis dans le rebut de la population des campagnes, et on les dissémina sur tous les points de la Galicie avec

des instructions secrètes. Porteurs des plus belles promesses, ils répandirent partout, parmi les paysans, le bruit que les propriétaires devaient les faire égorger, eux, leurs femmes et leurs enfants, et organisèrent ainsi une conspiration d'autant plus dangereuse, qu'elle paraissait n'être qu'une légitime défense. Le 18 février, ils s'emparèrent par surprise de deux petits groupes d'insurgés, l'un d'une quinzaine, l'autre d'une vingtaine d'hommes. Alors le préfet Breindl donna le signal du massacre des propriétaires et du pillage des propriétés. Les chefs de districts avaient d'abord alloué sur les deniers de l'État 5 florins pour un blessé; ils en donnèrent 10 (25 francs) pour un mort. Aussi n'amena-t-on plus que des cadavres. Si quelque victime respirait encore, les assassins l'achevaient à coups de bâton sur la place publique. Cette effroyable boucherie, commencée dans le cercle de Tarnow, s'étendit à ceux de Bochnia, Jaslo, Rzeszow. Chaque cercle eut sa troupe d'égorgeurs conduite par un chef, et les autorités leur annoncent « qu'ils toucheront des récompenses qu'on est autorisé à leur verser immédiatement et qui seront proportionnées aux circonstances et au *mérite.* » Les employés du fisc et de l'octroi faisaient partie des bandes. M. Krieg, président du gouvernement, disait : « *Nous avons reçu des ordres positifs, nous les exécutons à la lettre.* » C'était si bien un ordre venu d'en haut, que l'archiduc Ferdinand d'Este répondit à la femme de l'infortuné M. Rey « que la mort de son mari était une méprise, et que c'était son frère *qui était désigné.* » Beaucoup de familles

s'étant réfugiées dans les capitales, on les força de retourner dans leurs domaines, et l'on établit autour de chaque ville une ligne de démarcation qu'il fut défendu de franchir sous peine de mort; de sorte que si les familles restaient chez elles, elles étaient massacrées par les bandes des campagnes, et si elles fuyaient, elles tombaient sous les balles des soldats. A Zagorzany, toute la population vint consulter le curé et lui dire : « qu'ils craignaient d'être trouvés en faute et punis par les réviseurs s'ils ne dévastaient les domaines, comme c'était la volonté de l'empereur. » A Rzepieniki, les paysans s'écriaient : « Il est sûr que l'empereur aura un terrible compte à rendre à Dieu pour nous avoir ordonné de commettre toutes ces cruautés. » A Jaslo, le préfet disait aux cultivateurs : « Pillez les châteaux tant que vous voudrez. » Le vice-président, comte de Lazanski, donnait publiquement l'accolade aux assassins et les félicitait, en leur distribuant les récompenses. Il disait du brigand Széla, chef de toutes ces bandes : « C'est un héros qui a sauvé l'empire. » En effet, les principaux agents des massacres, Széla, Breindl de Wallerstern, Cretsch de Lindenwald, furent décorés, récompensés; la commune de Lisia-Gora reçut 1,000 florins; celle d'Oporyszow, 500; et l'on ne cessa de payer chaque tête de propriétaire que lorsque le nombre des victimes étant devenu trop considérable, les fonds des caisses publiques furent épuisés.

Rien ne saurait décrire les scènes effroyables de ce carnage organisé. Les églises furent l'objet de profana-

tions sacriléges, les vases, les ornements sacrés furent foulés aux pieds, les couvents saccagés, 72 ecclésiastiques égorgés, les manoirs pillés et brûlés, les propriétaires massacrés avec leurs femmes, leurs enfants, les régisseurs et les gens de service. 1458 périrent dans le seul cercle de Tarnow. C'étaient les hommes les plus éminents par leurs vertus et leur dévouement aux classes populaires. Toutes les routes étaient jonchées de cadavres et les fossés pleins de sang. Une seule famille, celle de Bogusz, eut 17 personnes assassinées. On ne se contentait pas de tuer, on y joignait le raffinement des plus incroyables atrocités. A M. Broniewski, on coupa la langue, le nez, les oreilles, et on lui creva les yeux avant de l'achever, et sa femme fut contrainte d'assister à ce supplice. A d'autres, on enleva la peau du crâne avant de les mettre à mort. Eh bien! qui le croirait? vers le 12 mars suivant, l'empereur Ferdinand témoignait à ces égorgeurs « sa satisfaction pour leur *présence d'esprit* » et disait : « Mon cœur éprouve le besoin de faire savoir solennellement à mes fidèles Galliciens toute la reconnaissance dont il est pénétré. » Et aux Pâques qui suivirent, le gouvernement sévit contre les évêques et les prêtres qui refusaient l'absolution à ces scélérats impénitents.

A la nouvelle de ces massacres, une procession composée de 40 prêtres, de 500 citoyens et précédée par des bannières consacrées, des croix et des cierges, s'était dirigée de Krakovie vers la Galicie pour arrêter l'effusion du sang. Mais elle fut assaillie par les troupes autri-

chiennes, qui massacrèrent des prêtres, de pieuses femmes, et emmenèrent 130 prisonniers, dont 30 prêtres qui furent enchaînés et jetés dans les sombres cachots d'Olmutz. Quelques jours après, les Autrichiens, les Russes et les Prussiens entraient sans résistance à Krakovie, bombardaient les faubourgs et mettaient à prix la tête des insurgés. Enfin, le 27 janvier 1847, le territoire de Krakovie était enclavé dans les lignes de douanes de l'Autriche. A ce dernier coup porté à la Pologne, Louis-Philippe protesta en ces termes dans son discours de la couronne, du 11 juillet 1847 : « Un événement inattendu a altéré l'état des choses fondé en Europe par le dernier traité de Vienne. La république de Krakovie, État indépendant et neutre, a été incorporé à l'empire d'Autriche. J'ai protesté contre cette infraction aux traités. » L'adresse des Chambres répondit au roi : « En protestant contre cette violation des traités, *nouvelle atteinte portée à l'antique nationalité polonaise*, V. M. a rempli un impérieux devoir et répondu au sentiment de la France et à la juste émotion de la conscience publique. » En Angleterre, le discours de la reine au parlement disait : « L'extinction de l'État libre de Krakovie m'a paru une violation si manifeste du traité de Vienne, que j'ai ordonné qu'une protestation contre cet acte fût remise aux cours de Vienne, de Berlin et de Saint-Pétersbourg, qui y ont participé (19 janvier).

Rien n'a donc manqué à la revendication publique, solennelle, incessante des droits si indignement outra-

gés de la Pologne : protestations officielles, déclarations diplomatiques, manifestations populaires, soulèvement d'indignation et d'horreur du monde entier, hospitalité nationale de ses nobles proscrits, tout s'est réuni pour faire entendre depuis trente ans, que dis-je? depuis un siècle. la voix des peuples et le cri de la conscience humaine.

VII

TENTATIVES DANS LE DUCHÉ DE POSEN ET LA GALICIE. GUERRES DE HONGRIE ET D'ORIENT. MASSACRES DE VARSOVIE. PERSÉCUTIONS RELIGIEUSES ET POLITIQUES (1846-1863).

Peu d'événements importants se passèrent en Pologne de 1846 à 1861 : c'était le silence qui précédait la tempête, c'était le recueillement de toutes les forces nationales s'apprêtant pour la lutte suprême qui devait consommer l'affranchissement définitif de la patrie. Quelques tentatives eurent lieu cependant, et la révolution française de 1848 fut, comme celle de 1830, fatale à la Pologne.

En 1846, Mieroslavski prépara une insurrection dans le duché de Posen; mais il fut arrêté, et après deux ans. condamné à mort avec plusieurs autres. Ils allaient être exécutés lorsqu'éclata en France la révolution du 24 février 1848. Toute l'Allemagne en ressentit le contre-coup. Mieroslavski et Libelt furent délivrés et portés en triom-

phe. Le duché de Posen forma des comités, s'organisa militairement et voulait proclamer l'indépendance de la Pologne et faire la guerre à la Russie. Après diverses tergiversations, la cour de Berlin fit marcher les troupes prussiennes contre Sroda où étaient réunis 2,000 paysans armés et une centaine de cavaliers sous les ordres du colonel Brzezanški. Dans quelques villes et notamment à Gostyn, Korzmin et Topola, les insurgés ne purent soutenir une lutte trop inégale et furent forcés de déposer les armes. La 23 avril, leur camp de Xionz, que commandait Dombrovski, fut attaqué par les Prussiens qui, après une affreuse mêlée, où périrent 200 hommes, massacrèrent les captifs et les femmes, et se retirèrent avec 574 prisonniers, dont une partie fut délivrée par le peuple armé de faux. Le 30, près de Miloslav, moins de 2,000 Polonais tinrent tête à 5,000 Prussiens dirigés par le général Blumen, puis les battirent et leur tuèrent 300 hommes. L'armée prussienne, portée à 10,000 combattants, voulut reprendre Miloslav, mais fut repoussée sur Gnèzen, le peuple des campagnes étant accouru soutenir la petite troupe polonaise. La république fut proclamée à Mosina, à Kurnick et à Stenszew. Cependant les Polonais, qui ne pouvaient espérer tenir longtemps, entrèrent en négociations avec les généraux prussiens, qui bientôt désarmèrent les districts, arrêtèrent dans toutes les directions les détachements d'insurgés, et firent écrouer dans la forteresse de Posen Mieroslavski, qui recouvra plus tard la liberté par l'intervention de l'ambassadeur français, Arago.

Tandis que ces événements se passaient, la révolution de Paris du 24 février ayant produit à Vienne celle du 19 mars, la Pologne autrichienne obtint une amnistie générale, la mise en liberté des détenus politiques de 1846, la promesse d'institutions nationales et d'une organisation polonaise. Les émigrés accoururent en foule, une garde nationale fut instituée, on voulut proclamer l'indépendance de toute la Pologne et préparer une armée pour envahir les possessions polonaises de la Russie. Alors les troupes autrichiennes marchèrent contre Krakovie et Leopol, bombardèrent ces deux villes, et tous les émigrés furent obligés de quitter le pays. Dans la Galicie occidentale, l'Autriche parvint à exciter les paysans contre les propriétaires, qui cependant avaient aboli la corvée et donné aux fermiers les terres qu'ils cultivaient. Dans la Galicie orientale, la Russie et l'Autriche excitèrent les Ruthènes unis contre les Latins. A l'aide de ces divisions, elles paralysèrent toute tentative d'indépendance.

Alors une foule de Polonais accoururent soutenir la Hongrie, qui venait de déclarer la guerre à l'Autriche pour défendre sa vieille constitution. Vysocki forma à Pesth une légion polonaise, tandis qu'une autre s'organisait à Preszou, que le lieutenant-colonel Tchorznicki créait un régiment de lanciers, et le major Dembovski les chasseurs polonais. Près de Bartza, les Polonais, sous les ordres de Tchorznicki, mirent les Autrichiens en fuite et refusèrent les insignes honorifiques qu'on leur offrait, en disant qu'ils n'étaient venus en Hongrie que

pour préparer la délivrance de leur patrie. Ils se signalèrent, sous Dembovski, le 11 décembre, à la bataille de Koszytze et aux combats qui suivirent. Leur renommée croissait de jour en jour. A la fin de 1848, Dembinski fut nommé par la diète commandant en chef de l'armée hongroise. Le 6 mars 1849, après une attaque meurtrière, les Polonais délogèrent les Autrichiens de la ville de Salnock, sur la Cissa. Ils s'illustrèrent de nouveau à Hatvan où ils s'emparèrent de 500 fourgons de munitions, le vendredi saint, et le 8 avril, où ils emportèrent le pont de Wacow et où leur drapeau fut décoré par les Hongrois. Ils marquaient chaque jour par un nouveau succès, et l'ennemi reculait sans cesse devant eux. Le 19, dans une véritable bataille, l'infanterie prit d'assaut Nad'Sarlo, et un escadron de lanciers fit 2,000 prisonniers aux Autrichiens, qui perdirent 15,000 hommes et évacuèrent la Hongrie. Vysocki fut nommé général et forma un nouveau corps polonais. Dembinski s'empara de Koszytze, Preszow et de toute la province.

Ce fut alors que les armées russes vinrent au secours de l'Autriche. Dembinski voulait transporter la guerre en Pologne et commencer par s'emparer de 8,000 Russes arrivés les premiers. Mais le traître Goergey, alors ministre de la guerre, l'en empêcha et reçut sa démission. Les légions continuèrent à montrer leur intrépidité dans plusieurs rencontres, et Dembenski, rappelé au moment critique à la tête de l'armée, se signala à Szegedin. Mais déjà Georgey s'était soumis sans condition aux Russes, stipulant que « toute l'armée déposerait les armes entre

leurs mains. » En vain les Polonais protestèrent, Georgey les reçut fort mal et leur conseilla la fuite. Le colonel Zamoïski passa avec les légions par la Servie, et se rendit en Turquie, où le sultan refusa de les livrer au tzar.

Après avoir en vain tenté le sort des armes dans le duché de Posen, en Gallicie, en Hongrie et partout, l'émigration porta sa dévorante activité dans l'ordre des améliorations religieuses, morales, intellectuelles et matérielles. En même temps qu'elle ne cessait de revendiquer les droits de la Pologne au parlement de Berlin et dans tous les corps constitués où elle avait accès, elle fondait dans la Pologne prussienne, autrichienne et même russe des établissements publics de toute sorte : associations pieuses, littéraires, scientifiques, publication de journaux, ouvrages historiques et autres, bibliothèques, écoles, amélioration de l'agriculture, abolition de la corvée, sociétés agronomiques, fermes modèles, institutions industrielles, commerciales et de crédit, caisses d'économie, telle fut l'œuvre incessamment poursuivie de 1830 à 1854, au milieu d'un redoublement de persécutions, surtout en Russie. Là, l'instruction publique usait de tous les moyens pour démoraliser et abrutir le peuple. En 1848, on publia un nouveau code criminel contenant 95 catégories de prétendus délits entraînant les travaux forcés, l'envoi en Sibérie avec privation des droits de famille.

Mais le jour arrivait où le prestige de la Russie allait pour jamais disparaître. En 1853, la Turquie, commençant à lutter contre elle, donna à son armée des

généraux polonais, et plus tard, lors de la guerre de Crimée, forma un corps de 4,000 Polonais commandé par le général Zamoïski. En ce moment, la Volynie, la Podolie et l'Ukraïne, profondément agitées, voulurent lever l'étendard de l'insurrection ; mais les Czartoryski, agissant sous l'influence du gouvernement français, les arrêtèrent. Cependant le traité de Paris ayant subitement rétabli la paix, la question de Pologne fut soulevée dans le congrès, et la Russie, pour prévenir toute stipulation directe à ce sujet, prit des engagements et promit « de donner la plus large satisfaction aux griefs des Polonais et d'étonner l'Europe en dépassant ce qu'on pouvait attendre. » Mais à peine le traité fut-il signé, que, pour toute réforme, un journal russe annonça que « le congrès de Paris avait jeté la dernière pelletée de terre sur le cadavre de la Pologne. » La France avait sacrifié 250,000 hommes et trois milliards pour ruiner la moitié d'une ville, lorsqu'avec la dixième partie de ces moyens, elle aurait rétabli la Pologne, qu'elle abandonnait pour la centième fois.

Peu après Nicolas mourut ; et en arrivant à Varsovie en mai 1856, Alexandre II, son successeur, ne dissimula point aux Polonais qu'ils n'avaient rien à attendre de lui. Il traita de *rêveries*, non-seulement tous les vœux d'indépendance nationale, mais jusqu'aux garanties des traités de 1815, annonça qu'il « saurait sévir, » et se résuma en disant : « Tout ce que mon père a fait a été bien fait, et je le maintiendrai. » Avertie qu'elle ne devait plus compter que sur elle-même, la Pologne se pré-

para dès lors à la lutte. Le sentiment religieux qui, depuis 1848 surtout, avait pris un immense développement, arriva au dernier degré d'exaltation, et couvrit tous les pays polonais d'associations de piété et de charité. En même temps, la *Société agricole* conçue dès 1842, autorisée le 12 novembre 1857, et présidée par André Zamoïski, comptait plus de 4,000 membres en 1860, et son budget s'éleva progressivement à 250,000 francs. Mais dans l'œuvre religieuse comme dans l'œuvre agricole, c'était toujours la patrie qu'il s'agissait de relever. A Vitepsk, à Kamieniec, à Kiev, les propriétaires réunis réclamèrent la liberté du catholicisme, le rétablissement de la langue polonaise dans l'administration et les écoles. Le duché de Posen défendit contre la bureaucratie allemande les droits stipulés dans les traités, et la Lithuanie protesta.

Mais c'est surtout de l'émigration à l'étranger que partit le mouvement. Dès que les passe-ports furent libres, une société constituée à Paris envoya des émissaires pour organiser dans toutes les provinces, dans tous les districts, dans toutes les villes de la Pologne l'association qui, en effet, l'enveloppa bientôt de son immense réseau, sous la direction d'un comité central siégeant à Varsovie (1). Deux courants alors se disputèrent l'empire. La Société agricole, dirigée par André Zamoïski, se bornant à poursuivre la réalisation d'un certain pro-

(1) Ces renseignements nous ont été directement donnés par le Polonais même qui prit la part la plus active à cette organisation et que nous ne croyons pas encore pouvoir nommer.

grès matériel et moral, voulait rester dans les limites de la plus stricte légalité; mais elle fut bientôt tronquée et supprimée par la Russie. L'autre association, démontrant qu'il était impossible de rien obtenir par les voies pacifiques, voulait recourir à l'insurrection. La jeunesse quitta la première pour entrer dans la seconde; elles se fondirent enfin, et l'organisation devint une et universelle.

La première manifestation eut lieu à la mort de la veuve de Vysocki, le jeune officier qui avait donné le signal de la révolution du 29 novembre 1830; la seconde, à l'anniversaire de cette révolution; la troisième, lors de la réunion des trois rois spoliateurs à Varsovie. Le 25 février 1861, anniversaire de la bataille de Grochov, une procession nombreuse se dirigea avec ordre vers le cimetière, précédée d'un drapeau à l'aigle blanc et aux couleurs blanche et rouge, et chantant l'hymne national si célèbre *Boze cos Polske*. L'autorité jusqu'alors impassible lance des escadrons sur la foule qui tombe à genoux et se laisse tranquillement massacrer, en continuant à chanter: « Seigneur Dieu très-saint, rends-nous la patrie, rends-nous la liberté! » Le lendemain, la ville tout entière prit le deuil et le 27, jour suivant, 100,000 personnes accompagnèrent le convoi des victimes; les massacres recommencèrent, et des membres même de la Société agricole, qui ne s'étaient point associés à cette manifestation, furent tués sur le seuil de leur palais. La Pologne tout entière prit le deuil, et un avis répandu dans le pays disait: « La couronne d'épines, voilà depuis

près d'un siècle notre emblème. Elle signifie patience, sacrifice, délivrance et pardon. »

Une adresse pleine de modération est envoyée au tzar qui la déclare « nulle et non avenue. » Pour toute réponse, la Société agricole est dissoute, et de nouvelles troupes s'avancent à marches forcées sur Varsovie. Le 15 mars, les Cosaques entrent à cheval dans les églises, foulent aux pieds les fidèles qui s'y étaient réfugiés. Le 7 avril, la population tout entière étant allée au cimetière prier pour ses morts, trouva à son retour la place publique occupée par les troupes. Le lendemain, elle revint pour solliciter le prince lieutenant de transmettre ses demandes au tzar. En ce moment un postillon, traversant la place, fit retentir l'air national de Dombrovski : « Non, la Pologne ne périra pas ! » Aussitôt la foule électrisée tombe à genoux, et, chargée de tous côtés par la cavalerie et l'infanterie, elle continue à prier et à chanter en s'écriant : « Tuez-nous, nous ne bougerons pas ! » Des milliers d'hommes désarmés ouvrent leur poitrine en demandant la mort ; des femmes, des enfants rivalisent d'héroïsme et s'offrent au martyre. Un jeune homme tenant un crucifix ayant été tué, un juif s'en empare, l'élève en l'air d'un air inspiré et tombe lui-même percé de trois balles. « Jamais, dit un témoin oculaire, je ne saurais vous faire comprendre le mépris de la mort, inouï, enthousiaste, qui s'est emparé de ce peuple, hommes, femmes, enfants. » Tous demeuraient immobiles et calmes, répétant leurs chants sublimes sous les charges furieuses des cavaliers et sous les feux

des bataillons renouvelés jusqu'à quinze fois. On se disputait les premiers rangs pour être plus certain de mourir. Jamais exemple semblable n'avait été donné au monde; jamais peuple n'était arrivé à ce comble d'exaltation. Les bourreaux fatigués de carnage abandonnèrent les premiers ce champ jonché de cadavres, parmi lesquels se trouvaient ceux de femmes, d'enfants, de vieillards; et plus de mille personnes furent tuées ou arrêtées.

A cette nouvelle, mille paysans des environs étaient accourus pour partager le sort de leurs frères, et des troubles éclatèrent à Vilna, à Lublin, à Piotrkov, à Kielce, à Vlocavek, à Kiev, à Krakovie et en Galicie. Malgré d'innombrables arrestations, ces manifestations continuèrent, et le 12 septembre on célébra dans les églises l'anniversaire de la délivrance de Vienne par Sobieski. Une fête religieuse ayant été préparée en l'honneur de Kosciuszko, pour le 15 octobre, le 14 l'état de siége fut proclamé ; mais en dépit de cette mesure, le peuple courut dès le matin aux églises dont l'entrée n'était pas défendue. Quand elles furent pleines, l'armée les ferma et en garda les portes, et les cosaques se répandirent dans Varsovie, pillant les magasins, outrageant les femmes et maltraitant les Polonais et les étrangers. La population, haletante et souffrant la faim, fut retenue dans les églises toute la journée et jusqu'à quatre heures du matin, où elle en fut chassée par les soldats qui envahirent les sanctuaires, commirent toutes sortes d'excès, et jetèrent plus de 2,000 personnes dans

la citadelle. Le prévôt des marchands, le grand rabbin, un pasteur évangélique, cinq chanoines du chapitre et l'administrateur du diocèse, vieillard de 70 ans, furent condamnés *à mort* pour avoir ordonné la fermeture des églises et des temples profanés, et furent *par grâce* détenus dans une forteresse. Mais déjà la colère de Dieu éclatait sur les bourreaux : le prince Gortchakoff mourait misérablement dans un jardin, s'écriant d'éloigner « ces femmes noires, » image de la patrie en deuil ; le général Gerstenzweig se brûlait la cervelle ; le colonel Reutern préférait se tuer que de tirer sur les masses désarmées ; le général Lambert perdait la raison; tous étaient subitement frappés comme par une main invisible; les officiers moskovites brisaient leurs épées et se faisaient déporter en Sibérie; les soldats se battaient entre eux en se reprochant avec horreur les massacres d'enfants et de femmes, et les Russes, frappés de stupeur à la vue de ce peuple tout entier courant au martyre, se sentait vaincu.

Qui pourrait redire cette incroyable histoire de deux années ! États de siége, places publiques occupées par les troupes avec canons et mèche allumée, églises et couvents interdits et profanés, hymnes, chants nationaux et prières défendus, guerre au culte de Marie, aux statues de la Vierge et des saints, aux cierges, au deuil, au costume, au chapeau, à la canne, à un ruban, à tout, arrestations incessantes et innombrables, déportations en masse, femmes outragées et battues de verges pour ces crimes irrémissibles, voilà le résumé de l'histoire

de la Pologne en 1861 et 1862. C'est à n'y pas croire. En vain le pape, l'épiscopat, le clergé, le peuple tout entier protestent. Aucune voix n'est entendue, et, pendant ce temps, on leurre l'Europe avec des promesses réitérées de réformes et de constitution. Ces persécutions s'étendent non-seulement en Lithuanie, mais dans la Pologne autrichienne et prussienne. Pendant deux ans consécutifs la Pologne se laisse égorger, priant jour et nuit sans interruption, et 40,000 pèlerins se rendent à Czènstochova malgré l'occupation de ce célèbre sanctuaire par les Russes. Pendant deux ans les bourreaux ne se lassent pas de frapper, bien qu'il se forme même en Russie un parti pour la Pologne. Enfin, après ces deux années de martyre et de prière, le moment de la lutte suprême était venu, elle commença. Les bourreaux en donnèrent eux-mêmes le signal par cette transportation en masse, décorée du nom de recrutement. Or on sait ce que c'est que le recrutement même ordinaire en Pologne. D'après un relevé fait pour un seul district, sur 11,000 soldats, il n'en est revenu que 498, encore privés de leurs membres, ayant perdu leur religion et impropres à tout travail.

VIII

INSURRECTION DE 1863.

§ I. — *Du 22 janvier au 22 février.*

L'insurrection générale de la Pologne, préparée depuis quelque temps déjà, devait éclater en avril 1863. Mais le gouvernement russe ayant commencé le recrutement qui devait enlever toutes les forces vives de la nation, le comité central, constitué depuis quelques mois en gouvernement provisoire, publia, le 22 janvier, un manifeste appelant la Pologne aux armes, proclamant tous les principes de la démocratie la plus radicale, et donnant la propriété foncière à la population rurale avec indemnité par l'État aux anciens possesseurs. Le même appel fut adressé le 29 janvier à la Lithuanie, et le 5 février à la Podolie, à la Volynie et à la petite Russie. Une quatrième proclamation aux Polonais soumis à la domination prussienne et autrichienne les conjurait de rester paisibles, en se bornant à soutenir l'insurrection par des envois de volontaires, d'armes et d'argent, et à éclairer l'Europe sur la véritable situation. Dans tous ces manifestes, le gouvernement national ne cessait de répéter que le premier acte de la révolution devait être de conférer gratuitement les terres aux paysans.

Tout était organisé, mais on n'avait encore ni fonds, ni armes. Cependant, dès le premier jour l'insurrection

se montre formidable, et, au moment où nous prenons la plume, après sept mois d'une lutte inouïe, la Russie, avec une armée de 265,000 soldats en Pologne, loin d'avoir gagné un pouce de terrain, a épuisé jusqu'à ses dernières réserves, est obligée à une levée de 700,000 hommes, et, malgré tant d'exterminations, de massacres et d'horreurs, ne possède plus rien de la Pologne, qui obéit tout entière au gouvernement national, dont la puissance occulte est douée de cet incroyable prestige qui fait l'admiration du monde entier. Durant ces sept mois il ne s'est pas passé un jour, on peut presque dire une heure, sans qu'un combat, un engagement, une rencontre quelconque ait eu lieu entre les Polonais et les Russes. On peut évaluer à plus de cinq cents les véritables combats qui se sont livrés, et les autres rencontres moins importantes sont innombrables : il nous serait donc impossible d'en faire même la simple énumération. Dans cette guerre de guerillas où chaque forêt, chaque marais, chaque arbre, chaque buisson, chaque pli de terrain cache un insurgé ou un groupe d'insurgés, disons mieux, où chaque Polonais combat, il est également impossible de donner la nomenclature de ces milliers de détachements qui se concentrent et se subdivisent incessamment : néanmoins, nous tracerons par intervalles un aperçu des principaux.

Ce qui distingue surtout cette insurrection, c'est son caractère éminemment religieux. Les évêques l'ont appuyée de leur concours moral, et plusieurs ont payé leur énergie de la déportation. Le clergé polonais tout

entier s'y est associé; quelques-uns même d'entre eux commandent à cette heure encore des détachements d'insurgés et d'autres sont morts sur les champs de bataille : aussi les Russes ont-ils fusillé, pendu, massacré, déporté un nombre considérable de prêtres. Spectacle inexprimable! en partant pour rejoindre leurs frères armés, les Polonais se confessent, communient, et reçoivent le sacrement des mourants, l'extrême-onction, les prières de toute la Pologne les accompagnent, ils portent la croix sur leur poitrine, leur bannière est celle de la sainte Vierge et leur cri de combat : *Jésus, Marie!* Quant aux traits d'incroyable héroïsme qui ont illustré cette guerre indomptable sans précédents comme sans analogue dans l'histoire, qui pourrait les redire? Combien, d'ailleurs, sont restés inconnus! Au milieu de ces scènes où tout est héroïque, le sublime se surpasse lui-même. On n'a qu'à prendre au hasard. Ainsi, pour ne citer qu'un des faits du début, qui ne se rappelle qu'à Siemiatycze, en Lithuanie, le général russe ayant déclaré que les femmes et les enfants eussent à sortir de la ville parce qu'elle allait être rasée, les femmes lui répondirent : « Ici les femmes périssent avec leurs maris et les enfants expirent auprès de leurs parents! »

L'insurrection traversa diverses phases successives dont nous montrerons les divers caractères. Le premier mois fut comme sa période de tâtonnements et d'essais. Grâce à l'organisation déjà établie, elle s'étendit dès l'abord d'un bout à l'autre de l'ancienne Pologne, des environs de Varsovie jusqu'aux frontières moskovites,

en face d'une armée de 150,000 hommes. Mais elle était encore plus étendue que compacte, plus spontanée que disciplinée, dépourvue d'armes, de munitions, de vivres, de tout, et n'ayant aucun plan arrêté. Ici elle se concentrait par masse de 10 et 15,000 insurgés, occupait un grand nombre de villes, et y installait des autorités nationales. Là elle se disséminait sur une infinité de points, se formant et se retirant surtout dans les forêts, les marais, les lieux déserts et inaccessibles et faisant une guerre de partisans. Partout elle s'emparait des caisses de l'Etat, des documents publics, des dépêches, des stations de chemins de fer, arrêtait les trains, coupait les voies, brûlait les ponts, désarmait les postes détachés et les douaniers, commençant à s'armer, à former des corps de faucheurs, de cavalerie, fondant même des canons à Dombrowa, et ouvrant une première souscription nationale. Pendant cette période eurent lieu une foule de combats parfois très vifs où les Polonais furent souvent vainqueurs. Les plus importants furent ceux du 3 février à Wengrow, où les Russes perdirent 450 hommes, du 4 à Wachock, où deux escadrons moskovites furent complétement anéantis, de Michow où périrent cent étudiants de l'université de Krakovie, des *Zouaves de la mort* commandés par Rochebrune. C'est à cette époque que les Russes conclurent avec la Prusse la convention qui leur donnait la libre entrée de son territoire et qui émut si vivement toutes les puissances de l'Europe.

Déjà les Russes commençaient cette guerre atroce d'extermination et de dévastation poussée depuis jus-

qu'au délire de la sauvagerie et dont les cruautés inimaginables dépassent tout ce qu'on raconte des Tatars. Toutes les villes, tous les villages dont ils s'emparaient étaient saccagés, incendiés et les habitants massacrés. A Suchedniow, Wengrow, Wonchock, Siemiatycze, Dolaborzno, Modliborzyce, Thomaszow, Miechow, Ojcow et en mille autres lieux, ils réduisirent en cendres villes, bourgs et hameaux, pillèrent et brûlèrent les maisons, égorgèrent les habitants désarmés, femmes, enfants, vieillards infirmes et aveugles, Russes et Polonais, ouvrant aux uns le ventre, en brûlant d'autres vivants, achevant les blessés avec des raffinements de torture incroyables, renouvelant partout des scènes de carnage dont le récit fait frémir d'horreur. Châteaux, fermes, bibliothèques, comme ceux de MM. Piatowski, Zamoïski, de Polytello, furent mis à feu et à sac, ainsi que des pays entiers. En même temps on proclamait l'état de siége, on établissait des cours martiales, et dès le 7 février un ukase donnait à tous les gouverneurs militaires droit de vie et de mort sur tous les citoyens ; une commission pour les suspects était instituée dans chaque arrondissement ; les ordres sanglants, les arrestations, les déportations en masse se succédaient, et les journaux officiels eux-mêmes enregistraient le nom des prêtres et des laïques fusillés ou pendus d'abord à Lubartow, à Plock, à Piotrkov. Recevoir, même de force, un insurgé, ou lui donner un verre d'eau entraînait la mort.

§ II. — *Du 22 février au 21 mars. Dictature de Langiewicz. Protestation de l'archevêque de Varsovie.*

Le second mois de l'insurrection fut la période de la dictature, à laquelle plusieurs prétendirent, et qui fut donnée à Maryn Langiewicz entre les mains de qui le Comité central remit ses pouvoirs. Malgré l'arrivée continuelle de nombreux renforts aux Russes, l'action militaire se concentre, se régularise et s'étend dans plusieurs parties de la Pologne qu'elle n'avait pas encore envahies; beaucoup de femmes habillées en soldats y prennent part. Les combats, plus nombreux, redoublent de vigueur et d'acharnement. Plusieurs sont de véritables batailles, comme celui de Malogorz qui dura 5 heures et fut livré le 24 févier à 4,000 Russes dont 400 furent tués et qui virent leurs canons enlevés par les faucheurs. L'administration russe se désorganise complétement, et tous les Polonais, non encore démissionnaires, y cessent leur service. Un budget national commence à se former par une collecte volontaire qui produit 8,000 roubles en huit jours et par l'enlèvement des caisses publiques. Tout obéit aux pouvoirs nationaux. En face des Russes, au milieu même de Varsovie, le chef révolutionnaire de la ville donne des ordres exécutés par tous avec une incroyable ponctualité. Ainsi le 13 mars il annonce publiquement que les sommes donnés pour l'insurrection seront déduites de la contribution nationale à créer, défend de signer la pétition colportée par Wielopolski et de faire

des enrôlements non officiellement ordonnés par le gouvernement national. L'opinion publique, déjà si vive en France et dans toute l'Europe pour la Pologne, se prononce de plus en plus énergiquement. Des souscriptions, des manifestations et des meetings s'organisent en sa faveur partout et principalement en France, en Angleterre, en Belgique, en Italie et en Suède. A Londres, le meeting de Guildhall forme un comité international de souscription proposée aux municipalités de Paris, de Vienne et des autres capitales, envoie une adresse à Langiewicz et demande la cessation de tous rapports diplomatiques entre la Grande-Bretagne et la Russie.

Le 12 mars, l'armée polonaise se rangea en bataille et forma un quadrilatère au milieu duquel s'élevait un autel. Après une allocution de l'aumônier du camp, l'abbé Kraminski, le dictateur Langiewicz prêta serment à la nation, puis les fonctionnaires et l'armée tout entière au dictateur. On raconte qu'au moment où les prêtres célébraient la messe solennelle, le soleil parut subitement sur l'horizon accompagné de deux autres soleils latéraux, jetant sur le camp une vive lumière et formant en même temps un arc-en-ciel sur les hauteurs opposées. Ce phénomène disparut aussitôt après le service divin. C'était l'emblème de l'éclat si passager de cette dictature et des deux reflets trompeurs qui disputaient sa puissance à l'ancien Comité. Tous les pouvoirs occultes sont dissous, un gouvernement civil est établi avec 4 directeurs pour la guerre, l'intérieur, l'extérieur et les finances et 2 secrétaires. Le dictateur concentre

en lui la puissance suprême, publie un manifeste d'un caractère religieux où il « parle au nom de Dieu, » diverses ordonnances sur l'organisation civile et celle de l'armée, gracie huit condamnés à mort et nomme généraux Jezioranski et Waligorski. Des renforts et des munitions lui arrivent, et il réunit autour de lui près de 15,000 hommes. Depuis longtemps déjà il avait livré aux Russes un grand nombre de combats heureux ; mais à la suite de ceux des 17 et 18 s'étant un peu avancé sur le territoire de la Galicie, il fut reconnu et arrêté par les autorités autrichiennes, conduit à Krakovie, plus tard interné à Tischnowtz, puis libre de se rendre en Suisse.

Ainsi finit cette dictature de huit jours. Cet événement, qui parut alors un grave échec pour l'insurrection, fut au contraire ce qui la sauva; car la concentration de tous les pouvoirs entre les mains d'un seul homme lui eût enlevé son caractère, eût paralysé ses forces, et, en amenant la concentration militaire, l'eût détruite en une seule bataille. Aussi l'ancien Comité national de Varsovie, en reprenant, le 21 mars, la direction, par suite de la captivité de Langiewicz, reconnut la faute qu'il avait laissé faire, et promit de n'y plus retomber.

Durant toute cette seconde période, du reste, la lutte se poursuit de plus en plus ardente sur tous les points, dont plusieurs sont renforcés par les insurgés qui, après la prise de Langievicz, se partagèrent en plusieurs détachements et prirent des directions différentes. L'insurrection compte 20,000 combattants dans le seul gouvernement de Radom, et de nouvelles bandes se forment

principalement dans les forêts et les lieux boisés. Elle occupe un grand nombre de villes, et y établit des autorités nationales, s'empare des caisses publiques, d'armes, de canons, de prisonniers, détruit les ponts, coupe les chemins de fer, les télégraphes, et anéantit dans une seule rencontre un détachement de 250 hommes de la garde impériale. Elle se propage en Lithuanie avec un caractère particulièrement religieux. Elle a déjà presque partout ses chefs militaires habitués au commandement. Non loin de la frontière silésienne, au sud de Czenstochau, se trouve le détachement de Cieszkowski, l'infatigable destructeur des ponts et des chemins de fer; au nord, entre Czenstochau et Kalisch, Oksinski, le vainqueur d'Opatoweck; plus loin, vers Konin et sur la Varta, les corps de Mielinski et Taczanowski luttent continuellement contre les Russes. A droite, vers Kutno, sont les bandes errantes de Lakinski. Dans le gouvernement de Plock commande le général Sigismond Podlewski, qui étend ses excursions jusqu'au delà de la Nuren et dans le palatinat d'Augustowo, ayant sous ses ordres le colonel des faucheurs Fritsche, et correspondant avec d'autres détachements nouveaux. Rylski et Raczinski sont à la tête des corps les plus importants de la Lithuanie, et les deux frères Rykow des plus considérables de l'ancienne Livonie polonaise. Dans les environs de Varsovie opèrent Tchartkowski, Jankowski, Sokol, Zaveski. Dans le gouvernement de Lublin sont le colonel Lewandowski, qui bat les Russes à Slavin, et dont la cavalerie est commandée par le colonel Zakrewski; Martin Lelewel, chef d'un corps volant,

puis d'autres petits détachements. Dans le gouvernement de Radom une foule de bandes sont dirigées par des hommes dont le nom est inconnu. Nous ne parlons pas d'une multitude d'autres, comme Jezioranski, Mieroslavski, Turketty Smiechowski, Czerngery, Bogdanowicz, Zamiesko, Mieczay, fusillé le 19 mars à Krasnystaw par les Russes.

Tel est l'aperçu sommaire des principales forces de l'insurrection vers la fin de mars. Les Russes arrêtent, surtout à Varsovie, déportent, pendent, fusillent, notamment à Lublin, Radom et Kiew. Ils font tout pour soulever les paysans contre les insurgés, et offrent publiquement 5 roubles (20 francs environ) par chaque tête livrée. Ils confisquent les biens des suspects en vertu de l'ukase du 22 mars, et détruisent, par un acte de vandalisme sans exemple, toutes les antiquités qui se trouvaient dans le château de Pieskowa-Skala. Ils pillent, dévastent, incendient et massacrent tout. A Michalowice, Londek, Borysov, Tokarnia, partout ils saccagent, brûlent et rasent villes et villages, réduisent en cendres les châteaux, les granges, les maisons, comme à Gebultow, à Gorka, ruinent des pays entiers, égorgent les habitants et achèvent les blessés. Citons un seul exemple de leurs atrocités. A Siedlce, en Podlachie, les cosaques fusillent à bout portant des Polonais qui n'avaient pris part à aucun combat, s'étaient rendus, et dont le plus âgé n'avait pas vingt-quatre ans, achèvent les blessés en leur fracassant la tête, leur ouvrant le ventre, et leur faisant boire leur propre sang, rient de

leurs cris d'angoisse et d'agonie en les contrefaisant, s'acharnent pendant une heure entière contre les cadavres, les dépouillent, et après avoir tout brûlé, mitraillent les habitants par passe-temps, et leur crient : « Regardez, voici votre sang, buvez-le ! c'est ainsi que nous égorgerons tous les Polonais. » Trois lieues de chemin furent toutes baignées du sang qui dégouttait de ces corps transportés à Siedlce. Ces horreurs étaient telles que des Russes eux-mêmes en étaient révoltés, et que plusieurs, comme le colonel Korff, se brûlèrent la cervelle pour ne pas exécuter les ordres atroces qui leur étaient donnés.

Cette période fut encore marquée par un fait plus important peut-être, mais surtout plus heureux que la dictature. Ce fut l'adhésion publique donnée par l'épiscopat à la révolution. Le chef du clergé polonais, Mgr Felinski, archevêque de Varsovie, envoya sa démission de conseiller d'État, rompant ainsi le lien officiel qui l'attachait au gouvernement russe. Cette démission refusée, mais dans laquelle l'archevêque persista, fut suivie de celle de Mgr Meyertchak, archevêque du diocèse de Krakovie, et de celles de tous les membres du conseil d'État de Varsovie ainsi que du maréchal de la noblesse. En Lithuanie, tous les maréchaux, tous les juges-arbitres et tous les employés indépendants donnèrent également leur démission motivée.

Mais Mgr Felinski ne s'en tint pas à cet acte de la plus haute gravité et qui apportait à l'insurrection un appui moral immense ; le 15 mars il adressa à l'em-

pereur de Russie une lettre où il dit : « Ce fut toujours la mission et le privilége de l'Église de porter la voix aux puissants de ce monde dans les moments des grands malheurs et des calamités publiques. C'est au nom de ce privilége et de ce devoir qu'en ma qualité de premier pasteur du royaume de Pologne, j'ose m'adresser à Votre Majesté pour lui exposer les besoins pressants de mon troupeau. Le sang coule à grands flots, et la répression, au lieu d'intimider les esprits, n'en fait qu'augmenter l'exaspération. Je supplie Votre Majesté, au nom de la charité chrétienne et au nom des intérêts des deux pays, de mettre fin à cette guerre d'extermination. Les institutions octroyées par Votre Majesté sont insuffisantes pour assurer le bonheur du pays; la Pologne ne se contentera pas d'une autonomie administrative, elle a besoin d'une vie politique. » Puis, après avoir hautement réclamé l'indépendance de la Pologne, il s'écrie : « Le temps presse, chaque jour creuse davantage l'abîme... Arrêtez le flot de sang et de larmes qui coule depuis si longtemps en Pologne. Le moment est solennel. » L'empereur répondit par l'envoi de nouvelles troupes et par de nouveaux édits plus sanguinaires.

§ III. — *Du* 21 *mars au* 8 *mai.*

Après la première période de prélude où l'insurrection essaye ses forces sans plan arrêté, et la seconde de dictature où elle se concentre militairement et comme pouvoir entre les mains d'un seul homme, général de l'ar-

mée, commence une troisième phase où se constitue définitivement et avec un prestige inouï la direction du gouvernement national, et s'organise le système d'une guerre de partisans qui avait été abandonné, et qui est désormais réalisé dans toute sa vigueur. Les détachements polonais se divisent en une foule d'autres plus petits qui occupent chaque district et causent des pertes bien plus fortes à l'ennemi.

Le gouvernement national prend la plénitude de sa puissance, bien qu'il doive traverser encore une crise. Il décrète la dissolution de toutes les sociétés politiques existantes, et défend à qui que ce soit d'empiéter sur ses attributions : toute infraction à ses ordres est considérée comme une trahison. Il publie, le 31 mars, une proclamation adressée aux Lithuaniens, le 16 avril, un manifeste, et forme pour la Lithuanie et la Russie Blanche un comité spécial qui, sous sa direction, régit les affaires de ces pays. Partout il est obéi avec le plus admirable élan.

En même temps que le pouvoir se fortifie, la décentralisation militaire s'opère. De ces milliers de détachements, nous ne pouvons citer que quelques principaux : ceux de Padlewski, dans le gouvernement de Plock; du général Czachow, du major Lopacki, de Grelinski et de Kononowicz dans le palatinat de Sandomir; d'Oksinski, de Taczanowski, de Skrzynski et d'un ancien officier français, dans le palatinat de Kalisch; d'Akord, dans le gouvernement d'Augustowo; de Lelevel, Narbut, Jablonowski, Cieszkowski, Boleslas Kolysko, l'abbé

Mackiewicz, Prasnil, Cuszkowski, Seifried, Zamecreck, Czajkowski, Turketti, Kupletski, Mosakowski (1). Ces détachements, aidés d'une multitude d'autres, bien que séparés, agissent de concert sous une direction unique. Pour faire face à ce genre de guerre, les Russes sont obligés d'imiter leurs adversaires, et organisent des colonnes mobiles dont les bandes indisciplinées signalent leur passage par le pillage, l'incendie, le massacre.

Les combats, moins éclatants en apparence, redoublent en nombre et en vigueur, l'intrépidité des Polonais se surpasse, les actes d'héroïsme se succèdent. Que nous déplorons de ne pouvoir au moins retracer quelques-unes de ces luttes! Le 11 avril, les Russes sont défaits à Bialachewo, par Ramotowski; le 12 mars, par Siefried, et ont 30 chariots de blessés; le 17, à Lubiania, à trois milles de Varsovie, 500 Polonais, commandés par Grelinski, bien qu'entourés de 2,000 Russes, soutiennent un combat de trois heures, puis se frayent un passage à travers les lignes ennemies. L'insurrection prend des proportions de plus en plus considérables. Elle s'étend dans la Lithuanie, la Samogitie, les provinces de la Baltique, les palatinats de Vilna et de Minsk ; au sud,

(1) Nous voudrions pouvoir citer quelques-uns des noms échappés à l'oubli parmi ceux de ces chefs qui s'illustrèrent dans les premiers temps surtout de l'insurrection, mais la liste que nous en avons relevée est trop longue pour être donnée ici, et nous nous bornerons à rappeler Kalixte Ujeski, officier qui avait servi dans l'armée d'Afrique, Jung de Bankenhem, officier français, le colonel Nullo, Italien, Antoine Dunin, etc.

dans la Galicie, et plus tard, a son principal théâtre dans le palatinat de Kalisch. Malgré les mesures militaires les plus sévères, les volontaires affluent de toutes parts, mais manquent d'armes. Le 12 avril, le tzar publie une amnistie ; pour toute réponse, dans la nuit du 12 au 13, 1,500 hommes quittent Varsovie pour rejoindre les insurgés, qui s'emparent des caisses du gouvernement, des magasins d'armes, de munitions, délivrent des convois de prisonniers et triomphent dans la plupart des rencontres. Les Russes, de plus en plus désorganisés, s'en prennent aux processions, qu'ils défendent, sont frappés de stupeur en voyant s'exécuter avec l'inexorabilité du destin les condamnations à mort prononcées par le gouvernement révolutionnaire, fortifient Varsovie et divers autres points, occupent militairement les stations de chemins de fer, et font escorter par des soldats les trains, qui cependant sont encore arrêtés. Ils mettent à feu et à sac châteaux, fermes, maisons et villes, entre autres, dévastent complétement les biens des comtes Zabrowski et Cyskiewicz, hachent en pièces une foule de jeunes gens dans la ferme de Hutta-Bouda, en Podlachie, assassinent Kuszkowski et Koslowski, étranger à l'insurrection, font dans la propriété de Mme de Growski un massacre épouvantable de ses deux filles et de 70 ouvriers de Vilna, qui s'y étaient réfugiés, puis saccagent et brûlent tout. Des popes schismatiques prêchent du haut des chaires le meurtre, le pillage et l'incendie. On excite publiquement les paysans à exterminer les nobles et les propriétaires, et on leur alloue pour récompense 3 roubles par

tête. Des soldats des compagnies de discipline et des criminels tirés des prisons sont soudoyés, enivrés et envoyés dans les villages avec de fortes sommes d'argent pour former des bandes de brigands chargées de cette œuvre d'extermination. Une proclamation russe appelle les schismatiques « à exterminer tous les catholiques jusqu'au dernier, les seigneurs comme les paysans; leurs terres et leurs biens seront donnés comme récompense à ceux qui auront aiguisé les couteaux, les faux et les haches. Dieu, l'Eglise grecque et le tzar l'ordonnent, » et bénissent d'avance les assassins. Voilà par quels moyens la Russie combat cette noble insurrection polonaise, qui ne se venge qu'en usant envers ses ennemis d'une humanité sans exemple.

§ IV. — *Du 8 mai au 12 juin.*

Le 8 mai signale le début d'une nouvelle phase marquée par l'extension de l'insurrection jusqu'au sein même de la Russie et par une crise qui se produit dans le gouvernement national. La Ruthénie se soulève dans tout l'espace compris entre le Bug et le Dnieper, des confins du Prypée jusqu'aux extrémités de l'Ukraïne. Les Ruthènes poussent leur cri de guerre *Slawa Bohn!* « gloire à Dieu ! » Dans cette immense étendue presque chaque district fournit son contingent armé, et dès les premiers jours les insurgés occupent la ville de Lubar en Volynie et plusieurs autres. Le mouvement se propage jusqu'à Kiew, Chartow, Czernikow, Iekaterinoslaw, Pul-

tawa ; et presque en même temps éclate dans la Russie Blanche, notamment dans les gouvernements de Witepsk, Mohilew, Smolensk où le noyau des insurgés est formé par les élèves de l'université de Moskou, ceux des écoles supérieures des villes, la noblesse et les propriétaires. Les cosaques du Don et du Volga se soulèvent également. Des troubles éclatent jusqu'à Odessa et dans le gouvernement de Moskou ; et à Saint-Pétersbourg même on opère de nombreuses arrestations. La Russie est attaquée jusqu'au cœur.

Le gouvernement national de Pologne adresse aux populations ruthéniennes des provinces polonaises de la Volynie, de la Podolie et de l'Ukraine l'*Ecrit d'or* ou *Zlota Hramota*, imprimé sur papier d'or, en langue ruthénienne, et où l'on voit reproduite en style byzantin l'image du Christ donnant sa bénédiction. Ce document qui devait être déposé entre les mains de l'autorité de chaque commune rurale, porte le sceau du gouvernement national réunissant en écusson, sous une couronne, l'aigle blanc, le cavalier lithuanien et l'archange saint Michel. En voici les principales dispositions : « Les terres arables, les prairies, les métairies ou maisons appartenant à des particuliers ou à l'Etat, que les paysans détenaient à quelque titre que ce soit, seront à dater de ce jour leur propriété irrévocable, sans aucune redevance de leur part. Les propriétaires actuels en seront dédommagés par le trésor national. Les citoyens libres, ainsi que les fermiers nobles, auront, comme les paysans, la propriété complète des terres et des mai-

sons, soit des nobles, soit de l'Etat, qu'ils détiennent actuellement. » La diète d'Etat distribuera des terres aux paysans qui n'en auraient pas encore. Tous les citoyens, de quelque condition ou de quelque religion qu'ils soient, sont libres, égaux, admissibles à toutes les fonctions publiques, seront administrés et jugés par des hommes élus par eux, se serviront de leur langue, de leurs écoles, de leurs conseils, de leurs tribunaux, de leurs services administratifs, et ne seront soumis qu'aux décisions de la diète d'Etat composée des députés de toute la patrie. Les prêtres grecs recevront des pensions en argent afin que le peuple n'ait rien à payer pour aucun service religieux. Quiconque aura pris les armes contre la domination moskovite recevra sur les biens de l'Etat trois hectares et une maison ou une pension viagère, Le gouvernement national jure devant Dieu tout-puissant, devant la nation entière et devant le monde de maintenir et de défendre tous ces droits de liberté et d'égalité.

Tel est le résumé des principes de la révolution polonaise. Voici maintenant en action ceux de la Russie. En Ukraïne, le gouverneur de la province, Annenkoff, recruta dans le rebut de la population des bandes de brigands qui massacrèrent tous ceux qu'ils rencontraient, saccagèrent et détruisirent les châteaux, les fermes et les maisons isolées; mais le gouvernement national envoya de suite des forces imposantes vers ces régions menacées par l'assassinat et l'incendie. La répression dirigée par les deux Podhorski et le comte Branicki fut telle qu'en 24 heures tout danger avait disparu et ne

se renouvela plus depuis. En Volynie, l'autorité moskovite organisa des bandes semblables formées par les criminels qu'on avait relâchés des prisons à cette condition, et qui, enivrés, massacrèrent un groupe d'insurgés et leur chef, Ciechonski, égorgèrent les blessés, hachèrent les morts, puis se mirent à piller et à brûler les châteaux et les villages, sans ménager les Russes plus que les autres, de sorte que ceux-ci furent eux-mêmes forcés de les attaquer, de les disperser et d'en jeter 200 dans les prisons de Zytomir.

Nous ne retracerons pas les combats livrés en Podolie, en Volynie, en Ukraïne, les alternatives diverses de la lutte, les atrocités des paysans qui parfois assassinèrent par centaines des personnes inoffensives, les victoires des insurgés, comme celle de Padlewski, officier de 1831, dont le fils avait été fusillé le 15 mai et qui le 16 à Machnovka en Volynie battit 2,500 Russes, celles de Platow-Krzyzanowski qui triompha dans trois combats successifs dont le dernier coûta 300 hommes à l'ennemi, celle à Skwera, dans l'Ukraïne meridionale, où deux escadrons de dragons moskovites furent obligés de mettre bas les armes. Il nous suffit de dire qu'à la fin de cette période de nouveaux détachements d'insurgés se formaient, l'un sous le commandement d'un Polonais, ancien officier dans l'état-major russe, et l'autre sous Edmond Rozycki qui dirigeait les opérations militaires de toute la province.

C'est à cette époque qu'eurent lieu en Livonie les atrocités des Raskolniks, flétries par le comte Russell à la

chambre des lords d'Angleterre. Massacres de femmes et d'enfants, châteaux saccagés et réduits en cendres, foule immense d'hommes et de femmes paisibles, garrottés, mis aux fers, déportés, tout dévasté et brûlé, proscriptions en masse, rien ne manque à ces scènes d'horreur. Tout le pays, dit une correspondance, offre l'image de la plus affreuse désolation. Dans le gouvernement de Witepsk, comme en Livonie, il n'y a pas un château, une ferme, un village, qui n'ait été ravagé, dévasté de fond en comble par les raskolniks, les cosaques, les tirailleurs ou les hulans de la garde du corps impérial. Les cachots et les maisons d'étape des districts ne suffisent plus à contenir les blessés et les captifs, entassés pêle-mêle, sans aucun secours des médecins. Deux femmes qui essayaient de leur porter des vivres ont été égorgées sur le seuil des prisons. Le général Dlotowskoï, chef militaire de Mohilew, se distingue entre tous par sa brutalité. «Nous ne savons plus où mettre ces chiens de rebelles, dit-il aux soldats en les envoyant au massacre ; ne faites donc plus de prisonniers : *ceux mêmes qui se rendraient à merci tuez-les !*» Dans une autre occasion, il leur criait : « N'avez-vous pas vos baïonnettes pour en finir avec les Polonais? *Plus vous en tuerez et moins vous en ferez prisonniers, plus le tzar et la Russie vous seront reconnaissants.*» C'est avec de tels ordres que ces bandits quittent Dunaborg et se répandent dans les campagnes. Le simple soupçon de sympathiser avec l'insurrection devient un crime capital. Aussi tous les propriétaires et les prêtres des districts de Siebjez et de

Lusyn sont aux casemates ou dans les fers. La plupart des églises en Livonie sont fermées faute de desservants. Lorsque les paysans viennent porter plainte à Dunaborg, que leurs enfants, leurs malades, meurent sans recevoir le baptême ou les sacrements, on leur offre généreusement des popes russes, tout prêts à les confesser ou même les absoudre, du meurtre de leurs maîtres. « Vous recevrez à ce prix, leur dit-on, les terres de ceux que vous aurez égorgés ; les Polonais sont parmi vous des intrus qu'il faut exterminer jusqu'au dernier, pour que la terre et son produit vous appartiennent, et pour que vous n'ayez plus d'autre maître que le tzar. » Des cosaques, envoyés dans les villages, leur portent les mêmes conseils. On enlève aux prisonniers jusqu'à l'air et à la lumière. Enfermés vivants dans une tombe, la plupart meurent avant même que leur interrogatoire ne soit commencé.

Dans les cercles de Tavaszcra, Swiersk, Czerkawsk, Orchryn et autres, écrit-on de l'Ukraïne, il ne reste pas un propriétaire libre, pas un château intact. Dans tous les combats livrés aux insurgés, les soldats russes ne marchent à l'attaque que couverts par des bandes de paysans qu'ils forcent la baïonnette aux reins d'avancer. Les nôtres naturellement ne tirent pas sur ces malheureux et tombent le plus souvent victimes de leur générosité. Un témoin oculaire d'une de ces luttes donne les renseignements suivants. Après un carnage horrible, il était resté environ 180 prisonniers, exténués de fatigue, couverts de blessures, mourant de faim. Le commandant

russe ordonna aux paysans de dépouiller ces malheureux de leurs vêtements. On leur ôta jusqu'à leur chemise, jusqu'à leur chaussure; et pourtant ils avaient une longue route à faire (28 lieues environ) avant d'arriver à Kiew. On leur mit des fers, et, complétement nus, on les riva par groupes de trois à des troncs d'arbre, qu'ils devaient traîner dans leur marche pénible. Parmi ces condamnés, il y en avait quelques-uns qui auraient inspiré de la pitié à des tigres. C'étaient d'abord un vieillard de 83 ans, qui avait été livré aux Russes pour 3 roubles et qui respirant à peine, ressemblait plutôt à un cadavre qu'à un être vivant; puis un enfant de 14 ans dont les traits décomposés, le souffle affaibli et les yeux éteints, présageaient une mort certaine. Leur compagnon de chaîne était un jeune médecin. En lui mettant les fers, on s'aperçut qu'il avait le bras cassé. Le gardien voulut prendre un autre à sa place. Le commandant le défendit en disant : « Attachez le bras plus bas, » et l'infortuné, les mains derrière le dos, fut rivé au tronc avec le vieillard et l'enfant, incapables tous trois de faire mouvoir la masse pesante. Ils durent pourtant avancer sous le fouet des cosaques. A Kiew, on les partagea en trois catégories. Les moins coupables furent immédiatement enfermés dans une chambre où quinze personnes auraient eu de la peine à trouver place; ils étaient forcés de se tenir debout, tellement serrés, que tout mouvement leur devenait impossible. C'est dans cet état qu'on les laissa des semaines entières. La deuxième catégorie a disparu sans que personne ait pu savoir ce

qu'elle était devenue. La troisième a été conduite dans les casemates. Là, on a jeté les malheureux prisonniers dans des puits profonds et tellement étroits, qu'on ne peut y rester couché. Ils y sont sans lumière, et reçoivent une misérable nourriture au bout d'une corde. A force d'argent, l'un d'eux a pu être racheté. Quand son frère est venu pour le prendre, il crut d'abord qu'on lui remettait un autre prisonnier, tant il était changé. C'est par lui qu'on a appris ces détails dont il est sévèrement défendu de parler, ainsi que des exécutions, à moins qu'elles ne soient publiques ; mais pour une qui a lieu en plein soleil, combien d'autres s'accomplissent dans l'ombre!

En revanche, les Russes faits prisonniers par les Polonais sont presque toujours relâchés, ou, si on les garde, ils sont traités avec la plus grande humanité et tous les égards possibles; on leur laisse leurs habits, leur argent, tout excepté leurs armes, et ils partagent la nourriture et la vie des insurgés. Le gouvernement national ayant appris que Stamirowski, chef d'une petite bande, traitait mal ses prisonniers, le destitue aussitôt, comme compromettant la générosité de la cause polonaise.

Ce gouvernement national institue, le 28 mai, à Paris, le comité chargé de centraliser tous les fonds recueillis en Europe pour la Pologne, et le 31, il annonce que la crise qu'il a traversée est terminée, qu'il est renouvelé et réorganisé d'après les principes démocratiques et avec un certain contrôle. Sur tous les points de la Pologne, la lutte s'étend, se fortifie, prend des proportions qu'elle n'avait pas encore eues jusqu'alors, et déploie une

énergie, une constance, une intrépidité incroyables. Les paysans affluent au camp des insurgés, et l'un d'eux, Parada, qui s'était distingué sous Zapolowicz, à l'affaire de Tuczapy, forme un corps de faucheurs. L'insurrection éclate à Vilna, augmente en Podolie, se rapproche de Varsovie et se propage dans les provinces méridionales jusqu'à Czerkasi, dans le gouvernement de Kiew. De nouveaux détachements apparaissent sans cesse, et dans ces combats innombrables, chaque jour ou plutôt chaque heure est marquée par un triomphe des Polonais. Ainsi, pour en prendre un exemple au hasard, nous avons patiemment fait le relevé des rencontres qui ont eu lieu du 21 mai au 12 juin; et dans cet espace de vingt-deux jours, nous avons compté plus de vingt-cinq victoires signalées, plus d'une par jour, sans compter une foule d'autres moins importantes. Il y en eut jusqu'à trois et quatre en une seule journée. Elles furent remportées principalement par Albertynski, Jankowski, Kaminski, Wawer, Suzin, Hlasko, Brands, Jablonowski, Oksinski, Oborski, Boneza, Jamielinski, Sublicki, Niepski, Calixte Ujeski, Czackhowski, Lelevel, Sokolnicki et Krysinski. Les Russes y perdirent en un seul engagement jusqu'à 300 hommes à la fois, des compagnies entières de cavalerie et d'infanterie, canons, chevaux, armes, munitions, bagages, et furent mis en fuite souvent avec trente chariots de blessés. Le 28 mai, ils avaient perdu, depuis le début de la guerre, plus de 26,000 hommes.

Aussi ont-il recours à tous les moyens : ils incendient les forêts, exterminent et brûlent tout, multiplient les

arrestations et les exécutions ; pendent, fusillent, déportent sans relâche, et essayent d'établir dans les campagnes une police, mais échouent complétement, les paysans étant acquis à l'insurrection. Le 8 juin, 5,000 soldats de la garde leur arrivent de Saint-Pétersbourg ; mais, dans un autre envoi de 600 hommes, 300 périssent par suite de déraillement des trains. Tout tourne contre eux. Beaucoup de leurs officiers passent aux Polonais. Ils ne peuvent avoir un guide sûr, ni rien savoir des forces et des opérations des insurgés, qui, eux, sont parfaitement informés de tous leurs mouvements. Les détachements ennemis naissent à chaque instant sous leurs pas, et, outre ceux des chefs que nous avons déjà cités, nous voyons ceux de Miastkowski, Fericze, Franguta, Wlodew, Szumlandski, Stroïnowski, Kolowski, Rudzki, Zukowski, Ragulski, Calier, Raczkowski, Kupinski. Le gouvernement national nomme Edmond Tacznowski chef des opérations militaires des palatinats de Kalich et de Mazovie. Une lutte sanglante éclate à Varsovie le 1er juin, et des traits héroïques signalent chaque jour. Ainsi, le 28 mai, au combat de Sleszole, en Lithuanie, Koziello se dévoue à la mort avec 80 des siens pour sauver son détachement cerné de toutes parts.

§ V. — *Du 12 juin au 12 juillet. Mourawieff. Redoublement des exécutions et des atrocités.*

Le 12 juin, le P. Agrypin Konarski, capucin, est pendu devant la citadelle de Varsovie, pour avoir rempli son

ministère religieux en confessant des insurgés près de mourir. Son corps, après être resté suspendu pendant trois heures, est jeté, sans aucune cérémonie religieuse, dans un lieu ignoré. Le jour même, l'archevêque de Varsovie proteste solennellement contre cette horrible exécution. « Le prêtre, dit-il, sans considérer celui qui le fait mander, est obligé par sa vocation de porter les secours de la religion à tous les mourants, sans tenir compte de leur position politique et sociale. » Il montre que toutes les lois ecclésiastiques ont été violées et réclame le corps du P. Agrypin pour être inhumé selon le rit religieux. C'est la voix de l'épiscopat et de l'Église qui s'élève pour vouer à l'exécration du monde entier les horreurs de cette guerre atroce érigeant en système l'extermination de tout un peuple et la destruction de fond en comble de la Pologne. Pour toute réponse, l'archevêque est saisi, envoyé sous escorte militaire à Saint-Pétersbourg, puis à la Gatchina, et déporté à Jaroslaw. En même temps, Mgr Krasinski, archevêque de Vilna, qui porte un des plus grands noms de l'histoire, allié à des familles régnantes, à la maison royale de Saxe et à celle de Piémont, est également envoyé à Saint-Pétersbourg, puis déporté à Vialka ; un autre évêque est déporté à Perm. Ce n'est plus seulement la lutte de la Pologne contre la Russie, mais celle du catholicisme contre le schisme, de la civilisation contre la barbarie. Tel est le caractère de la cinquième phase de ce grand duel à mort.

A côté du franciscain qui mourait avec la noble fierté

d'un saint, était exécuté un étudiant de vingt ans, Abicht. Deux autres étudiants étaient condamnés à la déportation en Sibérie pour avoir passé la frontière sans passeport. Mais ce n'est là qu'un des épisodes de l'œuvre d'extermination poursuivie par la Russie. Ses journaux proclament hautement qu'il faut anéantir le catholicisme et le polonisme, sauf à repeupler ensuite la Pologne par des colonies moskovites. Le tzar envoie en Lithuanie un proconsul, Mourawieff, avec *Instructions* de fusiller, pendre, déporter, emprisonner, fouetter les prêtres catholiques, les femmes, les suspects, en un mot tout ce qui n'est pas Russe; « de présenter aux paysans les propriétaires comme leurs ennemis et leurs oppresseurs; de leur fournir des armes pour tout exterminer, dévaster et brûler, lui donnant « pleins pouvoirs » pour tous ces crimes.. L'horrible proconsul s'acquitta dignement de cette tâche, et se mit, dès le premier jour, à fusiller et pendre lentement et à plusieurs reprises, afin de faire plus souffrir, torturant avec des raffinements de cruauté inouïe, laissant les corps suspendus aux gibets, faisant fouler les tombes des victimes par des escadrons de dragons, rendant les sentences en secret sans que l'accusé les connût et pût se défendre, foulant aux pieds toutes les lois, même russes; enterrant les blessés vivants pêle-mêle avec les morts; déportant, incarcérant, fouettant, en un mot commettant toutes les horreurs qui ont fait de ce nom le type de la férocité. C'est de cette manière qu'il fit fusiller à Vilna, le 5 juin, l'abbé Stanislas Tszora, âgé de vingt-neuf

ans, et dont il changea la peine de cinq ans de travaux forcés en celle de mort; l'abbé Raimond Tiemacki, âgé de soixante ans; Albert Laskowicz, âgé de vingt-deux ans; le 8 juin, l'abbé Rozgo de Lithuanie et le comte de Plater, âgé de vingt-quatre ans, fusillé sur les glacis de la forteresse de Dunabourg, et dont la mort fut admirable; pendre, le 9, Boleslas Kolysko sur la place de Lukiski, témoin de trois exécutions en huit jours; pendre, le 27, Sigismond Sierakowski, dit Dolenga, le bienfaiteur de l'armée russe; fusiller le 30, sur la place publique de Lida, le prêtre Adam Falkowski. Des milliers d'autres eurent le même sort, car, outre les exécutions secrètes, on ne connaît que quelques-unes des exécutions publiques.

Ce n'est pas seulement en Lithuanie, mais dans toute la Pologne que fut mis en œuvre cet effroyable système d'extermination. Ainsi, pour ne citer que quelques exemples : le 24 mai M. Szward est pendu; le 4 juin Kononowicz, Sadowicki et Labenski fusillés à Warka; Zielinski fusillé à Kiew; Korawski, Drabowski et Sokolowski fusillés à Varsovie; Frankowski pendu à Lublin le 16 juin; Vincent Biallozor, fusillé à Kowno le 18; Ancypa, Korsak et les deux frères Macewicz, fusillés à Mohilew; Wismewski et sept autres pendus le même jour à Radom; Constantin Lebrewski fusillé à Borysow; Chojewski et Urbanski fusillés à Zytomir; Wysocki et Wisniowski fusillés; Modlinski et Domagalski exécutés à Kielce; Janiszewski et Kozachowski, fusillés à Wilkomir; le même jour, deux prêtres et deux soldats

de la gendarmerie polonaise pendus à Varsovie... Je m'arrête, car la plume tombe des mains devant un tel exemple d'implacable férocité.

Inutile après cela de rappeler les arrestations, proscriptions et déportations en masse. Dès le milieu de juin la seule forteresse de Dunabourg renfermait déjà 869 prisonniers, et à Mohilew 600 employés et propriétaires étaient enfermés dans les casernes; des femmes et des vieillards étaient à chaque instant amenés sous escorte. Un grand nombre de femmes sont jetées dans les casemates de Vilna. Les prisonniers, privés d'air et de lumière, nourris de pain noir et d'eau, couchés sur la paille, dévorés par la vermine, au milieu de la plus horrible infection, ne quittent leurs cachots que pour mourir ou être déportés en Sibérie. Des convois partent de Varsovie et de Vilna, emportant des déportés par milliers. Un décret impérial ordonne que tous les employés catholiques de la Lithuanie soient transportés en quinze jours dans les provinces intérieures de la Russie. Le grand-duc Constantin rend une décision d'après laquelle les commandants de compagnie ont le droit de faire fusiller les insurgés. Mourawieff établit partout l'état de siége, prescrit « d'exterminer les insurgés, » et de les fusiller dans les vingt-quatre heures, principalement les prêtres, les nobles et les propriétaires, lance contre eux des bandes de paysans et de brigands auxquels il distribue pour récompense 2,000 roubles sur les biens des propriétaires, donne pour chaque tête livrée 3 et 5 roubles pris sur les mêmes biens, prêche l'extermination

générale, organise une Jacquerie contre tous ceux qui possèdent, confisque les biens des fermiers qui s'absentent ou semblent suspects, grève ceux du clergé et des propriétaires de charges extraordinaires qui les ruinent, empêche les paysans de faire la moisson afin d'amener la famine, ferme toutes les imprimeries et librairies, poursuit les femmes, les fait dépouiller publiquement, fouetter et promener dérisoirement dans les rues, en un mot outrage, incarcère, maltraite et déporte tout ce qu'il ne peut fusiller et pendre, depuis les évêques jusqu'aux enfants et aux vieillards, et prescrit aux généraux et officiers « de purger les districts de tous les prêtres, propriétaires, nobles, » de déférer aux cours martiales et de faire exécuter quiconque paraîtra « avoir de mauvaises intentions, » de confisquer leurs biens ; en un mot, donne au moindre officier le droit de s'emparer de la fortune de tout citoyen et de le tuer sous quelque prétexte que ce soit. Vers le milieu de juillet il avait déjà confisqué 260 propriétés dans le palatinat de Vilna, 210 dans celui de Kowno, et 62 avaient été saccagées par ses soldats; en tout 532 propriétés détruites ou confisquées dans la Lithuanie seulement. Encore, ce qu'on a constaté à ce sujet n'est-il que la moindre partie de la réalité. Nous ne parlons pas des contributions s'élevant à 6 millions de roubles, des amendes innombrables et des exactions de tous genres.

En Podolie, en Volynie, en Ukraine et partout se poursuit le même système. Dès le 24 mai, le général Annenkoff, commandant en chef de la circonscription

de Kiew, publie un ordre du jour traçant les règles pour le partage des produits du pillage, et en attribuant une forte part aux paysans afin de les exciter à la dévastation et au meurtre. Plus tard, le colonel Wurmser fait une proclamation pour engager tout simplement les paysans à se débarrasser des propriétaires. Le sang des victimes inonde les places publiques, les prisons regorgent de proscrits, l'incendie dévaste tout, les exterminateurs de la nation polonaise accomplissent leur œuvre infernale. Citons quelques faits entre mille. Le 24 mai une horrible boucherie a lieu près de Stare-Lysno, gouvernement d'Augustowno. Un officier russe, Szajecki, passé aux insurgés et devenu chef d'une troupe de Polonais, la livre aux Moskovites, qui furent occupés à les égorger depuis dix heures du matin jusqu'à une heure de l'après-midi. Ils les chassaient dans la plaine comme des bêtes fauves, et les déshabillaient pour les larder à coups de baïonnette et leur arracher les entrailles. Ils en traînèrent d'autres attachés aux queues de leurs chevaux, jusqu'à ce qu'ils eussent rendu le dernier soupir. Le sol était jonché de têtes coupées, de cadavres mutilés, et les officiers russes se firent remarquer dans ce carnage. Plus de cent Polonais furent ainsi massacrés ; l'un d'eux, qu'on trouva le lendemain encore vivant et caché dans les broussailles, était percé de 18 coups de baïonnette. Ajoutons que deux jours après le traître Szajecki, arrêté par les insurgés près de Tykoom, était immédiatement pendu. Après le combat de Komarow, le 20 juin, où fut tué le comte Jules Tarnowski, les Polonais ayant été

accablés par le nombre, les Russes coupèrent la tête aux blessés, en attachèrent aux arbres pour leur servir de cible, arrachèrent à d'autres la peau du visage, les tuèrent et les dépouillèrent tous. Ces atrocités contre les blessés se reproduisent partout comme à Grochowy. Ceux qui par hasard échappent, meurent de faim, de coups, et on empêche de leur donner aucun soin, jusqu'à ce qu'ils soient jetés dans les cachots pour être pendus ou fusillés. Citerons-nous les villes de Miechow, Baran, Radzivilow, Varta et tant d'autres bombardées, saccagées, pillées, brûlées par les Russes? Non, c'est assez de ces horreurs; pour les rapporter toutes il faudrait des volumes entiers.

Déjà du reste l'Europe entière proteste, la France, l'Angleterre, l'Autriche, l'Italie, la Suède, l'Espagne, le Portugal, et jusqu'à la Turquie adressent des remontrances au cabinet de Saint-Pétersbourg, et l'opinion publique, surtout en France, demande énergiquement la guerre contre la Russie et le rétablissement complet de la Pologne. Après cinq mois de lutte, l'insurrection, quoique bloquée par un cordon militaire prussien et autrichien, grandit encore chaque jour et par ses prodiges de constance et d'héroïsme excite l'admiration du monde entier. Les manifestations les plus imposantes continuent même à Varsovie, et le 20 juin plus de 20,000 personnes accompagnent le cercueil du lithographe Sumanski, insurgé mort de ses blessures; son cercueil orné d'immortelles et de couronnes d'épines est porté par les dames de la plus haute classe et accom-

pagné d'un grand nombre d'ecclésiastiques. Les plus hauts dignitaires résignent leurs fonctions et sont déportés. La Russie, ruinée par cette guerre interminable, envoie la dernière division de sa garde en Lithuanie, la première y ayant été complétement détruite. Les communications télégraphiques et autres sont partout rompues, et les Polonais sans armes, sans vivres, sans artillerie, sans remparts, sans forteresses, sans possibilité de garder leurs prisonniers qu'ils relâchent incessamment après les avoir pris, sont évidemment vainqueurs.

Voici quel était vers la fin de juin l'état des principaux détachements insurrectionnels. Dans le gouvernement de Krakovie, celui de Boncza, comptant 300 cavaliers et agissant de concert avec plusieurs détachements d'infanterie. Dans les gouvernements de Sandomir et de Radom, ceux de Czachowski, Lopacki, Kononowicz. Dans le palatinat de Mazovie, ceux de Grabowski et de Rowa. Dans le gouvernement de Lublin, ceux de Lelewel, Rudzki, Wisniewski, Kuczkowski, Wagner et une foule d'autres. En Podlachie, ceux de Zielinski, Łutynski, Krysinski, Grzymala, et d'autres dont le nom des chefs est inconnu. Dans le gouvernement de Plock, celui de Sokolnicki, et la gendarmerie polonaise. Dans le gouvernement d'Augustowno, ceux d'Andruszkiewicz, Suzin, Wawer, Hlasko, Brandt. Dans le gouvernement de Kalisch, ceux d'Oborski, Slupski, Wlodek, Taczanowski, Oksinski, Luttich. En Lithuanie, en Samogitie et en Podolie, ceux d'Albertynski, l'abbé Mackiewicz, Jablonowski, Vislouch, Czarnopolski. En Volynie, ceux

de Rozycki, Wysocki, Dunin. Nous ne parlons ni de Rochebrune, Jankowski, Zielinski, Miniewski, Nusycki, Depulowicz, Frangoti, Swentorzecki, Parezewski, Dolnicki, ni des détachements de cavalerie commandés par Mycielski, Skrzynski, Skowronski, ni d'une multitude d'autres qui surgissent incessamment, se concentrent, se divisent, changent de chefs ou de directions, la plupart d'ailleurs restant inconnus.

Dans les premiers jours de juillet, un grand nombre de nouveaux détachements se forment principalement en Volynie, en Galicie, en Bessarabie et dans le palatinat de Kalisch; d'autres arrivent par les frontières prussienne et autrichienne, comme celui de Wysocki qui occupe Radzivilow avec 2,000 hommes, un second de 800 combattants venus de la Galicie autrichienne, et celui de Rochebrune qui se montre de l'autre côté du Pruth. Les Russes sont obligés d'occuper, avec 10,000 soldats, les chemins de fer dont tous les employés sont partis sur l'ordre du gouvernement national. Les corps volants de cavalerie polonaise parcourent les campagnes et enrôlent les jeunes gens. Tout Polonais devient un insurgé; on est obligé de retenir jusqu'aux enfants qui courent aux armes; et les Polonaises, si célèbres par leur patriotisme, ont toutes la noble exaltation de celle qui accourant sur un champ de bataille prodiguer ses soins aux mourants et interrogée par un Russe si elle avait là son frère, lui répondit : « Tout Polonais qui combat pour la patrie est mon frère. » Malgré les renforts qui arrivent constamment aux Russes, l'insurrection compte

20.

chaque jour je ne dis pas par un, mais par plusieurs triomphes. En effet du 22 juin au 12 juillet, c'est-à-dire en 20 jours nous avons relevé plus de 30 victoires remportées par les Polonais. Quel peuple que celui qui depuis sept mois, et dans de semblables conditions, soutient une telle lutte!

§ VI. — *Du 12 juillet au 15 août. Deuil de l'Eglise. Gouvernement national. Conclusion.*

L'insurrection de la Pologne contre la Russie étant devenue un duel à mort du catholicisme contre le schisme, de la civilisation contre la barbarie, ne fut plus seulement la question d'une nationalité, mais celle de l'humanité tout entière, et dut entraîner dès lors la double intervention de l'Église et des puissances européennes. L'Eglise commença. Le 12 juillet, le clergé polonais annonce aux fidèles rassemblés dans les églises de Varsovie la déportation de l'archevêque, et, après une allocution, donne lecture de la lettre pastorale, en date du 9, de l'évêque Paul Rzewuski, chargé de l'administration du diocèse, qui ordonne que l'Église prenne le deuil, que les cloches, les orgues, les chants et toute musique cessent de se faire entendre, que la bénédiction même du saint-sacrement se fasse silencieusement, qu'il n'y ait plus que des messes basses et que les prières redoublent de ferveur. Tous les ornements des autels sont emportés, les fleurs enlevées, les cierges éteints. Tout s'accomplit dans un morne silence qu'interrompent

seuls les gémissements et les sanglots. En présence de tant d'atrocités et de cette extermination de tout un peuple, l'Église se voile et pleure, en invoquant la justice de Dieu. Rien ne saurait peindre l'immense impression produite en Pologne par cette solennelle protestation de l'Eglise.

Celle des puissances européennes vient ensuite, et la France, l'Angleterre et l'Autriche s'unissent dans cette revendication. A cette double protestation se joint le prestige d'un pouvoir jusqu'alors inouï dans le monde. Jamais, en effet, à aucune époque de l'histoire, ne s'est accompli un fait aussi prodigieux, aussi extraordinaire que celui du gouvernement national de la Pologne. Dans un pays soumis depuis un siècle à la Russie, en face d'une armée de 300,000 hommes et d'une police supérieure à toutes celles de l'Europe, s'élève un pouvoir occulte qui se substitue au gouvernement moskovite, régit la Pologne d'un bout à l'autre, et fait exécuter partout librement ses ordres avec une autorité qui tient du prodige. Ce pouvoir, insaisissable, invisible, a ses ramifications dans toutes les provinces polonaises. Il agit jour par jour, minute par minute, avec une incroyable régularité, rend pour tous des arrêts respectés de tous, les signifie directement aux chefs russes eux-mêmes, sans qu'on ait jamais pu savoir la route prise pour leur faire connaître sa volonté à laquelle sont contraints d'obéir, jusqu'au général de Berg et jusqu'au marquis Wielopolski.

Il n'est pas une maison, une caserne, un palais, une

prison qui ne soit en rapport avec ce pouvoir ; les chefs de détachements disséminés sur tout le territoire agissent sous sa direction, mais nul ne sait où il se tient, qui il est, et cependant tous s'inclinent devant sa toute-puissance. Il n'a qu'à dire un mot et Varsovie se soulève ; mais il l'avertit au contraire d'empêcher le soulèvement que voudrait exciter le gouvernement russe, et tout reste tranquille. La police russe prépare-t-elle un édit, le général en chef ordonne-t-il un mouvement, le grand-duc est-il en correspondance avec son frère, le Comité est instruit de tout et avant tous ; il est rare que la police, le général ou le grand-duc ne reçoivent en même temps des avertissements qui les préviennent de la responsabilité qu'ils vont encourir. Le prince Gortschakoff envoya au prince-lieutenant un courrier porteur de dépêches invitant le grand-duc à mettre tout en œuvre pour étouffer l'insurrection avant que les grandes puissances aient eu le temps de se mettre définitivement d'accord ; on l'invitait à donner carte blanche à des hommes de la trempe de Mourawieff. Une heure après, le grand-duc recevait un pli dans lequel le comité, après avoir retracé toutes les instructions du prince Gortschakoff, « prévenait le grand-duc que si, à Varsovie, il voulait renouveler les massacres de Vilna, le Comité ne répondait plus de la sûreté du frère de l'empereur. » Sous forme d'invitation, on lui dictait en quelque sorte la réponse qu'il aurait à faire à Saint-Pétersbourg. Le grand-duc ne peut ouvrir son paquet de journaux étrangers sans y trouver les numéros du jour de ceux

du gouvernement national avec le timbre de la poste.

Ce pouvoir a tout ce qui constitue un gouvernement régulier. Il a son armée organisée. Le 10 mai, il ordonne une levée en masse dans la Podolie, la Lithuanie et la Russie Rouge. Plus tard, il fait en Podlachie une levée générale de tout homme de 18 à 35 ans. Il a ses commissions de recrutement, qui en huit jours enrégimentent à Kalisch 500 jeunes gens, puis ses délégués qui se présentent dans les familles avec des billets lithographiés invitant les individus à se rendre sur tel point pour être incorporés et dans l'armée nationale. Au moindre de ses ordres, tous ceux désignés, même parmi les officiers d'origine polonaise de l'armée russe, rejoignent l'insurrection, comme firent le 12 juin Paniutyn, chef d'escadron de la garde impériale, neveu et aide de camp du général Berg, commandant en chef des troupes, le major Zabikowski, le capitaine Bykow, Rozwadoroski et Alfred Potocki, tous officiers de l'armée russe. Il publie, sur la formation d'une armée polonaise par districts, et sur celle des détachements d'infanterie, des instructions qui sont suivies à la lettre. Il a sa gendarmerie nationale et ses commissions militaires près des commandants en chef des troupes.

A côté de son armée et de sa gendarmerie, il a son trésor national, son budget, ses impôts partout admirablement payés par les Russes eux-mêmes, sur l'avis imprimé qui leur est remis. L'argent dont il dispose arrive scrupuleusement aux destinataires, sans que jamais un denier en ait été détourné. Par décret du 5

juillet il contracte, avec les principaux capitalistes du pays, un emprunt de vingt-et-un millions de florins.

Il a sa justice, son code pénal et de procédure criminelle, ses tribunaux militaires, ses tribunaux révolutionnaires, constitués par décrets du 2 juin dans chaque cercle, et composés chacun d'un président, de deux juges et d'un procureur national. On sait par de terribles exemples avec quelle ponctualité sont exécutés ses arrêts. Ainsi, le tribunal révolutionnaire de Varsovie condamna à mort le colonel Leichte, inquisiteur de la citadelle sous Nicolas, et qui venait de reprendre ses fonctions. Le 21 juillet, la sentence fut rendue publique, et le soir même Leichte n'existait plus.

Il adresse un admirable manifeste « à la nation, » et le 31 juillet, un autre non moins remarquable « aux peuples et aux gouvernements de l'Europe. » Il a ses représentants à l'étranger. Ce fut d'abord Joseph Ordega, son délégué; c'est aujourd'hui le prince Stanislas Czartoryski, son agent général diplomatique à Paris et à Londres.

Il promulgue les constitutions, les institutions, les lois qui doivent régir la Pologne, comme nous l'avons vu plus haut dans l'*Écrit d'Or,* adressé aux provinces polonaises de la Podolie, de la Volynie et de l'Ukraine. Il a ses fonctionnaires de tous les ordres, à Varsovie, sa commission insurrectionnelle, son chef de la ville, dont les ordres, revêtus de son cachet, sont ponctuellement exécutés, qui publie incessamment ses proclamations et a divisé la ville en cinq quartiers, chacun admi-

nistré par un préposé. Il a ses chancelleries, son sceau, son imprimerie, ses archives et délivre des passe-ports.

Il interdit de payer les impôts au gouvernement moskovite, qui ne les reçoit plus. Il défend de prendre part à ses adjudications publiques, et il ne se trouve personne, même en Russie, qui ose les soumissionner. Il fait passer des caisses russes dans les siennes les sommes et les titres qu'il veut recouvrer, et la police ne peut rien découvrir. Il ouvre, aux bureaux de poste, les correspondances des autorités russes, et les referme avec son cachet, et cette mention : « Révisé par le gouvernement national. » Le 22 juin, il interdit l'exploitation des chemins de fer et des télégraphes, et aussitôt il est impossible de trouver un mécanicien, un chauffeur, un employé quelconque qui veuille en faire le service. Il institue dans les villes et les villages des gardes de sûreté, défend d'accepter les emplois des fonctionnaires destitués par les Russes, déclare propriété nationale les biens confisqués par Nicolas et Alexandre II dans les provinces polonaises, et en perçoit les loyers et fermages. En un mot, il commande partout en maître, et devant le prestige de sa toute-puissance occulte, nul ne lui a jamais marchandé ni sa fortune, ni son sang, ni sa vie. Quel est le pouvoir légal qui ait jamais joui d'un tel empire?

Sous sa direction, la révolution prend des proportions toujours croissantes et les forces insurrectionnelles augmentent, principalement dans la Polésie, la Lithuanie, la Volynie, et le palatinat de Lublin où l'on compte

10,000 hommes bien armés et aguerris. Dans cette dernière circonscription opèrent cinq principaux détachements commandés par Lelevel, Krysinski, Wagner, Wierzbicki, et partout d'autres plus petits harcellent l'ennemi, interceptent les dépêches, coupent les communications et les transports. En Volynie le détachement de Frangott est successivement renforcé de plusieurs autres. En Samogitie sont ceux des abbés Mackiewecz, et Jachimowicz, de Jablonowski, Jezierski, Albertus et le comte de Tyszkiewicz. En Podlachie commande, entre autres, Zielanski, qui le 19 juillet remporte une victoire où 200 Russes périssent. Dans le palatinat de Kowno se forment deux nouveaux détachements de cavalerie lithuanienne. Dans celui d'Augustowno se signale Wawer (Ramolowski). Dans celui de Plock sont les corps de Zameczek, Jalinski, Tromczynski. Dans celui de Kalisz se fait redouter la cavalerie de Taczanowski nommé général de brigade par le gouvernement national. Le 13 juillet un détachement de 900 hommes organisé par le colonel Milkowski, traverse la Valachie pour se rendre en Pologne, soutient contre les Valaques un combat de 5 heures, et après avoir publié une admirable adresse aux Roumains, est obligé d'aller se reformer en Turquie. Parmi les autres chefs que nous n'avons pas encore mentionnés jusqu'ici, bornons-nous à nommer Wyslouch, Staniewicz, Strelecki, Sulecki, Polecka, Jasnicki, Boguz, Chmelinski. Les rencontres se succèdent tellement nombreuses qu'il est impossible d'en faire l'énumération, ou plutôt elles deviennent incessantes sur

tous les points. Citons-en un exemple : du 6 au 18 juillet on a relevé, dans le royaume seulement, 22 combats importants et 10 en Lithuanie, soit 32 en 12 jours ou près de trois par jour, sans compter tous les engagements secondaires. Les victoires innombrables qui se suivent deviennent aussi plus importantes. Ainsi, le 24 juillet a lieu une véritable bataille rangée, livrée à Krasnystaw par les détachements réunis de Budecki, Jankowski et Kaysinski, contre les Russes commandés par le général Chrustcheff, qui sont mis dans une complète déroute et perdent 700 hommes. L'effet de cette victoire est immense. Elle est suivie d'une foule d'autres, notamment le 29 juillet, les 5 et 8 août et depuis.

Alors la persécution atteint le paroxisme de la rage. Les exécutions se multiplient, les mesures de rigueur redoublent. Ici ce sont des prêtres, comme les abbés Zubrzycki, Jasiewicz, et Szreders, qui sont fouettés et condamnés à mort ou aux travaux forcés dans les mines de Sibérie. Là d'autres Polonais sont pendus ou fusillés, comme Chojawski, à Zytomir, et les deux frères Joseph et Alexandre Bewkowski. Des convois de déportés partent de Vilna et de Varsovie. Dans cette dernière ville, à Kalisch, Alexandrow, Kowal, Wloclawek, Moszawa, et partout s'opèrent d'innombrables arrestations. Dans la capitale, tous les religieux Trinitaires sont enlevés et jetés dans les souterrains de la citadelle ; dans les districts d'Opozno et de Radom, les propriétaires sont saisis et traînés dans les cachots. Les femmes sont fouettées, enchaînées, emprisonnées. Les prisonniers, comme

à Modlin, sont traités de la manière la plus horrible ; on emploie des peines corporelles pour leur arracher des aveux, et l'on interdit à tout fonctionnaire civil d'assister à leurs interrogatoires. D'un bout à l'autre de la Pologne l'œuvre d'extermination s'accomplit. Les villes, comme celle de Brenica, sont réduites en cendres; les bourgs, comme ceux de Sokdow et Kolno, sont saccagés; les châteaux et les fermes pillés, les moissons détruites, les habitants massacrés. Des bandes de pillards et d'assassins forment l'avant-garde des Russes. Les colonels Machanoff et Pomeranzoff rivalisent de férocité avec Mourawieff, et prêchent publiquement le terrorisme, la jacquerie, l'assassinat des propriétaires.

Cependant l'attitude de l'Europe devient de plus en plus menaçante contre la Russie. La Suisse vote de chaleureuses adresses à la Pologne ; les meetings de Londres proclament que la conduite des Moskovites est un outrage à l'humanité et demandent la guerre. Tout semble s'y préparer. La France, l'Angleterre, l'Italie, la Suède et la Turquie, arment. Un conseil de tous les officiers supérieurs tenu par les Russes constate que leur armée est dans un état d'épuisement et de démoralisation toujours croissant et qu'il devient impossible de poursuivre cette guerre. La Russie est obligée de faire une nouvelle levée de 700,000 hommes. On raconte que visitant l'intérieur de son empire, le tzar rencontra un vieillard vénérable nommé Œblatt, qui vivait depuis 50 ans dans les plus grandes austérités et était considéré comme un saint. Ayant appris qu'il passait pour connaître l'avenir, il

l'interrogea. « Avant un an, dit Œblatt, ton empire ressemblera à une mer de feu ; en vain tu t'efforceras de l'éteindre. Trois puissances te feront la guerre, mais cela ne t'abattra pas. Ce qui te chagrinera devantage, ce sera de voir tes peuples se soulever contre toi. » Après être resté un certain temps silencieux et absorbé dans ses réflexions, l'empereur ajouta : — « Si tu dis vrai, donne-moi une preuve de la réalité de tes prédictions. — L'homme ne doit pas éprouver Dieu, dit le vieillard ; mais afin que tu reconnaisses la véracité de mes paroles, écoute : dans une heure, un messager arrivera près de toi à la hâte pour t'annoncer qu'il a été commis une tentative d'assassinat sur l'un de tes serviteurs les plus zélés, et que le coup fatal a été heureusement détourné. N'y ajoute pas foi ; l'assassinat n'a pas eu lieu ; ce récit n'est inventé que pour t'exciter contre tes sujets. » Le tzar congédia le vieillard. Il était alors onze heures du matin. A midi précis, un messager arrive et apporte la nouvelle qu'on a attenté aux jours de Wielopolski. Or, plus tard on apprit que cette nouvelle était fausse. Wielopolski aujourd'hui disgracié a été conduit sous escorte de gendarmes hors de la Pologne, et la prophétie du vieillard inspiré paraît près de s'accomplir (1).

(1) Nous voulions donner ici quelques détails pleins d'intérêt sur l'agriculture, l'industrie, le commerce, la navigation et les mœurs de l'ancienne Pologne, sur l'histoire de ses principales villes, de ses châteaux, et compléter ce que nous avons déjà dit de ses diètes, de l'élection et du couronnement de ses rois, de sa législation et de sa littérature. Il ne nous restait plus qu'à achever la rédaction de matériaux dès longtemps préparés. Mais

nous sommes arrêté par le cadre déjà dépassé de ce livre. Peut-être ces études pourront-elles trouver place dans une nouvelle édition!

Nous voulions aussi joindre à cet ouvrage une carte de la Pologne, indispensable pour suivre avec intérêt les événements successifs de son histoire et principalement le récit de ses guerres. Mais on en a publié récemment un si grand nombre que nous avons supposé qu'il serait facile à nos lecteurs d'en avoir une sous les yeux.

FIN DU SECOND VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES.

LA POLOGNE EN DÉCADENCE (1587-1795).

LA POLOGNE RENAISSANTE (1395-1863).



